



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LIX^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1984

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 33 **Mesure de politique monétaire. Communiqué du 15 février 1984.**
- 35 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de janvier 1984.**
- 1 **Statistiques.**
- 167 **Législation économique.**
- 179 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Environnement international

C'est sans aucun doute au Canada et aux Etats-Unis que le renversement de la conjoncture économique a été le plus spectaculaire en 1983 et que la reprise économique s'est le plus nettement affirmée ; alors que le volume du produit national brut de ces deux pays avait diminué respectivement de quelque 4,5 et 2 p.c. en 1982, il se serait accru d'environ 3 et 3,5 p.c. en 1983. La majorité des autres pays industrialisés ont également bénéficié d'une amélioration de la demande, en bonne partie induite de l'essor américain, mais le changement n'a pas été aussi accusé qu'aux Etats-Unis ; au demeurant, l'évolution a été marquée de différences assez nettes de pays à pays. Ainsi, au Japon, où la croissance n'a jamais été négative depuis 1974, le rythme de l'activité s'est accru en cours d'année. Au contraire, la Communauté Economique Européenne n'est sortie que lentement de la légère récession de 1981-1982 et ses progrès ne se seraient pas accentués au second semestre. Parmi les grands pays membres de la Communauté Economique Européenne, ceux qui n'avaient pas, au départ, de déficit extérieur courant — le Royaume-Uni et la République Fédérale d'Allemagne — ont pu améliorer plus facilement leur activité, tandis qu'en France, celle-ci a peu progressé et, en Italie, elle aurait même encore régressé.

Croissance

La reprise a été déterminée par une progression en volume de la consommation privée ; aux Etats-Unis, celle-ci a été fortement stimulée par des allègements fiscaux ; de façon plus générale, c'est en réduisant leur propension à l'épargne que les ménages ont, dans divers pays, augmenté leurs dépenses de consommation ; cette modification de comportement provient notamment de l'affaiblissement de la poussée des prix, très net dans certains pays, qui a valorisé le pouvoir d'achat des revenus fixes et atténué l'érosion de la valeur réelle des patrimoines financiers. En général, les investissements des entreprises en équipement n'ont pas contribué à la reprise à son premier stade ; aux Etats-Unis, il a fallu attendre les derniers mois de l'année pour que l'expansion des dépenses de consommation commence à exercer un effet d'entraînement sur l'investissement. De même, la demande émanant du reste du monde n'a pas été un facteur de soutien de l'activité des pays industrialisés.

L'amélioration conjoncturelle a commencé à se manifester, en cours d'année, dans l'évolution du chômage, surtout aux Etats-Unis où le pourcentage des chômeurs relativement à la population active s'est réduit nettement, principalement au second semestre ; au Japon, ce taux a cessé de s'élever ; dans la Communauté Economique Européenne, son augmentation s'est ralentie, mais à la fin de 1983, il atteignait encore quelque 10 p.c.

Emploi

Le redressement de l'activité de l'économie américaine et d'autres pays industrialisés a entraîné un relèvement des cours d'un certain nombre de matières premières ; en outre, des facteurs climatiques ont contribué à provoquer une forte hausse des prix des produits alimentaires ; au contraire, les prix des huiles

Prix

minérales, exprimés en dollars, ont poursuivi leur mouvement de repli. Celui-ci a renforcé l'incidence, sur les prix intérieurs, du ralentissement de l'augmentation des salaires nominaux, assez général dans la plupart des pays industrialisés; dès lors, le rythme de hausse des prix à la consommation s'est de nouveau ralenti: vers le milieu de l'année, l'inflation de ces prix a été le plus faible depuis plus de dix ans pour les pays industrialisés considérés dans leur ensemble.

Taux

Ce nouveau recul de l'inflation ne s'est plus accompagné, comme cela avait été le cas en 1982, d'un repli significatif des taux d'intérêt nominaux à court terme; au contraire, le niveau de ceux-ci s'est même légèrement redressé dans plusieurs pays en cours d'année. Ce raffermissement a été déterminé par les décisions de politique monétaire prises aux Etats-Unis, où les autorités se sont montrées moins accommodantes qu'en 1982 et n'ont pas assoupli davantage les conditions de la création de liquidités, en dépit du gonflement plus rapide qu'en 1982 des besoins de financement de l'économie. Par contagion, l'abaissement des taux à long terme a cessé dans la plupart des pays, et l'on a même assez généralement observé une légère remontée de ces taux; sur les marchés de fonds, du côté de la demande, la composante formée par les besoins des entreprises et des ménages s'est amplifiée avec la reprise économique, cependant que l'autre composante, inélastique aux taux, formée par l'appel des pouvoirs publics aux marchés, ne s'est pas réduite, au contraire, puisque les déficits budgétaires n'ont pas pu être diminués, sauf au Japon et en République Fédérale d'Allemagne. Ainsi, l'écart entre les taux d'intérêt nominaux à long terme et l'inflation s'est encore élargi en 1983: les taux d'intérêt réels, déjà nettement positifs dans tous les grands pays au cours des deux années précédentes, se sont encore relevés.

Balance des
paiements.
Changes

Le contrôle, par les autorités américaines, du volume des liquidités disponibles sur les marchés de fonds intérieurs aboutissait à soutenir les taux d'intérêt. Le niveau de ceux-ci rendait les placements en dollars attrayants pour les étrangers. L'afflux de capitaux vers les Etats-Unis a été entretenu, en outre, par un pari, d'ailleurs gagné, sur l'appréciation du dollar. Le surplus de la balance des opérations en capital des Etats-Unis a augmenté, d'autant plus que le recyclage, vers des pays du tiers monde, des fonds qui étaient entrés s'effectuait dans des conditions plus difficiles. Comme la régulation du marché des changes était laissée au seul flottement des cours, les entrées nettes de capitaux devaient, toutes autres choses étant égales, provoquer la hausse du dollar vis-à-vis des autres monnaies; pour les détenteurs de celles-ci, le renchérissement des actifs en dollars aurait pu ralentir leur demande pour ces placements. Mais l'efficacité de cette dissuasion par le prix dépendait évidemment de l'élasticité de la demande. Or, il ne semble pas que cette élasticité ait été très forte en 1983; le retour à meilleure santé de l'économie américaine, la détermination des dirigeants du Federal Reserve System de s'opposer à toute résurgence de l'inflation, l'insécurité politique dans d'autres parties du monde ont contribué à renforcer la confiance dans le dollar, comme instrument de placement, et à affaiblir ainsi l'élasticité de la demande étrangère pour cette monnaie. Dès lors, la hausse du dollar devait se poursuivre jusqu'à ce qu'elle provoque un déficit de la balance courante des paiements qui ait la même ampleur que le solde créditeur net des mouvements spontanés de capitaux. Dans un régime de flottement, ceux-ci ont finalement

contribué à élargir le déficit courant des Etats-Unis que provoquait, par ailleurs, par le jeu des propensions à importer, l'avance que la reflation de la dépense intérieure avait prise dans l'économie américaine, par rapport au reste du monde. Ces mécanismes d'ajustement ont exercé leurs effets pendant toute l'année 1983 : le déficit des transactions courantes de la balance des paiements des Etats-Unis aurait atteint 43 milliards de dollars contre 11 milliards en 1982.

Le cours moyen pondéré du dollar s'est apprécié de quelque 8 p.c. depuis la fin de 1982, de sorte que le relèvement de ce cours depuis le minimum auquel il était tombé en octobre 1978 a atteint 44 p.c. La seule monnaie importante vis-à-vis de laquelle le dollar ne se soit pas apprécié en 1983 est le yen ; les mêmes mécanismes de rééquilibrage extérieur ont joué au Japon, mais en sens inverse ; l'excédent courant, passé de 7 à 23 milliards de dollars de 1982 à 1983, a soutenu la hausse du cours du yen, même si, finalement, il a été essentiellement compensé par des sorties nettes de capitaux. Si l'on considère l'année 1983 dans son ensemble, on constate que toutes les monnaies des pays membres du Système Monétaire Européen ont fluctué à la baisse vis-à-vis du dollar, mais l'ampleur de ce fléchissement a été différente suivant les monnaies. Les rapports officiels de change entre ces monnaies, eux-mêmes, ont subi le 21 mars 1983 un nouveau réajustement ; le mark allemand a été réévalué de 5,5 p.c., le florin hollandais de 3,5 p.c., la couronne danoise de 2,5 p.c. et le franc belge de 1,5 p.c., tandis que le franc français et la lire italienne étaient dévalués de 2,5 p.c. et la livre irlandaise de 3,5 p.c. A la suite de ces réaligments et de l'attribution d'un nouveau cours-pivot fictif à la livre sterling, le cours-pivot du franc belge par rapport à l'Ecu a été relevé de 1,36 p.c. L'appréciation ultérieure de la livre sterling, consacrée le 18 mai par un ajustement de son cours-pivot fictif, décidé pour les besoins de la politique agricole communautaire, a déterminé un abaissement du cours-pivot du franc belge par rapport à l'Ecu de 1,2 p.c. ; ainsi la réévaluation de mars a été pratiquement annulée.

La balance des paiements courants de chacun des pays participant au Système Monétaire Européen s'est améliorée en 1983 en conséquence de la reprise économique aux Etats-Unis, de l'appréciation du dollar et du yen, ainsi que par l'effet des mesures spécifiques qu'avaient prises certains de ces pays pour réduire leur déficit vis-à-vis de l'étranger. En outre, les pays industrialisés ont tiré avantage de l'aggravation du déficit commercial global du groupe de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Quant aux pays en voie de développement non exportateurs de pétrole, ils ont bénéficié d'une amélioration de leurs termes d'échange due notamment à la baisse du prix de l'énergie, ainsi que d'une reprise du volume de leurs exportations vers les pays industrialisés et, en outre, d'un allègement des charges d'intérêts de leur dette envers l'étranger ; dans le même temps, leurs importations subissaient une nouvelle réduction, par suite de la mise en oeuvre progressive des programmes de redressement auxquels le Fonds Monétaire International avait subordonné l'octroi de ses concours à certains de ces pays, ou, dans les autres cas, par l'effet des mesures qu'eux-mêmes avaient décidées en toute autonomie pour arrêter la dégradation de leur situation financière extérieure. En conséquence, le poids de l'endettement extérieur brut des pays en voie de développement, mesuré par le rapport entre l'encours de celui-ci

et leurs exportations de biens et de services, ne s'est plus guère alourdi en 1983. En outre, le terme moyen de cette dette a pu être allongé sensiblement. Cette consolidation et l'abaissement des taux d'intérêt internationaux ont allégé la charge du service financier de la dette de ces pays : elle a représenté quelque 20 p.c. de la valeur de leurs exportations de biens et de services en 1983, contre 24 p.c. en 1982. En dépit de cet allègement, cette charge continue à imposer à ces pays un prélèvement considérable sur les ressources réelles qu'ils produisent ; la plupart seraient menacés de perturbations majeures s'ils ne pouvaient recevoir une nouvelle assistance financière qui facilite le rétablissement de leur situation.

Crédits
internationaux

Pour partie, cette assistance consistera sans doute encore en crédits octroyés par la communauté internationale des banques commerciales. Afin de mieux apprécier l'opportunité des avances encore à consentir, un groupe de banquiers a pris l'initiative de créer un Institut de la Finance Internationale, qui centralisera la collecte des données permettant de juger de la solvabilité des pays emprunteurs. De son côté, le Comité des règles et pratiques du contrôle bancaire, qui fonctionne sous l'égide du Comité des Gouverneurs des banques centrales du Groupe des Dix, s'est également préoccupé d'améliorer les instruments de la surveillance exercée par les autorités nationales. Il a conclu que les autorités devaient être informées de l'ensemble des activités, au plan mondial, de chaque établissement de leur ressort et, à cette fin, devaient disposer des comptes consolidés de la maison-mère, de ses succursales et de ses filiales à l'étranger ; les principes que ce Comité avait définis en 1975, en ce qui concerne le contrôle des banques multinationales, ont donc été amendés ; le nouveau « concordat » consacre la pratique de la consolidation des bilans ; les autorités de contrôle se sont engagées à faire appliquer ce principe dans leurs pays respectifs. La collaboration entre autorités de contrôle a été renforcée ; la répartition des tâches entre les autorités du pays de la maison-mère et celles du pays où sont installées les filiales et succursales a été précisée.

Il est évident que, pendant plusieurs années encore, les crédits accordés par les marchés ne pourront suffire à couvrir les besoins d'assistance financière de divers pays en voie de développement. Ces apports devront être étayés et complétés par des aides venant des institutions internationales officielles, en particulier du Fonds Monétaire International. Les circonstances ont mis en lumière la fonction de catalyseur qu'exerce ce dernier : les concours qu'il octroie peuvent générer ceux du secteur privé. Aussi, la thèse a-t-elle été défendue qu'il était opportun d'élargir, par divers moyens, les ressources dont l'institution dispose ou pourra disposer pour financer ses prêts. Cette thèse a été appuyée par de nombreux pays industrialisés, dont la Belgique, au cours des négociations qui ont abouti à un relèvement sensible des quotas et des possibilités d'emprunts du Fonds ; la huitième révision des quotas a majoré l'ensemble de ceux-ci de 29 milliards de Droits de Tirage Spéciaux pour les porter à 90 milliards ; les montants qui peuvent être mis à la disposition du Fonds par le Groupe des Dix et la Suisse, en exécution des Accords Généraux d'Emprunt, ont été augmentés de 6,7 à 17 milliards de Droits de Tirage Spéciaux ; ces ressources pourront, sous certaines conditions, être utilisées pour financer des tirages par des pays qui ne

participent pas aux Accords. En outre, la Banque des Règlements Internationaux et dix-neuf pays, dont la Belgique, ont décidé d'accorder au Fonds une ligne de crédit de 3 milliards de Droits de Tirage Spéciaux sur laquelle celui-ci pourra, pendant un an, opérer des tirages d'une durée de deux années et demie maximum ; parallèlement, l'Arabie Saoudite s'est déclarée prête à ouvrir au Fonds un crédit pour le même montant.

Evolution économique et financière en Belgique

Le matériel d'investigation dont la Banque dispose étant riche, il lui est possible, dès les premières semaines de l'année, de procéder à une analyse d'ensemble de l'évolution de l'économie nationale au cours de l'exercice écoulé. Certes, pour les événements des plus récents mois, la construction du diagnostic repose sur l'observation, non pas de tracés continus — ils font défaut —, mais de repères isolés, reliés cependant par des cohérences que l'expérience rend évidentes. Depuis quelques années, cette période pour laquelle il faut faire oeuvre de paléontologue, tend cependant à s'allonger avec le délai dans lequel sont fournies, en dépit des commodités de l'informatique, certaines informations statistiques accoutumées ; de plus, pour des raisons de nature diverse, la qualité de ce matériel laisse à désirer dans certains cas. A ces dégradations, il devrait être porté remède, car elles gênent le travail de tous ceux qui s'efforcent de fournir les observations qui éclairent la conduite de la politique économique. En dépit de ces difficultés nouvelles, la Banque n'a pas dû retarder jusqu'à présent celle de ses analyses dont elle publie les résultats. Lorsqu'il s'agit de décrire des tendances, les enseignements qui se dégagent des observations sont déjà certains. Mais lorsqu'il s'agit d'aller plus loin et de construire un ensemble de tableaux articulés par la trame logique des interrelations macroéconomiques dont les données sont quantifiées avec une très grande précision, le risque est que celles-ci soient interprétées de façon trop rigoureuse. En effet, une partie des données doit encore être estimée à partir d'indications provisoires et fragmentaires ; les chiffres sont donc encore susceptibles d'ajustements ultérieurs ; l'essentiel est que l'intervalle d'erreur demeure étroit. Cette condition-ci est remplie si les données sont utilisées pour apprécier le sens et l'ampleur approximative des changements ; elle ne l'est plus si l'interprétation attache une signification absolue aux variations, surtout lorsque celles-ci sont relativement minimes. Pour exprimer que l'évaluation de certaines données est plus particulièrement sujette à une marge d'erreur, le commentaire qui y est consacré utilise le mode conditionnel.

Négative en 1981, faible en 1982, la croissance économique se serait encore poursuivie en Belgique en 1983 mais à un rythme ralenti. Elle n'aurait toutefois pas été fort inférieure à celle de l'ensemble des autres pays de la Communauté Economique Européenne, qui aurait aussi été modeste. Mais ce ne sont pas les mêmes facteurs qui ont provoqué ce progrès des produits intérieurs bruts dans l'économie belge et dans celle de ces autres pays. Dans ceux-ci, demande intérieure et exportations nettes auraient déterminé conjointement et également l'augmentation de 1 p.c., en volume, du produit global ; dans celle-là, au contraire, toutes les composantes de la demande intérieure se seraient détériorées et le seul stimulant aurait été l'amélioration du compte extérieur courant.

Croissance et
activité

Par conséquent, les activités qui ont été soutenues et celles qui se sont affaiblies diffèrent dans l'un et l'autre cas.

Alors que la production globale des industries manufacturières a diminué, pour la deuxième année consécutive, dans la Communauté considérée comme un tout, elle s'est redressée en Belgique, après la stagnation de 1982, et aurait progressé de 2,5 p.c. environ. Certaines des industries qui fabriquent des biens de consommation ont été privilégiées par le développement des dépenses de consommation dans les grandes économies étrangères. L'activité s'est développée plus particulièrement dans les industries textiles, chimiques, des fabrications métalliques et de l'électricité; elle a fléchi dans l'industrie extractive et continué à reculer, comme au cours des dernières années, dans les raffineries de pétrole et l'industrie des produits minéraux non métalliques. Dans la construction et dans les services, dont l'activité dépend essentiellement de la demande intérieure, les résultats de 1983 ont été soit en retrait, soit en très faible progression par rapport à 1982; la contribution de l'industrie de la construction à la croissance du produit intérieur est restée négative pour la troisième année consécutive: la valeur ajoutée, dans cette branche, n'aurait atteint en 1983 que les trois quarts de son volume de 1980; les services marchands sensibles à la conjoncture, qui interviennent pour un tiers dans la création du produit intérieur brut, auraient enregistré une légère réduction de la valeur ajoutée, en raison des résultats des branches « commerce », principale composante de cette catégorie de services; quant aux services marchands non sensibles à la conjoncture, ils auraient augmenté leur valeur ajoutée en 1983, mais à un rythme assez faible.

Comptes nationaux.
Dépenses

Au total, le produit intérieur brut se serait accru en volume de 0,5 p.c. contre 0,9 p.c. en 1982. Quant au produit national brut, qui tient compte en outre des revenus gagnés en dehors de l'économie nationale, ou payés à des facteurs de production étrangers, il aurait, cette année, marqué la même progression que le produit intérieur. En effet, pendant l'année sous revue, le solde négatif des revenus de capitaux, dus et reçus, n'aurait pas augmenté: en moyenne annuelle, les taux d'intérêt sur les marchés internationaux se sont réduits de 1982 à 1983, malgré l'arrêt de leur baisse depuis le début de cette dernière année, et cette réduction aurait compensé l'accroissement des charges résultant du nouvel endettement extérieur de l'économie belge.

La consommation privée se serait contractée de 2 p.c. en Belgique, alors qu'elle se serait accrue de près de 1 p.c. dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne. De même, les dépenses que les ménages consacrent à l'achat de logements neufs seraient inchangées dans la Communauté tandis que, en raison de la forte réduction de la construction d'habitations sociales, elles auraient accusé une diminution de 5 p.c. en volume en Belgique où les investissements dans l'habitation ont diminué d'année en année; en 1983, exprimés à prix constants, ils n'auraient plus représenté que moins de la moitié de leur niveau de 1978.

Le volume des dépenses en capital fixe des sociétés, qui s'était stabilisé en 1982, aurait fléchi de 4 p.c. cette année. Dans l'ensemble de la Communauté,

la réduction de ces investissements s'est poursuivie pendant les trois dernières années, mais elle est de moitié moindre qu'en Belgique pour l'ensemble de cette période.

Ainsi, au total, c'est une décroissance d'un peu plus de 2 p.c. qu'aurait subie le volume des dépenses intérieures en Belgique, en 1983, alors que dans le même temps, il aurait progressé de 0,6 p.c. dans les pays de la Communauté. Par rapport à ceux-ci, le décroissement de la demande interne traduit donc, comme pendant les deux années antérieures, une situation de déflation relative. En 1983, la divergence des évolutions est encore plus nette vis-à-vis des Etats-Unis. Cette situation a contribué à atténuer le déséquilibre extérieur qui s'était créé antérieurement dans l'économie belge. On rappellera qu'à partir de 1977, les dépenses intérieures avaient régulièrement excédé le produit national, mesurés les uns et l'autre à prix courants; l'écart, progressivement élargi, avait atteint 3,5 p.c. de ce produit en 1980; il mesurait en même temps l'ampleur du déficit de la balance des opérations sur biens et services et des paiements de revenus de facteurs avec l'étranger. Ce déficit s'est résorbé progressivement à partir de 1981 et, plus particulièrement, au cours de l'année sous revue.

La substitution d'exportations nettes à des dépenses intérieures, comme source de la création du produit national, a d'ailleurs été un des objectifs de la politique gouvernementale. Les actions coordonnées qui ont été menées pour atteindre cet objectif ont sorti leurs effets: la contribution des exportations nettes de biens et de services à la croissance est demeurée positive, entraînant la reprise de cette dernière depuis 1982, mais à un rythme ralenti par le resserrement de la masse des dépenses intérieures.

Il est fâcheux que la répartition de ces dernières, mesurées en volume, entre consommations et investissements intérieurs, n'ait accusé aucune amélioration significative depuis 1981; au cours de cette année, l'importance relative des consommations privée et publique avait atteint 82 p.c. de la demande intérieure; ce pourcentage se serait encore très légèrement relevé depuis lors, au détriment de l'importance relative de la formation brute de capital; celle-ci comprend entre autres les investissements en équipement des sociétés, qui n'auraient pas gagné en importance relative dans la dépense intérieure: en 1983, leur volume se situerait encore légèrement au-dessous du niveau de 1981.

Malgré cette stagnation des investissements productifs, l'amélioration de la productivité apparente s'est poursuivie. Dans les industries manufacturières, le progrès de 1983 aurait, en moyenne, dépassé celui des trois années antérieures; mesuré en termes de valeur ajoutée par personne occupée, il aurait atteint près de 5 p.c., soit le double de l'augmentation de la production. Aussi, de nouvelles pertes d'emploi ont été enregistrées dans l'industrie; elles ont été moins importantes que pendant l'année précédente au cours de laquelle cette production n'avait pas augmenté. Dans tous les autres secteurs — agriculture, construction et services — le ralentissement des gains de productivité ou la diminution de celle-ci ont tempéré l'incidence sur l'emploi de la détérioration de l'activité.

Emploi

Au total, pour l'ensemble des entreprises, l'emploi — que les relevés officiels ne mesurent qu'au 30 juin de chaque année — aurait été amputé de 32.000 unités de la mi-1982 à la mi-1983; pendant les deux périodes de douze mois antérieures, les pertes d'emploi avaient été de 82.000, puis de 51.000. Mais, comme la population active a continué de s'accroître à un rythme à peine inférieur à celui de l'année précédente, et qu'en outre, depuis 1981, les dégagements de main-d'oeuvre dans l'industrie ne sont plus compensés par la création d'emplois dans le secteur des services non marchands, l'effectif des sans-emploi a encore grossi de 54.000 unités entre juin 1982 et juin 1983; l'augmentation avait été de 92.000 unités pendant la période 1980-1981 et de 72.000 unités pendant la suivante. Le taux de chômage, mesuré par le rapport entre le nombre total de chômeurs complets indemnisés ou non et la population active, était de 11,7 à la fin de 1981 et de 13,4 p.c. un an plus tard; il est passé à 13,9 p.c. à la fin de 1983. Selon les séries harmonisées publiées par les organismes européens, l'augmentation du taux de chômage, ainsi défini, aurait été du même ordre de grandeur dans l'ensemble de la Communauté et en Belgique.

Prix

Dans le domaine des prix, les comparaisons internationales font apparaître des évolutions qui ne sont pas en faveur de la Belgique, qu'on se réfère aux déflateurs du produit intérieur brut ou aux indices des prix à la consommation. En ce qui concerne ces derniers, la décélération est importante dans chacun des principaux partenaires commerciaux sur l'ensemble des deux dernières années; en Belgique la poussée inflationniste est restée inchangée. Cette particularité du mouvement des prix à la consommation belges, apparue dès 1981, a persisté ensuite; elle a été constatée dans la période où se produisait l'affaiblissement du cours moyen effectif du franc belge, dont la baisse a été de 5,8 p.c. en 1981, de 9,9 p.c. en 1982 et de 2,6 p.c. en 1983; retardés par les mesures de réglementation des prix, les effets dérivés du renchérissement des produits importés se sont cependant progressivement diffusés. Sans doute, lorsqu'on exprime les prix belges et étrangers en une monnaie commune, la disparité des premiers par rapport aux seconds ne s'est pas accentuée; au contraire, elle s'est même atténuée pour les prix de gros industriels. Mais, à l'intérieur de l'économie, le mouvement des prix à la consommation risque, en moyenne période, d'exercer dans le système des coûts, une poussée plus puissante que dans beaucoup d'autres pays. De 1982 à 1983, dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne, l'augmentation des prix à la consommation est revenue, en moyenne annuelle, de 9,9 p.c. en 1982 à 7,4 p.c.; en Belgique, de 8,7 à 7,7 p.c. Cette décélération récente de la hausse de l'indice général des prix belges a été déterminée essentiellement par celle des produits énergétiques et, accessoirement, des produits alimentaires, car les indices des autres catégories de produits ont augmenté plus qu'en 1982; ce ne sont pas les prix des produits importés qui ont provoqué cette dernière accentuation puisque, exprimés en francs, ils ne se sont plus relevés que de 7 p.c. contre 13 p.c. l'année antérieure; c'est l'action de facteurs d'origine intérieure, parmi lesquels il faut mentionner le relèvement de certaines taxes indirectes et l'élargissement des marges bénéficiaires brutes des entreprises. De même, c'est l'évolution des coûts intérieurs et des marges qui a provoqué l'accélération de la hausse des prix des services.

Plus encore qu'en 1982, l'élévation des prix à la consommation a dépassé l'augmentation de la rémunération par salarié; en termes réels, celle-ci aurait diminué de 2,6 p.c. en 1983, contre 1,2 p.c. l'année précédente. La réduction de cette année résulte des mesures prises par le Gouvernement pour relâcher la liaison des rémunérations à l'indice des prix et pour éviter que celles-ci ne s'accroissent au-delà de limites fixées. Comme le nombre des salariés au travail s'est encore réduit, la masse de leurs revenus professionnels, estimée à prix constants, aurait diminué de 3,7 p.c. en 1983, contre 2,7 p.c. en 1982. La poussée salariale a été plus vigoureusement contenue en Belgique que dans les principaux pays industrialisés au cours des trois dernières années; il est vrai cependant que, pendant une longue période, la rémunération réelle par salarié avait progressé plus en Belgique que dans la plupart de ces pays. Quant à la masse des revenus que les entrepreneurs individuels gagnent par leurs activités, elle aurait légèrement diminué, en termes réels, en 1983, à en juger par les indications statistiques disponibles, alors qu'elle avait encore crû l'année précédente. Au contraire, l'ensemble des revenus des particuliers venant de leurs placements financiers et immobiliers aurait accusé une nouvelle progression réelle de près de 3,5 p.c.; l'augmentation résulte de l'accumulation continue des épargnes qui sont constituées à chaque période, de la hausse des taux à long terme au cours des années récentes, de l'amélioration des dividendes, et de la majoration des revenus, exprimés en francs, des anciens placements à long terme en devises étrangères.

Au total, la valeur réelle des revenus primaires des particuliers, dont les variations sont évidemment influencées surtout par celles de la masse des salaires en raison du poids de cette dernière, aurait diminué d'un peu plus de 2 p.c. en 1983, contre 1 p.c. en 1982. Toutefois, les variations de ces revenus primaires ne reflètent pas exactement celles des ressources que les particuliers peuvent consacrer à leur consommation et à leur épargne; ces ressources sont les revenus dont les particuliers disposent, après qu'ils ont payé impôts directs et cotisations de sécurité sociale, et reçu en sens inverse, les transferts en provenance des pouvoirs publics; or, la masse de ces revenus disponibles n'aurait subi qu'une érosion modérée: en termes réels, 1 p.c., contre 2 p.c. en 1982. En effet, le montant des impôts directs payés par les particuliers, en progrès exceptionnel en 1982, par suite du retard encouru par les enrôlements en 1981 et de l'introduction du volontariat fiscal, s'est peu modifié en 1983; de plus, en chiffres absolus, le montant des transferts reçus par les particuliers a augmenté beaucoup plus que celui des cotisations de sécurité sociale qu'ils ont payées. L'Etat a, de la sorte, atténué, à sa charge, et au profit des particuliers, la perte de pouvoir d'achat réel que sa politique de modération leur avait imposée. Finalement, majoré de 6,6 p.c. à prix courants, ce revenu disponible des particuliers aurait évolué comme le produit national brut en 1983. La part de ce produit qui échoit aux particuliers s'était gonflée en 1980 et 1981; elle ne s'est que peu réduite depuis lors; cette stabilité globale recouvre, il va de soi, des altérations dans les parts des diverses catégories de bénéficiaires de revenus.

Rapportés au produit national, les revenus disponibles des sociétés et ceux des pouvoirs publics ont varié plus que les précédents; l'importance relative des

premiers s'est élargie au cours des deux dernières années; celle des seconds a été rabotée dans le même temps, si l'on fait abstraction de leur redressement accidentel de 1982.

L'excédent brut d'exploitation des sociétés aurait progressé de quelque 17,5 p.c. pendant chacune des deux dernières années; au cours de l'une et l'autre, le secteur, considéré globalement, a surtout bénéficié de l'élargissement des marges bénéficiaires unitaires, le volume des ventes ayant peu varié. L'année antérieure, l'amélioration des marges était provenue de l'apparition d'un écart sensible entre prix de revient et prix de vente à l'exportation en hausse nette lorsqu'ils étaient exprimés en francs. En 1983, l'augmentation des prix de vente à l'exportation s'étant ralentie, l'écart a été conforté par l'atténuation de la hausse des prix de revient elle-même due à un ralentissement du renchérissement des importations. Au cours de l'année sous revue, les sociétés auraient utilisé une plus grande partie de leur excédent au paiement de dividendes; néanmoins, comme elles n'auraient pas payé beaucoup plus d'impôts directs, leur revenu disponible — leurs bénéfices nets réservés et leurs amortissements — se serait gonflé de quelque 23,5 p.c. en 1983; il avait progressé de 16,1 p.c. en 1982, après une stagnation au cours des deux années antérieures. Exprimé en pourcentage du produit national, le revenu disponible des sociétés serait ainsi passé de 6,6 p.c. en 1981 à 7,1 p.c. en 1982 et à 8,2 p.c. en 1983; ce pourcentage n'avait plus été atteint depuis 1974. Selon les indications dont on dispose, ce redressement récent serait au moins aussi marqué qu'à l'étranger, mais la chute du pourcentage dans les années septante avait été plus nette en Belgique.

En contrepartie de cet élargissement, en 1983, de la part du revenu disponible des sociétés dans le produit national, figure la contraction de celle des pouvoirs publics: le total des recettes fiscales et parafiscales a moins augmenté que le produit national. En premier lieu, les rentrées d'impôts de 1982 avaient été gonflées par l'introduction du volontariat fiscal pour les salariés qui avait permis d'accélérer le prélèvement de ressources fiscales; en même temps, étaient encaissés, avec retard, des impôts qui n'avaient pas pu être enrôlés en 1981; ces augmentations, l'une exceptionnelle et l'autre accidentelle, des recettes, ont eu un contre-coup en 1983. En deuxième lieu, la modération imposée aux revenus salariaux et les allègements consentis pour encourager la souscription ou l'achat d'actions de sociétés ont rétréci l'assiette fiscale de 1983. En troisième lieu, le fléchissement du volume de la consommation privée et de la construction de logements a compensé les effets, sur les recettes d'impôts indirects, de majorations de la taxe sur la valeur ajoutée et de certaines accises; de façon générale, l'augmentation de ces impôts indirects s'est ressentie de ce que la valeur des exportations, non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, s'est plus développée que celle des dépenses intérieures, qui sont généralement taxées.

Surplus et déficits
sectoriels

La décélération dans l'augmentation des recettes a, heureusement, pu avoir son pendant du côté des dépenses des pouvoirs publics: le pourcentage d'expansion de celles-ci n'a pas dépassé celui des recettes; pour la première fois depuis 1969, ces dépenses ne se sont pas accrues autant que le produit national à prix courants. Relativement à ce dernier, les achats courants de biens et de services,

ainsi que les investissements publics auraient diminué. Il n'a pas été possible, au contraire, de contenir de la même façon les dépenses dues au chômage et à la promotion de l'emploi, qui auraient encore augmenté par rapport au produit national. Quant aux autres grandes catégories de dépenses, leur importance, toujours relative à ce même produit, n'aurait guère varié ; les charges du service de la dette se seraient stabilisées grâce à la baisse des taux d'intérêt à court terme et au recours accru des pouvoirs publics à l'emprunt à long terme, dont les intérêts sont payés avec de plus grands délais ; il en aurait été de même pour les transferts de sécurité sociale.

Le parallélisme du mouvement des recettes et dépenses totales des pouvoirs publics a eu pour corollaire que le solde déficitaire de l'« Etat » au sens large n'aurait guère changé non plus, relativement au produit national. Il s'agit d'une donnée globale qui dissimule de légères modifications dans les soldes des sous-secteurs. Le déficit du Trésor qui assure le financement du budget proprement dit aurait diminué de 13,1 à 12,6 p.c. du produit national, tandis que celui des pouvoirs locaux serait passé de 0,7 à 1 p.c. ; les recettes de ceux-ci n'ont plus bénéficié, comme c'était le cas en 1982, du versement d'arriérés dus par le Trésor au titre de taxes enrôlées pour le compte des provinces et des communes.

Le pourcentage que représentent les besoins nets de financement des pouvoirs publics, 15,3 p.c. en 1983, aurait légèrement diminué depuis son maximum historique de 16,2 p.c. en 1981. Le mouvement inverse se serait produit dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne : les déficits ont été influencés par le jeu automatique des stabilisateurs budgétaires conjoncturels et ils se sont creusés ; exprimés en pour cent du produit national global, ils seraient passés de 4,6 à 5 p.c. en deux ans. Quelque bénigne qu'elle paraisse, cette détérioration n'a généralement pas laissé les autorités politiques sans réactions. Et cependant, l'ordre de grandeur du déséquilibre de leurs finances publiques dont s'émeuvent les pouvoirs dans les pays partenaires, paraît bien modeste, par comparaison avec le chiffre belge. Celui-ci est le triple de celui-là en dépit de ce que les prélèvements fiscaux et parafiscaux sont moins lourds dans les autres pays de la Communauté qu'en Belgique puisqu'ils auraient représenté là, en 1983, près de 42 p.c. du produit national contre 46 p.c. ici. Mais les dépenses — y compris les transferts — des pouvoirs publics belges ont une importance beaucoup plus grande que dans l'ensemble de la Communauté Economique Européenne où elles représenteraient 48,5 p.c. du produit national en 1983 ; en Belgique, le pourcentage serait de 63,2 p.c.

La couverture du déficit financier des pouvoirs publics — quelque 635 milliards cette année — a été moins difficile qu'au cours des années précédentes grâce à la détente qui s'est produite sur les marchés de fonds intérieurs. En premier lieu, les ménages n'ont pas augmenté leurs dépenses de consommation et d'investissements autant que l'aurait permis l'accroissement nominal de leur revenu disponible ; du côté des sociétés, la formation brute de capital, même exprimée en valeur nominale, ne s'est pas développée proportionnellement à la masse des ressources que les sociétés se sont constituées par leurs revenus disponibles et qu'elles ont obtenues grâce aux subventions en capital des

pouvoirs publics. En second lieu, l'offre de fonds, rendue plus abondante par l'élargissement du surplus financier de ces deux secteurs, s'est orientée plus qu'en 1982, vers le marché intérieur.

Tous les changements des données intérieures de l'économie — production, revenus, dépenses, placements des épargnes — observés pendant l'année sous revue, se reflètent, il va de soi, dans l'évolution de la balance des paiements extérieurs. On ne peut, pour autant, établir une relation de causalité unidirectionnelle entre les uns et les autres : dans la dynamique des mouvements, des impulsions venant de l'étranger influencent les paiements extérieurs, surtout dans le cas d'une économie dominée, en même temps que les impulsions dues aux modifications spontanées ou contraintes des comportements des nationaux, mais l'évolution des comptes extérieurs influence, à son tour, certaines données internes de l'économie nationale.

La comparaison de la balance des paiements de l'année 1983, prise en bloc, avec celle des deux années précédentes, fait ressortir le très net progrès réalisé dans l'élimination du déséquilibre. Elle fait apparaître en effet une nouvelle contraction du déficit du compte courant et une nouvelle réduction du solde négatif des opérations en capital du secteur privé. Mais ce rapprochement de données annuelles, s'il enregistre correctement des changements effectifs, dissimule des retournements qui se sont produits en cours d'année.

Mesuré sur la base des transactions, le déficit des opérations courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger, revenu d'un maximum de 156 milliards en 1981 à 120 milliards en 1982, s'est très nettement atténué pendant l'année sous revue ; la fourchette des évaluations encore approximatives se situerait autour de 40 milliards. L'amélioration de 1983 n'est due qu'accessoirement aux transactions sur services, dont le solde a reflété la diminution du déficit au titre du tourisme. Quant au solde négatif des paiements de transferts, il se serait maintenu aux environs de 55 milliards. Dès lors, le redressement est dû essentiellement aux résultats atteints dans les opérations sur marchandises.

Celles-ci ont évolué de façon particulièrement satisfaisante pendant les huit premiers mois de l'année ; les statistiques douanières indiquent que la légère dégradation des termes de l'échange a été plus que compensée par la modification dans les volumes : le pourcentage de couverture de la valeur des importations par les exportations a atteint 94 pour les huit premiers mois de 1983, alors qu'il n'était encore que de 86 pour la même période de l'an dernier. A l'origine de ce redressement, on trouve un ensemble de facteurs. Le développement de l'énergie nucléaire et le fléchissement de la demande intérieure ont contribué à ralentir les importations, tandis que la progression de cette demande dans les pays étrangers favorisait les exportations. En outre, les entreprises belges et luxembourgeoises ont pu gagner des parts de marché, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger ; cette progression n'est pas la conséquence d'une nouvelle amélioration générale de la compétitivité par les prix ; car le niveau moyen des prix belges à l'exportation et sur le marché intérieur enregistre une hausse du même ordre

que ceux des concurrents exprimés en francs ; mais des produits belges ont pu être avantagés par un écart de prix qui s'était creusé antérieurement ; certaines entreprises ont pu développer leurs ventes, leur activité étant devenue plus rentable ; enfin, on l'a vu, les fournitures de certaines industries spécialisées dans les biens de consommation ont été favorisées par la nature de la reprise à l'étranger.

Dans le dernier tiers de l'année, le solde des opérations sur marchandises se serait détérioré : les paiements pour les importations se sont développés plus que les recettes d'exportations. Les informations statistiques concernant cette période sont encore trop précaires pour qu'on en tire une donnée chiffrée qui puisse être rapprochée de celle, plus exacte, qui a trait aux huit premiers mois. Il apparaît cependant que le déficit enregistré pendant le dernier tiers de 1983 correspondra à une fraction importante de celui de l'année entière. L'origine et, partant, la signification de cette dégradation récente échappent encore à l'analyse. Des facteurs saisonniers peuvent justifier pour partie ce mouvement et leur action peut avoir été renforcée par des éléments plus accidentels : par exemple, une concentration d'achats d'huiles minérales. Mais des éléments d'autre nature agissent également : depuis quelques mois, dans les carnets de commandes des industries manufacturières, considérées globalement, les inscriptions d'ordres venant de l'étranger se réduisent.

Pour l'année 1983, de nouveau prise dans son ensemble, le solde négatif des opérations en capital, de toute nature et de tous termes, effectuées aussi bien à l'initiative d'étrangers que de résidents du secteur privé, a diminué ; passé par un maximum de 201 milliards en 1981, il était revenu à 167 milliards en 1982 ; il atteindrait 110 milliards environ pour l'année sous revue.

Une catégorie d'opérations fait cependant exception à l'amélioration qui s'est produite au cours de 1983 : il s'agit des achats de valeurs mobilières étrangères qui se sont poursuivis pendant toute l'année, s'accéléralant dans les derniers mois. Le développement de ces placements qui auraient atteint le chiffre record de 95 milliards, peut avoir été stimulé par un pari sur la baisse des taux à long terme à l'étranger et par l'annonce que la retenue fiscale à la source sur les revenus mobiliers serait portée de 20 à 25 p.c. Ce sont cependant des facteurs plus permanents qui ont entretenu l'attrait des valeurs mobilières étrangères : les rendements nominaux, nets de retenues fiscales à la source, qu'offrent les obligations émises en Belgique, sont demeurés depuis de longues années inférieurs à ceux que rapportent, dans les mêmes conditions, les obligations libellées dans certaines autres unités monétaires ; en outre, les placements anciens libellés dans des monnaies vis-à-vis desquelles le franc belge s'est déprécié de façon répétée, ont donné des rendements particulièrement élevés puisqu'ils se sont trouvés majorés des gains de change en revenu courant et en capital ; la connaissance de ces avantages apportés par les événements passés influence, sans aucun doute, les comportements actuels.

Le solde négatif de toutes les autres opérations en capital des entreprises privées et des particuliers avec l'étranger aurait été très faible en 1983 — une

quinzaine de milliards — alors qu'il atteignait encore 109 milliards l'année précédente. Toutefois, l'amélioration ne s'est pas poursuivie de façon linéaire en cours d'année ; au contraire, la tendance générale des mouvements s'est modifiée deux fois. Au premier trimestre, les sorties nettes de capitaux qui avaient déjà repris plus d'ampleur dans les derniers mois de 1982 se sont poursuivies, dépassant leur montant de la période correspondante de 1982 ; elles étaient provoquées par des anticipations de réévaluation du Deutsche Mark et du florin ; vis-à-vis des taux des placements à court terme, dans ces deux monnaies, ceux du marché monétaire belge accusaient cependant un écart positif exceptionnel. Après le réaligement, le 21 mars, des cours-pivots au sein du Système Monétaire Européen, le mouvement des fonds s'est inversé : les capitaux ont reflué vers l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Même si l'on fait abstraction des fluctuations du stock de créances commerciales sur l'étranger, puisque celles-ci ne peuvent pas encore être inventoriées, les entrées de capitaux à court terme ont été exceptionnellement importantes au cours du deuxième trimestre — quelque 75 milliards — et ont provoqué un retournement du solde global des mouvements de capitaux privés ; le surplus laissé par ces opérations a compensé les sorties nettes du premier trimestre. Approvisionnés par ces rentrées, les marchés de fonds intérieurs se sont détendus ; les taux se sont orientés à la baisse ; leur évolution sera commentée avec plus de détails ci-après. L'écart entre les taux belges à court terme et les principaux taux étrangers correspondants s'est dès lors progressivement amenuisé ; il est même devenu négatif vis-à-vis des taux de l'euro-dollar dans le courant du mois de juin. Le solde des mouvements de capitaux à court terme s'est renversé une nouvelle fois ; à partir du troisième trimestre, il a aggravé le déficit provoqué par les placements en valeurs mobilières.

Changes

Le renversement du sens des mouvements de capitaux qui s'est produit après le réaligement de mars a entraîné un nouvel abaissement de la prime du cours des devises traitées sur le marché libre, par rapport à ceux qui se fixent sur le marché réglementé. Calculée par rapport à ces derniers, cette prime avait encore atteint en moyenne 4,6 p.c. au premier trimestre ; elle est devenue négligeable au deuxième trimestre ; si elle a augmenté ensuite, elle n'a jamais dépassé 1,6 p.c. en moyenne par mois. L'offre et la demande sur le marché libre se sont équilibrées sans tensions majeures des cours ; cette stabilité a été facilitée par le développement des flux de recettes et de dépenses au titre des revenus de capitaux qui peuvent passer par l'un ou l'autre marché ; en outre, les apports de fonds étrangers se sont accrus à certaines périodes, notamment par suite du réinvestissement par des sociétés étrangères, dans leurs filiales belges, de revenus de l'exercice que ces filiales leur avaient transférés par le marché réglementé, conformément à la réglementation qui répond aux obligations internationales ; au demeurant, pendant certains mois, les fonds à court terme qui sont sortis, consistaient, pour une bonne part, en avoirs en devises du marché réglementé, ou en avoirs en francs belges convertibles retirés par leurs détenteurs étrangers.

Sur le marché réglementé, les cours de change du franc belge se sont affaiblis. En décembre, le cours moyen pondéré accusait un repli de 2,9 p.c. par rapport à son niveau d'un an plus tôt. Il a subi, dans un sens, les répercussions

des hausses du dollar et accessoirement d'autres monnaies fortes flottantes et, dans l'autre sens, celles des dépréciations du zaïre et de la livre israélienne ; son évolution reflète en outre, dans la seconde moitié de l'année, l'affaiblissement du franc vis-à-vis de toutes les monnaies du Système Monétaire Européen. Cet affaiblissement s'est produit lorsque la balance des paiements courants a recommencé à se détériorer après que le solde des mouvements de capitaux était redevenu négatif. L'indicateur de divergence du franc dans le Système européen a atteint un maximum en fin d'année ; toutefois, l'évolution défavorable de cet indicateur a été accentuée par le fait que des banques centrales de pays membres du Système ont soutenu artificiellement leur propre monnaie en procédant, à l'intérieur des limites, à des ventes non obligées, importantes, de devises étrangères.

En 1983, les réserves de change de la Banque ont diminué de 22 milliards. Les pertes avaient été de 96 milliards en 1981 et de 38 milliards en 1982. Elles se sont donc effectivement réduites. Mais la comparaison de leur montant au cours des deux dernières années ne reflète que très partiellement l'amplitude, bien plus considérable, de la diminution du déficit global des paiements courants et des opérations en capital des entreprises privées et des particuliers. Ce déficit est revenu de 357 milliards en 1981, à 287 milliards en 1982 et à 145 milliards en 1983. En 1982, il avait encore été couvert en grande partie par des emprunts extérieurs du secteur public : ceux-ci s'étaient élevés à 255 milliards, c'est-à-dire, à peu de chose près, au même montant qu'en 1981 ; la charge du financement par les réserves de change en avait été allégée. En 1983, l'endettement net nouveau du secteur public envers l'étranger n'ayant atteint que 126 milliards, les réserves de la Banque ont encore été mises à contribution pour couvrir le manquant.

Cette forte réduction, de 1982 à 1983, du déséquilibre des opérations avec l'étranger, est allée de pair, on l'a déjà rappelé, avec un changement significatif des données financières intérieures : les marchés de fonds intérieurs se sont détendus, grâce à l'élargissement de l'offre. Les facteurs de celui-ci ont déjà été décrits : accroissement des surplus financiers nets des particuliers et des sociétés, et diminution des sorties nettes de capitaux. De même que l'amélioration de la balance des paiements ne s'est pas produite de façon linéaire, de même la détente des marchés de fonds intérieurs ne s'est pas manifestée avec la même intensité pendant toute l'année ; elle a été particulièrement forte au cours des mois où le solde des paiements extérieurs a été le plus favorable ; elle avait été beaucoup moins franche au premier trimestre et elle s'est affaiblie dans les derniers mois de l'année ; ces différences, suivant les périodes, dans le degré d'aisance des marchés financiers se sont reflétées, non seulement dans les mouvements des taux, mais aussi dans la partie du déficit budgétaire de chaque période que le Trésor a dû couvrir en recourant à la création de liquidités par la Banque ; ce pourcentage a été le plus élevé dans les trois derniers mois, bien que, au cours de ceux-ci, les besoins de financement du Trésor aient été moins importants que pendant les autres trimestres de l'année.

Marchés de fonds
intérieurs

On ne dispose encore de comptes financiers provisoires que pour les dix premiers mois. Pendant cette période, la masse des actifs financiers nouveaux que les entreprises et les particuliers ont constitués a atteint environ 590 milliards, soit 14 p.c. de plus que pendant la même période de 1982 ; mais ceux des actifs qui sont formés d'avoirs en francs belges se sont accrus de 441 milliards, soit 31 p.c. de plus qu'en 1982. Par ailleurs, l'augmentation des engagements des entreprises et des particuliers a été de 107 milliards, soit 22 p.c. de plus qu'en 1982 ; cet accroissement reste de moitié inférieur, en francs courants, au maximum atteint en 1979. Les particuliers n'ont pas augmenté l'encours des crédits à la consommation qu'ils utilisent et l'accroissement net des prêts hypothécaires à l'habitation s'est ralenti par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle il représentait déjà moins de 30 p.c. du maximum atteint en 1979. Bien que leurs facultés d'autofinancement se soient considérablement élargies, en 1983, les entreprises ont procédé à des émissions publiques d'actions et à des emprunts obligataires, les unes et les autres plus importants qu'en 1982 ; elles ont eu moins recours aux ressources financières venant de l'étranger et elles ont réduit, tout au moins pendant le premier semestre, leur endettement à court terme vis-à-vis des banques ; au total, les ressources externes qu'elles ont collectées au cours des dix premiers mois, ont représenté 55 milliards en 1982 et 91 milliards en 1983 ; dans ce dernier montant, les ressources nettes empruntées — donc non compris les émissions d'actions — sur le marché belge interviennent pour 35 milliards, chiffre nettement inférieur aux maxima antérieurs.

Les besoins de ressources financières émanant des deux secteurs — entreprises et ménages — ensemble n'ont ainsi absorbé qu'une fraction particulièrement faible de la masse des épargnes financières brutes que ces mêmes secteurs ont formées au cours des dix premiers mois ; la proportion serait de quelque 18 p.c. ; elle est allée en se réduisant depuis l'année 1979, année au cours de laquelle elle avait atteint 63 p.c. Ainsi, des moyens de financement de plus en plus abondants se sont trouvés à la disposition des pouvoirs publics dont le déficit financier aurait plus que doublé par rapport à son niveau de 1979, qui était de 279 milliards.

Pendant ces dix premiers mois, pour les actifs financiers constitués en francs belges, l'augmentation des avoirs à un an au plus est passée de 87 milliards en 1982 à 118 milliards en 1983 ; les encaisses monétaires — pièces, billets, dépôts — se sont accrues plus qu'en 1982, et leur vitesse de rotation en revenu ne s'est plus accélérée : elle est actuellement de l'ordre de 4,5 fois par an ; quant aux avoirs en livrets, leur augmentation s'est poursuivie. La formation d'avoirs en dépôts à terme s'est considérablement ralentie ; pour la plus grande partie de ceux-ci, les taux d'intérêt alloués avaient baissé davantage, en 1982, que ceux des obligations et bons de caisse ; l'élargissement de l'écart en faveur des placements longs a continué à sortir ses effets au cours de l'année sous revue ; de plus, la préférence pour le long terme a été renforcée par une prévision de baisse des taux, qui s'est d'ailleurs avérée pendant la plus grande partie de l'année. Aussi, les particuliers et les entreprises — en ce non compris les intermédiaires financiers — ont étoffé leurs portefeuilles d'obligations plus que pendant la même période de 1982 : 288 milliards contre 237 milliards. En outre,

ils ont souscrit à des émissions publiques d'actions de sociétés, à concurrence de 23 milliards contre 13 milliards en 1982.

Les banques et les autres intermédiaires financiers auxquels l'octroi de crédits aux entreprises et particuliers n'offrait pas, en raison de sa faible progression, un emploi suffisant de leurs ressources, ont également accru leurs portefeuilles d'obligations à moyen et long terme. Soutenue à la fois par la demande finale et la demande intermédiaire, l'offre primaire d'obligations s'est développée et les émissions nettes se sont montées à 544 milliards au cours des dix premiers mois de 1983, soit les trois quarts en plus du montant émis pendant la même période de 1982. Ce sont les pouvoirs publics qui ont tiré le plus grand parti de ces dispositions du marché : leurs emprunts à long terme en francs belges se sont élevés, amortissements déduits, à 278 milliards contre 98 pour les dix premiers mois de 1982 ; au contraire, les institutions publiques de crédit n'ont émis que 111 milliards de bons de caisse à plus d'un an, contre 135 milliards pendant la même période de 1982.

On a rappelé plus haut déjà que l'évolution de toutes les données financières en 1983 a permis au Trésor de couvrir, par des emprunts consolidés en francs belges, une partie, nettement plus importante qu'en 1982, du déficit résultant de l'exécution du budget. Ce déficit du pouvoir central ne peut être mesuré par l'augmentation de 631 milliards qui apparaît dans la statistique officielle de la dette publique. En effet, certaines opérations ne correspondent pas à un mouvement de fonds effectif : par exemple, la remise de certificats de trésorerie au Fonds Monétaire International en libération partielle de l'augmentation de la quote-part de la Belgique ou encore les variations de la dette en devises dues aux fluctuations des cours de change. Lorsqu'on fait abstraction de ces opérations, on constate que l'endettement contracté au cours de toute l'année 1983 pour faire face à un besoin de financement, a atteint 525 milliards, contre 509 milliards en 1982. Ce déficit a été couvert, à concurrence de 52 p.c. contre 13 p.c. en 1982, par des emprunts consolidés et de 21 p.c., contre 38 p.c. en 1982, par de la dette flottante placée dans le marché monétaire, celle-ci et ceux-là en francs belges ; pour le solde, 27 p.c. contre 49 p.c. en 1982, le Trésor s'est procuré des ressources essentiellement par la vente de devises provenant de ses emprunts, car le concours que la Banque lui apporte indirectement, en consentant des avances au Fonds des Rentes, n'a augmenté que de 7,3 milliards, soit moins de 1,5 p.c. du déficit global à couvrir ; la limite conventionnelle de ces avances n'a donc fait l'objet d'autre relèvement que celui de janvier 1983 qui l'avait portée de 190 à 210 milliards. Au total, en 1983, la structure du nouvel endettement de l'Etat s'est donc beaucoup améliorée par rapport à ce qu'elle avait été au cours des trois années antérieures.

Politique monétaire

Pendant la plus grande partie de l'année, la Banque a pu conduire sa politique dans un environnement plus favorable. Celui-ci s'est cependant altéré dans les tout derniers mois.

Depuis plusieurs années, cette politique agit par les taux d'intérêt.

En effet, dans une économie en faible croissance, où l'équipement installé et la population active demeurent sous-employés, rien ne justifie la mise en oeuvre de restrictions quantitatives destinées à ralentir davantage, par une action sur le crédit, les dépenses des entreprises et des ménages ; il va de soi que ces dépenses ont un contenu importé élevé qui provoque des sorties de devises ; le niveau de ce contenu est en grande partie déterminé par des facteurs structurels ; il n'en demeure pas moins que la plus grande partie de ces dépenses alimentent le marché intérieur.

De même, l'inflation des dernières années n'est manifestement pas due à un excès de la demande globale sur l'offre nationale. Elle a été entretenue par une hausse des coûts à l'importation, induite de la dépréciation du franc belge, et, surtout, par un alourdissement continu des coûts intérieurs, résultant de l'accroissement de la pression fiscale et de la progression de la plupart des catégories de revenus nominaux. Sans doute, l'action monétaire quantitative pourrait s'opposer à cette tendance haussière des coûts intérieurs, mais il faudrait, pour cela, exercer sur la demande intérieure globale une pression déflationniste assez puissante pour modifier substantiellement les conditions de formation des prix et des revenus. C'est donc plutôt par des mesures spécifiques, non monétaires, qu'il faut endiguer la poussée des coûts ; récemment, l'augmentation de larges catégories de revenus a été contenue par les mesures gouvernementales, et la pression fiscale, qui avait atteint un maximum en 1982, s'est très légèrement réduite cette année.

Une restriction monétaire par les quantités ne pourrait guère, non plus, forcer les pouvoirs publics à réduire leur déficit budgétaire. Certes, la Banque peut se montrer moins accommodante en refusant d'augmenter les avances qu'elle octroie directement ou indirectement à l'Etat. Mais elle ne peut empêcher les pouvoirs publics de faire créer des liquidités en vendant les devises provenant de leurs emprunts. Elle peut difficilement s'opposer à ce que les organismes du marché monétaire utilisent les marges dont ils disposent sur les plafonds de réescompte auprès d'elle, pour se procurer des ressources destinées à la souscription de certificats de trésorerie ; en substituant à une faculté de réescompte, des avoirs en effets publics à court terme, les intermédiaires financiers réduisent fort peu leur liquidité ; mais cette opération est rentable pour eux chaque fois que les rendements des certificats dépassent d'un pourcentage suffisant le coût du réescompte d'effets de commerce auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie ; cette condition s'est trouvée satisfaite dans les premiers et dans les tout derniers mois de 1983 ; chaque fois, la Banque a ainsi, très indirectement, créé des liquidités au profit du Trésor. Il est tout aussi difficile pour la Banque de ne pas abriter l'Etat des incidences, sur sa trésorerie, des resserrements que subit le marché monétaire lorsque les sorties nettes de devises prennent plus d'ampleur et font glisser le cours du franc aux limites convenues dans le Système Monétaire Européen ; les interventions de la Banque, obligée de vendre des devises sur le marché des changes, provoquent une destruction de trésoreries pour les intermédiaires financiers, lorsqu'ils paient à la Banque les devises qu'ils ont achetées pour le compte de leurs clients ; comme les portefeuilles d'effets publics à court

terme constituent l'élément essentiel de la liquidité des intermédiaires financiers — l'encours des certificats de trésorerie qu'ils détiennent s'élevait à 624 milliards à la fin de 1983 —, c'est en demandant le remboursement de certificats que ces organismes reconstituent, à charge du Trésor, leurs propres trésoreries ; dans ces périodes, au cours desquelles ce dernier doit faire face, non seulement à la charge de financer le déficit résultant de l'exécution des budgets, mais, en outre, à celle de rembourser une partie de l'encours existant de ses certificats, il est obligé de se procurer les ressources nécessaires auprès de la Banque. Dans ces circonstances, celle-ci peut soit se montrer accommodante dans sa fonction de prêteur en dernier ressort, en augmentant les avances à l'Etat, ou en élargissant, par des opérations de réescompte, l'offre de fonds sur le marché monétaire, soit acheter directement au Trésor le produit d'emprunts en devises nouveaux. Dans l'un et l'autre cas, la création de monnaie de base qui s'opère, en faveur de l'Etat, a la même intensité ; mais, dans le premier cas, elle s'accompagne d'une diminution des réserves de change.

De ces contraintes que la situation des finances publiques impose à l'action quantitative de la Banque, celle-ci ne peut s'évader qu'en mettant en oeuvre une politique de taux. Lorsqu'elle se refuse à se montrer par trop accommodante, elle laisse les taux du marché monétaire réagir, en haussant, à la pression que la demande du Trésor exerce lorsqu'elle excède l'offre de fonds. Sans doute, on l'a vu, le déséquilibre du marché monétaire peut-il être éliminé par le Trésor lui-même lorsqu'il emprunte à l'étranger. Mais il reste que la Banque peut relever le barème de ses propres taux, et confirmer ainsi, ou accélérer, le mouvement spontané du marché monétaire dont les impulsions se propagent alors à l'ensemble des fonds à court terme.

Dans une économie ouverte, cette manoeuvre monétaire classique, qui s'efforce d'influencer les mouvements de fonds à court terme avec l'étranger, sert à la défense des réserves de change. Au cours des dernières années, ce n'est pas pour attirer des capitaux flottants étrangers que la Banque a agi par les taux. En effet, lorsque le déficit des paiements extérieurs courants n'était pas couvert par des entrées spontanées de fonds à long terme, et que les réserves de change devaient être abritées, c'est une autre parade qui a paru, à tout prendre, préférable : l'Etat a contracté, à l'étranger, des emprunts en devises dont le terme était fixé contractuellement ; sauf le risque de change, ces endettements en devises lui coûtaient moins cher que ceux qu'il aurait contractés, finalement aussi envers l'étranger, en empruntant, apparemment sur le marché intérieur, des fonds instables, vu leur terme, qui auraient été attirés par un différentiel de taux.

Ce que la politique de taux de la Banque a cherché à éviter, c'est que des sorties de capitaux à court terme n'aggravent le déficit extérieur résultant des autres opérations. Le niveau auquel elle devait, dès lors, amener les taux du marché monétaire dépendait, il va de soi, des taux nominaux offerts, sur des places dominantes, pour les placements à court terme. Il eût fallu tenir compte, en outre, des anticipations de changements des cours de change qui ont joué en faveur de certaines monnaies à certaines périodes. Ces anticipations qui font prévoir la réalisation, en courte période, de gains en capital, ne pouvaient être

compensées par un accroissement de l'écart des taux, qui eût dû être trop important ; elles ont donc été un incitant puissant aux déplacements de fonds.

Ainsi, au premier trimestre de 1983, les sorties nettes de capitaux privés ont été très élevées, bien que les taux d'intérêt intérieurs aient bénéficié d'un différentiel exceptionnel : pour les placements à trois mois, il a été en moyenne de 7,9 p.c. vis-à-vis de l'euro-florin et de 7,3 p.c. vis-à-vis de l'euro-Deutsche Mark. Après le réalignement des cours-pivots dans le Système Européen, l'influence perturbatrice de la spéculation a cessé ; une masse de fonds à court terme a reflué et les écarts de taux nominaux ont retrouvé leur efficacité : la pénurie de fonds sur le marché intérieur a cessé. Le mouvement de repli des taux, qui avait été interrompu dans les premiers mois de 1983, a pu reprendre et suivre, avec retard, le recul de ceux de l'euro-dollar pendant les derniers mois de 1982. La Banque qui avait dû, le 9 mars, relever son taux d'escompte officiel de 11,5 à 14 p.c., a pu démanteler sa mesure de défense ; elle a suivi et entretenu le recul du prix des fonds à court terme, en ramenant ce taux à 11 p.c. le 24 mars, 10 p.c. le 14 avril, 9,5 p.c. le 5 mai et 9 p.c. le 23 juin.

Bien que les taux à long terme aient été eux-mêmes en baisse, sur les marchés intérieurs, l'écart en leur faveur par rapport à ceux des taux courts qui sont le plus sensibles aux fluctuations de l'offre s'est élargi jusque dans les mois d'été. L'influence de la Banque sur ces taux à long terme, davantage administrés par le principal emprunteur, reste marginale, voire parfois nulle ; en témoigne, le renversement de la hiérarchie des taux qui a perduré pendant trois ans environ dans ce pays, jusque dans le courant de 1982, aboutissant à une déconsolidation de la dette publique. Dans la mesure, cependant, où l'écrasement, voire le renversement, de la hiérarchie des taux n'est pas souhaité, les taux à long terme réagissent aux mêmes impulsions que les taux plus courts ; ils peuvent donc être influencés, de manière diffuse, par la politique de la Banque. En tout état de cause, la hausse des taux à long terme s'est arrêtée à la fin de 1982 ; le mouvement de repli, faible dans les premiers mois de 1983, s'est accéléré jusqu'à l'automne ; les facteurs fondamentaux de leur évolution ont été décrits plus haut.

L'orientation à la baisse des taux de tous termes a bénéficié plus particulièrement à l'Etat. En effet, en raison de la permanence de leur déficit financier, et de la progression, conséquente, de leur endettement, les pouvoirs publics pâtissent singulièrement de l'élévation du niveau du prix des fonds ; celle-ci augmente leurs dépenses au titre du service de la dette publique, qui représentent environ 15 p.c. du total de leurs budgets. Il n'en est pas de même, au total, pour les ménages et entreprises individuelles qui ont, en permanence, un surplus financier ; aussi, les taux élevés leur apportent globalement plus de revenus qu'ils ne grèvent leurs budgets. Pour les sociétés, considérées globalement aussi, qui ont cessé d'être en déficit financier depuis 1977, leur surplus, accru au cours des dernières années, a eu pour effet d'alléger un peu leurs charges financières nettes, c'est-à-dire après déduction des revenus de placements.

Dans le courant du troisième trimestre, on l'a vu, le mouvement des capitaux privés avec l'étranger s'est retourné : un reflux s'est amorcé. L'écart

positif des taux d'intérêt à court terme, par rapport à l'euro-Deutsche Mark et à l'euro-florin s'était considérablement réduit : il était revenu, en moyenne, à 3,7 p.c. et 3,2 p.c. ; l'écart par rapport à l'euro-dollar était devenu négatif de près de 1 p.c., en moyenne. En effet, alors que le mouvement de baisse des taux belges s'était poursuivi, il s'était arrêté, voire renversé, sur les places étrangères. Dès les mois de juillet et d'août, les taux des dépôts bancaires les plus sensibles aux influences extérieures s'étaient légèrement redressés ; pendant ces deux mois, la balance des paiements courants était créditrice, en partie sous l'influence de facteurs saisonniers, et les réserves de change de la Banque, qui avaient augmenté au deuxième trimestre, demeuraient pratiquement étales, sans que l'Etat accroisse son endettement extérieur. La détente des marchés de fonds intérieurs avait cessé, sans aucun doute, mais aucune tension ne s'était encore manifestée. Dès lors, consciente qu'une modification de ses taux serait interprétée par les marchés de fonds, comme une révision de ses choix d'objectifs, décidée en raison d'une résurgence du déséquilibre extérieur, la Banque n'a pas immédiatement adapté ses propres taux. Dans le courant des derniers mois, l'altération des données financières, tant extérieures qu'intérieures, s'est confirmée ; les taux des certificats de trésorerie ont dû être relevés ; la Banque a appuyé le mouvement des taux à court terme en haussant son taux d'escompte de 9 à 10 p.c. le 24 novembre.

Il n'est pas possible de prévoir si l'action des facteurs qui ont interrompu le redressement des paiements extérieurs, au cours des tout derniers mois, se prolongera, ou non. Si c'était le cas, ne fût-ce que du côté des opérations en capital, la Banque se trouverait, de nouveau, sollicitée par des impératifs contradictoires. D'une part, il faudrait tenir compte de l'énormité des budgets de la dette publique, de la hauteur des intérêts hypothécaires à supporter par les acquéreurs de logements, des inconvénients, pour les entreprises, d'un nouvel alourdissement de leurs charges financières. D'autre part, il faudrait considérer les données du bilan extérieur. Il est vrai que les paiements extérieurs se sont améliorés de façon substantielle en 1983 ; mais il est tout aussi vrai que cette amélioration a été acquise au cours des huit premiers mois, aussi bien en ce qui concerne les transactions courantes que les opérations financières. Et il reste qu'en 1983, la dégradation du bilan extérieur ne s'est que ralentie.

En septembre 1983, les réserves de change effectivement détenues par la Banque, évaluées aux cours du marché, se chiffraient à 986 milliards. En regard, s'inscrivaient les dettes des pouvoirs et organismes d'exploitation publics, soit 1.073 milliards, l'endettement net des banques belges, 152 milliards, et celui des intermédiaires financiers non monétaires du secteur public, 166 milliards. Certes, les très larges facultés de crédit dont la Banque et l'Etat disposent en vertu des accords internationaux, étaient intactes ; elles pourraient être utilisées s'il fallait recourir à de nouveaux canaux d'endettement. Certes, aussi, le patrimoine extérieur comprend, à son actif, la masse des avoirs sur l'étranger, ou à l'étranger, que détiennent les entreprises privées non bancaires et les particuliers ; toutefois, du côté des passifs, figure aussi la masse des avoirs étrangers en Belgique autres que ceux qui ont été dénombrés dans l'inventaire ci-dessus de l'endettement des pouvoirs publics et des intermédiaires financiers. Tous les stocks qui forment le bilan envers l'étranger de l'économie belge ne peuvent être

inventoriés de façon exhaustive. Ainsi, il n'est pas possible d'établir, sur la base de données bilantaires, l'encours des avoirs et engagements extérieurs des particuliers et des entreprises privées non bancaires.

Si l'on veut avoir une idée de la masse des capitaux qui se sont déplacés de la Belgique vers l'étranger ou de l'étranger vers la Belgique pendant une période donnée, on peut cumuler les mouvements de ces capitaux qui sont recensés dans la balance des paiements, mouvements qui sont nécessairement enregistrés aux prix et coûts historiques et ne peuvent donc être comparés à des variations d'encours calculées au départ de données comptables. Depuis l'année 1977, au cours de laquelle a commencé la série continue des déficits courants de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, dont il eût été souhaitable qu'ils fussent couverts par un excédent des opérations en capital, les flux cumulés qui ont pu être recensés indiquent que ces opérations des résidents du secteur privé, à leur initiative ou à celle d'étrangers, se sont soldées, pour la Belgique seule, par une sortie nette de quelque 380 milliards; ce montant mesure la différence entre le flux de ressources financières sorties ou ressorties de l'économie nationale et celui de celles qui sont venues ou revenues de l'étranger pour s'investir ou se placer en Belgique.

On ne dispose pas d'indications précises sur les affectations de toute nature qu'ont reçues les fonds provenant de Belgique qui ont constitué le flux de sortie; il faut se référer aux informations concernant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise dans son ensemble; encore, celles-ci s'arrêtent-elles à la fin de septembre 1983. Pendant les six années et trois trimestres considérés, la masse de fonds sortis a atteint 630 milliards et elle a été compensée en sens inverse, par l'entrée d'une masse de fonds qui s'est élevée à 310 milliards. Du côté des sorties, il faut ranger à part une catégorie de nature tout à fait particulière: le stock des créances commerciales qui s'accumule parce que les crédits à l'exportation accordés excèdent ceux qui sont reçus; ce stock a augmenté de 170 milliards environ. Pour le reste, les capitaux sortis de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, soit 460 milliards, ont servi à des investissements directs pour quelque 70 milliards, à des achats de valeurs mobilières pour environ 240 milliards, à des achats d'immeubles pour 30 milliards, à la constitution d'avoirs nets à court terme en monnaies étrangères pour 120 milliards environ.

Quelle qu'ait été l'opportunité économique, au regard de l'intérêt général, de ces sorties de capitaux, d'ailleurs effectuées sans entorse à la réglementation du change, elles ont eu deux conséquences au plan financier parce qu'elles n'ont pas été assez compensées par des entrées: d'une part, elles ont été un des facteurs qui ont poussé à la hausse ou ont freiné la baisse des taux d'intérêt sur les marchés de fonds intérieurs; d'autre part, elles ont contribué à élargir le solde à financer des paiements extérieurs. Le solde des opérations en capital du secteur privé s'est ajouté au déficit courant.

Pour la Belgique seule, celui-ci peut être estimé à quelque 720 milliards pour les sept dernières années. Ce déficit-ci est la mesure exacte de la détérioration qu'a subie, au cours de cette période, tous actifs et passifs confondus, le

patrimoine extérieur de l'économie belge tout entière. L'amputation subie apparaît dans la diminution des réserves de change de la Banque — 185 milliards pour la période — et, en plus, dans l'endettement extérieur du secteur public à concurrence de 535 milliards. On sait que les engagements de ce dernier envers l'étranger se sont accrus bien davantage au cours de ces sept années puisqu'ils ont augmenté de 915 milliards ; mais la différence de 380 milliards n'est pas un engagement net pour l'économie belge ; elle est compensée par l'accumulation d'avoirs privés. A due concurrence, dette publique envers l'étranger et avoirs privés s'équilibrent dans le bilan extérieur de l'économie belge. Il reste toutefois que le service financier de ces dettes envers l'étranger du secteur public devra être assuré et coûtera des devises, tandis qu'il n'est pas certain que les revenus nés des avoirs privés seront rapatriés. Il reste aussi que le secteur public a une position à la baisse sur les monnaies étrangères dans lesquelles ses dettes sont libellées, tandis que, pour la plus grande partie de ses avoirs financiers, le secteur privé a une position à la hausse.

Il convenait de refaire la synthèse de toutes ces données financières qui ont été publiées à mesure qu'elles étaient recensées, à ce moment où les sorties nettes de capitaux constituent l'essentiel du déficit des paiements extérieurs. A ce moment, aussi où les uns recommandent à la Banque de durcir sa politique, tandis que d'autres, au contraire, la sollicitent d'assouplir davantage son action dans le but, notamment, de permettre au Trésor de renoncer à ses emprunts à l'étranger. Presser la Banque d'élargir encore les concours qu'elle apporte, en créant des francs, aux organismes du marché monétaire et à l'Etat, c'est, en fait, l'inviter à sacrifier encore une partie des réserves de change du pays. Aussi longtemps, en effet, que la balance globale des transactions courantes et des opérations en capital du secteur privé se soldera par un déficit, dans un système de cours de change fixes, le multiplicateur des crédits, sur les marchés de fonds, sera affaibli par des fuites en devises. Dans la dynamique des flux, ces fuites que la Banque doit finalement supporter, amputent les trésoreries que les banques se sont procurées en recourant au prêteur en dernier ressort, ou — et c'est le cas le plus important — qu'elles ont reçues à l'occasion de la dépense, par le Trésor, du produit des avances que la Banque lui a consenties. Mieux que ces enchaînements de mécanique monétaire, l'enregistrement en comptabilité, a posteriori, des soldes des mouvements qui se sont produits en cours de période rend compte de la liaison qui s'établit, à l'heure actuelle, entre l'accroissement des actifs en francs belges de la Banque et la diminution de ses avoirs en monnaies étrangères. Il faut se référer aux bilans de la Banque ; les données successives de ceux-ci révèlent que, dégagée des fluctuations saisonnières, la tendance à l'augmentation des billets a perdu de sa puissance. L'accroissement du stock de ceux-ci a été de 10 p.c. pour l'ensemble des cinq dernières années, c'est-à-dire moins d'un tiers de celui du produit national brut exprimé en francs courants. Le public réduit la proportion des actifs financiers qu'il constitue sous forme de billets de la Banque auxquels il tend à préférer l'utilisation d'avoirs en comptes à vue, pour les paiements, ou la détention d'avoirs à court terme rémunérateurs, pour la conservation de ses épargnes liquides. Dès lors, en tant qu'intermédiaire financier, la Banque est desservie par le ralentissement de la progression de son principal moyen d'action. Ses engagements d'autre nature

envers la Belgique, d'ailleurs peu importants, varient de façon erratique et les majorations de ses autres passifs, qui sont des dettes envers l'étranger, équivalent, en fin de compte, à une réduction de ses avoirs extérieurs. L'augmentation de 13,7 milliards des billets émis par la Banque, en 1983, n'a pu couvrir celle de ses divers actifs sur l'intérieur ; dès lors, ses avoirs nets sur l'étranger ont dû être réduits de 22 milliards. Aussi longtemps que les paiements extérieurs seront en déficit, la Banque, sauf à perdre systématiquement des réserves de change, ne disposera donc plus que d'une marge de manoeuvre fort étroite pour élargir la base du crédit, notamment en faveur de l'Etat, ou pour détendre les marchés de fonds intérieurs.

Aujourd'hui, dans l'exercice de ses diverses fonctions, la Banque a, vis-à-vis de la nation, une responsabilité que la dégradation du bilan extérieur a rendue primordiale : celle de gestionnaire des réserves de change officielles. Les contingences l'obligent à se servir de ces réserves pour maintenir les cours du change dans les limites fixées par le Système Monétaire Européen ; mais, l'utilité des réserves d'autres banques centrales, qui oeuvrent cependant dans des régimes de flottement contrôlé, a également été confirmée parce que ces réserves ont servi à éviter les fluctuations erratiques de leur monnaie, ou à en orienter le cours du change. De façon beaucoup plus fondamentale, les banques centrales assurent la liquidité extérieure finale des économies nationales : lorsque les déficits perdurent et que le recours au crédit devient plus difficile, la détention de réserves de change inconditionnelles permet au pays de régler les importations indispensables et de faire le service des engagements financiers qu'il a pris antérieurement envers l'étranger, tout en lui évitant d'abandonner les cours du change à un flottement débridé ou de perdre toute autonomie de décision dans sa politique économique.

En raison de sa mission propre, la Banque est singulièrement attentive aux mouvements passés et à venir de ses réserves et, par conséquent, à l'évolution de la balance des paiements extérieurs. Certes, les données du compte courant et celles des opérations en capital sont dominées par un vaste ensemble de facteurs qui se modifient aussi bien à l'étranger qu'à l'intérieur de l'économie. Sur les facteurs qui conditionnent les transactions courantes, l'influence de la banque centrale est tout à fait marginale. L'action qu'elle peut exercer sur les mouvements de capitaux à court terme est limitée aussi, on l'a rappelé ci-avant, mais elle n'est pas négligeable si elle est résolue. La décision d'agir elle-même est plus difficile à prendre car elle impose un choix qui affecte les données immédiates. Le choix à opérer est entre une politique accommodante qui abrite les taux d'intérêt des effets du déficit des paiements extérieurs, d'une part, et une politique plus restrictive, d'autre part, qui vise à réduire ce déficit et, plus particulièrement celui des mouvements de fonds, mais qui laisse les forces fondamentales du marché affecter davantage les taux. Et malheureusement, aucune règle adamantine n'offre son support lorsqu'il s'agit d'explicitier ce choix.

C'est énoncer un truisme que de constater que ce choix serait facilité si les remises en ordre plus fondamentales étaient poursuivies.

Les déséquilibres qui subsistent

Le déséquilibre exceptionnellement grave des finances des pouvoirs publics perdure. On a vu que la légère atténuation, en 1983, du déficit financier du Trésor s'était accompagnée d'une certaine aggravation de celui des pouvoirs locaux ; que le rythme d'accroissement des dépenses s'était infléchi, mais que les effets de cette amélioration sur le solde à financer avaient été en grande partie compensés par un allègement parallèle de la pression fiscale, dont les sociétés avaient été le principal bénéficiaire.

C'est avec une concordance parfaite que tous les avis exprimés continuent à dénoncer la hauteur du déficit, générateur d'un endettement dont les charges énormes grèvent, d'avance, les budgets ultérieurs ; à regretter que la demande de fonds, inélastique aux taux, émanant de l'Etat, pèse lourdement sur les marchés financiers ; à invoquer les appréhensions que la permanence de l'endettement public pourrait éveiller dans l'esprit de nombreux apporteurs de fonds ; à attribuer à ce désordre une responsabilité dans la faiblesse relative du franc belge. La couverture de ce déficit, en 1983, a néanmoins été plus facile et ses modalités, améliorées ; mais la poursuite de la reprise, que l'on espère pour 1984, pourrait, si elle s'accompagnait d'une expansion des dépenses intérieures, effriter les surplus financiers des particuliers et des sociétés, avant que le progrès conjoncturel des recettes fiscales réduise, à son tour, le déficit financier de l'Etat : les tensions sur les marchés de fonds intérieurs s'en trouveraient ranimées et l'évolution des paiements courants s'en ressentirait.

Il y a accord général sur la nécessité d'assainir les finances publiques. La Banque l'a, de longue date, souligné à maintes reprises. Elle rejoignait ainsi l'avis exprimé avec clarté dans les « Rapports du Groupe de travail technique chargé de formuler des suggestions en vue de freiner, dans l'immédiat, le déficit de financement de l'Etat », dits Rapport Van Houtte. Ce rapport de 1976 mettait en garde de façon pressante les gouvernants et l'opinion ; il n'a pas eu d'effet. Les avertissements de la Banque ont, tout autant, été négligés. Le Gouvernement actuel s'était donné pour objectif d'assainir la gestion des finances publiques et de réduire progressivement le déficit à financer, exprimé en pour cent du produit national brut, de façon à ce qu'en 1985, ce pourcentage soit voisin de celui qui était prévu pour l'ensemble de la Communauté Economique Européenne. Le Gouvernement a réussi à arrêter la dégradation de la situation mais a dû postposer la réalisation de son dessein. La Banque déplore ce retard regrettable ; celui-ci prolonge les effets néfastes du déséquilibre financier des pouvoirs publics qui pèse sur ses choix de politique et affaiblit considérablement l'efficacité de certains des instruments de son action. A son avis, c'est sans atermoiement que les autorités politiques doivent prendre l'ensemble des mesures nécessaires en vue de réduire l'importance relative du déficit financier de l'Etat.

La Banque est, sans aucun doute, consciente que ce durcissement urgent de la gestion budgétaire doit pouvoir s'insérer dans une action plus générale qui en évite les effets restrictifs pour l'économie.

L'objectif pourrait être approché par un alourdissement de la fiscalité. Cette perspective suscite de nombreuses objections dans la plupart des milieux : l'ampleur de la ponction supplémentaire qui serait nécessaire indique à suffisance que le relèvement des impôts devrait être très général ; il ajouterait substantiellement à une pression fiscale qui apparaît déjà comme très élevée, en regard de la moyenne des pays de la Communauté Economique Européenne ; de plus, les incidences d'une augmentation des impôts se manifesteraient soit sur les coûts et les prix, dont l'inflation serait stimulée, soit sur la demande, qui serait affaiblie ; enfin, l'expérience semble confirmer l'hypothèse du rendement dégressif de l'impôt, lorsque son niveau vient à dépasser ces seuils où l'évasion fiscale est trop rémunératrice.

C'est assez généralement avec une faveur plus grande que sont accueillies les propositions de réaliser les assainissements nécessaires par la voie de compressions de dépenses. Mais les choix des parties prenantes au budget, c'est-à-dire tout le monde, deviennent discordants, lorsqu'il s'agit de préciser les parcelles où s'effectueraient les coupures. La crainte que ses propres parcelles, ou celles de sa corporation, soient mises à blanc plutôt que soumises à un élagage s'exprime rarement dans un refus franc de reconnaître la nécessité de l'assainissement ; mais elle transparaît, au travers des déclarations d'accord de principe, dans le « mais » qui passe aussitôt « le valet de pique » au voisin.

Au-delà de ces résistances ponctuelles qui reflètent le conflit latent des intérêts de groupe, se manifestent, sur un plan plus général, des réticences diffuses. Elles traduisent une appréhension plus raisonnée des conséquences économiques immédiates de compressions budgétaires qui, pour être efficaces, devraient être sévères.

On sait en effet que, pour réduire le déficit budgétaire à concurrence d'un certain montant, il est indispensable que les dépenses publiques soient amputées d'un montant supérieur qui peut aller jusqu'au double du précédent ; en effet, une diminution de ces dernières entraîne, compte tenu des effets dérivés, une réduction plus que proportionnelle des revenus avant impôts et de la dépense privée, c'est-à-dire de l'assiette fiscale ; et, en raison de la hauteur actuelle du prélèvement fiscal et parafiscal, cette diminution de la matière taxable se reflète dans les recettes des pouvoirs publics.

Dès lors, les restrictions budgétaires qu'il faudrait effectuer dans les prochaines années pour alléger substantiellement les besoins actuels de financement de l'Etat devraient être rigoureuses. Elles pourraient affecter durement la demande intérieure si « toutes autres choses restaient égales ». C'est manifestement la crainte d'affaiblir encore le marché intérieur, déjà stagnant, et d'aggraver le chômage qui explique les hésitations des responsables politiques à s'engager plus hardiment dans la voie d'un changement qu'ils savent cependant urgent mais dont ils ne sont pas assurés que les conditions préalables soient déjà réunies.

Au fond, l'obstacle est venu de ce que trop « d'autres choses sont restées égales ». Trop peu de changements ont été apportés à l'environnement économique, pour que la compression des dépenses de l'Etat ne risque pas d'avoir des répercussions négatives. Fondamentalement, le rythme et l'ampleur du resserrement de ces dépenses sont fonction de ceux de l'expansion d'autres dépenses qui pourraient prendre le relais, sans hiatus trop grand, et assurer, à la place des précédentes, le support de la création de revenus, d'activités et d'emplois.

Le relais pourrait être pris par des dépenses de l'étranger qui iraient en croissant. Du point de vue de l'économie nationale, il s'agit des exportations nettes de biens et services. Le resserrement des liens entre les pays de la Communauté Economique Européenne et l'approfondissement de leur intégration permettraient sans aucun doute à chacun des pays membres de bénéficier d'un climat plus favorable à l'expansion que celui qu'ont créé les tensions actuelles; celles-ci sont regrettables car elles font ressurgir les réflexes protectionnistes. En tout état de cause, même dans l'état actuel des choses dans la Communauté Economique Européenne, les organismes internationaux prévoient que la croissance dans le monde pourrait être soutenue, en 1984, par une énorme détérioration de la balance des paiements courants des Etats-Unis; l'économie belge bénéficierait, comme les autres, de l'élongation de l'onde issue de l'économie américaine. Cette dernière prévision, elle-même, ne se réalisera que si les entreprises belges peuvent affronter efficacement la concurrence des producteurs étrangers; beaucoup d'entre eux réagissent aux pesées qu'exercent, sur leur marché intérieur, les politiques économiques nationales qui se sont assigné comme objectif soit d'éviter la réapparition de l'inflation, soit d'éliminer des déficits ou de consolider des surplus extérieurs. Dans ces circonstances, où la plupart des pays demeurent avides d'élargir leurs débouchés étrangers, alors que la croissance des marchés mondiaux reste modérée, il importe, sans aucun doute, que soit maintenue et même améliorée la compétitivité des entreprises belges. Celle-ci n'est pas seulement fonction des coûts relatifs, salariaux et autres, mais elle dépend aussi de tous les facteurs de la « non price competition ». Pour des motifs de balance des paiements, de sauvegarde de l'emploi, et de rentabilité des entreprises actives dans les secteurs exposés, l'amélioration de la compétitivité doit rester une préoccupation majeure aussi bien pour les chefs d'entreprises eux-mêmes, responsables de la qualité de la gestion, que pour les autorités chargées de définir la politique des revenus et des prix. Si, grâce à cette rigueur nécessaire, le solde des opérations sur biens et services avec l'étranger continue à s'améliorer, l'impulsion qui sera donnée ainsi à la croissance ne suffira néanmoins pas, en elle-même, à compenser les effets qu'exercera, sur la demande intérieure, la remise en ordre accélérée des finances publiques. Elle la facilitera, cependant, en tout état de cause.

C'est évidemment sur les investissements qu'il faudra le plus compter pour assurer le développement du marché intérieur et de l'emploi par la demande privée. Cette année, la récolte des fruits de l'amélioration de la rentabilité des entreprises a été de ce point de vue assez décevante; dans les sociétés — entreprises privées et publiques des divers secteurs — le volume du capital fixe formé n'a pas rejoint les niveaux atteints en 1974 ou en 1980; dans l'ensemble des

industries, il a diminué depuis 1980 et il ne représente même plus 80 p.c. du maximum de 1974, écart qui sera loin d'être comblé par l'augmentation espérée pour 1984. Les investissements en équipement ont un contenu importé considérable : plus de 60 p.c. ; dans l'immédiat, leur développement ne profite donc qu'en partie à la création du revenu intérieur. C'est donc en longue période que pourrait être engrangée une moisson devenue plus riche grâce au dynamisme davantage innovateur de ceux qui ont mission d'entreprendre. Ce dynamisme, c'est sur l'appareil de production national qu'il devra exercer sa créativité en se manifestant par des investissements d'extension et la naissance de nouvelles activités, plus que par des investissements de rationalisation, certes nécessaires pour la productivité des entreprises mais qui ne créent pas d'emplois.

La résorption du chômage, devenu structurel, cet autre grand déséquilibre, dont on ne pourrait trop se préoccuper, sera facilitée, de façon plus profonde que par des palliatifs, si, dans ce pays, se développent des activités dont les produits, services autant que biens, peuvent se substituer à des importations ou s'imposer sur des marchés extérieurs. La balance des paiements sera assainie de façon durable. L'effort de remise en ordre des finances publiques ne se heurtera plus à l'obstacle majeur : la fragilité de la croissance.

La faiblesse d'une monnaie relativement aux autres est un épiphénomène : le voile monétaire dissimule les insuffisances fondamentales que met en lumière la comparaison des données réelles d'une économie à celles d'autres pays. Les diagnostics tendent à s'accorder de plus en plus : les points faibles de l'économie belge sont dans des structures. Ce sont des renouvellements essentiels qu'il faut provoquer, après que les remises en ordre préalables les plus urgentes ont été largement engagées.

MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 15 février 1984

Vu la persistance de tensions sur les marchés des changes, la Banque Nationale de Belgique a décidé de relever de 1 p.c. ses taux de l'escompte et des avances à partir du 16 février 1984.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Population	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
4. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 4a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1975	I - 4b	— Chiffres annuels	IX - 1
5. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 5a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 5b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 5b.3	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 5c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	4. Système Monétaire Européen :	
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Pêche maritime	III - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
3. Energie	IV - 3	XI. — Finances publiques.	
4. Métallurgie	IV - 4	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
5. Construction	IV - 5	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
V. — Services.			
1. Transports :		4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. Encours :	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	a) au 31 décembre 1980	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) au 31 décembre 1981	XII - 1b
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	2. Mouvements en 1981	XII - 2
b) Ventes à tempérament	V - 3b	3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Chambres de compensation	V - 4	a) au 31 décembre 1980	XII - 3a
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) au 31 décembre 1981	XII - 3b
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	4. Mouvements en 1981 (totaux sectoriels)	XII - 4
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
3. Prix à la consommation en Belgique :		2. Bilans :	
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
Indices 1981 = 100		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d	4. Stock monétaire :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Total	XIII - 4b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. Avoirs extérieurs nets :	
		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8	4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
12. Situation globale des banques	XIII - 12	a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b
 XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.		 XVIII. — Marché monétaire.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b	 XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c	1. Banque Nationale de Belgique :	
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d	a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6	b) Taux spéciaux	XIX - 1b
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7	c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
 XV. — Actifs financiers.		4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1	5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2	6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :		7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
a) Variations	XV - 3a	8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b	 XX. — Banques d'émission étrangères.	
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4	1. Taux d'escompte	XX - 1
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :		2. Banque de France	XX - 2
a) Variations	XV - 5a	3. Bank of England	XX - 3
b) Encours	XV - 5b	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6	5. Nederlandsche Bank	XX - 5
 XVI. — Emissions et dettes du secteur public.		6. Banca d'Italia	XX - 6
1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
3. Dette du Trésor :		9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a	 GRAPHIQUES.	
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :		Enquêtes sur la conjoncture	I - 5
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a	Demandes d'emploi	II
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b	Production industrielle	IV - 2
 XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.		Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1	Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	Prix de gros en Belgique	VII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3	Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
		Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
		Recettes fiscales par année civile	XI - 4
		Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
		Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
		CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
		Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-5a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.813	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.283	6.327	6.370	6.402	6.446	6.496	6.461 ³	
dont : Hommes	3.148	3.172	3.195	3.212	3.236	3.261	3.241 ³	
Femmes	3.135	3.155	3.175	3.190	3.210	3.235	3.220 ³	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.913	3.940	3.966	3.987	4.043	4.059	4.065	4.085
dont : Agriculture	136	128	122	118	118	112	109	107
Industries extractives et manufacturières	1.165	1.119	1.078	1.036	1.009	989	941	909
Bâtiments et construction	293	297	298	294	297	288	258	236
Transports	268	265	265	268	272	278	277	275
Commerce, banques, assurances et services	1.839	1.866	1.906	1.954	2.018	2.045	2.046	2.057
Chômeurs complets ²	168	224	257	278	292	311	399	467
Ouvriers frontaliers	44	41	40	39	37	36	35	34

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	760,2	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.246,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	35,9	38,7	42,4	46,4	49,9	53,6	56,6	59,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	189,5	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	290,2	290,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	314,3	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	563,8	608,1
5. Corrections et compléments	40,6	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,3
Ajustement statistique	- 17,8	13,1	- 1,2	14,2	- 2,1	3,5	- 4,1	9,2
Total ...	1.322,7	1.526,4	1.658,5	1.784,8	1.907,1	2.075,8	2.175,9	2.307,1
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	46,9	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	60,9
2. Professions libérales ¹	63,6	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	116,3
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	187,7	205,8	218,3	222,8	228,7	228,7	226,9	243,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	12,1	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3
Ajustement statistique	- 4,2	3,0	- 0,3	3,0	- 0,4	0,7	- 0,8	1,8
Total ...	306,1	350,0	357,1	379,4	385,9	389,7	398,7	438,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	130,9	156,8	179,6	196,4	232,3	274,2	315,1	350,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,0	60,6	66,7	74,2	79,5	86,7	102,2	112,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,2	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	101,2
Total ...	249,1	274,8	304,8	333,6	373,4	427,9	497,3	563,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	7,7	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	12,8	30,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	70,1	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	113,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 6,7	- 13,6	- 17,0	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,6	13,3
Total ...	6,6	2,2	2,4	- 1,8	3,4	20,4	31,8	43,6
G. Intérêts de la dette publique	- 82,5	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 286,6	- 360,8
Revenu national net au coût des facteurs	1.879,8	2.141,4	2.294,1	2.465,6	2.623,0	2.813,5	2.917,4	3.136,2
H. Amortissements	212,5	231,1	260,5	279,1	299,5	307,3	327,9	357,0
Revenu national brut au coût des facteurs	2.092,3	2.372,5	2.554,6	2.744,7	2.922,5	3.120,8	3.245,3	3.493,2
I. Impôts indirects	261,1	307,7	334,3	363,9	387,7	412,1	436,3	474,3
J. Subventions	- 27,6	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 60,1	- 64,6
Produit national brut aux prix du marché	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

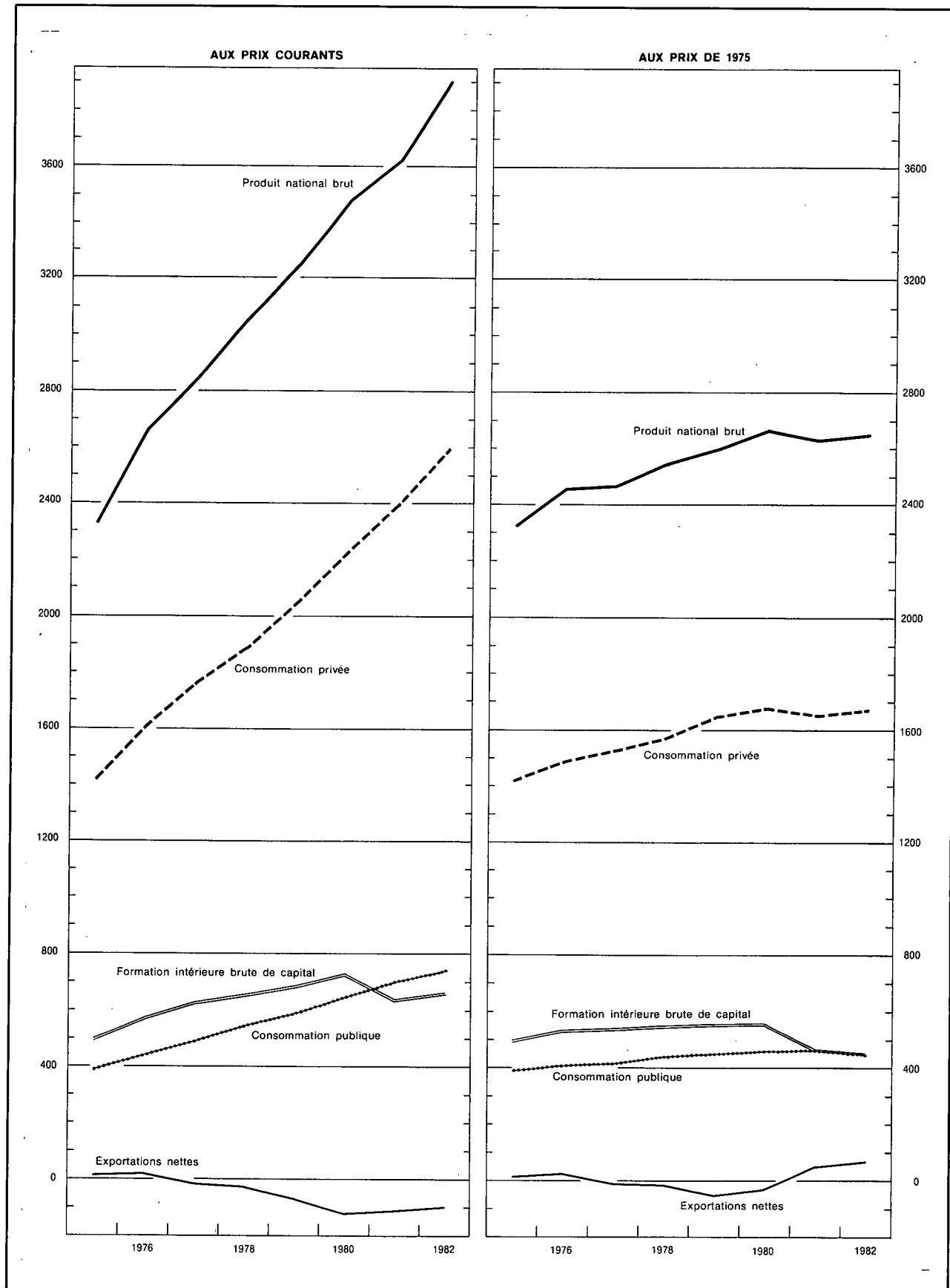
Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Agriculture, sylviculture et pêche	68,2	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	94,9
2. Industries extractives	18,9	19,0	18,2	17,2	16,0	18,8	19,8	20,5
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	122,1	131,7	135,5	146,9	151,1	158,6	167,9	190,5
b) Textiles	31,8	38,3	37,5	37,1	37,9	40,6	43,0	45,1
c) Vêtements et chaussures	24,8	25,7	24,1	23,1	23,4	22,6	22,4	24,4
d) Bois et meubles	29,4	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	41,0	42,8
e) Papier, impression, édition	35,6	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,8	49,9
f) Industrie chimique et activités connexes	58,2	65,3	74,2	82,6	92,3	97,6	106,5	119,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	29,1	33,2	37,7	36,5	36,7	39,0	37,9	40,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	37,9	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	47,2	45,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	192,4	218,8	236,3	243,5	241,3	238,7	237,3	255,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	73,2	86,7	100,4	107,7	115,8	122,3	124,3	134,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	634,5	719,9	763,1	805,1	840,3	859,5	874,3	946,6
4. Construction	165,7	193,3	213,0	228,8	234,2	263,8	229,6	236,9
5. Electricité, gaz et eau	70,7	77,7	86,1	93,6	105,8	120,9	132,2	139,5
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	422,1	502,2	537,4	567,2	604,6	653,2	671,9	734,1
b) Services financiers et assurances	86,0	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	179,1	195,9
c) Immeubles d'habitation	101,3	108,5	122,2	136,5	151,2	170,2	196,5	216,8
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	609,4	718,7	779,1	838,9	906,5	984,1	1.047,5	1.146,8
7. Transports et communications	179,1	200,2	217,1	237,4	261,5	291,8	311,4	337,1
8. Services	595,1	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.057,1	1.134,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,4	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-26,2	-35,3	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-51,4	-55,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-27,8	-29,5	-30,3	-32,0	-34,8	-47,2	-54,4	-60,2
Ajustement statistique	21,1	1,0	- 4,0	- 9,1	- 2,3	- 7,7	-11,0	- 6,3
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.313,1	2.626,3	2.836,5	3.051,7	3.257,9	3.500,9	3.644,4	3.939,9
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,7	17,3	12,1	10,1	- 3,5	-18,3	-22,9	-37,0
Produit national brut aux prix du marché ..	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	293,0	335,1	349,2	365,2	379,5	398,9	414,0	467,0
2. Boissons	70,1	75,1	79,5	84,3	89,3	97,6	103,3	115,6
3. Tabac	25,7	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1
4. Vêtements et effets personnels	115,1	130,5	137,2	143,9	156,1	172,7	173,8	192,3
5. Loyers, taxes, eau	136,4	148,4	167,7	187,7	206,4	229,8	261,1	288,8
6. Chauffage et éclairage	81,7	89,8	96,4	107,8	131,7	155,0	179,6	198,1
7. Articles ménagers durables	150,6	175,3	184,5	186,1	192,2	216,7	217,3	224,3
8. Entretien de la maison	62,2	68,7	75,8	82,2	88,3	94,8	101,1	108,7
9. Soins personnels et hygiène	138,8	160,5	183,3	202,3	214,8	228,3	250,7	276,6
10. Transports	151,0	178,2	194,7	212,1	233,2	254,9	273,0	300,5
11. Communications : P.T.T.	11,3	12,3	14,5	16,3	17,5	18,8	20,2	22,4
12. Loisirs	119,5	136,4	151,9	162,9	176,2	193,5	206,1	227,5
13. Enseignement et recherches	3,2	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4
14. Services financiers	42,2	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	94,3	102,7
15. Services divers	10,7	13,3	15,3	17,3	19,5	19,3	20,2	21,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	43,0	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 34,0	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 63,7	- 75,5
Ajustement statistique	0,6	- 12,6	4,1	- 6,0	3,6	2,7	12,5	- 3,8
<i>Total ...</i>	<i>1.421,1</i>	<i>1.609,5</i>	<i>1.763,8</i>	<i>1.888,2</i>	<i>2.049,6</i>	<i>2.232,6</i>	<i>2.394,2</i>	<i>2.599,6</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	283,3	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	515,0	550,9
2. Achats courants de biens et services	83,7	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,6	142,0
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3
4. Loyer payé	2,4	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,7	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	3,5	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9
6. Amortissement mobilier et matériel	2,2	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7
<i>Total ...</i>	<i>388,4</i>	<i>441,0</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>700,8</i>	<i>740,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	10,9	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2
2. Industries extractives	2,1	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,1
3. Industries manufacturières	106,4	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	117,0
4. Construction	7,9	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,8
5. Electricité, gaz et eau	35,7	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	37,3
6. Commerce, banques, assurances	49,5	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	74,6	83,5
7. Immeubles d'habitation	144,8	184,7	202,7	228,7	210,7	226,7	140,6	133,8
8. Transports et communications	56,7	57,6	61,7	73,5	75,2	86,3	92,8	102,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	79,1	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	130,1	126,1
10. Autres services	18,8	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3
11. Variations de stocks	- 12,6	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 9,9	- 9,8
Ajustement statistique	0,2	- 4,5	1,4	- 2,0	1,2	0,9	3,4	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>499,5</i>	<i>574,0</i>	<i>612,5</i>	<i>653,9</i>	<i>683,7</i>	<i>728,6</i>	<i>640,0</i>	<i>657,1</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91,3	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	403,5
2. Exportations de biens et services	1.065,2	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.362,5	2.729,2
Exportations totales ...	1.156,5	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.711,8	3.132,7
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	78,6	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	440,5
4. Importations de biens et services	1.061,1	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.453,1	2.786,1
Importations totales ...	1.139,7	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.825,3	3.226,6
Exportations nettes ...	16,8	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 113,5	- 93,9
Produit national brut aux prix du marché	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

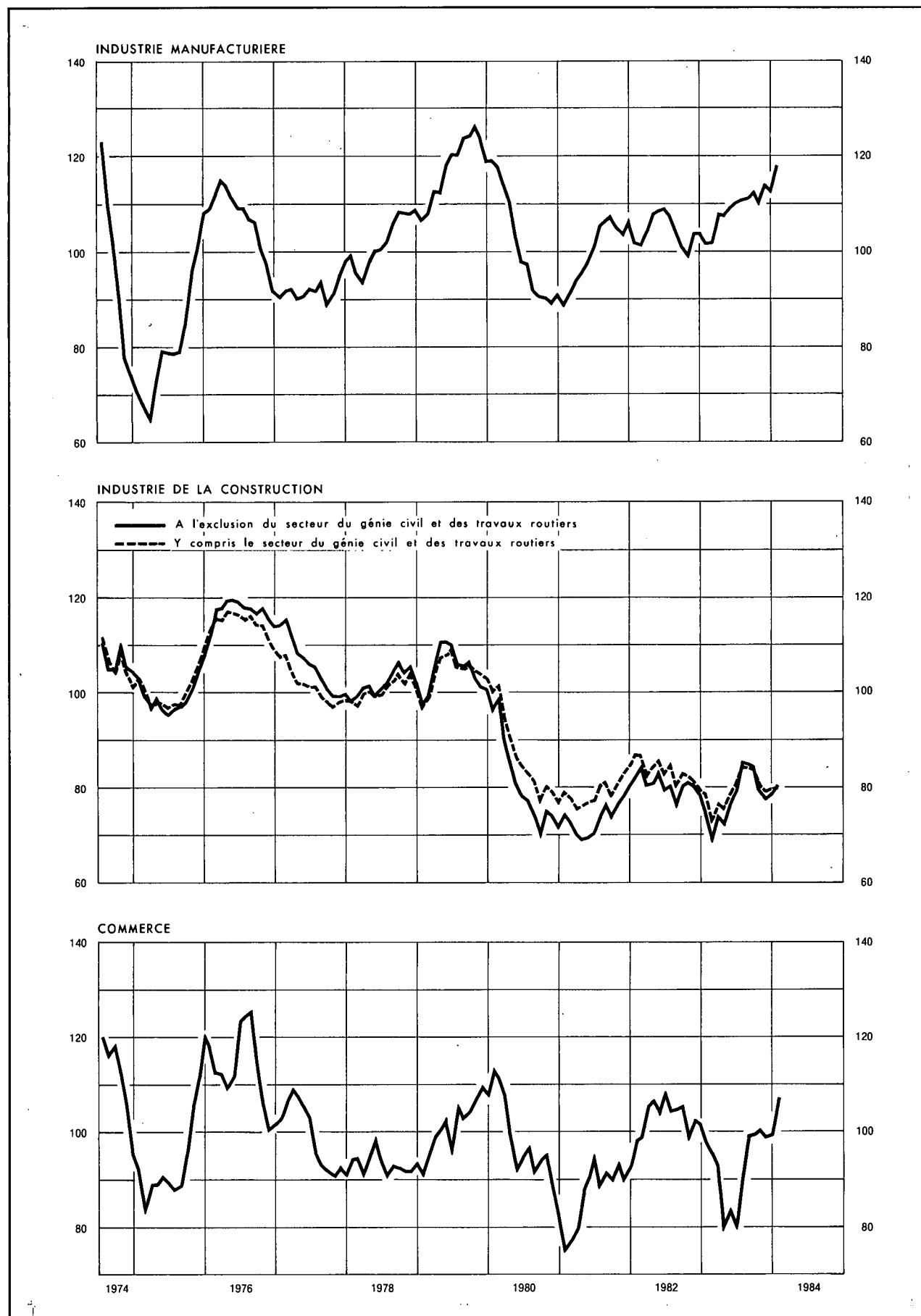
(Estimations aux prix de 1975 — Indices 1975 = 100)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	102	101	105	108	109	108	111
2. Boissons	100	102	102	104	108	115	109	112
3. Tabac	100	98	95	85	89	89	89	93
4. Vêtements et effets personnels	100	106	105	103	107	113	111	115
5. Loyers, taxes, eau	100	102	105	109	113	117	122	124
6. Chauffage et éclairage	100	105	108	120	128	123	120	116
7. Articles ménagers durables	100	111	113	112	115	128	126	124
8. Entretien de la maison	100	102	104	105	107	109	110	112
9. Soins personnels et hygiène	100	106	113	118	120	123	128	130
10. Transports	100	107	111	116	119	118	115	115
11. Communications : P.T.T.	100	109	114	117	127	132	141	142
12. Loisirs	100	106	107	107	112	117	119	125
13. Enseignement et recherches	100	102	105	107	109	112	114	117
14. Services financiers	100	112	117	130	143	152	150	151
15. Services divers	100	115	125	133	143	135	130	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	100	107	110	124	130	136	121
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	100	97	107	98	111	117	124	140
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>116</i>	<i>118</i>	<i>117</i>	<i>118</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	104	105	110	114	117	118	118
2. Achats courants de biens et services	100	103	110	120	120	117	119	111
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	100	110	120	129	135	141	138	130
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>107</i>	<i>113</i>	<i>116</i>	<i>118</i>	<i>119</i>	<i>117</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	117	121	139	123	114	101	104
2. Industries extractives	100	85	91	107	133	127	117	119
3. Industries manufacturières	100	84	70	67	68	98	80	88
4. Construction	100	134	146	140	148	132	147	118
5. Electricité, gaz et eau	100	88	95	93	93	83	80	72
6. Commerce, banques, assurances	100	106	109	112	123	123	113	117
7. Immeubles d'habitation	100	116	118	125	109	108	65	60
8. Transports et communications	100	96	98	115	113	125	129	130
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	100	107	103	100	104	113	105	93
10. Enseignement	100	107	117	111	112	116	120	104
11. Autres services	100	118	138	129	153	152	143	134
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>107</i>	<i>108</i>	<i>110</i>	<i>111</i>	<i>112</i>	<i>93</i>	<i>91</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	100	94	92	104	118	178	279	298
2. Exportations de biens et services	100	113	127	131	142	148	154	157
Exportations totales ...	100	111	124	129	140	150	163	168
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	100	89	94	110	140	225	345	378
4. Importations de biens et services	100	112	129	134	147	150	148	148
Importations totales ...	100	111	126	132	146	155	161	164
Produit national brut aux prix du marché	100,0	105,7	106,3	109,8	111,9	114,8	113,4	114,2

I - 5. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 5a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Courbe globale ¹	Industrie manufacturière	Industrie de la construction		Commerce ²
			à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	y compris le génie civil et les travaux routiers	
1981 Février	86,77	91,75	72,72	78,22	77,58
Mars	88,52	94,37	70,07	75,94	79,64
Avril	90,72	95,98	68,88	76,20	88,03
Mai	92,72	98,17	69,71	76,95	90,31
Juin	95,86	101,42	70,36	77,21	95,42
Juillet	98,49	105,67	73,95	80,60	89,52
Août	100,10	106,88	76,88	81,33	91,68
Septembre	100,27	107,95	74,49	78,55	90,22
Octobre	99,23	105,27	76,71	81,38	93,59
Novembre	98,00	103,86	78,30	83,09	90,34
Décembre	100,86	106,91	80,46	84,08	93,00
1982 Janvier	98,66	102,16	82,61	86,89	98,37
Février	98,74	101,79	84,45	86,80	98,82
Mars	101,22	104,82	80,38	82,85	105,27
Avril	103,83	108,06	81,05	84,32	106,89
Mai	104,36	108,77	83,63	85,93	104,49
Juin	104,58	109,03	79,89	83,17	108,48
Juillet	103,08	107,55	80,69	85,06	104,61
Août	100,13	104,12	76,68	81,13	104,97
Septembre	98,80	101,39	80,23	83,10	105,28
Octobre	96,79	99,58	81,25	82,72	99,34
Novembre	100,10	103,78	80,31	81,45	102,73
Décembre	99,58	103,70	78,45	79,80	101,49
1983 Janvier	97,16	101,93	74,77	78,79	97,32
Février	96,30	102,32	69,26	73,14	95,28
Mars	100,87	108,35	74,06	76,70	92,80
Avril	98,52	107,92	72,82	75,54	80,36
Mai	100,72	109,52	76,54	78,98	83,86
Juin	101,43	110,60	79,18	80,16	80,89
Juillet	104,29	111,15	85,26	85,96	91,32
Août	105,48	111,20	84,98	84,16	99,30
Septembre	106,34	112,48	84,43	84,33	99,58
Octobre	104,21	110,30	79,46	80,40	100,54
Novembre	106,40	114,08	77,66	79,31	99,31
Décembre	105,95	113,19	78,57	79,59	99,56
1984 Janvier	110,82	118,17	80,16	79,84	107,17

¹ Moyenne pondérée des courbes de l'industrie manufacturière (70 %), de l'industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers (15 %) et du commerce (15 %).

² Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 5b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1981 Février	93,26	88,36	99,74	89,61	88,58	93,46	84,95	91,75
Mars	97,50	87,71	100,10	90,43	94,58	97,86	87,87	94,37
Avril	97,54	94,06	103,69	90,65	94,99	95,75	91,62	95,98
Mai	99,31	96,82	103,79	95,71	95,94	96,43	97,16	98,17
Juin	102,92	99,20	108,20	100,82	101,07	95,71	102,67	101,42
Juillet	103,59	109,69	113,30	97,52	102,88	100,55	111,30	105,67
Août	103,53	108,38	119,16	101,37	110,10	100,43	108,08	106,88
Septembre	106,88	108,04	115,71	111,88	123,91	95,06	105,88	107,95
Octobre	103,98	99,84	114,67	108,27	115,96	102,30	97,77	105,27
Novembre	103,57	102,61	106,71	97,52	112,97	105,33	99,16	103,86
Décembre	101,55	106,75	110,15	107,57	113,15	108,06	106,18	106,91
1982 Janvier	101,21	98,39	110,82	95,13	107,46	103,54	97,97	102,16
Février	100,64	95,64	108,53	99,68	101,23	100,75	106,87	101,79
Mars	100,13	97,48	109,68	102,38	112,82	105,21	112,18	104,82
Avril	106,66	105,16	111,00	106,02	113,43	106,54	110,86	108,06
Mai	110,35	108,52	111,89	111,23	116,47	102,50	104,86	108,77
Juin	110,14	107,22	117,25	109,64	110,23	101,73	109,14	109,03
Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983				1984	1983				1984	1983				1984
	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
Ensemble des industries	- 43	- 34	- 31	- 29	- 23	- 39	- 32	- 32	- 30	- 24	+ 7	+ 12	+ 7	+ 9	+ 10
I. Biens de consommation	- 34	- 23	- 27	- 28	- 23	- 33	- 13	- 22	- 26	- 14	+ 0	+ 15	+ 8	+ 16	+ 23
II. Biens d'investissement	- 58	- 56	- 46	- 51	- 51	- 52	- 50	- 41	- 39	- 36	+ 27	+ 24	+ 7	+ 7	+ 15
III. Biens intermédiaires	- 37	- 27	- 26	- 16	- 5	- 37	- 31	- 30	- 24	- 19	+ 4	+ 7	+ 6	+ 4	- 6
Industrie textile	- 41	- 20	- 24	- 14	- 21	- 43	- 19	- 16	- 13	- 20	+ 2	+ 8	+ 9	+ 1	+ 3
dont : Laine	- 31	- 1	- 7	- 14	- 18	- 17	+ 11	- 3	- 9	- 27	+ 7	- 11	- 11	- 2	0
Coton	- 31	- 27	- 43	- 29	- 29	- 36	- 36	- 34	- 40	- 41	+ 3	+ 5	+ 21	+ 9	+ 1
Bonneterie	- 52	- 37	- 33	- 36	- 55	- 46	- 18	- 26	- 32	- 19	- 4	+ 32	+ 20	+ 13	+ 21
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 31	- 32	- 34	- 34	- 26	- 41	- 12	- 39	- 46	- 8	- 4	+ 6	+ 5	+ 13	+ 25
dont : Chaussures	-100	- 37	- 26	- 33	- 30	-100	- 58	- 44	- 77	- 77	+ 51	+ 37	+ 7	- 2	+ 21
Habillement	- 16	- 31	- 36	- 35	- 26	- 37	- 8	- 39	- 44	- 2	- 10	+ 3	+ 6	+ 15	+ 25
Industrie du bois et du meuble en-bois	0	- 21	- 27	- 28	- 31	+ 12	- 5	- 13	- 20	- 23	+ 13	+ 19	+ 23	+ 24	+ 23
dont : Bois	- 29	- 14	- 19	- 24	- 18	- 13	+ 12	- 6	+ 1	- 3	+ 21	+ 9	+ 4	+ 6	+ 6
Meubles en bois	+ 21	- 26	- 34	- 30	- 41	+ 26	- 14	- 17	- 32	- 34	+ 8	+ 25	+ 36	+ 37	+ 35
Papiers et cartons	- 35	- 45	- 50	- 25	- 7	- 35	- 57	- 54	- 43	- 16	+ 4	+ 10	+ 5	- 8	- 11
dont : Production de papier et carton	- 45	- 67	- 71	- 21	- 17	- 33	- 68	- 64	- 45	- 18	+ 17	+ 17	+ 29	0	0
Transformation de papier et carton	- 27	- 28	- 34	- 28	+ 1	- 38	- 22	- 29	- 33	- 11	- 8	+ 5	- 14	- 12	- 20
Industrie du cuir	- 10	- 50	- 69	- 66	- 60	- 8	- 82	- 83	- 58	- 52	+ 11	+ 14	+ 42	+ 37	+ 53
Transformation de matières plastiques	+ 15	+ 22	+ 19	+ 25	+ 36	+ 49	+ 55	+ 53	+ 59	+ 70	- 23	+ 4	+ 16	+ 6	- 18
Raffinage de pétrole	- 60	- 30	- 32	+ 12	+ 19	- 63	- 27	- 14	+ 1	+ 26	- 20	+ 1	- 3	- 14	- 45
Production et première transformation des métaux	- 58	- 49	- 38	- 26	- 4	- 57	- 55	- 51	- 47	- 37	+ 6	+ 11	0	0	- 10
dont : Métaux ferreux	- 57	- 54	- 43	- 26	- 1	- 60	- 61	- 57	- 52	- 45	- 12	- 3	- 4	- 5	- 12
Métaux non ferreux	- 65	- 20	- 13	- 22	- 18	- 38	- 20	- 20	- 17	+ 4	+ 52	+ 46	+ 11	+ 10	- 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 36	- 37	- 25	- 29	- 24	- 23	- 18	+ 1	+ 9	+ 40	+ 36	+ 32	+ 2	- 1	+ 16
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 40	- 39	- 26	- 32	- 32	- 26	- 7	- 6	+ 3	+ 35	+ 43	+ 36	+ 4	+ 3	+ 18
Verre creux	- 4	- 19	- 43	- 43	- 26	- 8	- 8	- 7	- 7	+ 26	+ 4	+ 4	+ 2	+ 2	+ 35
Industrie chimique	- 1	+ 6	+ 5	+ 6	+ 8	0	+ 7	+ 4	+ 10	+ 8	+ 3	0	0	0	+ 1
Production de fibres artificielles et synthétiques	-100	+ 22	- 9	0	0	-100	- 3	- 22	+ 66	+ 66	+ 83	+ 17	+ 1	+ 71	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 59	- 58	- 55	- 57	- 58	- 62	- 44	- 43	- 49	- 44	+ 7	+ 36	+ 21	+ 19	+ 61
Construction de machines et de matériel mécanique	- 59	- 50	- 43	- 44	- 42	- 56	- 52	- 52	- 44	- 52	+ 21	+ 16	+ 3	- 1	- 7
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 28	- 40	- 41	- 39	- 66	- 31	- 48	- 50	- 36	- 63	+ 9	- 16	- 22	- 14	- 1
Machines-outils	-100	- 64	- 10	+ 2	+100	-100	- 63	- 7	+ 23	+100	+ 54	+ 46	- 5	- 21	- 54
Machines textiles	- 94	- 83	- 70	- 78	- 68	- 88	- 92	- 71	- 79	- 67	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 57	- 42	- 40	- 48	- 53	- 26	- 20	- 15	- 30	- 44	- 1	+ 6	0	0	- 5
Construction électrique et électronique	- 66	- 68	- 63	- 68	- 72	- 65	- 66	- 57	- 63	- 72	+ 5	+ 11	+ 27	+ 33	+ 37
dont : Construction électrique d'équipement	- 70	- 73	- 68	- 75	- 80	- 66	- 74	- 56	- 64	- 76	0	+ 4	+ 18	+ 25	+ 30
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 59	- 59	- 55	- 49	- 60	- 61	- 55	- 55	- 61	- 61	0	+ 33	+100	+100	+100
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 63	+ 17	0	- 13	+ 25	- 25	+ 17	0	- 25	0	0	0	- 14	+ 14	0
Construction d'autre matériel de transport	- 81	- 78	- 76	- 74	- 58	- 68	- 77	- 86	- 88	- 88	+ 36	+ 66	+ 10	+ 38	- 20
dont : Construction navale	-100	- 97	- 96	- 92	- 76	-100	- 99	- 99	- 98	- 98	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	- 51	- 43	0	+ 14	+ 56	- 56	- 23	- 27	- 12	- 12	+ 36	+ 66	+ 10	+ 38	- 20

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1982		1983			1982		1983			1982		1983			1982		1983		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	2	5	6	5	4	85	84	80	82	82	2	2	2	2	1	4	5	6	6	6
I. Biens de consommation	1	7	9	8	5	82	78	75	81	81	3	4	2	3	2	2	4	6	5	4
II. Biens d'investissement	5	4	4	2	5	90	93	86	84	88	2	0	1	3	0	2	1	3	4	1
III. Biens intermédiaires	2	5	4	5	3	82	78	78	83	78	0	1	1	0	1	5	8	8	8	11
Industrie textile	6	11	12	12	9	75	61	63	67	70	3	5	3	3	3	12	12	12	13	16
dont : Laine	4	14	14	19	5	72	47	41	48	53	1	10	6	1	2	17	13	21	24	36
Coton	1	9	15	8	9	84	73	70	89	88	0	0	0	0	0	14	16	12	3	3
Bonneterie	13	5	11	10	8	71	63	77	72	72	13	18	5	6	5	9	7	5	3	5
Industrie des chaussures et de l'habillement	1	22	4	18	5	88	61	67	66	68	7	9	6	8	5	1	3	5	4	6
dont : Chaussures	0	45	0	38	0	100	55	96	52	44	0	0	0	0	1	0	0	4	0	4
Habillement	1	18	6	15	6	86	62	61	68	72	8	10	7	10	6	1	4	6	5	6
Industrie du bois et du meuble en bois	2	11	17	9	14	62	69	63	69	74	2	1	1	0	1	3	8	13	10	5
dont : Bois	7	19	19	4	20	64	64	68	62	57	0	0	0	0	3	1	9	9	14	11
Meubles en bois	0	6	17	11	9	61	72	59	75	87	3	2	1	1	0	4	8	17	7	1
Papiers et cartons	0	2	18	3	9	86	92	75	78	63	0	1	1	2	1	1	7	1	4	4
dont : Production de papier et carton	0	1	26	0	12	71	87	67	82	54	0	0	0	0	0	0	12	0	0	3
Transformation de papier et carton	0	3	13	7	5	98	95	81	74	71	0	2	1	3	2	2	2	2	7	4
Industrie du cuir	0	17	0	0	7	83	83	100	100	93	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	2	0	0	73	73	67	70	67	0	0	0	0	0	0	27	31	24	32
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	1	0	1	0	90	83	86	95	85	0	0	0	0	0	0	0	0	3	7
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	88	80	83	100	87	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Métaux non ferreux	2	0	0	7	0	96	100	100	70	77	2	0	0	0	0	0	0	0	0	20
Industrie des produits minéraux non métalliques	2	5	0	1	3	93	93	82	74	83	0	0	0	0	0	2	2	8	5	3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	2	2	1	1	0	97	97	82	73	85	0	0	0	0	0	1	1	4	4	2
Verre creux	0	23	0	0	24	77	77	77	76	76	0	0	0	0	0	0	0	23	0	0
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	95	96	96	97	0	0	0	0	0	3	3	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	2	0	26	0	0	16	18	7	33	0	0	0	0	0	83	82	82	67	67
Fabrication d'ouvrages en métaux	5	6	0	3	4	82	83	82	85	86	0	0	4	3	0	4	2	2	5	2
Construction de machines et de matériel mécanique	8	6	7	4	12	87	90	82	83	82	4	1	0	7	0	0	1	7	6	0
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	100	73	82	100	100	0	0	0	0	0	0	9	0	0	0
Machines-outils	0	0	54	0	54	100	46	46	46	46	0	0	0	54	0	0	0	0	0	0
Machines textiles	21	21	21	0	0	79	73	79	100	100	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	7	0	1	18	7	92	99	99	80	93	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	5	3	4	4	4	78	97	96	96	82	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	4	0	0	0	0	91	100	100	100	98	3	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	0	61	100	100	100	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	25	0	0	100	100	75	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	0	0	0	6	100	100	100	100	94	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	0	0	0	36	100	100	100	100	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1982		1983			1982		1983			1983				1984
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	+ 40	+ 38	+ 34	+ 37	+ 31	74,8	75,6	76,1	76,2	74,3	3,15	3,11	3,10	3,14	3,42
I. Biens de consommation	+ 41	+ 33	+ 29	+ 30	+ 24	77,8	79,7	80,6	79,9	78,5	2,42	2,63	2,48	2,62	2,59
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 60	+ 55	+ 52	+ 52	69,3	68,4	68,2	69,4	65,1	5,27	4,77	4,89	4,69	5,05
III. Biens intermédiaires	+ 34	+ 22	+ 14	+ 25	+ 25	75,9	77,7	76,9	77,8	74,1	3,25	3,31	3,34	3,32	3,44
Industrie textile	+ 33	+ 18	+ 17	+ 24	+ 21	76,4	79,4	79,3	79,5	77,4	1,98	2,20	2,15	2,24	2,20
dont : Laine	+ 16	+ 1	+ 5	- 2	+ 13	80,0	84,5	84,9	87,9	82,6	1,89	2,43	2,40	2,28	2,29
Coton	+ 39	+ 14	+ 19	+ 50	+ 32	76,4	80,2	78,4	77,3	75,7	2,27	2,36	2,20	2,26	2,28
Bonneterie	+ 31	+ 27	+ 36	+ 42	+ 53	77,6	75,3	75,5	74,1	72,3	1,85	2,18	1,92	2,02	1,66
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 25	+ 30	+ 28	+ 28	+ 28	79,8	81,7	82,9	84,0	79,4	1,96	2,29	1,92	2,12	2,20
dont : Chaussures	+ 75	+ 34	+ 96	- 10	+ 31	69,5	71,2	70,5	77,9	74,3	1,01	1,00	1,37	1,64	1,26
Habillement	+ 15	+ 29	+ 14	+ 36	+ 28	82,0	83,8	85,5	85,3	80,5	2,15	2,56	2,02	2,22	2,40
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 36	+ 34	+ 13	+ 29	+ 27	80,2	81,0	82,6	79,7	80,9	1,92	2,06	1,90	1,70	1,50
dont : Bois	+ 33	+ 27	+ 2	+ 25	+ 5	71,5	76,9	80,9	77,6	81,9	2,01	2,57	2,41	2,18	1,74
Meubles en bois	+ 38	+ 38	+ 21	+ 32	+ 43	86,4	84,0	83,8	81,2	80,2	1,86	1,70	1,53	1,35	1,33
Papiers et cartons	+ 40	+ 34	+ 32	+ 38	+ 26	82,5	85,3	86,3	83,1	82,1	1,39	1,37	1,28	1,28	1,91
dont : Production de papier et carton	+ 44	+ 21	+ 12	+ 38	+ 13	90,3	93,2	92,6	89,5	90,3	1,73	1,53	1,40	1,36	2,57
Transformation de papier et carton	+ 35	+ 44	+ 47	+ 38	+ 35	76,6	79,2	81,5	78,3	75,8	1,13	1,25	1,21	1,21	1,41
Industrie du cuir	+ 24	+ 24	+ 24	+ 7	+ 7	82,9	80,6	84,5	82,3	82,2	2,68	2,19	2,04	2,07	2,19
Transformation de matières plastiques	+ 31	- 3	- 11	+ 3	- 16	76,7	78,5	84,0	78,9	77,8	2,62	2,58	2,63	2,68	2,64
Production et première transformation des métaux	+ 54	+ 29	+ 14	+ 26	+ 39	72,9	74,2	70,8	73,7	66,8	1,59	1,72	1,79	1,87	2,02
dont : Métaux ferreux	+ 52	+ 21	+ 15	+ 30	+ 44	71,8	73,2	69,1	71,8	63,8	1,45	1,54	1,58	1,66	1,84
Métaux non ferreux	+ 62	+ 67	+ 7	+ 7	+ 11	78,5	79,4	79,4	83,4	81,9	2,26	2,61	2,82	2,89	2,89
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 41	+ 43	+ 40	+ 36	+ 30	69,3	72,3	70,3	74,0	65,0	1,54	1,71	1,76	1,52	1,70
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 42	+ 45	+ 42	+ 44	+ 39	69,1	70,4	68,6	72,9	61,3	1,26	1,48	1,53	1,24	1,46
Verre creux	+ 54	+ 4	+ 4	+ 2	+ 2	68,6	84,7	82,2	78,5	77,3	2,97	2,92	2,81	2,70	2,75
Industrie chimique	+ 11	+ 15	+ 25	+ 25	+ 9	76,2	77,5	77,1	75,0	77,5	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 83	0	0	0	0	100,0	97,9	98,5	99,2	96,5	2,00	2,05	2,04	2,09	2,18
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 56	+ 57	+ 58	+ 60	+ 57	65,7	64,0	61,3	63,0	63,9	3,43	2,86	2,95	3,15	3,28
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 36	+ 52	+ 43	+ 37	+ 41	71,1	70,1	75,1	73,8	68,0	4,68	5,10	4,81	4,93	5,45
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 80	+ 91	+ 73	+ 60	+ 66	53,7	65,1	80,0	76,0	58,9	7,60	7,42	6,09	6,20	6,38
Machines-outils	+100	+ 46	+ 46	0	0	90,0	90,0	93,0	95,3	86,0	4,00	4,84	5,73	8,26	14,87
Machines textiles	+ 58	+ 73	+ 58	+ 55	+ 50	74,5	75,4	74,3	73,1	75,6	4,31	4,07	4,33	4,41	4,27
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 36	+ 52	+ 54	+ 42	+ 62	69,2	64,4	66,7	67,6	64,8	4,16	5,05	4,58	3,86	3,55
Construction électrique et électronique	+ 60	+ 63	+ 42	+ 47	+ 56	73,5	72,7	73,4	74,2	72,5	6,40	6,16	6,15	6,09	6,20
dont : Construction électrique d'équipement	+ 69	+ 73	+ 68	+ 75	+ 71	68,0	67,7	66,6	67,4	66,7	6,46	5,92	5,76	5,47	5,62
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 48	+ 50	+ 2	+ 1	+ 34	81,1	79,7	83,3	84,1	80,4	6,44	6,94	7,26	7,76	7,76
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 63	+ 25	+ 38	+ 38	0	82,6	86,8	88,6	86,3	87,1	2,39	2,59	2,59	2,59	2,59
Construction d'autre matériel de transport	+ 73	+ 79	+ 85	+ 91	+ 83	69,4	68,7	68,1	62,9	61,8	14,70	11,39	12,80	11,40	13,13
dont : Construction navale	+100	+ 96	+100	+100	+ 92	68,0	66,6	65,7	58,0	58,4	7,06	4,04	9,69	9,31	11,62
Construction de cycles et motocycles	0	+ 43	+ 64	+ 49	+ 28	72,8	77,1	78,2	74,1	77,0	2,03	2,27	2,63	2,84	3,00

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983				1984	1983				1984	1983				1984
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	- 18	- 18	- 13	- 7	+ 1	- 16	- 13	- 12	- 16	- 10	+ 24	+ 23	+ 22	+ 31	+ 32
I. Biens de consommation	- 11	- 12	- 7	- 15	+ 4	- 5	- 7	- 7	- 6	- 6	+ 29	+ 28	+ 35	+ 39	+ 32
II. Biens d'investissement	- 32	- 31	- 18	- 10	- 12	- 23	- 22	- 22	- 28	- 16	+ 13	+ 13	+ 12	+ 24	+ 20
III. Biens intermédiaires	- 16	- 16	- 14	0	+ 6	- 19	- 11	- 10	- 13	- 8	+ 33	+ 30	+ 22	+ 33	+ 51
Industrie textile	- 18	- 9	- 5	+ 2	+ 3	- 5	+ 1	- 3	+ 3	0	+ 37	+ 38	+ 46	+ 59	+ 59
dont : Laine	+ 1	- 9	- 4	- 13	+ 3	+ 3	+ 10	+ 1	+ 0	- 2	+ 35	+ 27	+ 40	+ 53	+ 70
Coton	- 21	- 11	- 13	- 4	- 4	- 13	- 2	- 4	- 5	- 3	+ 34	+ 40	+ 47	+ 62	+ 58
Bonneterie	- 21	- 22	- 18	- 6	- 15	+ 18	+ 1	- 15	+ 3	- 4	+ 31	+ 32	+ 38	+ 38	+ 41
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 8	- 33	- 15	- 23	- 5	- 1	- 15	- 18	- 4	- 4	+ 37	+ 31	+ 35	+ 41	+ 34
dont : Chaussures	- 11	- 5	+ 13	- 24	+ 13	- 13	- 6	- 11	- 2	+ 10	+ 25	+ 22	+ 17	+ 25	+ 33
Habillement	- 8	- 39	- 21	- 23	- 10	+ 2	- 17	- 19	- 5	- 7	+ 40	+ 33	+ 38	+ 44	+ 34
Industrie du bois et du meuble en bois	- 1	- 13	- 5	- 17	- 3	- 1	- 4	- 8	- 14	- 8	+ 27	+ 25	+ 37	+ 31	+ 37
dont : Bois	- 14	- 7	- 8	- 14	+ 1	- 23	0	- 2	- 6	+ 7	+ 25	+ 24	+ 33	+ 22	+ 49
Meubles en bois	+ 8	- 17	- 3	- 19	- 5	+ 15	- 6	- 13	- 18	- 19	+ 28	+ 26	+ 40	+ 38	+ 30
Papiers et cartons	- 17	- 14	- 20	+ 1	+ 21	- 19	+ 12	+ 1	+ 1	+ 9	+ 2	+ 20	+ 26	+ 50	+ 78
dont : Production de papier et carton	- 33	- 18	- 2	+ 34	+ 39	- 32	+ 25	+ 18	+ 9	+ 21	- 28	+ 14	+ 16	+ 68	+ 90
Transformation de papier et carton	- 7	- 12	- 33	- 23	+ 7	- 11	+ 1	- 12	- 5	+ 1	+ 24	+ 24	+ 33	+ 34	+ 71
Industrie du cuir	0	- 23	0	- 7	0	0	- 31	- 42	- 4	- 6	+ 11	+ 34	+ 30	+ 70	+ 7
Transformation de matières plastiques	- 10	+ 5	+ 4	- 6	+ 17	- 9	0	+ 7	+ 1	+ 5	+ 49	+ 27	+ 24	+ 71	+ 58
Raffinage de pétrole	- 56	- 27	- 43	+ 21	+ 0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 22	- 30	- 27	+ 3	+ 6	- 33	- 24	- 26	- 28	- 23	+ 45	+ 45	+ 19	+ 24	+ 62
dont : Métaux ferreux	- 26	- 41	- 38	- 3	+ 1	- 37	- 32	- 31	- 34	- 27	+ 48	+ 47	+ 15	+ 25	+ 62
Métaux non ferreux	- 4	+ 25	+ 23	+ 32	+ 28	- 14	+ 9	0	0	0	+ 26	+ 39	+ 40	+ 17	+ 64
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 37	- 20	- 21	+ 9	- 23	- 20	- 18	- 16	+ 2	+ 21	+ 10	+ 11	+ 29	+ 21
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 39	- 39	- 27	- 25	+ 9	- 29	- 22	- 20	- 20	+ 1	+ 10	+ 4	+ 5	+ 16	+ 17
Verre creux	- 4	- 21	+ 15	- 19	- 2	0	- 18	- 9	0	0	+ 77	+ 33	+ 67	+ 100	+ 26
Industrie chimique	+ 4	+ 4	+ 1	+ 6	+ 10	+ 1	0	+ 4	+ 2	+ 1	+ 3	+ 3	+ 6	+ 10	+ 9
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 17	+ 21	- 20	+ 27	0	+ 11	+ 5	- 6	+ 29	+ 100	+ 11	+ 29	+ 88	+ 30
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 23	- 33	- 23	- 24	- 27	- 17	- 24	- 19	- 15	- 24	+ 19	+ 15	+ 17	+ 21	+ 18
Construction de machines et de matériel mécanique	- 34	- 35	- 26	- 10	- 13	- 12	- 18	- 19	- 21	- 7	+ 5	+ 13	+ 9	+ 25	+ 20
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 55	- 73	- 37	- 45	- 1	+ 27	- 36	- 17	- 3	+ 46	+ 2	+ 9	+ 38	+ 51	+ 20
Machines-outils	- 54	- 23	- 36	0	0	0	- 15	- 13	- 15	+ 54	- 46	+ 3	+ 18	+ 36	0
Machines textiles	- 73	- 66	- 50	- 44	- 27	- 58	- 46	- 50	- 52	- 50	- 52	- 35	- 47	+ 8	+ 27
Moteurs, compresseurs, pompes	- 2	- 17	+ 2	- 3	+ 2	+ 5	+ 3	+ 4	- 36	- 19	+ 11	+ 28	+ 10	+ 28	+ 13
Construction électrique et électronique	- 26	- 24	+ 3	+ 10	- 22	- 41	- 20	- 9	- 29	- 29	+ 13	+ 13	+ 19	+ 36	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 26	- 26	+ 2	+ 10	- 24	- 36	- 21	- 13	- 39	- 42	+ 19	+ 18	+ 26	+ 34	+ 32
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 27	- 21	- 6	0	- 11	- 57	- 28	0	- 11	- 11	+ 2	0	+ 4	+ 33	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 25	+ 29	0	- 25	+ 63	- 25	0	0	- 25	0	+ 25	+ 25	+ 25	+ 17	+ 25
Construction d'autre matériel de transport	- 24	- 29	- 27	- 20	- 30	- 13	- 31	- 34	- 56	- 13	+ 19	+ 34	+ 39	+ 41	+ 24
dont : Construction navale	- 3	- 5	+ 8	+ 1	- 26	- 24	- 22	- 19	- 58	+ 28	- 7	+ 10	+ 15	+ 14	- 4
Construction de cycles et motocycles	- 17	- 41	- 40	- 5	+ 15	0	0	- 15	+ 9	0	+ 17	+ 52	+ 69	+ 84	+ 36

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983				1984	1983				1984
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 33	- 24	- 25	- 23	- 15	+ 11	+ 10	+ 4	+ 11	+ 12
I. Biens de consommation	- 22	- 9	- 18	- 17	- 6	+ 2	+ 11	+ 4	+ 18	+ 13
II. Biens d'investissement	- 67	- 59	- 47	- 54	- 53	+ 26	+ 12	+ 3	+ 11	+ 29
III. Biens intermédiaires	- 22	- 12	- 16	- 6	+ 8	+ 6	+ 6	+ 7	+ 4	- 3
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 29	- 19	- 24	- 18	- 15	+ 6	+ 7	+ 8	+ 12	+ 8
Industrie de la transformation du bois	+ 7	- 21	- 30	- 34	- 41	+ 18	+ 23	+ 29	+ 34	+ 32
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 37	- 43	- 45	- 23	- 3	+ 23	+ 16	+ 4	- 13	- 2
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 3	+ 12	+ 9	+ 16	+ 19	- 8	- 4	0	- 1	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 40	- 43	- 27	- 31	- 24	+ 33	+ 39	+ 14	+ 22	+ 34
Industrie des fabrications métalliques	- 58	- 38	- 37	- 37	- 26	+ 14	+ 8	- 2	+ 12	+ 15
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 45	- 45	- 42	- 35	- 23	+ 11	+ 15	+ 12	+ 7	+ 6
I. Biens de consommation	- 11	- 28	- 26	- 32	- 25	- 2	+ 1	+ 8	+ 21	+ 31
II. Biens d'investissement	- 45	- 50	- 48	- 44	- 36	+ 40	+ 32	+ 9	- 8	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 47	- 46	- 39	- 23	- 12	- 1	+ 1	+ 3	+ 3	- 4
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 39	- 32	- 21	- 33	- 38	+ 1	- 1	- 9	+ 6	+ 12
Industrie de la transformation du bois	0	- 63	- 24	- 32	- 17	.	- 13	+ 12	+ 13	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 27	- 48	- 42	- 25	- 31	- 3	+ 14	+ 8	+ 18	+ 12
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 18	+ 1	+ 3	- 5	- 2	+ 15	+ 3	+ 8	+ 3	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 6	- 27	- 18	- 17	- 39	+ 41	+ 16	- 17	- 35	+ 7
Industrie des fabrications métalliques	- 57	- 52	- 61	- 57	- 35	+ 18	+ 36	+ 30	+ 22	+ 19
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 46	- 47	- 35	- 41	- 60	+ 29	+ 58	+ 49	+ 38	+ 53
I. Biens de consommation	- 55	- 67	- 56	- 59	- 45	0	+ 32	+ 23	+ 25	+ 56
II. Biens d'investissement	- 47	- 45	- 33	- 40	- 71	+ 47	+ 69	+ 67	+ 49	+ 58
III. Biens intermédiaires	- 30	- 29	- 18	- 30	- 35	.	.	.	.	.
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 42	- 20	- 45	- 9	- 32	- 42	- 7	- 35	- 32	- 32
Industrie des fabrications métalliques	- 48	- 47	- 34	- 43	- 67	+ 39	+ 68	+ 60	+ 47	+ 65

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1982		1983			1982		1983			1983				1984
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 44	+ 44	+ 31	+ 37	+ 35	76,1	77,8	80,0	79,0	77,9	3,42	3,34	3,51	3,49	3,69
I. Biens de consommation	+ 33	+ 40	+ 10	+ 15	+ 23	83,8	85,9	88,3	86,2	84,6	2,75	2,96	2,90	2,96	2,98
II. Biens d'investissement	+ 68	+ 74	+ 66	+ 63	+ 63	66,3	67,0	69,4	70,0	67,8	5,41	4,87	5,57	5,31	5,72
III. Biens intermédiaires	+ 37	+ 25	+ 26	+ 40	+ 23	76,4	78,5	80,2	79,4	80,8	4,05	4,09	4,07	4,12	4,32
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 15	+ 14	+ 14	+ 25	+ 25	79,8	82,4	82,9	83,1	79,3	2,04	2,30	2,11	2,18	2,22
Industrie de la transformation du bois	+ 35	+ 32	+ 9	+ 28	+ 34	80,2	81,3	84,4	80,2	81,5	1,95	2,04	1,91	1,69	1,51
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 38	+ 47	+ 42	+ 67	+ 21	82,1	85,5	86,3	84,3	83,0	1,88	1,63	1,36	1,42	2,44
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 73	+ 75	+ 62	+ 65	+ 63	65,7	66,1	70,1	70,5	64,6	2,12	2,40	2,54	2,27	2,52
Industrie des fabrications métalliques	+ 55	+ 61	+ 42	+ 42	+ 43	74,4	75,8	78,0	77,7	77,3	4,79	4,47	4,96	4,91	5,20
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 49	+ 49	+ 39	+ 38	+ 40	72,2	71,6	70,4	72,2	69,7	3,35	3,34	3,15	3,10	3,46
I. Biens de consommation	+ 40	+ 47	+ 34	+ 34	+ 34	77,0	74,1	74,0	74,4	73,5	2,16	2,16	2,02	2,08	2,10
II. Biens d'investissement	+ 50	+ 52	+ 44	+ 41	+ 43	70,5	71,5	66,3	72,5	69,4	5,59	5,47	4,95	4,89	5,45
III. Biens intermédiaires	+ 51	+ 15	+ 4	+ 19	+ 35	75,4	77,5	74,9	73,0	64,8	1,84	1,58	1,65	1,67	1,79
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 39	+ 38	+ 12	0	+ 21	70,0	69,3	77,5	78,3	71,2	1,91	2,14	2,40	2,79	2,71
Industrie de la transformation du bois	+ 54	+ 76	+ 17	+ 39	+ 27	78,5	70,2	66,6	75,0	72,9	1,23	1,29	1,38	1,34	1,34
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 33	+ 12	+ 10	- 1	+ 25	85,5	87,8	87,3	83,7	82,7	1,41	1,44	1,53	1,30	1,44
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 26	+ 18	+ 17	+ 10	+ 14	71,4	82,8	65,4	82,5	81,0	1,82	1,86	1,83	1,68	1,80
Industrie des fabrications métalliques	+ 54	+ 53	+ 47	+ 49	+ 46	70,2	68,6	68,6	68,7	65,9	5,78	5,67	5,12	5,08	5,65
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 58	+ 62	+ 39	+ 50	+ 60	73,2	73,8	75,2	75,3	71,7	3,47	3,87	3,86	3,60	3,43
I. Biens de consommation	+ 84	+ 69	+ 67	+ 68	+ 62	64,1	62,9	60,2	66,9	62,8	1,68	1,68	1,67	1,93	1,64
II. Biens d'investissement	+ 44	+ 58	+ 15	+ 46	+ 58	81,2	79,3	81,1	79,9	76,6	4,70	5,39	5,33	4,87	4,64
III. Biens intermédiaires	+ 66	+ 59	+ 66	+ 45	+ 67	62,2	70,4	73,2	70,8	65,1	1,31	1,38	1,37	1,22	1,09
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 45	+ 13		+ 6	+ 1	79,8	76,6		81,5	76,7	1,08	1,14	1,58	1,91	
Industrie des fabrications métalliques	+ 58	+ 68	+ 39	+ 58	+ 67	72,5	73,6	75,6	74,4	72,7	4,04	4,56	4,48	4,23	3,94

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983				1984	1983				1984	1983				1984
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 21	- 13	- 7	- 4	- 2	- 15	- 11	- 6	- 8	0	+ 25	+ 23	+ 22	+ 35	+ 36
I. Biens de consommation	- 18	- 1	- 3	- 3	+ 15	- 15	- 7	- 6	- 2	- 1	+ 26	+ 27	+ 17	+ 33	+ 28
II. Biens d'investissement	- 41	- 31	- 14	- 4	- 26	- 23	- 29	- 20	- 24	- 2	+ 24	+ 20	+ 25	+ 38	+ 38
III. Biens intermédiaires	- 10	- 7	- 6	- 3	+ 1	- 11	- 2	+ 5	0	+ 4	+ 24	+ 22	+ 21	+ 32	+ 39
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 8	- 12	- 6	- 1	+ 7	0	- 4	- 8	+ 1	+ 4	+ 37	+ 36	+ 36	+ 52	+ 45
Industrie de la transformation du bois	- 2	- 15	- 6	- 18	- 2	- 1	- 5	- 10	- 20	- 13	+ 26	+ 22	+ 36	+ 37	+ 33
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 11	- 14	- 25	- 17	+ 4	- 7	- 5	- 2	- 7	+ 6	+ 14	+ 28	+ 36	+ 41	+ 66
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 1	+ 3	+ 1	+ 7	+ 10	+ 1	+ 1	+ 6	+ 3	+ 3	+ 14	+ 8	+ 9	+ 22	+ 20
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 56	- 36	- 44	- 38	- 6	- 28	- 21	- 28	- 29	0	+ 26	+ 9	+ 7	+ 24	+ 45
Industrie des fabrications métalliques	- 35	- 14	- 4	+ 3	- 7	- 27	- 23	- 9	- 13	0	+ 23	+ 26	+ 22	+ 38	+ 34
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 24	- 26	- 21	- 5	+ 6	- 27	- 19	- 25	- 28	- 26	+ 23	+ 21	+ 16	+ 24	+ 34
I. Biens de consommation	- 7	- 21	- 9	- 21	- 15	- 8	- 6	- 11	- 15	- 14	+ 59	+ 35	+ 52	+ 50	+ 28
II. Biens d'investissement	- 37	- 22	- 15	- 8	+ 2	- 31	- 16	- 26	- 33	- 27	- 3	0	+ 2	+ 9	+ 12
III. Biens intermédiaires	- 20	- 30	- 28	+ 3	+ 13	- 31	- 25	- 27	- 26	- 24	+ 36	+ 36	+ 16	+ 29	+ 54
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 7	- 11	- 5	- 15	- 12	+ 26	+ 8	+ 7	+ 12	- 4	+ 47	+ 29	+ 68	+ 80	+ 99
Industrie de la transformation du bois		- 24	- 15	- 11	+ 8		- 8	+ 12	- 16	+ 4		+ 44	+ 50	+ 43	+ 65
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 16	- 9	- 2	+ 32	+ 33	- 28	+ 31	+ 5	+ 9	+ 7	- 25	+ 3	+ 7	+ 61	+ 92
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 15	+ 4	+ 2	- 1	+ 15	- 16	- 3	+ 1	- 4	- 4	+ 11	+ 7	+ 12	+ 23	+ 23
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 39	- 15	- 3	+ 2	+ 10	- 36	- 7	- 6	- 8	- 1	+ 29	+ 6	+ 18	+ 35	+ 16
Industrie des fabrications métalliques	- 23	- 24	- 16	- 11	- 3	- 22	- 17	- 29	- 37	- 35	0	+ 4	+ 7	+ 12	+ 17
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	- 20	- 1	+ 5	+ 30	+ 15	- 20	- 15	- 14	- 14	- 18	+ 33	+ 39	+ 53	+ 62	+ 73
I. Biens de consommation	+ 8	- 35	- 21	- 44	- 60	+ 9	- 6	+ 5	+ 6	- 7	+ 41	+ 45	+ 87	+ 83	+ 88
II. Biens d'investissement	- 20	+ 13	+ 19	+ 68	+ 43	- 27	- 25	- 17	- 25	- 25	+ 38	+ 45	+ 54	+ 62	+ 70
III. Biens intermédiaires	- 58	- 15	- 13	- 16	- 1	- 23	+ 7	- 19	- 8	- 6	+ 8	+ 9	+ 12	+ 48	+ 60
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 38	+ 52	- 16	- 6	+ 22	- 41	- 5	- 32	- 5	- 32	+ 17	+ 57	+ 6	- 9	+ 28
Industrie des fabrications métalliques	- 26	+ 3	+ 8	+ 49	+ 23	- 22	- 19	- 17	- 15	- 20	+ 31	+ 40	+ 54	+ 66	+ 77

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments						Travaux de génie civil et travaux routiers				Ensemble ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Evolution		Prévisions		
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande	montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats	emploi	
Coefficient de pondération	14,9	16,0	9,7	7,3	9,1	13,0	7,8	7,1	10,3	4,8	100
1981 Février	83,68	69,60	80,58	56,97	60,55	70,23	101,00	85,33	89,36	86,79	78,22
Mars	83,82	67,52	78,54	45,26	56,72	69,15	102,31	82,59	91,15	75,98	75,94
Avril	78,49	71,24	71,46	51,20	55,25	72,50	92,68	101,36	99,24	69,46	76,20
Mai	77,66	72,82	75,51	38,33	58,73	76,58	97,95	100,05	97,82	69,24	76,95
Juin	79,49	68,78	75,06	52,69	56,03	75,32	99,27	96,07	97,34	69,96	77,21
Juillet	84,62	74,77	76,48	62,71	59,51	74,50	109,04	95,25	98,77	70,48	80,60
Août	84,69	74,50	83,68	67,79	62,31	76,69	101,40	92,91	95,15	66,67	81,33
Septembre ..	78,59	72,60	80,01	62,95	67,45	75,89	97,97	89,80	90,10	64,60	78,55
Octobre	77,35	87,50	75,82	65,23	75,68	76,22	93,38	105,49	94,54	65,98	81,38
Novembre ..	81,56	81,53	77,52	71,78	87,04	70,63	92,68	115,09	94,88	64,61	83,09
Décembre ...	80,52	82,63	86,02	70,37	84,11	75,06	88,80	110,84	94,84	66,56	84,08
1982 Janvier	78,74	86,88	90,71	76,72	81,31	78,19	92,80	120,98	95,78	70,28	86,89
Février	94,97	81,75	89,05	69,55	82,03	78,81	94,77	106,96	93,82	63,18	86,80
Mars	86,93	76,49	77,94	66,02	85,41	83,33	92,60	98,61	92,51	58,72	82,85
Avril	87,98	73,20	86,57	62,37	79,48	83,77	86,77	108,21	100,53	57,92	84,32
Mai	85,15	86,27	88,62	67,01	85,01	82,20	85,32	110,78	98,99	55,67	85,93
Juin	83,05	80,67	91,60	57,48	73,13	78,71	88,27	104,67	100,02	54,72	83,17
Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	98,73	105,18	102,55	59,18	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	89,77	100,71	101,29	59,61	81,13
Septembre ..	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	88,30	99,88	97,13	61,59	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	89,31	94,32	89,46	61,66	82,72
Novembre ..	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	89,83	88,95	86,80	61,76	81,45
Décembre ...	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	96,18	84,25	79,81	65,92	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	101,04	92,17	86,92	63,68	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	87,69	87,95	87,13	53,99	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	85,56	90,74	90,40	50,44	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	85,56	91,17	86,69	51,72	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	79,82	101,24	92,47	51,44	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	81,58	90,88	89,13	56,97	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	97,96	94,61	88,60	57,91	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	91,15	88,27	81,42	60,37	84,16
Septembre ..	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	93,36	88,61	84,79	60,63	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	93,11	88,25	83,36	55,12	80,40
Novembre ..	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	92,18	91,89	84,49	52,46	79,31
Décembre ...	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	91,84	90,94	82,77	50,65	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	89,94	78,77	86,21	46,50	79,84

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

I - 5c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1983				1984
	Janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janvier
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 57	- 5	- 11	- 35	- 52
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 58	- 7	- 17	- 36	- 59
Bâtiments non-résidentiels	- 56	- 3	0	- 32	- 37
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 49	+ 11	- 6	- 37	- 63
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 72	- 65	- 60	- 69	- 77
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 75	- 66	- 58	- 62	- 73
Bâtiments non-résidentiels	- 68	- 65	- 65	- 82	- 85
Génie civil et travaux routiers	- 78	- 80	- 80	- 82	- 78
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	- 34	- 37	- 34	- 50	- 35
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 35	- 38	- 34	- 48	- 34
Bâtiments non-résidentiels	- 33	- 32	- 33	- 52	- 35
Génie civil et travaux routiers	- 45	- 35	- 50	- 66	- 56
E. Prévisions des prix aux cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 6	+ 1	+ 4	+ 3	+ 1
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 5	+ 3	+ 1	+ 3	+ 3
Bâtiments non-résidentiels	+ 8	0	+ 11	+ 2	- 2
Génie civil et travaux routiers	- 16	- 25	- 21	- 34	- 29

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 5d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1981 Février	78,08	71,96	76,92	82,55	77,58
Mars	83,75	74,80	79,80	79,68	79,64
Avril	92,73	77,35	91,47	88,38	88,03
Mai	91,58	79,90	97,99	88,45	90,31
Juin	99,72	85,85	101,86	91,61	95,42
Juillet	86,90	77,91	96,84	92,61	89,52
Août	93,00	87,55	94,77	90,14	91,68
Septembre	91,29	91,23	89,99	88,71	90,22
Octobre	91,58	98,03	92,15	93,49	93,59
Novembre	102,35	90,10	86,77	83,93	90,34
Décembre	104,93	91,80	91,99	84,36	93,00
1982 Janvier	110,22	93,50	106,68	81,55	98,37
Février	105,62	101,14	106,98	80,87	98,82
Mars	119,61	119,28	109,68	75,42	105,27
Avril	114,06	122,68	106,28	88,14	106,89
Mai	113,52	110,49	110,68	83,87	104,49
Juin	103,98	105,39	115,90	106,16	108,48
Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*
 — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail* : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979 ». — *Statistiques de la population active* (O.C.D.E.)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'O.C.D.E.* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).

Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi ²	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ³	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	391,8	35,1	40,1	17,1	12,0	10,7	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	456,6	32,2	51,5	24,5	14,2	13,1	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	505,0	28,6	62,1	35,7	14,0	14,3	10,3	6,2
1981 4 ^e trimestre	132,3	235,4	46,7	414,4	33,8	60,3	19,7	13,9	11,8	10,3	3,1
1982 1 ^{er} trimestre	150,3	249,9	47,3	447,5	31,9	32,8	21,3	13,9	12,4	10,7	3,3
2 ^e trimestre	142,6	255,2	47,0	444,8	32,4	22,3	22,8	12,9	12,5	11,8	4,1
3 ^e trimestre	143,5	268,3	47,8	459,6	32,6	77,9	24,6	14,3	13,2	8,9	4,5
4 ^e trimestre	148,0	278,5	47,9	474,4	32,2	73,1	29,0	15,5	14,4	10,2	4,0
1983 1 ^{er} trimestre	165,0	290,4	48,6	504,0	29,7	43,0	31,2	14,8	14,5	10,9	5,1
2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	495,9	29,0	31,8	33,8	13,4	14,0	11,3	6,2
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	510,9	28,8	87,5	35,8	14,0	13,9	8,0	6,6
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	509,0	27,0	86,2	42,2	13,7	14,7	10,9	6,7
1983 Janvier	160,0	288,7	48,6	497,3	30,4	55,2	30,5	15,2	14,6	9,3	4,4
Février	168,8	291,6	48,6	509,0	29,5	40,2	31,1	14,7	14,5	10,3	5,1
Mars	166,3	291,0	48,6	505,9	29,2	33,6	32,1	14,6	14,5	13,0	5,9
Avril	161,6	291,4	49,0	502,0	29,2	31,2	33,0	14,0	14,3	12,1	6,0
Mai	154,5	291,1	49,0	494,6	29,0	30,2	33,8	13,3	13,9	10,3	5,8
Juin	149,4	292,6	49,1	491,1	29,0	33,9	34,5	13,0	13,8	11,5	6,8
Juillet	156,5	304,6	49,8	510,9	29,3	72,0	34,2	13,4	13,6	7,9	6,3
Août	154,4	306,5	49,6	510,5	28,9	93,4	34,7	13,9	13,9	9,2	6,7
Septembre	153,4	308,4	49,5	511,3	28,2	97,1	38,4	14,6	14,2	7,1	6,8
Octobre	153,2	309,0	49,4	511,6	27,5	92,5	41,3	14,3	14,7	12,4	6,4
Novembre	149,7	308,8	49,3	507,8	26,9	85,8	42,3	13,7	14,7	11,0	6,8
Décembre	149,5	308,8	49,3	507,6	26,6	80,2	43,0	13,1	14,7	9,3	6,9
1984 Janvier	162,0	311,5	49,6	523,1	26,4	62,1	44,2	12,8	14,7	11,9	6,6

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

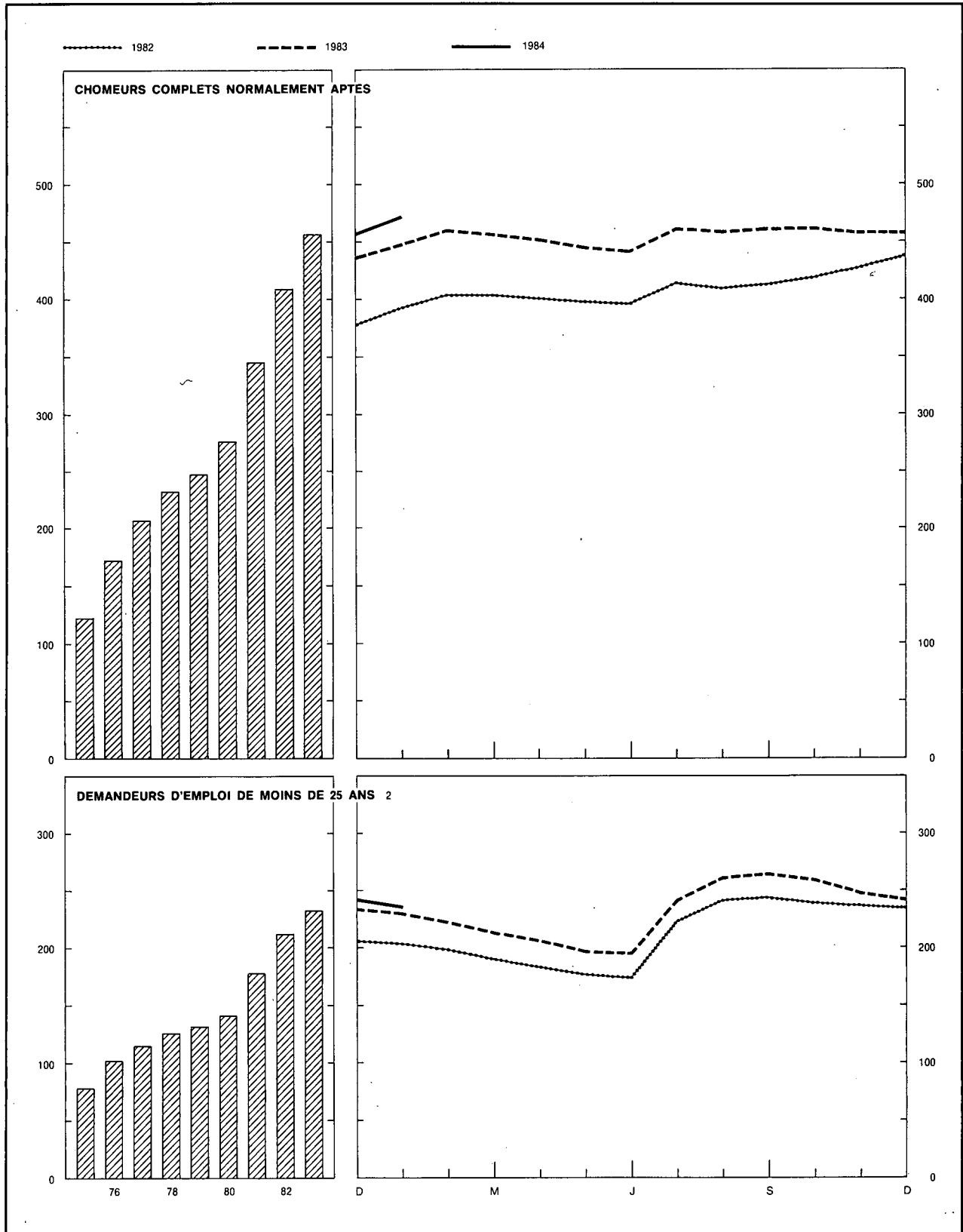
² A partir de 1978, y compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, les offres reçues relatives au troisième circuit de travail.

³ Offres reçues pendant le mois. Données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Statistiques de la population active (O.C.D.E.)*. — *Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes)*.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	176	195	177	178	182	179	166	170
Autres céréales panifiables	15	24	26	24	21	19	15	14
Céréales non panifiables	210	202	204	197	195	193	191	177
Betteraves sucrières	120	96	94	110	116	117	130	124
Autres plantes industrielles	13	13	13	12	10	10	9	12
Pommes de terre	36	38	41	35	36	38	34	37
Autres plantes et racines tuberculifères	27	25	23	21	19	18	16	17
Prés et prairies	742	735	728	721	710	702	697	691
Cultures maraîchères	30	27	29	25	19	18	23	28
Cultures fruitières	16	15	13	13	12	12	11	11
Divers	95	99	111	111	112	112	117	123
Total ...	1.480	1.469	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	684	899	742	956	953	853	875	1.010
Avoine	230	131	115	136	119	109	109	153
Orge	428	612	676	765	767	807	752	745
Autres céréales	128	133	144	155	140	124	120	138
Betteraves sucrières	5.310	4.600	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430
Pommes de terre	1.272	859	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	994	989	983	971	981	976	969	977
Autres bovidés	2.005	1.990	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.048
Porcs	4.647	4.890	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.579	2.611	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	848	837	842	879	919	952	974	941

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Poissons de fond	30,4	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9
Poissons pélagiques	2,3	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3
Crustacés et mollusques	3,4	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0
Total ...	36,1	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1975 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter-médiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1983	100,0	96,8	3,2	56,0	16,9	13,8	13,3	—	—
1976	109	109	97	111	105	107	105	100	—
1977	109	109	91	111	108	103	105	100	—
1978	111	112	83	114	108	101	109	100	100
1979	116	118	77	121	112	104	112	100	98
1980	115	116	79	119	111	104	109	100	100
1981	112	113	74	114	112	101	104	94	94
1982	112	113	75	112	116	104	107	93	94
1983 *	114	116	70	114	119	107	110	91	91
1981 4 ^e trimestre	116	118	74	120	118	103	109	96	97
1982 1 ^{er} trimestre	114	115	76	114	115	109	111	92	92
2 ^e trimestre	116	117	79	119	119	106	106	100	101
3 ^e trimestre	103	105	66	103	111	96	100	87	85
4 ^e trimestre	114	115	78	115	120	105	111	95	98
1983 1 ^{er} trimestre	116	117	78	115	118	114	114	90	90
2 ^e trimestre *	116	118	69	116	119	108	109	96	95
3 ^e trimestre *	106	108	60	104	115	98	105	86	84
4 ^e trimestre *	118	120	74	120	123	106	113	94	94
1982 Décembre	110	111	74	111	113	101	107	89	96
1983 Janvier	113	114	76	113	117	106	110	88	86
Février	111	112	69	109	112	110	113	82	82
Mars	124	125	88	124	124	127	118	101	101
Avril *	114	115	73	115	116	108	109	93	93
Mai *	111	113	64	113	116	100	102	91	91
Juin *	124	125	71	121	125	115	115	103	101
Juillet *	82	84	35	83	96	66	77	60	62
Août *	112	114	70	110	123	104	113	94	90
Septembre *	125	126	75	121	126	125	125	103	100
Octobre *	123	125	77	124	127	114	118	100	97
Novembre *	121	122	82	122	127	107	113	96	95
Décembre *	111	113	64	113	114	98	108	85	91

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Écho de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

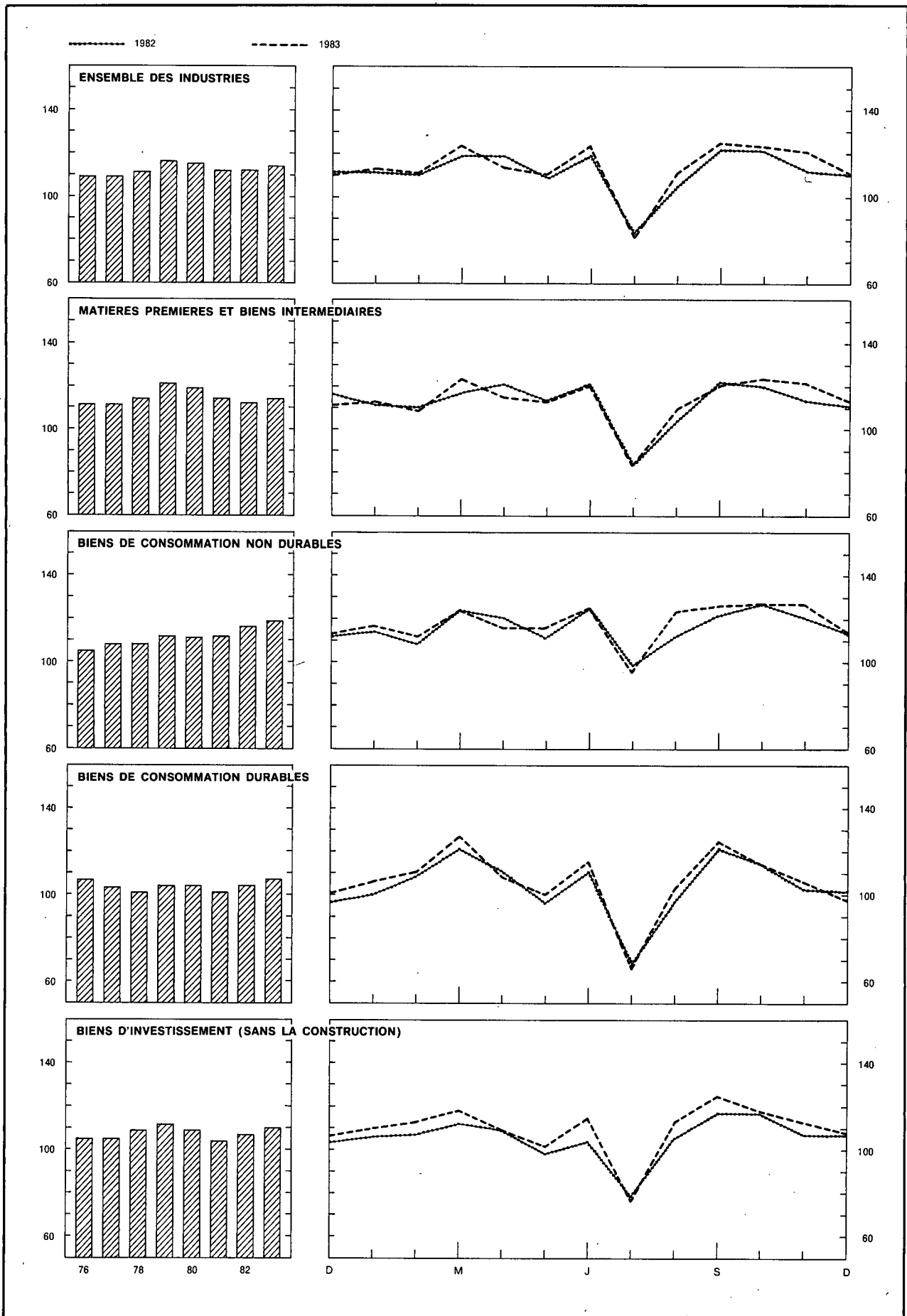
Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1983 ¹	33,9	13,4	6,3	2,6	1,8	9,3	8,1	5,2	5,1	4,9	3,3	2,2	2,0	0,8
1976	108	114	109	109	123	102	116	110	113	114	96	111	106	101
1977	110	120	101	109	141	104	115	118	98	113	88	108	107	127
1978	112	123	114	106	134	106	124	117	94	109	86	111	109	115
1979	118	133	124	108	140	109	127	117	102	107	86	119	110	117
1980	114	126	115	106	138	111	131	117	105	115	84	118	112	113
1981	110	128	110	102	123	115	124	103	102	113	81	120	112	98
1982	113	130	91	101	130	121	123	96	101	114	83	121	115	83
1983	* 116	137	93	.	130	122	128	91	108	112	85	125	115	70
1981 4 ^e trimestre	115	133	119	107	126	126	138	100	105	117	76	122	114	96
1982 1 ^{er} trimestre	117	133	89	110	141	111	129	83	107	114	94	123	116	83
2 ^e trimestre	112	138	113	106	143	120	119	112	109	122	82	129	116	94
3 ^e trimestre	105	120	80	92	104	120	108	96	86	98	81	113	116	84
4 ^e trimestre	116	131	81	97	132	134	137	92	105	122	76	119	112	73
1983 1 ^{er} trimestre	119	138	94	106	134	114	130	76	119	118	99	129	113	67
2 ^e trimestre	* 117	138	100	100	137	122	124	102	114	121	80	131	113	71
3 ^e trimestre	* 109	* 128	81	.	107	124	117	92	89	92	85	113	120	71
4 ^e trimestre	* 119	142	97	.	142	129	140	96	112	117	76	127	115	73
1982 Décembre	112	123	88	96	135	127	140	78	100	124	69	109	107	67
1983 Janvier	115	136	95	104	133	112	139	69	112	108	85	124	116	72
Février	117	130	84	103	124	108	129	65	114	112	96	120	106	58
Mars	124	149	104	112	145	122	124	95	132	135	116	145	117	71
Avril	* 114	136	99	102	137	119	120	100	111	118	82	125	113	72
Mai	* 109	139	99	97	126	117	129	99	106	110	71	126	111	68
Juin	* 127	140	102	101	149	130	124	106	125	134	87	141	115	73
Juillet	* 80	105	76	.	82	104	110	75	54	55	50	79	122	66
Août	* 116	* 131	79	.	103	134	119	96	88	100	91	127	121	76
Septembre	* 131	* 148	89	.	137	133	122	104	124	122	113	133	118	72
Octobre	* 123	146	105	.	141	131	139	111	117	120	93	128	119	80
Novembre	* 119	149	95	.	142	136	143	98	116	115	76	129	112	73
Décembre	* 114	130	91	.	143	120	139	79	103	115	60	124	115	65

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,1 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.



IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752	
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983									508		4.159	
1981 4 ^e trimestre	2.254	1.288 ²	202 ²	610 ²	272 ²	1.028	522	568	516	1.353	4.468	
1982 1 ^{er} trimestre	1.967	1.886	226	898	564	1.050	456	443	557	1.489	4.195	
2 ^e trimestre	2.208	1.326	232	499	391	548	491	501	548	1.340	3.856	
3 ^e trimestre	1.971	1.232	225	491	349	433	398	415	474	1.145	3.492	
4 ^e trimestre	1.719	1.450	222	641	400	871	394	384	597	1.186	4.441	
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237	
2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037	
3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	* 371	419	* 996	3.804	
4 ^e trimestre									558		4.560	
1983 Janvier	1.694	1.443	223	717	331	1.093	408	408	613	959	4.498	
Février	1.367	1.470	201	760	313	1.173	378	373	561	924	4.185	
Mars	1.666	1.552	203	725	400	1.018	425	455	616	810	4.027	
Avril	1.685	1.322	212	610	314	792	428	462	488	1.050	3.900	
Mai	1.596	1.197	224	550	246	648	440	444	427	944	4.182	
Juin	1.718	1.045	214	405	238	441	442	424	461	1.162	4.030	
Juillet	1.545	802	203	334	153	323	426	363	285	947	3.577	
Août	1.800	1.004	218	431	186	382	407	379	462	828	3.867	
Septembre	1.685	1.191	224	540	249	523	387	* 370	511	* 1.214	3.967	
Octobre							442	* 452	555	* 1.204	4.528	
Novembre							454	* 443	615	* 1.382	4.630	
Décembre									504		4.521	
1984 Janvier									531			

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes

asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

² Y compris des corrections portant sur l'ensemble de l'année.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	* 838					
1981 4 ^e trimestre	1.084	769	17,7	42,1	59,8	61,5
1982 1 ^{er} trimestre	845	608	17,5	45,1	62,6	60,2
2 ^e trimestre	1.022	730	20,4	43,9	64,3	67,3
3 ^e trimestre	724	584	15,7	37,1	52,8	53,6
4 ^e trimestre	710	580	18,1	46,7	64,8	68,8
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	67,9
2 ^e trimestre	891	633	17,3	47,1	64,4	69,7
3 ^e trimestre	* 730	516	18,7	42,1	60,8	61,1
4 ^e trimestre	* 891					
1982 Décembre	779	589	21,2	51,0	72,2	71,6
1983 Janvier	850	571	19,5	47,0	66,5	60,4
Février	757	542	18,5	48,7	67,2	68,0
Mars	913	683	22,2	52,2	74,4	76,5
Avril	913	606	16,4	45,7	62,1	66,2
Mai	882	599	16,8	44,5	61,3	65,7
Juin	878	606	18,9	51,0	69,9	77,1
Juillet	694	448	19,2	30,9	50,1	44,5
Août	753	494	17,8	43,0	60,8	63,7
Septembre	* 742	605	19,1	52,5	71,6	75,2
Octobre	* 967	668	16,6	50,7	67,3	69,3
Novembre	* 871	669				
Décembre	* 836					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1975 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	100
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	96
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	95
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	89
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	72
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	76
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	62
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	59
1981 3 ^e trimestre	2,4	2,8	1.583	2,4	1.468	0,6	0,5	2.418	0,4	1.616	—
4 ^e trimestre	2,3	2,6	1.449	2,6	1.488	0,5	0,4	1.371	0,5	1.573	—
1982 1 ^{er} trimestre	2,4	2,5	1.453	2,1	1.191	0,5	0,4	1.390	0,4	1.389	—
2 ^e trimestre	2,4	2,6	1.589	3,4	1.985	0,7	0,6	2.142	0,5	1.566	—
3 ^e trimestre	1,8	2,0	1.154	2,5	1.516	0,8	0,6	2.366	0,5	1.470	—
4 ^e trimestre	1,7	2,0	1.170	1,5	901	0,6	0,4	1.764	0,4	1.288	—
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.904	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
1982 Novembre	1,4	1,9	1.141	1,7	1.025	0,5	0,4	1.740	0,4	1.778	58
Décembre	2,0	1,9	1.203	1,6	853	0,6	0,4	1.664	0,4	956	59
1983 Janvier	1,7	1,9	1.114	2,1	1.177	0,6	0,4	1.736	0,5	1.404	60
Février	1,6	1,8	1.148	1,9	1.040	0,5	0,4	1.322	0,4	1.082	58
Mars	2,1	2,0	1.311	2,1	1.311	0,7	0,5	1.993	0,4	1.816	57
Avril	2,1	2,5	1.369	3,0	1.784	0,7	0,6	2.368	0,5	1.742	55
Mai	1,9	2,2	1.366	2,3	1.538	0,7	0,6	1.770	0,4	2.171	54
Juin	2,2	1,9	1.142	3,0	1.792	0,9	0,6	1.575	0,7	2.895	53
Juillet	1,8	1,9	1.203	2,2	1.297	0,8	0,6	1.926	0,4	1.004	53
Août	1,5	1,7	1.086	1,8	1.199	0,6	0,6	1.924	0,5	1.945	52
Septembre	1,3	1,5	951	2,3	1.356	0,6	0,5	1.565	0,5	1.466	51
Octobre	1,7	2,0	1.291	3,0	1.668	0,7	0,6	1.641	0,7	3.356	50
Novembre	1,6					0,6					49

¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles de douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

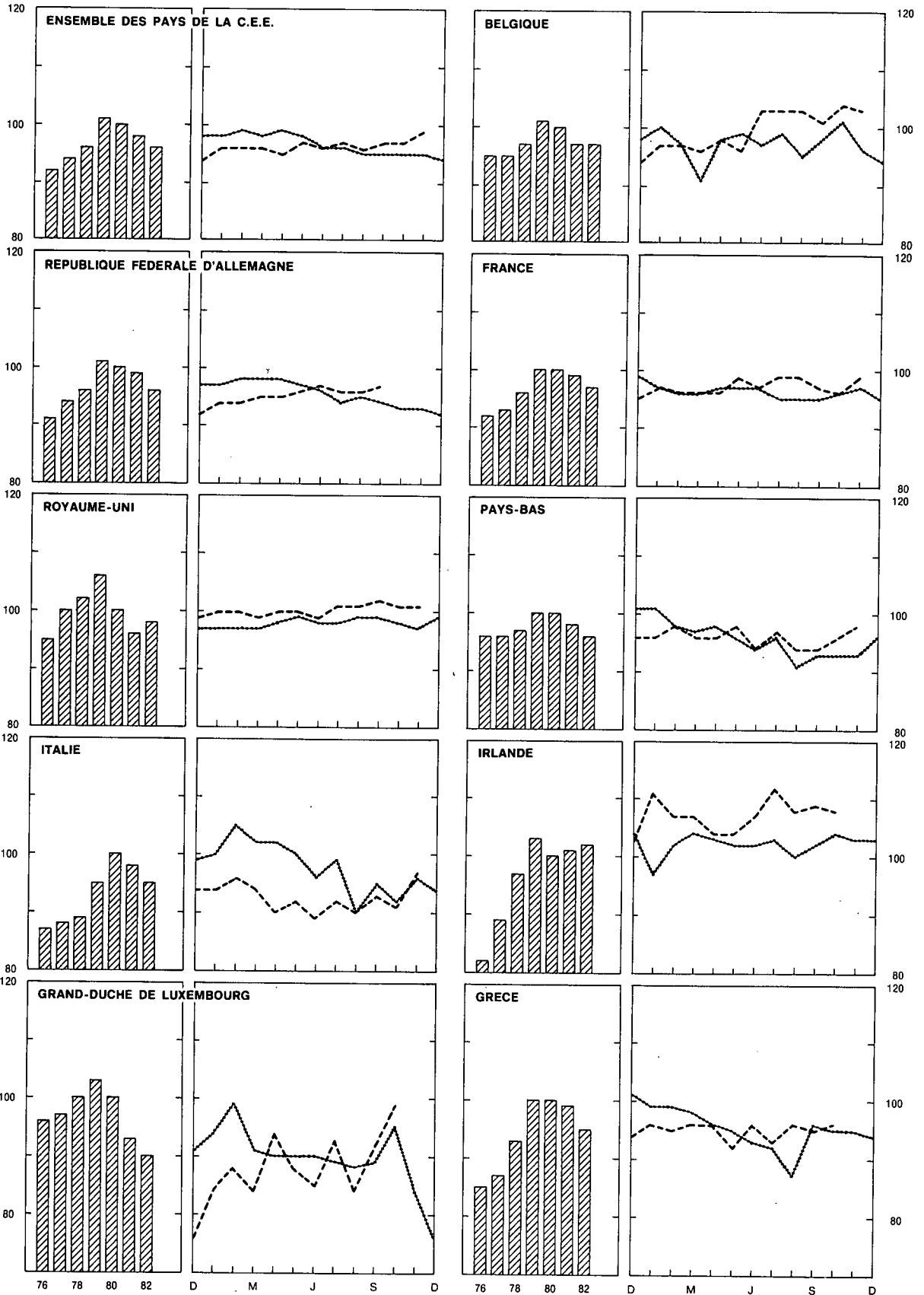
désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Source : O.C.D.E.

Indices généraux 1975 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

----- 1982 - - - - - 1983



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1975	85	- 6,5	87	- 9,9	85	- 5,7	85	- 7,4	92	- 4,8	89	- 4,8	78	- 9,1	75	- 6,5	93	- 21,9	77	+ 4,2
1976	92	+ 8,0	95	+ 9,0	91	+ 7,0	92	+ 9,0	95	+ 3,0	96	+ 8,0	87	+ 12,0	82	+ 9,0	96	+ 3,8	85	+ 11,0
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,1	97	- 2,8	99	- 1,3	99	- 1,0	96	- 3,7	98	- 2,0	98	- 2,2	101	+ 1,4	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,4	97	- 0,2	96	- 2,4	97	- 2,0	98	+ 1,9	96	- 3,2	95	- 2,7	102	+ 0,7	90	- 3,6	95	- 4,4
1981 3 ^e trimestre	98	- 0,8	97	- 2,0	98	- 0,3	98	- 2,0	97	- 0,9	97	+ 0,4	98	- 0,7	103	+ 5,5	94	- 1,2	101	+ 0,7
4 ^e trimestre	99	+ 0,5	99	+ 2,3	98	+ 0,4	98	- 0,4	98	+ 2,4	99	- 1,4	100	- 0,1	102	+ 4,5	95	- 0,2	100	+ 1,5
1982 1 ^{er} trimestre	98	+ 0,2	96	+ 0,5	98	- 0,6	96	- 1,0	97	+ 2,2	99	- 2,3	102	+ 1,1	101	+ 0,7	95	+ 4,5	99	+ 2,7
2 ^e trimestre	98	+ 0,2	98	+ 0,9	97	0,0	97	- 0,3	98	+ 2,9	96	- 1,7	99	- 0,7	102	+ 1,3	90	- 3,5	95	- 4,9
3 ^e trimestre	95	- 2,6	97	+ 0,2	94	- 3,5	95	- 2,8	99	+ 1,9	93	- 3,5	95	- 3,4	102	- 1,0	89	- 5,6	92	- 9,5
4 ^e trimestre	95	- 3,7	97	- 1,7	93	- 5,1	96	- 2,3	98	+ 0,3	94	- 5,3	94	- 6,1	103	+ 1,6	85	- 10,3	95	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,2	97	+ 0,6	94	- 3,5	96	0,0	100	+ 2,7	97	- 2,1	95	- 7,6	108	+ 7,1	85	- 9,7	96	- 2,7
2 ^e trimestre	96	- 1,5	99	+ 1,1	96	- 1,0	97	+ 0,3	100	+ 1,2	96	0,0	90	- 9,1	105	+ 2,4	89	- 1,6	95	+ 0,1
3 ^e trimestre	97	+ 1,7	102	+ 4,7	96	+ 2,1	98	+ 3,5	101	+ 2,2	95	+ 1,8	92	- 3,0	109	+ 7,6	90	+ 1,0	95	+ 3,7
1982 Novembre ..	95	- 3,9	96	- 2,5	93	- 5,1	97	- 1,0	97	- 1,0	93	- 5,1	96	- 7,6	103	0,0	84	- 12,4	95	- 6,4
Décembre ..	94	- 3,8	93	- 4,8	92	- 5,2	95	- 4,0	99	+ 2,5	96	- 5,0	94	- 5,3	103	- 1,0	76	- 15,9	94	- 6,5
1983 Janvier	96	- 2,0	97	- 3,1	94	- 3,1	97	0,0	100	+ 3,1	96	- 5,0	94	- 6,1	111	+ 14,4	84	- 10,5	96	- 2,2
Février	96	- 2,4	97	- 0,2	94	- 4,1	96	0,0	100	+ 3,4	98	0,0	96	- 8,6	107	+ 4,9	88	- 10,8	95	- 3,9
Mars	96	- 2,2	96	+ 5,6	95	- 3,1	96	0,0	99	+ 1,6	96	- 1,0	94	- 7,9	107	+ 2,9	84	- 7,7	96	- 2,0
Avril	95	- 3,2	98	0,0	95	- 3,1	96	- 1,0	100	+ 1,5	96	- 2,0	89	- 11,9	104	+ 1,0	94	+ 4,2	96	+ 0,2
Mai	97	- 1,4	96	- 2,7	96	- 1,0	99	+ 2,1	100	+ 1,3	98	+ 2,1	92	- 8,6	104	+ 2,0	88	- 2,5	92	- 3,6
Juin	96	0,0	103	+ 6,1	97	+ 1,0	97	0,0	99	+ 0,9	94	0,0	89	- 6,8	107	+ 4,9	85	- 6,3	96	+ 4,0
Juillet	97	+ 1,4	103	+ 3,9	96	+ 2,1	99	+ 4,2	101	+ 2,7	97	+ 1,0	92	- 6,2	112	+ 8,7	93	+ 4,1	93	+ 2,1
Août	96	+ 2,0	103	+ 7,6	96	+ 1,1	99	+ 4,2	101	+ 1,8	94	+ 3,3	90	0,0	108	+ 8,0	84	- 4,9	96	+ 10,0
Septembre ..	97	+ 1,8	101	+ 2,9	97	+ 3,2	97	+ 2,1	102	+ 2,3	94	+ 1,1	93	- 2,4	109	+ 6,9	92	+ 3,7	95	- 0,3
Octobre ...	97	+ 1,8	104	+ 2,3	.	.	96	0,0	101	+ 2,5	96	+ 3,2	91	- 1,4	108	+ 3,8	99	+ 4,2	96	+ 1,2
Novembre ..	99	+ 3,9	103	+ 7,1	.	.	99	+ 2,1	101	+ 4,4	98	+ 5,4	97	+ 1,1	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *L'Echo de la Bourse*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)			(milliers de tonnes)		(millions)		
1976	—	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983						441,4	81,6
1981 4 ^e trimestre	607	691	6.405	1.821	1.223	387,5	77,4
1982 1 ^{er} trimestre	583	579	5.239	1.681	874	366,8	75,8
2 ^e trimestre	578	641	5.919	1.680	1.210	454,1	81,8
3 ^e trimestre	561	512	4.587	1.305	896	545,4	86,9
4 ^e trimestre	570	533	5.055	1.494	816	395,4	77,9
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	* 499	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre						386,8	79,9
1982 Décembre	558	562	5.370	1.641	889	378,8	76,9
1983 Janvier	567	487	4.798	1.436	795	391,3	72,5
Février	546	503	4.688	1.444	686	306,2	65,9
Mars	571	620	5.965	1.806	863	415,6	80,2
Avril	588	600	5.615	1.531	940	425,5	79,0
Mai	577	581	5.352	1.406	941	425,4	80,3
Juin	576	626	5.715	1.489	1.061	490,4	87,1
Juillet	520	502	4.564	1.249	824	594,4	93,6
Août	558	500	4.605	1.303	768	570,9	91,1
Septembre	* 420	377	3.402	956	544	516,1	90,4
Octobre	* 567	698	6.176	1.709	1.128	452,7	85,7
Novembre	* 551	675	6.109	1.704	1.016	355,2	78,1
Décembre						352,6	75,8

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], *Stad Gent - Havendienst* [col. (4)], *Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V.* [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1975	5.082	2.612	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.528	3.225	2.222	772	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.003	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	*9.390	*3.893	*2.796	*1.560	*1.502	*279		*355	*156	7.549	417
1981 3 ^e trimestre ..	8.583	3.300	3.165	1.400	1.230	297	4.024	546	170	7.888	435
4 ^e trimestre ..	9.009	3.554	3.069	1.518	1.346	272	3.527	613	176	8.155	468
1982 1 ^{er} trimestre ..	9.222	3.573	2.632	1.570	1.606	304	3.252	351	141	6.761	388
2 ^e trimestre ..	10.308	4.391	2.858	1.665	1.463	285	3.310	448	147	8.414	446
3 ^e trimestre ..	9.167	4.049	2.777	1.502	1.375	236	3.196	322	128	7.467	406
4 ^e trimestre ..	8.862	3.560	2.917	1.505	1.565	292		300	207	7.554	428
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687		1.187	158		262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796		1.353	291		390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464									7.706	389
1982 Octobre	9.044	3.602	3.141	1.648	969	282	3.423	353	230	7.629	434
Novembre	8.779	3.690	2.925	1.384	2.162	297		262	230	6.941	413
Décembre	8.764	3.387	2.684	1.482	1.565	296		286	160	8.093	439
1983 Janvier	8.661	3.141	2.844		1.518	171		303	205	6.756	376
Février	8.613	3.341	2.056		947	149		209	140	6.190	371
Mars	9.359	4.160	3.162		1.095	155		273	143	7.765	447
Avril	9.780	3.431	2.486		1.068	239		389	185	7.723	422
Mai	8.925	3.553	3.013		1.507	284		340	158	6.691	401
Juin	9.134	4.371	2.890		1.484	350		442	148	8.524	453
Juillet	9.653	3.251	1.727		982	464		347	168	7.429	371
Août	8.905	3.878	2.902		1.595	311		226	90	7.928	417
Septembre	6.835									7.760	380
Octobre										8.403	422

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.073	1.536	55	153	79	94	38
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1981 3 ^e trimestre	4.915	3.869	98	392	149	170	52
4 ^e trimestre	667	358	38	44	48	43	34
1982 1 ^{er} trimestre	493	234	35	36	34	37	29
2 ^e trimestre	2.142	1.512	80	137	112	113	50
3 ^e trimestre	5.525	4.318	104	496	131	205	66
4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
1982 Septembre	2.019	1.316	71	183	108	113	64
Octobre	893	382	52	141	79	61	52
Novembre	711	354	41	93	38	37	30
Décembre	754	442	31	109	31	29	25
1983 Janvier	475	205	27	88	24	27	24
Février	588	279	33	102	33	33	23
Mars	682	315	36	103	49	42	34
Avril	1.693	1.130	67	134	117	78	44
Mai	2.379	1.585	79	241	138	121	58
Juin	2.548	1.718	57	254	148	153	67
Juillet	8.380	6.655	89	883	196	259	85
Août	6.752	5.285	121	562	213	243	71
Septembre	2.178	1.428	59	196	139	118	63

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises de commerce de détail à succursales ²	Coopératives de consommation	Supermarchés ³	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général en 1981, 1982 et 1983	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1975	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1976	115	115	100	109	113	113	117	115	115	106
1977	121	129	95	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	140	87	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	154	86	127	132	135	130	152	138	114
1980	148	165	84	136	141	144	145	167	150	115
1981	* 154	178	72	143	* 149	* 151	* 147	* 175	* 157	* 112
1982	* 167	193	65	152	* 160	* 165	* 154	* 194	* 169	* 110
1981 3 ^e trimestre	* 145	168	71	144	* 148	* 133	* 139	* 162	* 149	* 104
4 ^e trimestre	* 168	203	74	159	* 161	* 182	* 165	* 184	* 173	* 118
1982 1 ^{er} trimestre	* 155	174	63	138	* 148	* 141	* 134	* 191	* 157	* 106
2 ^e trimestre	* 171	195	67	152	* 162	* 173	* 152	* 201	* 173	* 114
3 ^e trimestre	* 156	184	64	152	* 158	* 148	* 144	* 178	* 160	* 102
4 ^e trimestre	* 184	219	66	168	* 173	* 196	* 185	* 205	* 187	* 118
1983 1 ^{er} trimestre	* 155	198	52	145	* 155	* 149	* 127	* 197	* 160	* 100
2 ^e trimestre	* 163	214	46	158	* 160	* 174	* 136	* 202	* 169	* 104
3 ^e trimestre	* 155	208	46	163	* 160	* 154	* 139	* 188	* 163	* 97
1982 Novembre	* 160	193	60	155	* 157	* 169	* 149	* 180	* 164	* 103
Décembre	* 218	255	74	193	* 198	* 222	* 249	* 237	* 221	* 139
1983 Janvier	* 150	191	58	142	* 152	* 164	* 117	* 180	* 155	* 97
Février	* 147	186	48	139	* 149	* 123	* 123	* 189	* 152	* 94
Mars	* 169	217	51	155	* 162	* 160	* 141	* 222	* 175	* 108
Avril	* 160	217	47	158	* 158	* 181	* 123	* 202	* 167	* 104
Mai	* 161	205	44	153	* 157	* 168	* 136	* 197	* 166	* 102
Juin	* 168	220	46	162	* 165	* 174	* 148	* 206	* 175	* 106
Juillet	* 142	209	51	169	* 157	* 159	* 121	* 164	* 153	* 92
Août	* 155	200	46	160	* 161	* 133	* 141	* 190	* 161	* 96
Septembre	* 169	215	42	159	* 162	* 168	* 154	* 210	* 175	* 103
Octobre	* 162	224	44	164	* 159	* 189	* 134	* 200	* 171	* 101
Novembre	* 160	205	43	164	* 156	* 177	* 135	* 194	* 166	* 97

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Grand magasins à rayons multiples et entreprises de commerce de détail à succursales possédant au moins cinq établissements.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1980 2 ^e semestre	1.491	768	310	413	74,7	9,2	36,9	28,6	19,4	3,2	8,5	7,7
1981 1 ^{er} semestre	1.586	890	310	386	72,6	8,5	36,9	27,2	20,8	3,4	9,3	8,1
2 ^e semestre	1.545	872	306	367	69,0	7,6	35,1	26,3	17,5	3,1	8,0	6,4
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9				

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1980 2 ^e semestre	66	46	5	15	1,3	0,2	0,5	0,6
1981 1 ^{er} semestre	66	47	7	12	1,6	0,3	0,8	0,5
2 ^e semestre	64	47	6	11	1,4	0,3	0,6	0,5
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Contrats (milliers)												
1980 2 ^e semestre	630	3	1	1	65	12	5	97	100	5	322	19
1981 1 ^{er} semestre	730	3	1	1	73	12	8	94	132	5	385	16
2 ^e semestre	762	3	1	1	52	10	5	136	139	4	397	14
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
Crédits accordés (milliards de francs)												
1980 2 ^e semestre	19,4	1,3	0,2	0,3	10,5	1,0	0,2	0,2	0,4	1,4	3,2	0,7
1981 1 ^{er} semestre	20,8	1,3	0,3	0,2	12,0	1,1	0,2	0,1	0,5	1,2	3,2	0,7
2 ^e semestre	17,5	1,1	0,2	0,2	8,8	1,0	0,2	0,2	0,6	1,3	3,2	0,7
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (fin de période)	Débit									
		Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1976	32	1	* 254	10.405	2.933	10.406	* 3.187	2.896	398	13.302	* 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1980	26	2	318	18.772	5.319	18.774	5.637	2.035	533	20.809	6.170
1981	26	2	341	21.271	6.392	21.273	6.733	1.945	520	23.218	7.253
1982	26	2	337	23.715	7.455	23.717	7.792	1.717	573	25.434	8.365
1983	24	2	338	26.531	7.678	26.533	8.016	1.408	610	27.941	8.626
1981 4 ^e trimestre	26	2	314	23.144	6.891	23.146	7.205	1.910	539	25.056	7.744
1982 1 ^{er} trimestre	26	2	349	22.495	7.477	22.497	7.826	1.794	551	24.291	8.377
2 ^e trimestre	24	2	322	23.609	7.133	23.611	7.455	1.867	581	25.478	8.036
3 ^e trimestre	24	2	346	23.011	7.908	23.013	8.254	1.589	560	24.602	8.814
4 ^e trimestre	24	2	332	25.746	7.300	25.748	7.632	1.617	598	27.365	8.230
1983 1 ^{er} trimestre	24	2	323	24.910	8.213	24.912	8.536	1.430	598	26.342	9.134
2 ^e trimestre	24	1	325	26.617	7.975	26.618	8.300	1.471	610	28.089	8.910
3 ^e trimestre	24	2	368	25.153	6.810	25.155	7.178	1.292	587	26.447	7.765
4 ^e trimestre	24	2	334	29.445	7.714	29.447	8.048	1.439	645	30.886	8.693
1983 Janvier	24	2	312	24.118	7.984	24.120	8.296	1.443	594	25.563	8.890
Février	24	2	291	23.110	7.931	23.112	8.222	1.301	559	24.413	8.781
Mars	24	2	366	27.502	8.725	27.504	9.091	1.545	641	29.049	9.732
Avril	24	1	283	24.482	7.704	24.483	7.987	1.426	544	25.909	8.531
Mai	24	1	306	27.082	7.398	27.083	7.704	1.423	595	28.506	8.299
Juin	24	2	386	28.287	8.823	28.289	9.209	1.564	692	29.853	9.901
Juillet	24	1	323	24.446	6.737	24.447	7.060	1.340	585	25.787	7.645
Août	24	2	330	26.203	6.420	26.205	6.750	1.354	587	27.559	7.337
Septembre	24	2	452	24.813	7.271	24.815	7.723	1.181	589	25.996	8.312
Octobre	24	2	328	28.968	7.660	28.970	7.988	1.536	602	30.506	8.590
Novembre	24	1	320	27.970	6.768	27.971	7.088	1.317	582	29.288	7.670
Décembre	24	2	355	31.397	8.714	31.399	9.069	1.466	750	32.865	9.819
1984 Janvier	24	2	301	29.837	9.266	29.839	9.567	1.376	659	31.215	10.226

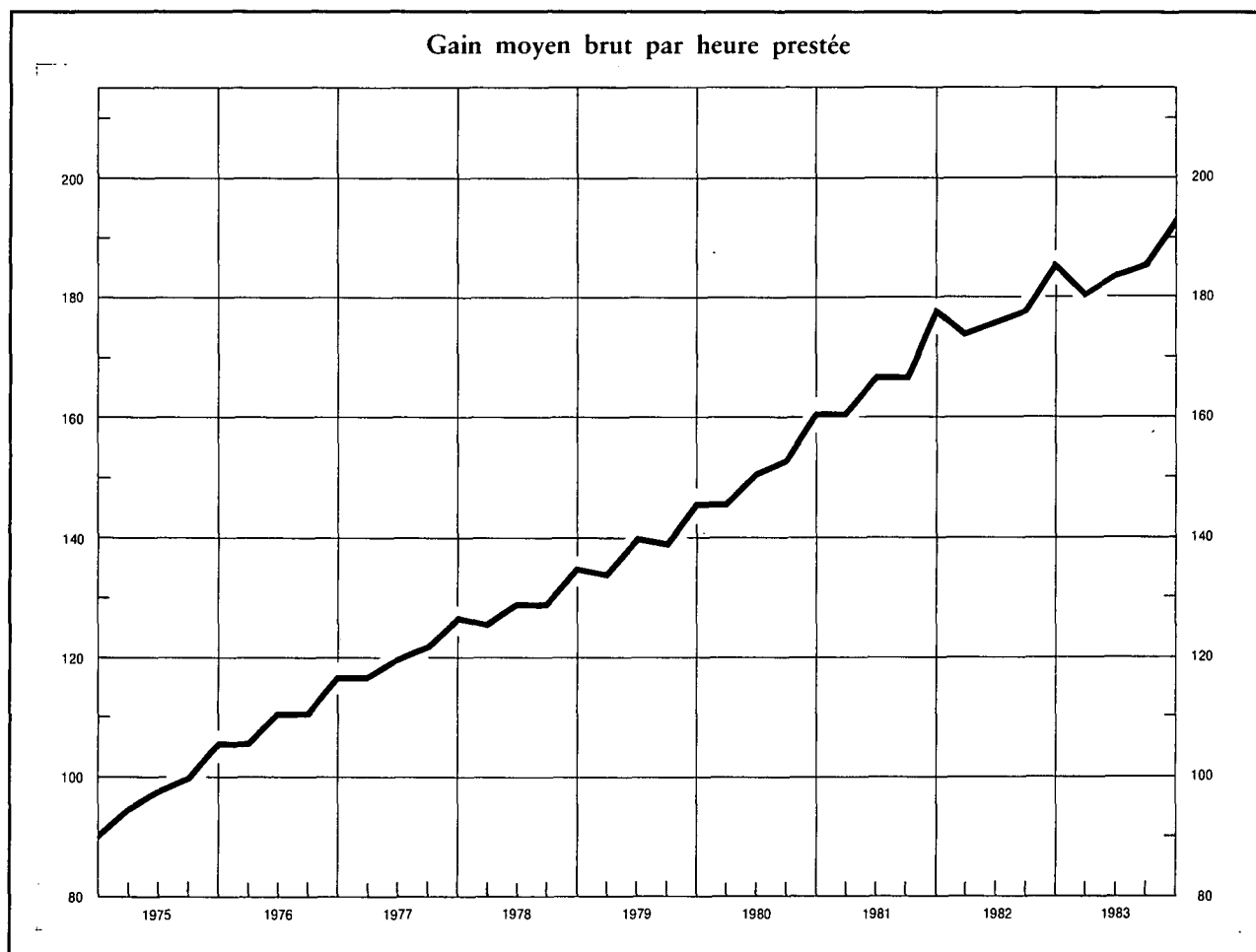
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc..

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les Transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indices 1975 = 100



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ¹				Salaires conventionnels ⁴			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ²		Salaire-coût horaire ³	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1976	111	112	112	110	113,5	112,6	112,1	110,7
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	* 186	* 183	* 189	* 186	190,1	186,6	178,2	174,0
1981 Décembre	178	169	173	170	173,4	169,8	163,7	158,7
1982 Mars	174	172	176	167	176,1	172,4	165,1	160,6
Juin	176	173	178	169	177,4	174,0	167,2	162,7
Septembre	178	176	181	170	180,8	177,5	170,2	165,6
Décembre	186	178	184	178	183,9	180,5	173,2	168,5
1983 Mars	* 181	180	186	* 180	186,9	183,5	175,8	171,4
Juin	* 184	* 182	* 188	* 184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	* 186	* 183	* 189	* 186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	* 193	* 186	* 193	* 192	194,0	190,8	181,7	177,8

¹ Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre. Pour convertir les indices base 1975 = 100 en indices base 1970 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 2,161 ; salaire horaire type — ouvrier qualifié : 2,048 — ouvrier non qualifié : 2,144 ; salaire-coût horaire : 2,230.

² Non compris les ouvriers du transport.

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁴ Données trimestrielles : fin de période : données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1980	1981	1981	1982	1982	1980	1981	1981	1982	1982
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs par heure)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs par mois)				
Ensemble de l'industrie	222	236	245	253	259	56,7	59,6	61,4	63,5	64,5
Industrie extractive	258	269	277	283	289	67,4	70,1	67,7	70,4	68,4
Bâtiment et génie civil	233	246	250	259	263	54,5	57,0	59,3	61,1	61,7
Industrie manufacturière	221	233	243	251	257	56,1	59,1	61,2	63,2	64,4
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	229	241	251	258		55,0	57,5	60,0	61,7	
Construction de machines et de matériel mécanique	232	245	255	261		55,1	57,5	60,3	62,2	
Construction électrique et électronique	224	239	249	255		57,4	61,1	63,3	65,0	
Construction d'automobiles et pièces détachées	234	249	259	264		54,6	57,5	60,1	62,3	
Construction d'autre matériel de transport .	233	247	261	266		58,0	60,4	63,2	65,9	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	204	215	231	231		52,5	56,1	56,9	58,8	
Métallurgie de base	272	288	302	309		67,2	70,6	73,1	74,6	
Industrie chimique	266	275	283	296		63,0	66,2	69,2	72,1	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	209	222	232	238		51,8	54,1	56,7	58,2	
Industrie textile	182	192	205	212		49,6	51,4	53,5	55,0	
Industrie des produits minéraux non métalliques	230	244	252	260		58,0	61,9	63,7	65,9	
Industrie du bois	204	219	224	231		46,8	48,7	49,9	51,3	
Industrie des chaussures et de l'habillement .	162	172	177	185		38,9	41,3	42,7	44,2	
Industrie du papier, imprimerie et édition .	234	248	255	267		53,6	56,3	58,3	60,7	
Raffineries de pétrole	352	383	395	412		84,5	92,6	93,2	100,3	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—		65,4	70,4	72,4	76,1	

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1976	107,4	109,5	108,3	90,5	103,1	120,0	110,5	115,2	113,1	97,0	106,2	97,8	107,0
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1981 4 ^e trimestre	240,5	126,8	114,9	101,8	116,7	121,7	135,8	135,0	151,6	116,9	306,9	150,0	321,8
1982 1 ^{er} trimestre	235,0	124,8	114,7	96,7	112,3	125,7	132,4	134,3	145,3	111,6	299,4	149,9	313,6
2 ^e trimestre	228,8	120,8	107,3	95,2	114,2	111,6	131,0	135,9	132,9	118,1	291,9	145,6	305,8
3 ^e trimestre	225,8	113,8	100,7	87,2	101,4	108,0	123,8	123,7	131,4	114,1	291,3	138,6	305,8
4 ^e trimestre	224,6	111,0	101,6	83,6	96,0	113,5	118,2	114,3	129,5	111,7	291,0	134,8	305,8
1983 1 ^{er} trimestre	221,7	114,9	105,2	92,0	99,7	114,5	122,3	116,1	139,8	112,8	284,0	129,5	298,7
2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1983 Janvier	225,2	113,1	104,0	88,4	98,7	114,5	120,0	114,5	135,2	111,9	290,7	131,8	305,8
Février	225,8	115,3	106,0	92,6	100,0	115,6	122,4	115,4	141,2	112,7	290,3	128,0	305,8
Mars	214,1	116,4	105,7	95,1	100,3	113,5	124,6	118,5	142,8	113,7	271,1	128,7	284,6
Avril	203,1	119,4	109,4	100,4	108,4	114,8	127,0	122,7	148,3	108,4	252,0	127,6	263,8
Mai	204,0	122,2	113,6	100,4	109,0	122,6	128,8	124,6	152,5	106,9	251,7	124,2	263,8
Juin	204,0	122,7	115,2	100,1	106,9	126,6	128,4	125,8	150,4	105,1	251,5	121,6	263,8
Juillet	204,8	124,2	116,3	102,1	111,3	125,9	130,3	130,3	150,4	103,8	251,8	124,9	263,8
Août	205,8	127,4	124,0	110,5	140,2	125,8	129,9	130,3	149,3	103,7	251,6	122,5	263,8
Septembre	206,3	128,8	126,6	111,1	156,5	124,6	130,5	131,5	147,5	106,4	251,6	122,6	263,8
Octobre	206,5	128,9	127,1	109,5	149,5	129,0	130,2	131,6	142,9	110,6	251,8	124,5	263,8
Novembre	205,9	127,7	127,0	108,2	147,4	130,4	128,3	131,0	139,3	107,9	251,5	122,2	263,8
Décembre	205,7	127,4	126,7	105,5	141,7	133,3	127,9	130,0	139,8	107,9	251,4	120,5	263,8
1984 Janvier	206,1	128,7	128,4	105,8	145,0	135,1	128,9	129,6	140,3	112,4	251,3	119,2	263,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1976	107,1	113,8	106,9	120,6	105,5	107,2	106,3	103,8	104,8	106,0	102,0	102,5	108,8	104,5	109,8
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1981 4 ^e trimestre ..	133,8	135,1	132,8	137,2	133,5	139,1	134,2	129,6	131,9	143,2	156,8	118,9	131,9	140,6	141,2
1982 1 ^{er} trimestre ..	137,4	139,5	134,5	144,3	136,9	142,7	138,2	132,4	135,0	147,3	157,5	123,1	134,1	147,3	144,6
2 ^e trimestre ..	141,5	145,9	136,3	155,3	140,5	148,3	141,6	135,0	138,5	152,0	162,9	126,7	138,6	150,1	148,7
3 ^e trimestre ..	142,9	145,1	141,2	148,7	142,3	149,6	144,3	136,6	140,9	152,1	166,2	127,7	141,2	155,3	149,9
4 ^e trimestre ..	142,1	141,5	146,2	137,2	142,3	146,8	144,7	137,9	141,4	150,6	168,2	128,0	139,5	157,6	149,2
1983 1 ^{er} trimestre ..	142,5	142,6	145,1	140,2	142,5	147,9	144,0	138,3	141,5	150,7	165,1	128,7	140,3	159,5	149,0
2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1983 Janvier	142,0	142,7	146,8	139,0	141,8	145,2	143,7	138,5	141,3	148,3	166,5	127,9	138,6	159,4	149,0
Février	142,4	142,1	143,8	140,5	142,5	147,6	144,0	138,4	141,3	151,0	165,1	128,8	140,1	158,9	149,0
Mars	143,2	142,9	144,8	141,0	143,3	150,8	144,3	138,0	141,8	152,8	163,6	129,4	142,3	160,3	149,0
Avril	143,9	142,1	139,4	144,5	144,4	152,2	145,3	139,1	142,4	155,7	164,6	130,5	144,1	160,5	149,0
Mai	145,0	143,8	138,9	148,5	145,3	154,9	146,4	138,9	143,2	156,6	164,1	131,7	144,6	159,5	151,5
Juin	146,9	150,2	143,1	157,0	146,1	155,9	147,4	139,5	143,6	156,2	166,0	132,1	145,9	161,1	151,5
Juillet	147,4	148,9	140,9	156,5	147,0	158,4	148,2	139,7	143,9	161,2	168,2	132,2	146,3	161,3	151,5
Août	151,1	157,9	147,3	168,2	149,4	164,6	149,5	140,7	146,0	166,1	170,9	133,2	152,4	162,6	151,5
Septembre	153,3	167,4	151,3	183,7	149,9	165,0	150,1	141,2	146,8	166,7	171,4	134,1	152,5	163,9	151,5
Octobre	153,5	167,3	151,8	182,9	150,1	165,6	150,0	141,4	146,9	166,9	172,4	134,0	152,1	164,5	151,5
Novembre	155,1	170,4	153,7	187,4	151,4	168,8	150,9	141,9	147,0	171,2	173,0	135,0	152,7	165,4	152,7
Décembre	156,3	172,5	154,3	191,3	152,4	171,8	151,6	142,1	147,2	174,7	173,8	135,8	154,7	165,9	152,7
1984 Janvier	157,5	172,5	151,6	194,3	153,9	174,6	153,1	142,8	148,3	178,2	177,0	136,1	157,0	167,5	152,7

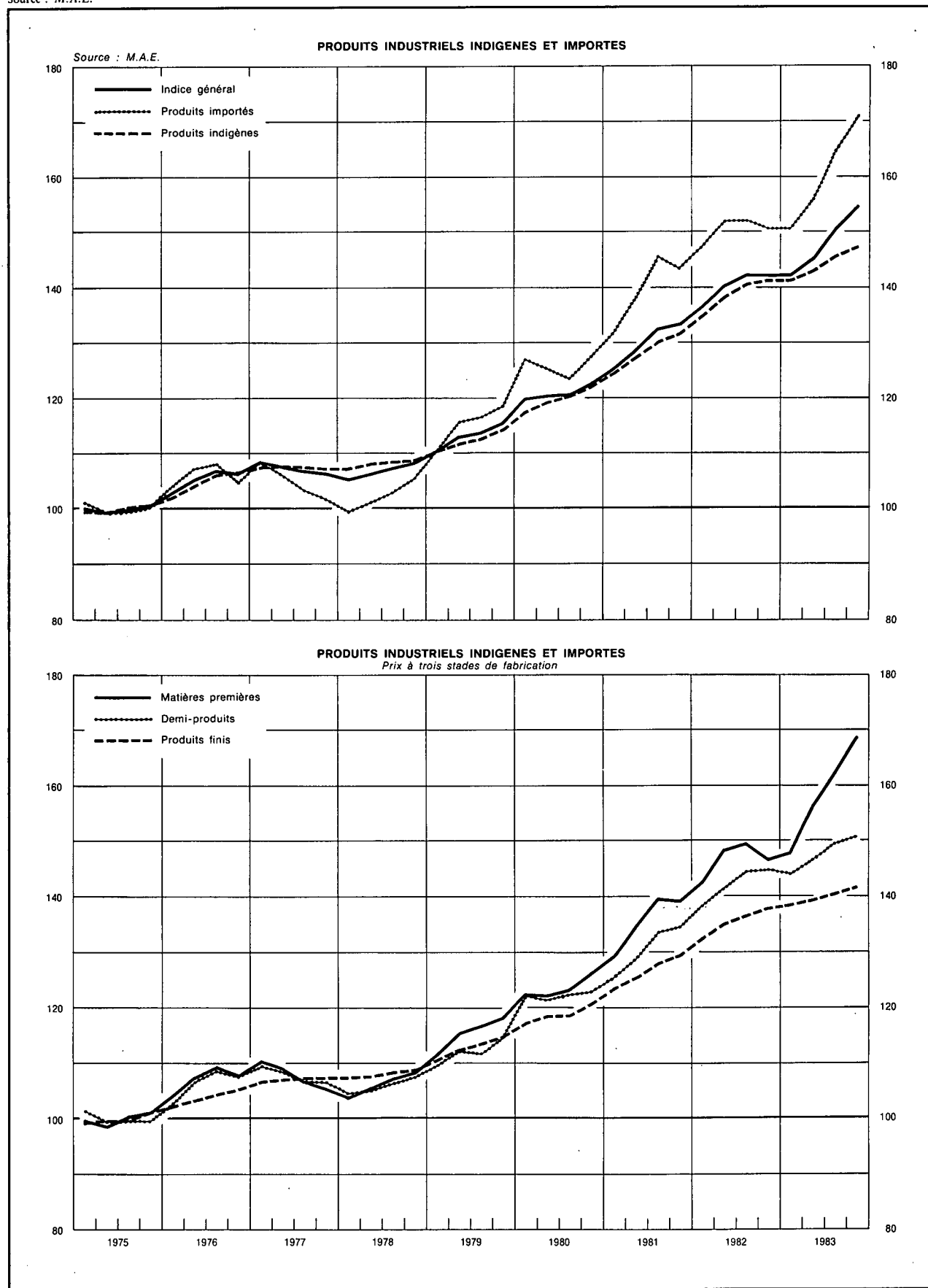
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

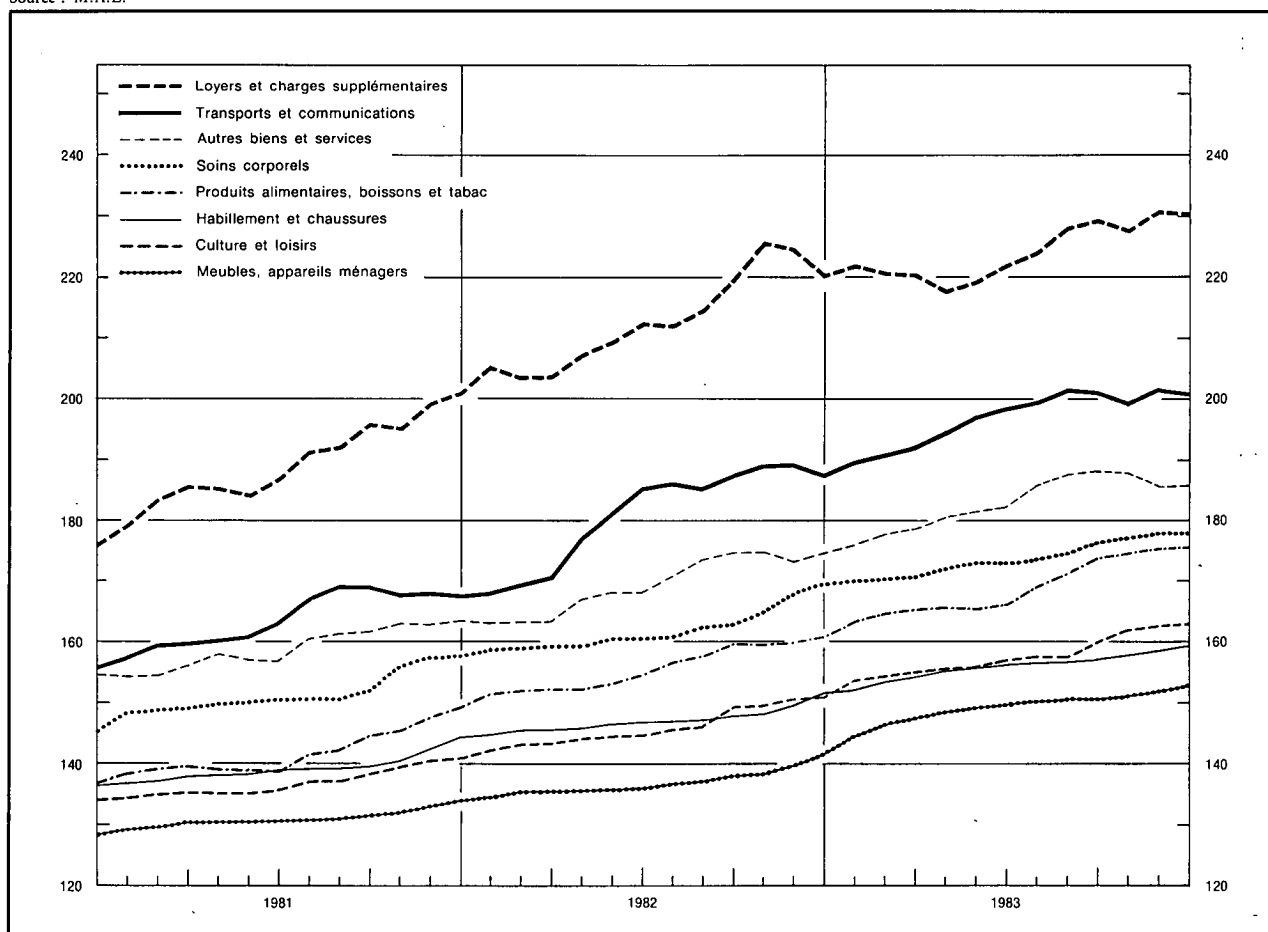


VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1981 4 ^e trimestre	157,88	147,44	142,39	198,47	133,03	157,03	167,81	140,34	163,10
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59
1982 Décembre	171,95	160,65	151,38	220,31	141,28	169,07	187,56	150,94	174,70
1983 Janvier	174,05	163,37	152,18	221,89	144,53	170,03	189,83	153,51	176,01
Février	175,02	164,75	153,36	220,69	146,59	170,30	191,11	154,27	177,71
Mars	175,65	165,15	154,02	220,49	147,52	170,86	192,34	155,01	178,78
Avril	176,21	165,62	155,13	217,76	148,44	172,14	194,50	155,72	180,64
Mai	177,13	165,54	155,92	219,24	149,09	173,10	197,22	156,05	181,63
Juin	178,28	166,48	156,35	222,14	149,77	173,22	198,62	157,03	182,27
Juillet	179,99	168,88	156,48	223,95	150,08	173,64	199,97	157,66	186,04
Août	181,70	171,33	156,56	228,16	150,28	174,22	201,52	157,62	187,46
Septembre	182,97	173,78	156,93	229,44	150,60	176,55	201,46	160,10	188,12
Octobre	183,00	174,68	157,82	227,93	151,26	177,35	199,53	162,05	187,81
Novembre	183,92	175,25	158,60	230,94	152,01	177,70	201,90	162,66	185,92
Décembre	184,26	176,09	159,41	230,86	152,83	178,05	201,18	163,13	186,04

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984 Janvier	120,76	123,73	121,51	117,41	120,62
Février	121,67	124,73	122,33	118,00	123,21

¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984 Janvier	120,76	124,00	115,46	123,63	117,59	118,18	120,42	121,55	116,68
Février	121,67	124,99	116,20	125,06	118,37	118,71	120,97	122,23	117,53

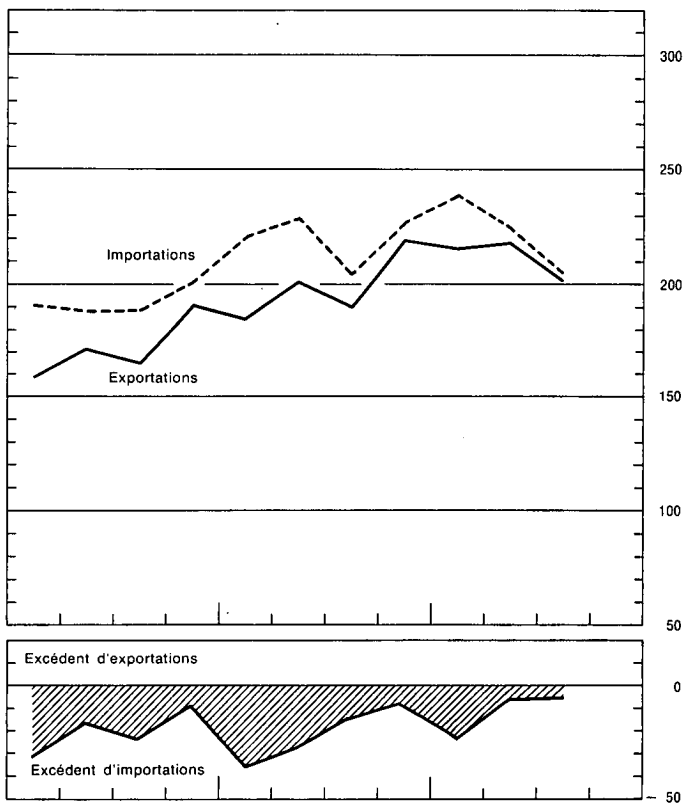
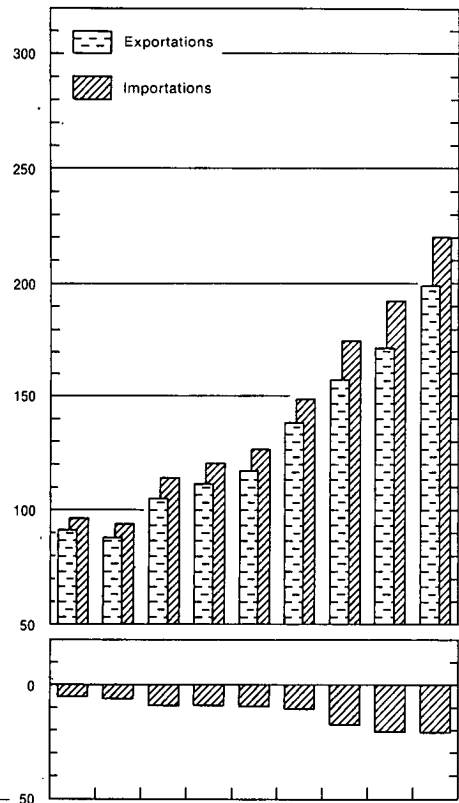
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

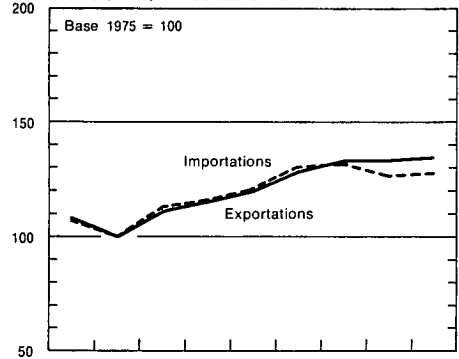
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

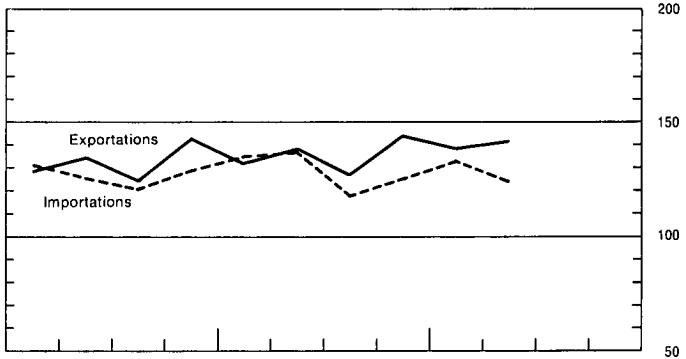
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

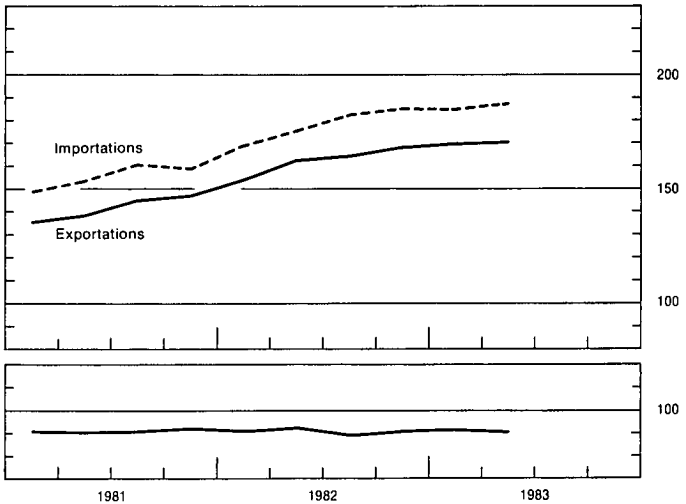
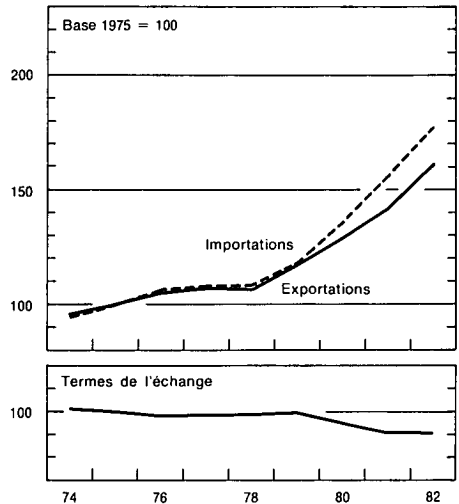


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1981 3 ^e trimestre	189,3	165,6	- 23,7	88	120,9	124,8	160,7	145,5	90,5
4 ^e trimestre	201,0	191,3	- 9,7	95	129,1	143,9	159,6	147,5	92,4
1982 1 ^{er} trimestre	221,0	185,5	- 35,5	84	135,2	132,7	169,5	153,9	90,8
2 ^e trimestre	229,9	202,2	- 27,7	88	141,6	138,5	175,7	162,8	92,7
3 ^e trimestre	205,7	190,4	- 15,3	93	117,8	127,6	183,2	164,0	89,5
4 ^e trimestre	227,8	219,6	- 8,2	96	125,7	144,1	185,4	168,1	90,7
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	226,5	219,6	- 6,9	97	124,4	141,7	187,8	170,7	90,9
3 ^e trimestre	206,2	200,9	- 5,3	97	110,8	128,1	193,3	174,3	90,1
1982 9 premiers mois	218,9	192,7	- 26,2	88	131,5	132,9	176,1	160,2	91,0
10 premiers mois	219,1	197,1	- 22,0	90					
11 premiers mois	221,0	197,7	- 23,3	90					
12 mois	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983 1 ^{er} mois	218,0	218,4	+ 0,4	100					
2 premiers mois	223,5	205,7	- 17,8	92					
3 premiers mois	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
4 premiers mois	237,0	216,3	- 20,7	91					
5 premiers mois	232,0	214,0	- 18,0	92					
6 premiers mois	233,1	217,9	- 15,2	94	128,7	140,6	186,2	170,6	91,6
7 premiers mois	226,9	214,2	- 12,7	94					
8 premiers mois	222,9	210,4	- 12,5	94					
9 premiers mois	224,1	212,2	- 11,9	95	122,7	136,4	188,6	171,8	91,1

¹ Calculs B.N.B. Les indices ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidéru- rgiques	Textiles	Produits chim- iques	Métaux non fer- reux	Produits agricoles	Perles et pier- res pré- cieu- ses	Indus- trie pé- trollière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meub- les	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caou- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ci- ment et de plâ- tre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1981 3 ^e trimestre	41,16	11,89	11,44	25,49	8,63	10,55	10,04	16,78	7,46	3,71	2,47	1,70	0,66	1,94	0,62	0,47	0,50	0,67	0,50	0,38	7,47	164,53
4 ^e trimestre	50,67	14,80	14,49	28,67	9,11	11,38	10,67	17,46	8,15	4,19	3,23	2,20	0,75	2,38	0,63	0,45	0,75	0,89	0,58	0,42	8,83	190,70
1982 1 ^{er} trimestre	51,52	13,25	14,02	29,49	8,49	10,02	12,19	12,66	7,82	4,15	3,03	2,00	0,77	2,28	0,59	0,53	0,72	0,70	0,56	0,28	9,67	184,74
2 ^e trimestre	56,58	15,44	14,55	32,96	9,21	12,94	10,46	11,15	9,38	4,53	3,51	2,38	0,90	2,68	0,77	0,68	0,73	0,86	0,71	0,43	10,28	201,13
3 ^e trimestre	45,80	12,33	12,48	29,01	11,76	12,44	11,75	20,91	7,99	4,05	2,92	2,15	0,69	2,31	0,67	0,56	0,74	0,71	0,61	0,41	9,87	190,18
4 ^e trimestre	59,95	13,89	15,94	33,03	11,89	13,31	12,29	19,03	10,20	4,71	3,98	2,53	0,82	2,74	0,74	0,60	1,26	0,78	0,69	0,45	11,00	219,83
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
1982 9 premiers mois	51,55	13,84	13,70	30,51	9,83	11,82	11,48	14,93	8,42	4,25	3,16	2,18	0,79	2,43	0,68	0,59	0,73	0,76	0,62	0,37	9,93	192,57
10 premiers mois	52,85	13,93	14,07	30,95	10,31	12,06	11,73	15,51	8,67	4,36	3,26	2,23	0,80	2,49	0,69	0,60	0,77	0,76	0,64	0,38	10,05	197,11
11 premiers mois	53,10	13,88	14,08	30,93	10,37	11,98	11,77	15,69	8,76	4,31	3,27	2,25	0,79	2,50	0,69	0,60	0,82	0,75	0,63	0,39	10,12	197,68
12 mois	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983 1 ^{er} mois	58,51	13,57	16,18	33,32	10,31	13,59	16,08	16,03	9,25	4,53	3,42	2,27	0,86	2,66	0,67	0,59	1,22	0,77	0,59	0,40	13,27	218,09
2 premiers mois	54,42	13,48	15,23	31,61	11,43	11,57	14,88	14,34	8,73	4,27	3,43	2,25	0,80	2,40	0,62	0,52	1,22	0,75	0,56	0,29	12,33	205,13
3 premiers mois	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
4 premiers mois	58,91	14,51	16,41	34,17	11,01	11,73	14,26	14,73	9,06	4,62	3,79	2,42	0,87	2,67	0,72	0,61	0,99	0,77	0,66	0,36	12,74	216,01
5 premiers mois	59,07	14,55	16,05	33,77	10,75	11,49	13,72	14,53	9,03	4,57	3,75	2,42	0,87	2,67	0,75	0,62	1,03	0,78	0,66	0,37	12,36	213,81
6 premiers mois	60,48	14,71	16,17	33,97	10,90	11,94	13,73	15,31	9,14	4,67	3,86	2,47	0,90	2,79	0,77	0,65	0,92	0,77	0,68	0,39	12,32	217,54
7 premiers mois	58,37	14,49	15,97	33,51	10,61	11,84	13,86	15,57	9,01	4,57	3,74	2,39	0,89	2,70	0,76	0,63	0,87	0,81	0,67	0,40	12,27	213,93
8 premiers mois	57,14	14,09	15,33	33,13	10,35	11,74	12,91	16,70	8,86	4,48	3,60	2,36	0,87	2,67	0,76	0,64	0,82	0,80	0,66	0,40	11,97	210,28
9 premiers mois	57,58	14,16	15,42	33,55	10,24	11,96	13,22	16,92	8,82	4,55	3,66	2,40	0,88	2,70	0,77	0,66	0,77	0,78	0,67	0,41	12,12	212,24

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1981 2 ^e trimestre ...	122,67	33,12	3,77	9,76	10,18	1,79	0,56	1,79	0,34	3,46	0,96	17,23	7,53	7,56	12,94	3,25	8,43	38,92	5,78	7,57	3,55	22,02	20,14	5,75	187,48
3 ^e trimestre ...	124,75	29,04	3,08	9,62	8,89	1,41	0,44	1,82	0,33	2,96	0,86	25,73	8,56	7,43	12,73	3,12	8,73	38,74	5,80	7,24	3,44	22,26	18,34	5,96	187,79
4 ^e trimestre ...	131,55	33,36	3,99	10,00	9,17	1,55	0,48	1,93	0,36	3,19	0,93	20,85	10,24	8,87	13,59	3,43	9,61	40,36	6,78	7,47	3,81	22,30	20,33	4,81	197,05
1982 1 ^{er} trimestre ...	146,73	35,54	4,35	11,83	11,98	1,81	0,64	2,03	0,46	3,07	1,03	21,74	11,40	12,17	15,60	3,62	9,46	47,76	8,87	7,50	4,06	27,33	21,56	4,90	220,95
2 ^e trimestre ...	154,42	39,34	4,44	12,28	10,32	1,86	0,67	2,36	0,49	3,96	1,08	23,11	12,80	9,80	17,06	4,19	10,66	46,44	6,87	9,66	4,36	25,55	23,63	4,97	229,46
3 ^e trimestre ...	136,94	33,63	3,40	10,55	9,12	1,47	0,46	2,05	0,50	3,34	0,94	23,13	11,04	7,94	15,05	3,52	10,80	43,24	6,80	8,25	4,10	24,09	20,76	3,60	204,54
4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	150,76	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	13,65	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	225,13

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1981		1982				1983		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	176,2	171,5	182,5	188,0	198,6	201,5	198,2	203,6	208,4
Biens de consommation	100,0	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	136,6	138,2	148,5	154,1	158,1	161,2	164,2	160,5	168,6
Biens d'équipement	100,0	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	133,4	139,4	145,7	153,0	157,8	158,6	159,1	163,4	166,7
Ensemble	100,0	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	160,7	159,6	169,5	175,7	183,2	185,4	184,6	187,8	193,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	121,9	127,1	139,4	150,4	149,9	150,9	152,4	153,1	154,5
Fabrications métalliques	100,0	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	140,3	142,6	147,9	158,5	162,7	164,5	167,3	172,9	172,4
Métaux non ferreux	100,0	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	164,6	163,1	164,9	167,2	176,6	188,5	198,6	203,0	216,7
Textiles	100,0	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	124,7	125,9	133,1	137,3	139,6	141,0	143,2	142,8	147,5
Produits chimiques	100,0	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	141,2	142,1	148,1	156,9	157,3	159,9	161,1	162,4	164,0
Industrie houillère	100,0	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	203,0	205,3	218,2	231,9	231,7	229,6	219,2	221,9	215,3
Industrie pétrolière	100,0	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	300,9	308,9	316,5	326,9	338,3	372,5	351,8	337,5	355,9
Verres et glaces	100,0	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	125,8	122,6	129,0	135,7	137,0	135,9	139,0	138,9	140,5
Produits agricoles	100,0	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	127,9	136,5	141,3	152,8	152,3	153,4	153,5	152,0	155,0
Ciments	100,0	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	151,1	153,8	174,7	172,3	180,6	189,0	193,6	195,0	198,2
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	161,2	162,9	177,5	181,3	188,9	187,4	197,2	190,7	193,8
Carrières	100,0	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	153,2	159,0	172,7	183,9	182,6	187,1	190,8	190,6	183,7
Céramiques	100,0	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	161,4	174,6	191,2	198,1	196,3	196,0	211,7	222,9	235,2
Bois et meubles	100,0	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	131,9	132,6	136,8	143,9	141,6	144,9	148,4	150,7	152,7
Peaux, cuirs et chaussures	100,0	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	147,5	146,1	167,4	181,6	175,5	170,7	183,6	185,0	196,4
Papier et livres	100,0	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	128,6	132,1	139,0	145,7	144,5	142,9	145,8	145,0	147,4
Tabacs manufacturés	100,0	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	145,7	151,3	163,3	173,6	191,2	—	259,0	194,0	193,8
Caoutchouc	100,0	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	150,0	155,0	162,0	169,0	174,3	172,3	175,2	178,1	181,3
Industries alimentaires	100,0	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	118,6	116,8	119,9	125,0	129,1	125,9	127,6	126,4	133,4
Divers	100,0	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	173,6	167,4	175,6	187,1	162,3	184,7	193,6	181,5	203,0
Ensemble	100,0	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	145,5	147,5	153,9	162,8	164,0	168,1	170,4	170,7	174,3
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ²																	
Ensemble	100,0	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	90,5	92,4	90,8	92,7	89,5	90,7	92,3	90,9	90,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1981		1982				1983		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,0	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	116,1	125,9	130,6	135,6	113,9	122,2	130,2	120,2	105,0
Biens de consommation	100,0	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,2	140,1	154,1	143,0	131,0	134,9	148,0	135,7	127,4
Biens d'équipement	100,0	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	112,1	120,2	119,8	131,8	109,3	119,5	112,9	119,2	106,2
Ensemble	100,0	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	120,9	129,1	135,2	141,6	117,8	125,7	133,0	124,4	110,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,0	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	94,8	113,3	92,3	103,0	79,8	90,4	92,3	94,7	81,5
Fabrications métalliques	100,0	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	113,7	137,5	138,4	140,9	109,7	140,3	137,4	142,4	117,3
Métaux non ferreux	100,0	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	133,5	142,0	131,4	140,0	169,8	160,7	145,4	127,5	105,3
Textiles	100,0	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	107,2	134,3	122,7	125,2	106,0	133,3	136,2	130,7	111,6
Produits chimiques	100,0	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	151,7	171,8	170,1	180,2	157,8	176,0	184,3	181,9	173,4
Industrie houillère	100,0	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	110,0	144,7	105,3	122,0	100,2	112,1	117,6	112,0	120,3
Industrie pétrolière	100,0	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	139,5	142,6	101,7	86,3	157,1	129,0	107,2	117,3	144,8
Verres et glaces	100,0	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	134,0	177,4	154,4	173,1	155,8	185,5	172,4	179,1	160,1
Produits agricoles	100,0	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	163,6	164,9	140,2	164,4	160,6	167,8	151,9	154,0	154,5
Ciments	100,0	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	271,1	297,1	176,4	270,1	245,4	260,4	188,6	249,5	237,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,0	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	88,1	82,6	75,7	101,4	89,1	94,9	89,5	114,1	107,1
Carrières	100,0	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	106,6	102,7	89,5	110,0	96,1	102,5	95,1	118,6	109,7
Céramiques	100,0	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	133,9	155,5	133,1	159,1	140,6	162,4	132,3	148,4	125,9
Bois et meubles	100,0	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	110,1	142,9	130,2	143,7	121,2	161,6	149,9	153,4	124,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	100,0	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	81,2	93,4	83,8	91,8	74,3	89,4	87,0	92,1	77,8
Papier et livres	100,0	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	146,2	161,1	152,0	158,3	143,0	165,6	160,1	164,6	147,1
Tabacs manufacturés	100,0	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	96,2	137,5	123,2	116,2	106,3	—	121,6	117,5	88,2
Caoutchouc	100,0	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	108,8	129,7	119,0	133,2	111,6	133,9	124,4	140,9	116,1
Industries alimentaires	100,0	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	189,8	207,3	192,9	223,4	184,8	241,4	213,7	222,3	186,5
Divers	100,0	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	108,4	134,1	127,7	125,6	119,9	132,7	135,3	137,0	143,9
Ensemble	100,0	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	124,8	143,9	132,7	138,5	127,6	144,1	139,4	141,7	128,1

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1975	20,7	19,6	- 1,1	16,4	16,8	+ 0,4	16,0	15,1	- 0,9
1976	25,5	24,5	- 1,0	18,6	22,2	+ 3,6	20,1	17,9	- 2,2
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1981 3 ^e trimestre	34,3	32,3	- 2,0	24,3	29,8	+ 5,5	29,7	24,3	- 5,4
4 ^e trimestre	39,3	38,7	- 0,6	27,3	37,6	+ 10,3	37,3	27,8	- 9,5
1982 1 ^{er} trimestre	42,2	37,2	- 5,0	30,5	37,0	+ 6,5	41,8	25,3	- 16,5
2 ^e trimestre	46,1	41,3	- 4,8	32,8	41,0	+ 8,2	38,5	29,8	- 8,7
3 ^e trimestre	42,4	39,6	- 2,8	26,6	33,8	+ 7,2	34,9	27,7	- 7,2
4 ^e trimestre	45,8	44,8	- 1,0	32,5	42,9	+ 10,4	41,9	30,6	- 11,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	- 16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,4	+ 7,6	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	45,7	44,6	- 1,1	28,9	34,1	+ 5,2	38,8	30,2	- 8,6
1982 9 premiers mois	43,5	39,4	- 4,1	30,0	37,3	+ 7,3	38,4	27,6	- 10,8
1983 9 premiers mois	47,3	46,0	- 1,3	32,0	39,0	+ 7,0	41,5	30,1	- 11,4
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1975	3,7	3,5	- 0,2	5,8	5,7	- 0,1	63,4	62,1	- 1,3
1976	4,4	5,0	+ 0,6	7,7	6,4	- 1,3	77,2	77,7	+ 0,5
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1981 3 ^e trimestre	6,6	7,1	+ 0,5	13,7	15,9	+ 2,2	110,3	114,1	+ 3,8
4 ^e trimestre	6,9	9,8	+ 2,9	13,5	17,5	+ 4,0	126,0	134,4	+ 8,4
1982 1 ^{er} trimestre	7,6	10,1	+ 2,5	15,3	19,5	+ 4,2	139,5	132,5	- 7,0
2 ^e trimestre	7,7	10,8	+ 3,1	15,8	18,9	+ 3,1	143,2	145,4	+ 2,2
3 ^e trimestre	8,2	8,4	+ 0,2	14,1	17,6	+ 3,5	128,5	130,6	+ 2,1
4 ^e trimestre	8,2	11,0	+ 2,8	16,7	20,9	+ 4,2	147,4	154,0	+ 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,4	+ 1,4	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,5	22,2	+ 3,7	152,0	157,6	+ 5,6
3 ^e trimestre	8,2	8,2	0,0	18,3	19,8	+ 1,5	141,5	140,5	- 1,0
1982 9 premiers mois	7,8	9,7	+ 1,9	15,1	18,7	+ 3,6	137,0	136,2	- 0,8
1983 9 premiers mois	8,5	9,7	+ 1,2	18,9	21,1	+ 2,2	150,6	149,8	- 0,8

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1975	6,0	3,6	- 2,4	1,3	0,5	- 0,8	7,1	3,4	- 3,7
1976	7,0	3,8	- 3,2	1,8	0,6	- 1,2	8,5	4,2	- 4,3
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1981 3 ^e trimestre	12,6	8,1	- 4,5	4,0	1,1	- 2,9	23,6	9,6	- 14,0
4 ^e trimestre	14,0	8,2	- 5,8	3,8	1,1	- 2,7	19,1	9,8	- 9,3
1982 1 ^{er} trimestre	15,5	7,8	- 7,7	4,7	1,1	- 3,6	18,3	8,4	- 9,9
2 ^e trimestre	17,3	7,6	- 9,7	4,7	1,4	- 3,3	20,0	10,0	- 10,0
3 ^e trimestre	14,5	9,1	- 5,4	3,4	1,2	- 2,2	20,0	7,7	- 12,3
4 ^e trimestre	14,9	10,6	- 4,3	3,9	1,3	- 2,6	15,9	9,3	- 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	9,3	7,9	- 1,4
3 ^e trimestre	12,2	11,2	- 1,0	4,4	1,5	- 2,9	8,2	7,2	- 1,0
1982 9 premiers mois	15,8	8,2	- 7,6	4,2	1,2	- 3,0	19,7	8,7	- 11,0
1983 9 premiers mois	14,1	10,8	- 3,3	4,9	1,5	- 3,4	10,4	8,2	- 2,2
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1975	79,5	75,6	- 3,9	12,7	8,9	- 3,8	2,0	2,8	+ 0,8
1976	95,7	92,5	- 3,2	16,3	9,5	- 6,8	2,1	2,7	+ 0,6
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1981 3 ^e trimestre	147,6	139,1	- 8,5	36,5	20,6	- 15,9	5,1	3,8	- 1,3
4 ^e trimestre	163,7	163,3	- 0,4	30,6	22,3	- 8,3	6,7	3,8	- 2,9
1982 1 ^{er} trimestre	180,2	159,6	- 20,6	34,1	20,4	- 13,7	6,5	3,5	- 3,0
2 ^e trimestre	187,3	173,4	- 13,9	34,3	22,7	- 11,6	8,2	4,2	- 4,0
3 ^e trimestre	164,1	163,8	- 0,3	33,9	20,1	- 13,8	7,5	4,1	- 3,4
4 ^e trimestre	188,5	187,9	- 0,6	30,6	24,3	- 6,3	8,6	5,6	- 3,0
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,6	- 17,3	27,8	22,9	- 4,9	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,2	190,7	- 5,5	23,7	20,9	- 2,8	6,3	5,6	- 0,7
3 ^e trimestre	178,8	173,7	- 5,1	22,0	20,8	- 1,2	5,8	5,0	- 0,8
1982 9 premiers mois	177,2	165,0	- 12,2	34,1	21,1	- 13,0	7,4	3,9	- 3,5
1983 9 premiers mois	192,6	183,3	- 9,3	24,5	21,5	- 3,0	6,9	5,4	- 1,5

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.)* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	* 1982		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 50,9	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	2.206,3	2.376,2	- 169,9
1.12 Travail à façon	+ 21,4	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	100,9	46,7	+ 54,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 21,5	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	24,3	—	+ 24,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,5	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	123,0	106,5	+ 16,5
1.3 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	78,4	68,4	+ 10,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 22,7	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	72,1	100,1	- 28,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 23,3	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	1.021,6	1.031,2	- 9,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 18,6	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	59,0	15,9	+ 43,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,9	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	20,6	18,4	+ 2,2
1.72 Autres	+ 12,0	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	187,1	194,3	- 7,2
Total 1	+ 36,7	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	3.893,3	3.957,7	- 64,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 7,5	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	27,1	38,1	- 11,0
2.2 Transferts publics	- 14,2	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	27,0	71,9	- 44,9
Total 2	- 21,7	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	54,1	110,0	- 55,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 15,0	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	3.947,4	4.067,7	- 120,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 1,0	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 105,9	269,2	156,3	+ 112,9
3.12 Avoirs	- 2,1	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	0,1	5,8	- 5,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	17,6	7,3	+ 10,3
Total 3	- 3,1	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,1	286,9	169,4	+ 117,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 27,6	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	1,3	—	+ 1,3
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	20,2	6,3	+ 13,9
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 8,9	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	8,8	7,0	+ 1,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 12,9	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	—	57,6	- 57,6
4.2312 Investissements directs ..	- 11,3	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	21,3	17,8	+ 3,5
4.2313 Immeubles	- 2,2	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 17,8	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	—	31,7	- 31,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 0,6	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	8,8	—	+ 8,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 30,6	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	67,8	4,3	+ 63,5
4.2323 Immeubles	+ 2,5	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	7,3	1,6	+ 5,7
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 9,0	+ 2,5	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	—	6,6	- 6,6
Total 4	- 20,0	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	139,4	137,7	+ 1,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 6,6	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,7	2,6	—	+ 2,6
Total 1 à 5	- 1,5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	4.376,3	4.374,8	+ 1,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,0	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	—	—	+ 3,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 7,2	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	—	—	- 5,3
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 0,1	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	—	—	- 16,1
6.2122 Monnaies étrangères	+ 11,4	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	—	—	+ 57,2
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,5	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	—	—	- 0,4
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	- 0,3
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 1,9	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	—	—	+ 0,4
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 24,6	- 8,6	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	—	—	- 37,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisées aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1981				* 1982				* 1983
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 45,6	- 46,0	- 50,0	- 34,2	- 76,7	- 40,3	- 24,2	- 28,7	- 48,1
1.12 Travail à façon	+ 11,5	+ 12,6	+ 7,5	+ 9,9	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 6,8	+ 7,0	+ 7,6	+ 3,6	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,2	- 0,7	+ 0,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,9	+ 4,8	+ 5,4	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,4	+ 5,6	+ 2,1	+ 3,1
1.3 Autres frais de transport	- 0,7	+ 0,3	- 0,8	- 2,6	- 0,5	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,6
1.4 Déplacements à l'étranger	- 9,9	- 13,8	- 16,0	- 7,2	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 2,6	- 5,2	+ 3,0	- 3,6	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 9,3	+ 9,1	+ 9,5	+ 9,0	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1
1.72 Autres	+ 2,4	- 0,4	- 1,2	- 3,6	+ 0,7	+ 0,9	- 0,1	- 8,7	- 2,5
Total 1	- 18,5	- 30,9	- 34,4	- 23,4	- 66,7	- 13,0	+ 15,5	- 0,2	- 39,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,1	- 3,3	- 4,9	- 4,0	- 3,9	- 3,2	- 1,8	- 2,1	- 2,5
2.2 Transferts publics	- 11,1	- 9,5	- 5,5	- 6,9	- 10,1	- 13,0	- 13,4	- 8,4	- 12,4
Total 2	- 14,2	- 12,8	- 10,4	- 10,9	- 14,0	- 16,2	- 15,2	- 10,5	- 14,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 32,7	- 43,7	- 44,8	- 34,3	- 80,7	- 29,2	+ 0,3	- 10,7	- 53,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 32,0	+ 27,7	+ 17,3	+ 28,9	+ 43,2	+ 35,7	+ 33,9	+ 0,1	+ 47,0
3.12 Avoirs	- 0,1	- 1,0	- 1,0	- 2,3	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	- 0,8	+ 6,4	+ 0,3	+ 5,6	0,0	+ 4,4	- 0,3
Total 3	+ 31,9	+ 26,7	+ 15,5	+ 33,0	+ 42,7	+ 40,4	+ 32,0	+ 2,4	+ 45,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 8,5	- 16,7	- 3,8	- 18,0	+ 27,8	- 27,1	+ 5,8	- 5,2	- 22,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,0	+ 5,5	+ 0,9	+ 10,1	+ 1,8	+ 0,1	- 1,0	+ 13,0	- 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 10,0	- 1,2	+ 13,8	+ 10,3	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 10,0	- 3,1	- 6,1	- 22,0	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1
4.2312 Investissements directs ..	+ 1,8	+ 11,2	- 8,7	- 5,4	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8
4.2313 Immeubles	- 1,3	- 1,1	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6
4.2314 Autres	- 13,1	- 19,3	- 17,7	- 10,0	- 14,6	- 2,1	- 16,9	+ 1,9	+ 6,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	- 0,7	- 0,3	- 1,0	0,0	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 8,6	+ 22,5	+ 4,9	+ 14,2	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	- 3,4
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5
4.2324 Autres	+ 10,0	+ 25,5	+ 4,7	+ 18,4	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6
Total 4	- 21,0	+ 23,2	- 13,1	- 2,8	+ 12,0	- 5,9	- 17,9	+ 13,5	- 10,7
5. Erreurs et omissions	+ 18,3	+ 2,9	- 1,4	- 21,5	+ 1,6	- 21,7	+ 16,2	+ 6,5	- 27,7
Total 1 à 5	- 3,5	+ 9,1	- 43,8	- 25,6	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,4	+ 0,2	+ 3,2	- 7,2	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	- 3,5	+ 1,1	- 2,3	- 0,6	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 37,9	- 5,8	+ 19,5	+ 0,3	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6
6.2122 Monnaies étrangères	+ 2,7	+ 6,6	- 24,8	- 18,5	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 1,2	- 1,1	+ 1,1	- 0,3	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3
6.222 Autres	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 7,0	+ 4,7	- 0,3	+ 12,8	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 46,8	+ 3,7	- 40,3	- 12,3	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1982			1983		
	* 4 ^e trimestre			* 1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	606,4	635,1	- 28,7	586,6	634,7	- 48,1
1.12 Travail à façon	30,8	12,7	+ 18,1	25,5	13,0	+ 12,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	0,7	- 0,7	0,1	—	+ 0,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	30,2	28,1	+ 2,1	29,3	26,2	+ 3,1
1.3 Autres frais de transport	20,2	18,7	+ 1,5	18,0	17,4	+ 0,6
1.4 Déplacements à l'étranger	16,2	18,9	- 2,7	15,9	21,9	- 6,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	247,2	241,6	+ 5,6	233,3	244,6	- 11,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	15,6	3,2	+ 12,4	16,1	4,6	+ 11,5
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,2	5,3	+ 0,9	5,6	4,5	+ 1,1
1.72 Autres	47,4	56,1	- 8,7	49,5	52,0	- 2,5
Total 1	1.020,2	1.020,4	- 0,2	979,9	1.018,9	- 39,0
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,5	9,6	- 2,1	7,2	9,7	- 2,5
2.2 Transferts publics	10,6	19,0	- 8,4	9,7	22,1	- 12,4
Total 2	18,1	28,6	- 10,5	16,9	31,8	- 14,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.038,3	1.049,0	- 10,7	996,8	1.050,7	- 53,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	23,0	22,9	+ 0,1	100,0	53,0	+ 47,0
3.12 Avoirs	0,1	2,2	- 2,1	0,0	1,0	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	4,6	0,2	+ 4,4	0,0	0,3	- 0,3
Total 3	27,7	25,3	+ 2,4	100,0	54,3	+ 45,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	5,2	- 5,2	—	22,1	- 22,1
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	13,0	0,0	+ 13,0	0,8	1,5	- 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	1,4	0,2	+ 1,2	0,4	1,2	- 0,8
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	12,2	- 12,2	—	24,1	- 24,1
4.2312 Investissements directs ..	0,0	2,8	- 2,8	8,5	6,7	+ 1,8
4.2313 Immeubles	1,3	1,1	+ 0,2	1,6	1,0	+ 0,6
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	1,9	—	+ 1,9	6,7	—	+ 6,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	3,1	—	+ 3,1	2,2	—	+ 2,2
4.2322 Investissements directs ..	34,2	2,1	+ 32,1	14,9	18,3	- 3,4
4.2323 Immeubles	1,9	0,4	+ 1,5	1,0	0,5	+ 0,5
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	19,3	- 19,3	28,6	—	+ 28,6
Total 4	56,8	43,3	+ 13,5	64,7	75,4	- 10,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	6,5	—	+ 6,5	—	27,7	- 27,7
Total 1 à 5	1.129,3	1.117,6	+ 11,7	1.161,5	1.208,1	- 46,6
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 1,0	—	—	+ 2,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 2,3	—	—	+ 2,2
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 24,4	—	—	+ 33,6
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 44,9	—	—	- 43,7
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	0,0	—	—	+ 0,3
6.222 Autres	—	—	- 0,3	—	—	+ 0,3
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 10,5	—	—	0,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	—	—	- 66,5	—	—	- 41,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	1981	* 1982	1981	* 1982				* 1983		
	Année		4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 219,9	- 165,7	- 53,7	- 47,6	- 63,9	- 21,6	- 32,6	- 66,8	+ 0,1	- 7,8
1.12 Travail à façon	+ 41,5	+ 54,2	+ 9,9	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 25,0	+ 24,3	+ 3,6	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,2	- 0,7	+ 0,1	+ 15,4	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 18,6	+ 16,5	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,4	+ 5,6	+ 2,1	+ 3,1	+ 5,7	+ 4,3
1.3 Autres frais de transport	- 3,8	+ 10,0	- 2,6	- 0,5	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,6	+ 3,1	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 46,9	- 28,0	- 7,2	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,3	- 7,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,2	- 9,6	- 3,8	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 3,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 36,9	+ 43,1	+ 9,0	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,3	+ 2,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,8	+ 2,1
1.72 Autres	- 2,8	- 7,2	- 3,6	+ 0,7	+ 0,9	- 0,1	- 8,7	- 2,5	- 0,7	- 1,0
Total 1	- 151,3	- 60,2	- 43,1	- 37,6	- 36,6	+ 18,1	- 4,1	- 57,7	+ 46,6	+ 32,0
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 15,3	- 11,0	- 4,0	- 3,9	- 3,2	- 1,8	- 2,1	- 2,5	- 2,4	- 2,7
2.2 Transferts publics	- 33,0	- 44,9	- 6,8	- 10,1	- 13,0	- 13,4	- 8,4	- 12,4	- 16,5	- 5,0
Total 2	- 48,3	- 55,9	- 10,8	- 14,0	- 16,2	- 15,2	- 10,5	- 14,9	- 18,9	- 7,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 199,6	- 116,1	- 53,9	- 51,6	- 52,8	+ 2,9	- 14,6	- 72,6	+ 27,7	+ 24,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 105,9	+ 112,9	+ 28,9	+ 43,2	+ 35,7	+ 33,9	+ 0,1	+ 47,0	+ 3,4	- 21,2
3.12 Avoirs	- 4,4	- 5,7	- 2,3	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 5,6	+ 10,3	+ 6,4	+ 0,3	+ 5,6	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4
Total 3	+ 107,1	+ 117,5	+ 33,0	+ 42,7	+ 40,4	+ 32,0	+ 2,4	+ 45,7	+ 1,3	- 23,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 2,9	- 2,9	+ 1,5	- 1,3	- 3,5	+ 3,2	- 1,3	- 3,4	+ 3,8	- 2,4
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 18,5	+ 13,9	+ 10,1	+ 1,8	+ 0,1	- 1,0	+ 13,0	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 12,9	+ 1,8	+ 10,3	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 41,2	- 57,6	- 21,6	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 12,7	- 26,2
4.2312 Investissements directs ..	- 1,1	+ 3,5	- 5,4	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3
4.2313 Immeubles	- 3,6	- 0,9	- 0,8	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2
4.2314 Autres	- 60,1	- 31,7	- 9,9	- 14,6	- 2,1	- 16,9	+ 1,9	+ 6,7	+ 1,6	+ 4,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	- 2,0	+ 8,8	0,0	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 1,3
4.2322 Investissements directs ..	+ 50,2	+ 63,5	+ 15,7	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	- 3,4	- 0,6	+ 13,0
4.2323 Immeubles	+ 1,1	+ 5,7	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8
4.2324 Autres	+ 58,6	- 6,6	+ 17,1	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,9
Total 4	+ 30,4	- 2,5	+ 17,4	- 17,1	+ 17,7	- 20,5	+ 17,4	+ 8,0	- 24,7	- 36,9
5. Erreurs et omissions	- 1,7	+ 2,6	- 22,0	+ 1,6	- 21,7	+ 16,2	+ 6,5	- 27,7	+ 22,1	+ 16,1
Total 1 à 5	- 63,8	+ 1,5	- 25,5	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 3,4	+ 3,5	- 7,2	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	- 5,3	- 5,3	- 0,6	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	+ 51,9	- 16,1	+ 0,3	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7
6.2122 Monnaies étrangères	- 34,0	+ 57,2	- 18,4	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 1,5	- 0,4	- 0,3	- 0,9	0,0	+ 0,5	+ 0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2
6.222 Autres	0,0	- 0,3	+ 0,2	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	+ 24,2	+ 0,4	+ 12,8	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 95,7	- 37,5	- 12,3	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	<i>(+ 4,4)</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note 1.

³ Voir tableau IX-1, note 2.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ¹**

(milliards de francs)

	1979	1980	1981	* 1982	* 1982		* 1983	
					4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 120,3	- 10,7	- 53,9	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 92,1	- 164,4	- 199,6	- 116,1	- 14,6	- 72,6	+ 27,7	+ 24,3
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,1	+ 117,5	+ 2,4	+ 45,7	+ 1,3	- 23,1
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises ..	+ 36,0	+ 64,8	+ 99,9	+ 115,6	+ 29,9	+ 42,8	+ 9,3	+ 26,0
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	- 7,7	+ 17,2	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 18,0	- 2,5	- 14,0	+ 1,8	- 9,2	- 4,6	- 2,6	+ 1,1
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,7	- 20,0	- 44,1	+ 4,2	- 3,9	- 18,7	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 4,3	+ 1,8	- 2,9	- 2,9	- 1,3	- 3,4	+ 3,8	- 2,4
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 12,3	+ 53,2	+ 33,3	+ 0,4	+ 18,7	+ 11,4	- 28,5	- 34,5
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs:								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 43,9	- 68,3	- 127,8	- 12,1	+ 77,5	- 13,5	- 39,3	+ 39,3
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 1,6	- 46,2	- 64,6	+ 9,5	- 55,3	- 47,3	+ 50,6	- 59,8
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements:								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 51,0	+ 52,0	+ 64,8	- 37,4	- 89,0	- 23,1	+ 73,9	- 33,3
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 5,0	+ 64,4	+ 66,5	- 13,1	+ 41,6	+ 79,1	- 56,8	+ 37,4
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 41,5	+ 64,4	- 51,9	+ 16,4	- 24,1	- 33,9	+ 23,1	+ 4,7
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 14,8	- 14,9	+ 12,9	- 22,2	- 26,4	- 13,6	+ 43,5	- 6,9
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	+ 10,8	- 16,4	- 7,9	- 114,7	- 59,2	+ 29,6	+ 17,5	- 50,2
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 11,4	- 3,3	- 14,8	+ 25,8	+ 40,1	- 18,2	- 37,3	+ 29,3
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 11,1	+ 20,9	- 1,7	+ 2,6	+ 6,5	- 27,7	+ 22,1	+ 16,1
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 6,6	- 4,2	+ 5,0	- 8,6	- 4,1	+ 7,9	- 9,0	+ 1,6
Total 1 à 7⁴ ...	- 39,2	+ 44,2	- 93,3	- 37,5	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 4,3	- 3,9	- 1,8	- 0,8	- 0,8	- 2,2	- 0,8	0,0
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 25,4	- 27,3	- 78,8	+ 48,5	+ 5,9	+ 19,5	+ 16,1	- 0,1
8.32 Autres	- 1,1	+ 27,8	- 2,7	- 14,3	- 17,0	- 64,9	+ 81,6	- 5,3
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 0,6	+ 30,6	- 10,1	- 73,8	- 56,3	+ 6,4	+ 5,7	- 27,9
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 7,7	+ 16,6	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 0,3	- 0,2	- 2,3	+ 2,9	+ 1,7	- 0,2	- 3,3	+ 2,9
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	+ 0,6	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1975	26,9	19,7	11,5	8,0	5,9	2,3	0,3	74,6	20,8	4,6
1976	26,5	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	70,4	25,1	4,5
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1981 9 premiers mois	26,8	15,7	9,6	7,9	2,9	1,6	0,3	64,8	30,9	4,3
1982 3 premiers mois	23,7	16,2	9,8	9,1	3,5	1,5	0,3	64,1	31,2	4,7
6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
Recettes d'exportations										
1975	50,9	16,3	10,9	6,5	2,5	0,9	0,2	88,2	10,0	1,8
1976	47,8	17,4	11,1	6,6	1,9	1,2	0,2	86,2	12,0	1,8
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1981 9 premiers mois	38,7	16,7	13,2	6,7	2,9	2,0	0,4	80,6	16,7	2,7
1982 3 premiers mois	36,7	17,0	14,2	7,1	3,2	2,6	0,3	81,1	16,2	2,7
6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVII^e année tome I, n° 5 mai 1982 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1980 et données provisoires de 1981 » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84
1983 Année	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58
du 1-1 au 18-3	47,24	19,64	20,10	6,91	72,86	3,39	38,50	17,80	6,39	23,55	36,62	5,54	279,59	6,66	8,81	51,69	8,14	65,17
du 22-3 au 17-5					74,35											49,75		
du 22-3 au 21-6																		
du 22-3 au 9-9																	8,56	
du 22-3 au 31-12	52,30	20,12	21,97	6,66		3,36	42,39	17,94	6,74	24,57	35,41	5,60	285,89	7,10	9,29			63,13
du 18-5 au 31-12					79,85													
du 23-6 au 31-12																43,36		
du 12-9 au 31-12																	1,78	

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1981 4 ^e trimestre	37,75	16,81	16,85	6,68	71,12	3,16	31,70	15,30	6,84	20,65	39,34	5,22	240,02	6,47	8,62	58,93	6,90	59,73
1982 1 ^{er} trimestre	41,62	17,72	17,79	6,93	76,71	3,29	34,42	16,14	7,24	22,19	41,05	5,34	252,58	6,99	9,24	60,82	7,43	62,37
2 ^e trimestre	45,12	18,93	18,46	7,17	80,20	3,41	36,24	17,08	7,63	22,57	42,47	5,55	269,05	7,41	9,78	61,52	7,93	65,24
3 ^e trimestre	47,56	19,17	18,39	6,85	82,04	3,41	38,06	17,43	7,72	22,52	42,40	5,49	272,51	7,17	9,97	55,67	8,13	65,82
4 ^e trimestre	48,68	19,49	18,87	6,89	80,25	3,40	39,54	17,79	6,64	22,80	40,63	5,54	277,36	6,82	9,00	54,21	8,27	65,77
1983 1 ^{er} trimestre	47,34	19,66	20,10	6,87	72,52	3,38	38,57	17,78	6,39	23,49	36,44	5,55	279,86	6,66	8,80	51,40	8,14	64,84
2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18
1983 Février	47,72	19,66	20,22	6,93	73,09	3,41	38,89	17,82	6,42	23,67	36,78	5,56	279,84	6,71	8,86	52,43	8,20	65,29
Mars	47,46	19,70	19,96	6,77	70,75	3,33	38,70	17,69	6,35	23,02	35,63	5,51	280,38	6,61	8,74	50,36	8,11	64,08
du 1 ^{er} au 18	47,15	19,63	19,88	6,87	71,06	3,33	38,49	17,73	6,33	22,97	35,86	5,47	279,62	6,59	8,73	50,89	8,10	64,93
du 22 au 31	47,99	19,80	20,11	6,61	70,20	3,32	39,08	17,63	6,37	23,11	35,23	5,57	281,72	6,65	8,76	49,44	8,13	62,59
Avril	48,60	19,92	20,46	6,64	74,91	3,35	39,44	17,69	6,49	23,64	35,77	5,61	283,15	6,81	8,94	49,94	8,28	62,94
Mai	49,32	19,97	20,99	6,64	77,77	3,36	40,12	17,76	6,58	23,92	35,78	5,59	283,66	6,93	9,06	49,76	8,40	63,10
du 1 ^{er} au 17					76,84													
du 18 au 31					78,71													
Juin	50,92	19,98	21,22	6,65	78,93	3,37	41,33	17,83	6,67	24,12	35,56	5,58	283,55	7,01	9,19	48,15	8,57	63,07
du 1 ^{er} au 21																49,65		
du 22 au 30																44,41		
Juillet	51,83	20,02	21,55	6,66	79,23	3,38	42,07	17,89	6,74	24,47	35,04	5,57	284,60	7,08	9,26	43,96	8,66	63,21
Août	53,57	20,05	21,93	6,66	80,48	3,37	43,44	17,93	6,82	24,77	35,46	5,57	285,31	7,18	9,39	44,30	8,85	63,26
Septembre	53,83	20,18	22,20	6,68	80,67	3,36	43,70	18,04	6,83	24,89	35,44	5,61	286,98	7,25	9,43	43,50	4,06	63,21
du 1 ^{er} au 9																	8,92	
du 12 au 30																	1,79	
Octobre	53,03	20,38	22,77	6,67	79,39	3,35	43,05	18,16	6,81	25,13	35,08	5,63	289,69	7,24	9,40	42,88	1,74	63,18
Novembre	54,56	20,32	23,22	6,68	80,54	3,35	44,13	18,13	6,89	25,14	35,27	5,63	288,66	7,30	9,49	42,84	1,78	63,21
Décembre	55,90	20,34	23,87	6,67	80,17	3,36	44,88	18,13	6,94	25,46	35,41	5,62	288,60	7,25	9,55	42,34	1,81	63,17
1984 Janvier	57,26	20,40	24,51	6,67	80,73	3,36	45,87	18,15	7,01	25,63	35,86	5,63	289,43	7,28	9,65	42,55	1,82	63,22
Février	55,38	20,48	23,71	6,65	79,68	3,32	44,38	18,15	6,91	25,09	35,90	5,61	290,50	7,19	9,56	41,61	1,74	63,09

X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1976	44,56	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1981 4 ^e trimestre	43,84	37,75	41,97	41,94	+ 6,23	+ 0,68
1982 1 ^{er} trimestre	47,24	41,62	46,08	46,05	+ 2,80	- 0,58
2 ^e trimestre	50,35	45,12	49,55	49,64	+ 1,91	- 0,29
3 ^e trimestre	51,65	47,56	50,33	50,36	+ 1,36	+ 1,11
4 ^e trimestre	52,47	48,68	50,43	50,45	+ 3,54	+ 2,42
1983 1 ^{er} trimestre	51,68	47,34	49,54	49,52	+ 5,90	+ 3,27
2 ^e trimestre	53,52	49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1983 Février	52,01	47,72	49,57	49,56	+ 4,77	+ 2,92
Mars	51,51	47,46	49,94	50,00	+ 7,75	+ 3,70
du 1 ^{er} au 18	51,38	47,15	50,15	50,22	+10,10	+ 4,38
du 21 au 31	51,74	47,99	49,63	49,67	+ 3,64	+ 2,53
Avril	52,60	48,60	49,09	49,06	+ 1,79	+ 1,51
Mai	53,39	49,32	49,43	49,44	+ 1,04	+ 0,95
du 1 ^{er} au 17	53,05					
du 18 au 31	53,73					
Juin	54,43	50,92	51,11	51,10	- 0,09	- 0,15
Juillet	55,07	51,83	52,05	52,09	- 1,19	- 1,18
Août	56,26	53,57	53,86	53,83	- 1,29	- 1,30
Septembre	56,57	53,83	54,46	54,48	- 0,27	- 0,66
Octobre	56,33	53,03	53,87	53,87	- 0,08	- 0,23
Novembre	57,36	54,56	55,06	55,10	- 0,05	- 0,20
Décembre	58,28	55,90	56,70	56,68	+ 0,99	+ 0,67
1984 Janvier	59,35	57,26	58,27	58,32	+ 1,38	+ 0,91
Février	57,96	55,38	57,12	57,15	+ 2,37	+ 1,65

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350 5,62561 5,50050	18,5430 18,1312 17,7270	5,10600 4,99288 4,88200	3318,90 3125,76 2943,80	15,6590 15,3106 14,9700	1,65300 1,61621 1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00 1777,58 1738,00	—	329,630 322,297 315,130	90,7700 88,7526 86,7800	58997,0 55563,0 52329,0	278,350 272,158 266,100	29,3832 28,7295 28,0904
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,7325 31,0273 30,3375	—	28,1650 27,5375 26,9250	18305,0 17239,7 16236,0	86,3650 84,4432 82,5650	9,11680 8,91396 8,71570
100 marks allemands	2048,35 2002,85 1958,50	115,235 112,673 110,168	371,400 363,141 355,060	—	66473,0 62604,3 58960,0	313,630 306,648 299,830	33,1015 32,3703 31,6455
100 lires italiennes	3,39700 3,19922 3,01300	0,191100 0,179976 0,169500	0,615900 0,580057 0,546300	0,169600 0,159733 0,150400	—	0,520100 0,489818 0,461300	0,0549015 0,0517061 0,0486968
100 francs français	668,000 653,144 638,600	37,5800 36,7434 35,9250	121,110 118,423 115,780	33,3500 32,6107 31,8850	21677,0 20415,7 19227,0	—	10,7964 10,5562 10,3214
100 punts irlandais	6328,10 6187,32 6049,65	356,000 348,075 340,300	1147,35 1121,84 1096,87	316,000 308,925 302,100	205353,0 193401,0 182145,0	968,850 947,313 926,250	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 18 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		58960,0	299,850	31,6455
100 lires italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1981 4 ^e trimestre	41,09	+ 0,16	+ 1,25	- 0,41	+ 0,59	+ 1,10	+ 0,28	+ 19	+ 12	- 39	+ 55	+ 4	- 39	+ 5
1982 1 ^{er} trimestre	43,06	+ 1,30	+ 0,96	+ 0,60	+ 0,91	+ 0,17	+ 0,54	+ 38	- 26	- 9	+ 12	+ 6	- 4	+ 10
2 ^e trimestre	45,11	+ 0,82	+ 1,60	+ 1,51	+ 0,18	+ 0,62	+ 0,51	+ 43	- 17	- 32	- 41	+ 12	—	+ 16
3 ^e trimestre	45,19	- 0,08	+ 0,61	- 0,63	+ 2,44	+ 0,69	+ 1,11	+ 15	+ 20	- 14	+ 61	- 35	- 20	- 35
4 ^e trimestre	45,45	+ 2,06	+ 1,41	+ 1,11	+ 1,93	+ 1,32	+ 1,04	+ 58	- 42	- 9	+ 7	- 15	- 6	+ 7
1983 1 ^{er} trimestre	44,85	+ 1,67	+ 1,38	+ 1,47	+ 2,06	+ 1,55	+ 0,28	+ 53	- 27	- 13	- 24	- 26	- 23	+ 36
2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1983 Février	45,03	+ 2,22	+ 1,84	+ 2,00	+ 2,46	+ 1,96	+ 0,33	+ 72	- 34	- 15	- 33	- 27	- 24	+ 52
Mars	44,50	+ 0,70	+ 0,45	+ 0,71	+ 1,40	+ 0,98	+ 0,32	+ 23	- 10	+ 1	- 13	- 24	- 26	+ 7
du 1 ^{er} au 18	44,62	+ 1,70	+ 0,09	+ 1,92	- 0,09	+ 0,93	- 0,14	+ 47	- 35	+ 40	- 62	+ 3	+ 3	+ 49
du 22, au 31	44,32	- 0,86	+ 1,02	- 1,18	+ 3,71	+ 1,05	+ 1,04	- 15	+ 28	- 60	+ 63	- 66	- 72	- 60
Avril	44,94	- 0,53	+ 1,65	- 0,56	+ 4,56	+ 1,68	+ 1,66	+ 21	+ 49	- 55	+ 71	- 57	- 66	- 55
Mai	45,27	- 0,08	+ 1,46	- 0,29	+ 4,89	+ 1,65	+ 1,95	+ 30	+ 35	- 39	+ 65	- 59	- 55	- 60
du 1 ^{er} au 17	45,18	- 0,12	+ 1,61	- 0,29	+ 4,78	+ 1,52	+ 1,95	+ 30	+ 38	- 45	+ 65	- 51	- 48	- 59
du 18 au 31	45,38	- 0,03	+ 1,28	- 0,30	+ 5,03	+ 1,81	+ 1,96	+ 29	+ 32	- 30	+ 64	- 68	- 63	- 60
Juin	45,43	+ 0,30	+ 1,18	- 0,23	+ 5,34	+ 1,72	+ 1,91	+ 35	+ 21	- 21	+ 67	- 71	- 53	- 53
Juillet	45,54	+ 0,67	+ 1,01	- 0,04	+ 5,71	+ 1,97	+ 2,14	+ 46	+ 13	- 4	+ 69	- 73	- 55	- 54
Août	45,68	+ 0,83	+ 0,96	+ 0,11	+ 5,45	+ 2,01	+ 2,23	+ 50	+ 10	+ 3	+ 65	- 64	- 52	- 53
Septembre	45,85	+ 1,47	+ 1,73	+ 0,74	+ 5,08	+ 2,26	+ 2,18	+ 68	- 4	- 16	+ 46	- 51	- 46	- 35
Octobre	45,91	+ 2,14	+ 2,09	+ 1,72	+ 4,74	+ 2,08	+ 2,13	+ 88	- 16	- 13	+ 6	- 43	- 14	- 14
Novembre	45,97	+ 1,99	+ 2,16	+ 1,44	+ 4,81	+ 2,24	+ 2,13	+ 84	- 14	- 20	+ 19	- 42	- 28	- 19
Décembre	45,96	+ 1,98	+ 1,87	+ 1,58	+ 4,89	+ 2,14	+ 2,12	+ 85	- 12	- 6	+ 11	- 44	- 21	- 17
1984 Janvier	46,07	+ 2,12	+ 2,15	+ 1,87	+ 5,01	+ 2,17	+ 2,16	+ 92	- 12	- 12	0	- 42	- 16	- 13
Février	45,96	+ 2,08	+ 1,76	+ 2,23	+ 3,70	+ 1,86	+ 1,98	+ 95	- 6	+ 8	- 20	- 23	+ 4	- 1

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, pages 37 à 39, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
du 21 mars 1983 au 17 mai 1983					
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	$\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,3662	
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	37,38	1,41
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,93	1,87
Livre sterling	0,0885	70,4395 ³	6,2339	14,05	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,86	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,46	1,99
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,56	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,70	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,06	2,23
Total ...			44,3662	100,00	
depuis le 18 mai 1983					
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	$\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,9008	
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	36,93	1,42
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,73	1,87
Livre sterling	0,0885	76,4806 ³	6,7685	15,07	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,77	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,32	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,46	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,67	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,05	2,23
Total ...			44,9008	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1976	102,2	101,6	101,4	105,2	104,8	104,2	95,6	85,6	82,3	102,3	100,3	108,5	101,3	101,2
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	* 96,2	* 92,8	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1981 4 ^e trimestre	107,4	107,2	106,0	107,4	122,5	141,7	82,1	89,7	55,9	114,5	80,9	151,5	88,5	96,0
1982 1 ^{er} trimestre	101,4	100,6	100,5	111,7	121,7	139,4	80,2	91,1	55,0	114,2	80,4	152,9	85,1	97,2
2 ^e trimestre	96,3	95,3	94,9	115,8	124,1	135,5	78,8	90,3	54,0	114,9	80,3	147,5	83,7	97,7
3 ^e trimestre	95,7	94,3	94,4	121,4	124,7	131,2	73,9	91,4	53,6	116,4	80,3	145,2	81,7	93,0
4 ^e trimestre	95,2	93,6	93,7	123,4	126,6	133,0	73,8	89,1	52,9	118,3	69,0	145,9	82,7	88,4
1983 1 ^{er} trimestre	96,7	95,1	94,1	120,0	128,7	145,2	74,2	80,5	53,0	119,2	66,9	151,0	84,1	87,5
2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	* 93,7	* 91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1983 Février	96,6	95,0	93,6	120,1	127,8	145,0	74,4	80,7	53,1	118,7	66,8	151,2	83,8	87,5
Mars	98,0	96,2	94,8	121,4	130,1	144,7	73,6	79,1	52,4	119,5	67,0	148,7	84,2	87,5
Avril	96,9	94,9	93,9	122,5	130,0	145,9	71,0	82,7	52,1	118,1	67,4	150,9	84,4	88,5
Mai	96,0	93,9	93,2	122,6	128,9	148,2	70,1	84,8	51,8	117,7	67,5	151,2	83,1	89,0
Juin	95,2	92,9	92,4	125,2	127,5	146,7	69,4	85,3	51,4	116,9	67,5	150,5	81,7	88,7
Juillet	94,8	92,3	91,8	126,2	126,7	147,5	69,0	84,8	51,2	116,5	67,7	151,3	80,8	88,7
Août	94,1	91,4	91,0	128,7	125,2	147,1	68,2	85,0	50,5	115,3	67,3	150,9	79,4	88,6
Septembre	94,1	91,8	90,6	128,6	125,5	148,1	68,0	84,8	50,0	115,6	67,2	150,9	79,8	89,0
Octobre	94,6	92,7	90,4	126,2	126,9	153,1	67,9	83,4	49,8	116,4	67,0	152,2	80,3	89,0
Novembre	94,1	92,0	89,8	128,3	125,2	153,3	67,3	83,7	49,4	115,3	66,9	150,5	79,3	88,6
Décembre	* 93,8	* 91,5	89,2	130,3	124,2	155,7	66,6	82,4	48,9	114,3	66,8	150,7	78,3	86,8
1984 Janvier	* 93,3	* 90,8												
Février	* 94,3	* 91,8												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n^o 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n^o 4, octobre 1979 ;

« Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n^o 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n^o 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données » ; LVII^e année, tome I, n^o 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, *Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes <i>cédées</i> aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1975	609,5	620,0	652,3	662,8	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 3 premiers mois	252,2	260,9	412,2	420,9	- 160,0	3,4	48,7	- 45,3	- 205,3
6 premiers mois	543,1	561,6	819,3	837,8	- 276,2	6,4	89,3	- 82,9	- 359,1
9 premiers mois	841,0	868,6	1.195,7	1.223,3	- 354,7	9,4	142,2	- 132,8	- 487,5
12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 1 ^{er} mois	99,2	102,2	142,6	145,6	- 43,4	1,0	14,4	- 13,4	- 56,8
2 premiers mois	178,5	183,1	282,4	287,0	- 103,9	1,9	28,4	- 26,5	- 130,4
3 premiers mois	270,1	276,3	454,7	460,9	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
4 premiers mois	394,6	400,4	589,2	595,0	- 194,6	4,0	66,3	- 62,3	- 256,9
5 premiers mois	470,5	486,1	718,0	733,6	- 247,5	5,0	81,5	- 76,5	- 324,0
6 premiers mois	578,3	597,1	881,4	900,2	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
7 premiers mois	718,0	739,8	1.018,3	1.040,1	- 300,3	7,7	112,8	- 105,1	- 405,4
8 premiers mois	811,8	836,7	1.122,5	1.147,4	- 310,7	8,7	133,2	- 124,5	- 435,2
9 premiers mois	879,5	907,5	1.237,9	1.265,9	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
10 premiers mois	1.013,6	1.045,0	1.346,4	1.377,8	- 332,8	11,0	154,4	- 143,4	- 476,2
11 premiers mois	1.094,6	1.129,4	1.448,1	1.482,9	- 353,5	12,2	168,1	- 155,9	- 509,4
12 mois	1.236,3	1.254,3	1.571,1	1.589,1	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, *cédés* comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (13) = (8) à (12)	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
1975	- 113,8	+ 9,6	- 35,0	- 139,2	0,0	- 139,2	+ 122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	0,0	- 1,6	+ 16,4	
1976	- 131,6	+ 0,5	- 47,5	- 178,6	0,0	- 178,6	+ 126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	0,0	+ 0,5	+ 51,9	
1977	- 161,7	- 1,5	- 48,6	- 211,8	0,0	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	- 56,9	- 233,8	0,0	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	- 79,3	- 284,8	0,0	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	- 80,4	- 371,4	0,0	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	- 89,6	- 526,7	0,0	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982 3 premiers mois	- 205,3	+ 6,0	- 26,5	- 225,8	0,0	- 225,8	+ 82,9	0,0	+ 15,1	+ 56,6	+ 4,4	+ 67,0	- 0,2	+ 142,9
6 premiers mois	- 359,1	+ 11,2	- 49,7	- 397,6	0,0	- 397,6	+ 134,4	0,0	+ 23,1	+ 112,1	+ 8,4	+ 120,2	- 0,6	+ 263,2
9 premiers mois	- 487,5	+ 3,0	- 82,3	- 566,8	0,0	- 566,8	+ 193,0	0,0	+ 24,6	+ 248,0	+ 9,7	+ 92,4	- 0,9	+ 373,8
12 mois	- 486,8	- 8,8	- 110,1	- 605,7	0,0	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 1 ^{er} mois	- 56,8	+ 5,7	- 9,4	- 60,5	0,0	- 60,5	+ 50,5	0,0	- 15,7	+ 2,7	+ 17,1	+ 6,3	- 0,4	+ 10,0
2 premiers mois	- 130,4	+ 0,7	- 19,1	- 148,8	0,0	- 148,8	+ 59,9	0,0	+ 18,5	+ 44,9	+ 8,9	+ 17,0	- 0,4	+ 88,9
3 premiers mois	- 228,5	+ 5,9	- 29,6	- 252,2	0,0	- 252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
4 premiers mois	- 256,9	- 8,6	- 35,9	- 301,4	0,0	- 301,4	+ 139,8	0,0	- 18,0	+ 81,5	+ 15,5	+ 83,6	- 1,0	+ 161,6
5 premiers mois	- 324,0	+ 2,3	- 41,5	- 363,2	0,0	- 363,2	+ 134,8	0,0	- 25,1	+ 169,0	+ 5,1	+ 80,3	- 0,9	+ 228,4
6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	- 52,1	- 452,6	0,0	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
7 premiers mois	- 405,4	+ 0,5	- 57,5	- 462,4	0,0	- 462,4	+ 237,9	0,0	- 20,6	+ 166,6	+ 7,6	+ 72,3	- 1,4	+ 224,5
8 premiers mois	- 435,2	+ 9,7	- 66,9	- 492,4	0,0	- 492,4	+ 244,7	0,0	- 16,5	+ 195,1	+ 0,6	+ 69,9	- 1,4	+ 247,7
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	- 75,2	- 558,3	0,0	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
10 premiers mois	- 476,2	+ 2,5	- 83,1	- 556,8	0,0	- 556,8	+ 324,4	0,0	- 5,7	+ 174,4	+ 3,4	+ 62,1	- 1,8	+ 232,4
11 premiers mois	- 509,4	+ 4,6	- 90,8	- 595,6	0,0	- 595,6	+ 335,1	0,0	+ 16,6	+ 179,7	- 3,3	+ 67,5	0,0	+ 260,5
12 mois	- 510,0	+ 4,8	- 96,0	- 601,2	0,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1975	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	+ 14,3	+ 108,7	- 0,9	+ 2,9	- 1,4	+ 0,6
1976	- 131,6	- 1,5	- 133,1	+ 82,3	+ 34,9	+ 117,2	+ 16,3	+ 0,7	- 1,1	+ 15,9
1977	- 161,7	- 5,7	- 167,4	+ 134,7	+ 17,6	+ 152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	- 178,7	- 4,2	- 182,9	+ 143,7	+ 14,4	+ 158,1	0,0	+ 13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	- 204,8	- 7,0	- 211,8	+ 126,1	+ 6,9	+ 133,0	0,0	+ 36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	- 292,0	- 4,7	- 296,7	+ 69,6	+ 110,1	+ 179,7	0,0	+ 24,7	+ 92,3	+ 117,0
1981	- 435,0	- 19,6	- 454,6	+ 26,6	+ 141,5	+ 168,1	0,0	+ 72,4	+ 214,1	+ 286,5
1982 3 premiers mois	- 205,3	+ 6,7	- 198,6	+ 48,2	+ 66,4	+ 114,6	0,0	+ 9,6	+ 74,4	+ 84,0
6 premiers mois	- 359,1	+ 5,3	- 353,8	+ 58,6	+ 118,2	+ 176,8	0,0	+ 24,8	+ 152,2	+ 177,0
9 premiers mois	- 487,5	- 8,8	- 496,3	+ 24,5	+ 266,4	+ 290,9	0,0	+ 15,0	+ 190,4	+ 205,4
12 mois	- 486,8	- 22,0	- 508,8	+ 65,0	+ 192,5	+ 257,5	0,0	+ 31,5	+ 219,8	+ 251,3
1983 1 ^{er} mois	- 56,8	+ 3,9	- 52,9	+ 44,1	+ 17,9	+ 62,0	0,0	- 14,2	+ 5,1	- 9,1
2 premiers mois	- 130,4	- 8,0	- 138,4	+ 46,9	+ 49,4	+ 96,3	0,0	+ 22,4	+ 19,7	+ 42,1
3 premiers mois	- 228,5	- 9,5	- 238,0	+ 108,0	+ 24,1	+ 132,1	0,0	+ 16,2	+ 89,7	+ 105,9
4 premiers mois	- 256,9	- 17,2	- 274,1	+ 94,9	+ 99,1	+ 194,0	0,0	- 21,1	+ 101,2	+ 80,1
5 premiers mois	- 324,0	- 13,3	- 337,3	+ 87,8	+ 176,8	+ 264,6	0,0	- 28,8	+ 101,5	+ 72,7
6 premiers mois	- 396,7	- 21,9	- 418,6	+ 178,6	+ 157,7	+ 336,3	0,0	- 19,4	+ 101,7	+ 82,3
7 premiers mois	- 405,4	- 16,6	- 422,0	+ 165,9	+ 164,7	+ 330,6	0,0	- 12,5	+ 103,9	+ 91,4
8 premiers mois	- 435,2	- 8,7	- 443,9	+ 157,9	+ 182,9	+ 340,8	0,0	- 5,2	+ 108,3	+ 103,1
9 premiers mois	- 487,0	- 15,6	- 502,6	+ 220,9	+ 156,7	+ 377,6	0,0	+ 15,0	+ 110,0	+ 125,0
10 premiers mois	- 476,2	- 17,9	- 494,1	+ 213,9	+ 164,6	+ 378,5	0,0	+ 5,6	+ 110,0	+ 115,6
11 premiers mois	- 509,4	- 16,9	- 526,3	+ 212,4	+ 165,1	+ 377,5	0,0	+ 27,9	+ 120,9	+ 148,8
12 mois	- 510,0	- 14,4	- 524,4	+ 274,4	+ 108,9	+ 383,3	0,0	+ 7,3	+ 133,8	+ 141,1

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paratétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

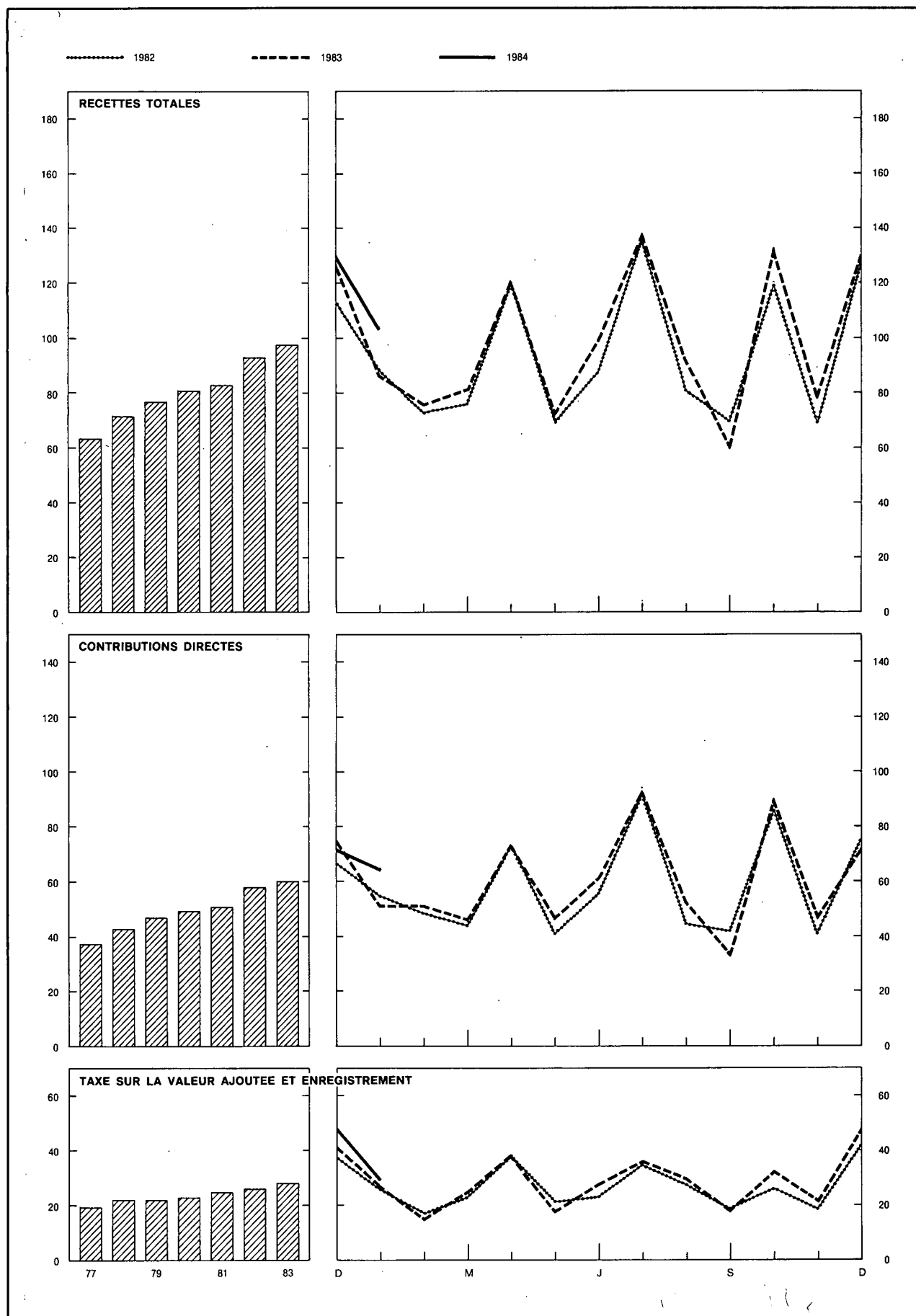
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales (7) = (5) + (6)	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes (11) = (6) + (10)
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total (5) = (1) + (3) + (4)			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total (10) = (1) + (8) + (9)	
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1981 4 ^e trimestre	168,3	55,1	21,8	87,0	277,1	3,3	280,4	25,9	91,6	285,8	289,1
1982 1 ^{er} trimestre	147,6	1,5	21,7	65,4	234,7	2,9	237,6	25,9	70,0	243,5	246,4
2 ^e trimestre	168,8	31,0	23,7	82,2	274,7	2,8	277,5	28,7	86,9	284,4	287,2
3 ^e trimestre	178,1	37,8	23,7	80,8	282,6	2,9	285,5	28,3	85,3	291,7	294,6
4 ^e trimestre	202,2	63,2	23,6	86,5	312,3	2,9	315,2	28,2	91,2	321,6	324,5
1983 1 ^{er} trimestre	149,4	2,5	24,3	67,5	241,2	2,9	244,1	26,0	72,0	247,4	250,3
2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1983 Janvier	51,5	1,2	7,4	26,8	85,7	0,9	86,6	8,9	28,2	88,6	89,5
Février	51,5	0,4	7,9	15,7	75,1	0,9	76,0	8,1	17,2	76,8	77,7
Mars	46,4	0,9	9,0	25,0	80,4	1,1	81,5	9,0	26,6	82,0	83,1
Avril	73,4	30,6	8,7	38,2	120,3	0,9	121,2	13,5	39,7	126,6	127,5
Mai	46,8	0,1	7,8	18,2	72,8	0,8	73,6	9,4	19,7	75,9	76,7
Juin	61,7	2,8	9,0	28,2	98,9	1,1	100,0	10,7	29,7	102,1	103,2
Juillet	92,8	37,1	8,6	36,0	137,4	0,9	138,3	10,1	37,5	140,4	141,3
Août	52,5	0,3	9,0	29,8	91,3	0,9	92,2	10,5	31,3	94,3	95,2
Septembre	33,9	1,1	8,0	18,1	60,0	0,9	60,9	9,6	19,7	63,2	64,1
Octobre	90,2	40,0	8,8	32,5	131,5	1,0	132,5	10,5	34,2	134,9	135,9
Novembre	47,5	0,4	8,5	22,1	78,1	1,1	79,2	10,2	23,8	81,5	82,6
Décembre	71,8	28,5	9,4	47,9	129,1	1,1	130,2	11,2	49,6	132,6	133,7
1984 Janvier	65,1	1,8	8,2	29,7	103,0	1,0	104,0	9,7	31,6	106,4	107,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1983			1983 : janvier			1984 : janvier		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	720,0	.		51,5			65,1		
précompte immobilier	1,8	.		0,1			0,1		
précompte mobilier	84,2	89,2	- 5,0	6,6			8,8		
versements anticipés	143,4	142,2	+ 1,2	1,2			1,8		
impôts de sociétés (rôles)	- 1,3	4,5	- 5,8	- 0,2			0,3		
impôts de personnes physiques (rôles)	26,6	15,7	+ 10,9	1,8			1,4		
précompte professionnel	444,6	486,9	- 42,3	40,0			50,4		
divers	20,7	.		2,0			2,3		
II. Douanes et accises	102,1	.		7,4	.		8,2	.	
III. T.V.A. et enregistrement	338,5	.		26,8	.		29,7	.	
B. Recettes en capital³	11,6	.		0,9	.		1,0	.	
Total ² ...	1.172,2	.		86,6	.		104,0	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.210,5	.		89,5	.		107,4	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, I^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1980 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—			1,1	218,6	—	37,1	16,0	0,1	1,5	275,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,1						701,6	—	12,5	9,1		0,0	744,3
Obligations	79,2	0,0	0,0	0,0	0,2	9,1	12,3	—	27,2	0,0	46,0	0,0	174,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	591,5	621,0	146,3	0,0	1.361,7
Divers	0,0	15,3	44,4		122,5		0,0	—	1,5	0,2	4,8	0,0	188,7
(Actions et parts)	(657,6)	(7,7)	(11,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(2,7)	(—)	(3,3)	(0,0)	(13,4)	(0,0)	(696,6)
Total ...	100,3	17,2	44,4	0,0	125,2	10,2	932,5	—	669,8	646,3	197,2	1,5	2.744,6
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	5,2	—	0,6	0,9		0,0	6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5		0,0		0,0	0,8	5,7	—	0,9	9,3	0,0	0,0	17,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	9,0	—	0,0	0,0	0,0	—	9,0
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	2,1	0,0	0,3	0,1	0,1	15,4	2,2	18,6	2,0	8,4	0,0	88,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	13,5	26,4	0,0	8,7	23,8	7,0	1,0	80,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,2	0,0		0,0	0,0	10,8	5,8	—	0,9	71,9	0,2	0,0	89,8
Divers	21,3	1,0	18,1	0,8	0,7	4,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	17,3	63,3
(Actions et parts)	(0,7)	(.)	(36,7)	(23,0)	(0,0)	(.)	(0,3)	(—)	(0,7)	(1,0)	(0,3)	(0,7)	(63,4)
Total ...	60,8	3,2	18,1	1,2	0,8	29,3	67,5	2,2	29,7	107,9	15,6	18,3	354,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	8,4	0,0	—	3,9	0,0	5,0	86,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,7	158,0
Certificats à un an au plus	—	0,4	—	3,3	0,7	134,2	172,9	77,1	31,0	40,6	0,0	— 0,3	459,9
Obligations accessibles à tout placeur	461,2	9,2	—	7,4	11,3	12,5	373,4	20,0	184,7	62,9	119,8	0,0	1.262,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	51,5	85,6	0,0	10,5	0,2	1,4	0,0	149,4
Divers	—	13,2	—		15,1	0,7	3,4	0,0	15,6	3,9	1,9	0,0	53,8
Total ...	469,6	23,0	—	14,6	27,1	203,9	721,3	97,1	241,8	107,6	123,1	54,4	2.083,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	53,2	—	0,0	20,6	0,0	0,0	73,8
Obligations accessibles à tout placeur	87,4	0,1	0,0	0,7	0,6	0,1	45,3	5,3	29,4	10,9	17,5	0,0	197,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	14,9	0,0	17,1	17,2	2,2	0,4	52,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,3	—				0,0	—	48,3	303,1	0,0	0,0	361,7
Divers	7,5	1,4	23,4		0,0		0,0	—	0,0	1,1	0,0	0,0	33,4
Total ...	94,9	11,8	23,4	0,7	0,6	0,8	113,6	5,3	94,8	352,9	19,7	0,4	718,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,5	—	0,9	—	—	—	7,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	15,8	0,0	7,8	0,0	3,9	0,0	29,0
Réserves de sécurité sociale	14,3	—	—	—	—	14,5	—	—	—	—	—	—	28,8
Divers	87,4	0,0	9,0	2,0	0,0	0,1	6,5	—	2,5	0,0	5,6	4,0	117,1
Total ...	103,0	0,0	9,0	2,0	0,2	14,6	28,8	0,0	11,2	0,0	9,5	4,0	182,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,3	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,3
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—			5,5	97,4	—	14,7	25,8		2,9	146,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0				372,7	—	0,2	0,0		0,0	372,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—				1.702,4	—	—	—		—	1.702,4
Obligations	24,3	0,0	0,0	0,4	0,0	—	46,2	0,0	1,8	0,1	4,5	0,0	77,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	56,4	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	74,5
Divers	—	8,1	17,9		2,8		16,8	—	13,0	0,1	0,0	0,0	58,7
(Actions et parts)	—	(0,3)	(1,7)			(—)	(15,4)	(—)	(0,4)	(—)	(4,7)	(0,0)	(22,5)
Total ...	24,3	8,4	74,3	0,4	2,8	5,5	2.254,9	0,0	29,7	26,0	4,5	2,9	2.433,7

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	730,5	7,7	1,9	39,2	5,0	—	—	0,0	15,6	2,0	4,8	0,0	806,7
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	8,6	0,0	1,2	0,0	—	0,0	17,6
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	2.298,9	—	—	—	0,0	—	—	2.298,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	54,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	54,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	363,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	363,0
Autres dépôts à un an au plus	311,1	0,0	—	0,0	4,3	—	—	—	9,8	3,4	0,0	0,0	328,6
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	256,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	256,7
Dépôts à plus d'un an	24,1	—	—	—	0,0	—	0,5	—	1,2	—	—	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	198,8	—	—	0,0	—	—	0,3	—	1,1	0,0	1,1	0,0	201,3
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	352,8	365,5
(Actions et parts)	(42,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(3,5)	(0,0)	(1,0)	(.)	(0,7)	(.)	(48,3)
Total ...	1.681,9	7,7	2,3	39,2	9,3	2.306,7	266,1	0,0	40,9	5,4	5,9	352,8	4.718,2
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	87,0	—	0,0	0,0	—	—	87,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	7,2	2,4	—	6,1	2,5	—	—	18,3
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,6	3,4
Total ...	—	—	2,8	0,1	—	7,2	89,4	—	6,1	2,5	—	0,6	108,7
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	53,7	0,3	0,0	0,5	5,9	0,3	0,0	—	0,0	1,6	3,8	0,0	66,1
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	11,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	11,8
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	580,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	580,5
Autres dépôts à un an au plus	54,7	1,9	0,4	1,6	7,6	9,2	0,0	—	1,2	0,4	13,3	0,0	90,3
Dépôts à plus d'un an	75,5	0,0	—	—	0,0	0,3	—	—	—	—	—	—	75,8
Bons de caisse à un an au plus	28,1	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	28,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	290,4	0,0	—	0,0	0,0	—	5,2	—	0,8	0,5	0,5	0,0	297,4
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	33,1	0,0	0,5	21,1	0,0	19,7	7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	31,8	113,8
(Actions et parts)	(3,8)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(1,1)	(.)	(7,1)
Total ...	1.117,1	2,2	0,9	23,2	13,5	29,5	24,7	0,0	2,0	2,5	17,6	31,8	1.265,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	10,2	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,4	0,0	11,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	0,0	—	1,6	0,3	0,0	1,2	1,4	—	0,0	4,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,1	1,6	—	—	11,4	0,0	0,0	13,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	112,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	112,8
Autres dépôts à un an au plus	37,6	5,9	—	25,0	8,5	0,4	2,5	—	0,6	0,0	3,2	0,0	83,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	50,7	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,4	0,0	51,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	503,1	0,5	0,0	0,6	5,7	7,6	64,8	2,2	67,0	14,3	27,2	0,0	693,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,9	72,8	18,5	—	61,7	2,9	17,8	10,0	184,6
Divers	2,9	0,1	55,8	0,0	0,0	2,7	1,5	—	0,4	2,3	0,0	83,8	149,5
(Actions et parts)	(0,2)	(0,0)	(1,6)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(2,9)
Total ...	717,4	6,5	55,8	25,8	15,2	85,2	95,7	2,2	130,9	32,3	49,0	93,8	1.309,8
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	72,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	72,0
Réserves mathématiques	436,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	436,9
Divers	6,9	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,8	8,9
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,1)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total ...	515,8	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	517,8
Secteurs indéterminés et ajustements	—	16,5	0,0	0,0	4,2	—	176,8	3,4	33,6	26,6	22,6	—	283,7
Total des créances	4.885,1	96,5	231,1	107,2	199,0	2.692,9	4.771,3	110,2	1.290,5	1.310,0	464,7	562,3	16.720,8

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiateurs financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,4	—	.	.	1,5	223,6	—	34,9	12,6	0,1	0,0	274,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4						756,9	—	17,4	16,5		0,0	812,2
Obligations	89,1	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	186,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0		598,5	679,0	160,5	0,0	1.440,9
Divers	0,0	15,7	87,5		136,9		0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	246,4
(Actions et parts)	(720,4)	(8,5)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	110,5	17,5	87,5	0,0	139,5	10,5	993,2	—	680,9	708,4	211,7	0,0	2.959,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,4		0,0	5,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5		0,0		0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0		0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	35,3	36,2	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0		12,0	4,8		0,8	79,8	0,2	0,0	97,6
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	23,0	74,1
(Actions et parts)	(0,7)	(.)	(38,5)	(23,1)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(65,3)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,7	72,9	1,9	30,6	122,6	17,1	23,6	410,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers	—	15,7	—	—	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	0,0	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	57,3
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	—	—	—	—	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	1,3	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	790,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	1,7	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	—	—	4,6	117,9	—	13,7	22,7	—	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	568,5	—	1,1	0,0	—	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	—	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts)	—	(0,3)	(2,0)	—	—	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,6	9,9	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	—	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	—	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total ...	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	10,4	—	9,7	0,3	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,3	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,9
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,0	1,8	0,0	10,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	—	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	35,7	161,0
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,3)	(.)	(7,6)
Total ...	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	37,0	40,8	0,0	4,4	4,6	17,7	35,8	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,8	0,5	0,0	1,9	0,9	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	2,1	—	—	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,8	10,0
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total ...	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	543,7
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		20,5	0,0	0,0	5,8		224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.283,4	122,0	301,1	96,3	222,9	3.810,8	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	684,6	20.037,0

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,1	—			+ 0,4	+ 5,0	—	- 2,2	- 3,4	0,0	- 1,5	- 1,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,3						+ 55,2	—	+ 4,9	+ 7,4		0,0	+ 67,8
Obligations	+ 9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,4	—	+ 1,4	0,0	+ 0,5	0,0	+ 12,1
Autres emprunts à plus d'un an	0,0			0,0	0,0		0,0	—	+ 7,0	+ 58,0	+ 14,2	0,0	+ 79,2
Divers	0,0	+ 0,4	+ 43,2		+ 14,3	+ 71,7	0,0	—	0,0	+ 0,1	- 0,2	0,0	+ 129,5
(Actions et parts)	(+ 30,1)	(+ 0,8)	(+ 17,9)	(.)	(+ 0,1)	(0,0)	(- 0,1)	(-)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,9)	(0,0)	(+ 52,6)
Total ...	+ 10,2	+ 0,3	+ 43,2	0,0	+ 14,3	+ 72,0	+ 60,6	—	+ 11,1	+ 62,1	+ 14,5	- 1,5	+ 286,8
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 0,7	—	- 0,2	- 0,4		0,0	- 1,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0		0,0		0,0	+ 0,4	+ 3,7	—	0,0	+ 5,4	0,0	0,0	+ 9,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 7,4	—	0,0	0,0	0,0	—	- 7,4
Obligations accessibles à tout placeur	- 0,3	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	+ 0,9	- 0,3	+ 1,4	- 0,6	+ 1,7	0,0	+ 2,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 21,9	+ 9,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 0,1	- 0,4	+ 33,5
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,2			0,0	0,0	+ 1,2	- 0,9	—	- 0,2	+ 7,9	- 0,1	0,0	+ 7,7
Divers	+ 4,7	+ 1,8	- 3,0	0,0	+ 0,3	+ 1,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 5,7	+ 10,6
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 1,8)	(+ 0,1)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(0,0)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,8)
Total ...	+ 4,2	+ 1,7	- 3,0	0,0	+ 0,4	+ 24,5	+ 5,4	- 0,3	+ 0,9	+ 14,7	+ 1,5	+ 5,3	+ 55,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 3,2	0,0	—	+ 1,2	0,0	- 3,1	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,5	+ 15,8
Certificats à un an au plus	—	+ 8,8	—	0,0	0,0	+ 71,6	+ 100,7	+ 74,8	+ 63,6	+ 26,7	0,0	+ 0,3	+ 346,5
Obligations accessibles à tout placeur	+ 38,4	+ 1,0	—	+ 0,2	+ 1,4	+ 1,7	- 18,2	- 3,0	+ 12,2	- 9,1	+ 0,2	0,0	+ 24,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 66,0	+ 34,4	0,0	+ 0,8	0,0	- 0,1	0,0	+ 101,1
Divers	—	+ 2,5	—	—	+ 6,2	0,0	+ 2,7	0,0	+ 0,7	+ 2,6	+ 0,5	0,0	+ 15,2
Total ...	+ 41,6	+ 12,3	—	+ 1,4	+ 7,6	+ 136,2	+ 122,6	+ 71,8	+ 77,3	+ 20,2	+ 0,6	+ 11,8	+ 503,4
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 4,3	—	—	—	—	—	+ 22,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 8,3	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 2,0	- 0,9	- 1,6	- 0,2	- 1,3	0,0	- 10,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 6,3	0,0	+ 0,1	- 3,0	0,0	+ 1,0	+ 4,9
Autres emprunts à plus d'un an	—	- 0,5	—	—	—	—	0,0	—	- 0,2	+ 51,7	0,0	0,0	+ 51,0
Divers	+ 1,4	+ 0,1	+ 2,4	—	0,0	—	0,0	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	+ 3,6
Total ...	- 6,9	- 0,4	+ 2,4	- 0,1	0,0	+ 0,5	+ 4,1	- 0,9	- 1,7	+ 74,5	- 1,3	+ 1,0	+ 71,2
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	+ 0,8	—	—	—	+ 1,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 0,7	0,0	- 2,0	0,0	- 0,2	0,0	- 2,7
Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	+ 1,2 ²	—	—	—	—	—	—	+ 8,7
Divers	+ 9,6	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	0,0	- 2,3	—	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 43,6	+ 54,8
Total ...	+ 17,1	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	- 2,4	0,0	- 1,1	0,0	- 0,1	+ 43,6	+ 62,2
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	+ 0,5	—	—	—	- 0,9	+ 20,4	—	- 0,9	- 3,1	—	- 2,2	+ 13,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	+ 195,9	—	+ 0,9	0,0	—	0,0	+ 196,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 467,0	—	—	—	—	—	+ 467,0
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 74,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 74,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 44,7	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 44,7
Obligations	+ 44,7 ⁴	0,0	0,0	- 0,1	0,0	—	+ 23,6	0,0	+ 1,2	0,0	+ 1,0 ⁴	0,0	+ 70,4
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 2,1	—	—	—	- 2,8	—	—	—	—	+ 7,0 ⁴	+ 6,3
Divers	+ 79,3	+ 2,7	+ 2,2	—	- 0,4	—	+ 5,3	—	+ 24,9	+ 1,2	0,0	0,0	+ 115,2
(Actions et parts)	(- 5,5) ⁴	(0,0) ⁴	(+ 0,4)	(.)	(.)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,0) ⁴	(0,0)	(+ 7,0)
Total ...	+ 242,9	+ 3,2	+ 4,3	- 0,1	- 0,4	- 0,9	+ 709,2	0,0	+ 26,1	- 1,9	+ 1,0	+ 4,8	+ 988,2

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 21,4	+ 0,8	0,0	- 6,4	+ 0,3	-	0,0	0,0	+ 0,2	+ 2,0	0,0	+ 18,3	
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	- 0,3	+ 1,3	0,0	- 0,8	0,0	0,0	+ 0,2	
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 884,1	-	-	-	-	-	+ 884,1	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 49,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	+ 49,8	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 14,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 14,6	
Autres dépôts à un an au plus	+ 18,8	0,0	-	0,0	- 0,8	-	-	-	- 5,9	- 3,3	0,0	+ 8,8	
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 66,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 66,4	
Dépôts à plus d'un an	- 1,8	-	-	-	0,0	-	0,0	-	- 0,5	-	0,0	- 2,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 43,8	-	-	+ 0,2	-	-	+ 0,1	-	+ 0,1	0,0	- 0,1	+ 44,1	
Divers	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 14,2	+ 3,0	+ 0,0	+ 74,5	
(Actions et parts)	(+ 1,5)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 1,2)	(-)	(0,0)	(.)	(+ 0,4)	(+ 3,1)	
Total ...	+146,6	+ 0,8	0,0	- 6,2	- 0,5	+883,8	+ 67,8	0,0	+ 7,1	- 0,1	+ 1,9	+ 57,3	+ 1.158,5
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 62,5	-	0,0	0,0	-	-	+ 62,5
Certificats à un an au plus	-	-	-	- 0,1	-	+ 3,2	+ 5,3	-	+ 3,6	- 2,3	-	-	+ 9,7
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,4	+ 0,4
Total ...	-	-	0,0	- 0,1	-	+ 3,2	+ 67,8	-	+ 3,6	- 2,3	-	+ 0,4	+ 72,6
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 5,4	- 0,2	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 0,1	-	0,0	+ 0,7	+ 5,4	+ 0,1	+ 11,8
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 2,7	-	0,0	0,0	+ 1,8	0,0	- 0,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 19,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 19,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 4,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	+ 2,5	- 7,1	0,0	-	- 1,0	+ 1,1	- 7,0	0,0	- 7,0
Dépôts à plus d'un an	+ 4,2	0,0	-	-	0,0	+ 0,1	-	-	-	-	-	-	+ 4,3
Bons de caisse à un an au plus	- 0,8	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 60,2	0,0	-	0,0	0,0	-	- 1,0	-	+ 0,3	0,0	- 0,1	0,0	+ 59,4
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 5,4	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 14,5	+ 19,7	0,0	+ 3,2	+ 0,3	+ 0,0	+ 3,9	+ 47,2
(Actions et parts)	(+ 0,8)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(.)	(- 0,3)	(.)	(+ 0,5)
Total ...	+ 97,8	+ 0,3	+ 0,1	- 0,2	+ 2,8	+ 7,5	+ 16,1	0,0	+ 2,5	+ 2,1	+ 0,1	+ 4,0	+ 133,1
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,6	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	- 0,1	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,8	+ 0,2	0,0	+ 0,7	- 0,4	-	0,0	- 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,2	+ 0,6	-	0,0	+ 1,7	0,0	0,0	+ 2,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 11,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 11,5
Autres dépôts à un an au plus	- 5,5	+ 2,9	-	- 3,4	- 1,2	+ 3,3	- 1,9	-	- 0,1	+ 0,1	- 0,6	0,0	- 6,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	+ 0,2	0,0	- 0,4	0,0	- 4,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 12,0	-	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 13,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 59,1	+ 0,2	0,0	- 0,1	- 0,4	- 4,2	+ 13,8	- 0,4	- 4,3	+ 0,7	+ 1,8	0,0	+ 66,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	- 0,3	- 0,3	+ 33,2	+ 7,3	-	+ 0,3	- 0,8	+ 0,3	+ 5,5	+ 45,5
Divers	- 0,5	0,0	+ 10,4	0,0	0,0	+ 5,0	+ 19,0	-	+ 1,2	+ 2,4	0,0	+ 13,8	+ 51,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total ...	+ 62,4	+ 3,1	+ 10,4	- 3,5	- 1,9	+ 36,7	+ 51,0	- 0,4	- 0,5	+ 3,7	+ 1,0	+ 19,3	+ 181,3
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 10,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 10,5
Réserves mathématiques	+ 35,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 35,2
Divers	+ 0,3	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 1,2
(Actions et parts)	(+ 0,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 25,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 25,9
Secteurs indéterminés et ajustements		+ 4,1	0,0	0,0	+ 1,6	+ 7,0	+ 60,6	+ 1,4	+ 3,6	+ 2,1	+ 11,6	-	+ 92,0
Total des créances	+ 640,9	+ 25,4	+ 63,0	- 10,8	+ 23,9	+ 1.171,9	+ 1.162,8	+ 71,6	+ 128,9	+ 21,3	+ 184,6	+ 147,0	+ 3.630,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1980

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	100,3	17,2	44,4	0,0	125,2	287,1	10,2	932,5	—	669,8	646,3	197,2	2.445,8	1,5	2.744,6
2. Organismes publics d'exploitation	60,8	3,2	18,1	1,2	0,8	84,1	29,3	67,5	2,2	29,7	107,9	15,6	222,9	18,3	354,6
3. Etat (Trésor)	469,6	23,0	—	14,6	27,1	534,3	203,9	721,3	97,1	241,8	107,6	123,1	1.290,9	54,4	2.083,5
4. Secteur public non compris ailleurs	94,9	11,8	23,4	0,7	0,6	131,4	0,8	113,6	5,3	94,8	352,9	19,7	586,3	0,4	718,9
5. Sécurité sociale	103,0	0,0	9,0	2,0	0,2	114,2	14,6	28,8	0,0	11,2	0,0	9,5	49,5	4,0	182,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	828,6	55,2	94,9	18,5	153,9	1.151,1	258,8	1.863,7	104,6	1.047,3	1.214,7	365,1	4.595,4	78,6	6.083,9
7. Etranger	24,3	8,4	74,3	0,4	2,8	110,2	5,5	2.254,9	0,0	29,7	26,0	4,5	2.315,1	2,9	2.433,7
8. Organismes principalement monétaires	1.681,9	7,7	2,3	39,2	9,3	1.740,4	2.306,7	266,1	0,0	40,9	5,4	5,9	318,3	352,8	4.718,2
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	7,2	89,4	—	6,1	2,5	—	98,0	0,6	108,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.117,1	2,2	0,9	23,2	13,5	1.156,9	29,5	24,7	0,0	2,0	2,5	17,6	46,8	31,8	1.265,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	717,4	6,5	55,8	25,8	15,2	820,7	85,2	95,7	2,2	130,9	32,3	49,0	310,1	93,8	1.309,8
12. Autres institutions ¹	515,8	0,0	0,1	0,0	0,1	516,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	517,8
13. Total des intermédiaires financiers	4.032,2	16,4	61,9	88,3	38,1	4.236,9	2.428,6	475,9	2,2	179,9	42,7	72,5	773,2	480,8	7.919,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	16,5	0,0	0,0	4,2	20,7	—	176,8	3,4	33,6	26,6	22,6	263,0	—	283,7
15. Total des créances	4.885,1	96,5	231,1	107,2	199,0	5.518,9	2.692,9	4.771,3	110,2	1.290,5	1.310,0	464,7	7.946,7	562,3	16.720,8
Solde des créances et des dettes ...	2.140,5	- 258,1	- 1.852,4	- 611,7	16,7	- 565,0	259,2	53,1	1,5	25,5	0,2	- 53,1	27,2	278,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palem- ent monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	110,5	17,5	87,5	0,0	139,5	355,0	10,5	993,2	—	680,9	708,4	211,7	2.594,2	0,0	2.959,7
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,7	72,9	1,9	30,6	122,6	17,1	245,1	23,6	410,0
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	1,3	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	790,1
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	894,8	69,1	143,2	17,8	176,3	1.301,2	428,6	2.054,0	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.129,5	138,9	6.998,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	37,0	40,8	0,0	4,4	4,6	17,7	67,5	35,8	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	543,7
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,6	678,4	1,8	192,6	46,1	75,5	994,4	544,9	9.490,7
14. Secteurs indéterminés et ajustements		20,5	0,0	0,0	5,8	26,3		224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.283,4	122,0	301,1	96,3	222,9	6.025,7	3.810,8	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	684,6	20.037,0
Solde des créances et des dettes...	2.323,7	- 288,0	- 2.292,8	- 693,8	- 21,6	- 972,5	618,3	57,6	0,6	21,4	3,5	- 57,9	25,2	329,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 10,2	+ 0,3	+ 43,2	0,0	+ 14,3	+ 68,0	+ 72,0	+ 60,6	—	+ 11,1	+ 62,1	+ 14,5	+ 148,3	- 1,5	+ 286,8
2. Organismes publics d'exploitation	+ 4,2	+ 1,7	- 3,0	0,0	+ 0,4	+ 3,3	+ 24,5	+ 5,4	- 0,3	+ 0,9	+ 14,7	+ 1,5	+ 22,2	+ 5,3	+ 55,3
3. Etat (Trésor)	+ 41,6	+ 12,3	—	+ 1,4	+ 7,6	+ 62,9	+ 136,2	+ 122,6	+ 71,8	+ 77,3	+ 20,2	+ 0,6	+ 292,5	+ 11,8	+ 503,4
4. Secteur public non compris ailleurs	- 6,9	- 0,4	+ 2,4	- 0,1	0,0	- 5,0	+ 0,5	+ 4,1	- 0,9	- 1,7	+ 74,5	- 1,3	+ 74,7	+ 1,0	+ 71,2
5. Sécurité sociale	+ 17,1	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	+ 20,8	+ 1,4	- 2,4	0,0	- 1,1	0,0	- 0,1	- 3,6	+ 43,6	+ 62,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 66,2	+ 13,9	+ 48,3	- 0,7	+ 22,3	+ 150,0	+ 234,6	+ 190,3	+ 70,6	+ 86,5	+ 171,5	+ 15,2	+ 534,1	+ 60,2	+ 978,9
7. Etranger	+ 242,9	+ 3,2	+ 4,3	- 0,1	- 0,4	+ 249,9	- 0,9	+ 709,2	0,0	+ 26,1	- 1,9	+ 1,0	+ 734,4	+ 4,8	+ 988,2
8. Organismes principalement monétaires	+ 146,6	+ 0,8	+ 0,0	- 6,2	- 0,5	+ 140,7	+ 883,8	+ 67,8	0,0	+ 7,1	- 0,1	+ 1,9	+ 76,7	+ 57,3	+ 1.158,5
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	- 0,1	—	- 0,1	+ 3,2	+ 67,8	—	+ 3,6	- 2,3	—	+ 69,1	+ 0,4	+ 72,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 97,8	+ 0,3	+ 0,1	- 0,2	+ 2,8	+ 100,8	+ 7,5	+ 16,1	0,0	+ 2,5	+ 2,1	+ 0,1	+ 20,8	+ 4,0	+ 133,1
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 62,4	+ 3,1	+ 10,4	- 3,5	- 1,9	+ 70,5	+ 36,7	+ 51,0	- 0,4	- 0,5	+ 3,7	+ 1,0	+ 54,8	+ 19,3	+ 181,3
12. Autres institutions ¹	+ 25,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 24,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 25,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 331,8	+ 4,2	+ 10,4	- 10,0	+ 0,4	+ 336,8	+ 931,2	+ 202,7	- 0,4	+ 12,7	+ 3,4	+ 3,0	+ 221,4	+ 82,0	+ 1.571,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 4,1	0,0	0,0	+ 1,6	+ 5,7	+ 7,0	+ 60,6	+ 1,4	+ 3,6	+ 11,6	+ 2,1	+ 79,3	—	+ 92,0
15. Total des créances	+ 640,9	+ 25,4	+ 63,0	- 10,8	+ 23,9	+ 742,4	+ 1.171,9	+ 1.162,8	+ 71,6	+ 128,9	+ 184,6	+ 21,3	+ 1.569,2	+ 147,0	+ 3.630,5
Solde des créances et des dettes ...	+ 354,1	- 29,9	- 440,4	- 82,0	- 38,3	- 236,5	+ 183,7	+ 4,3	- 1,0	- 4,2	+ 3,3	- 4,6	- 2,2	+ 55,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, n° 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, n° 1-2 juillet-août 1974. — *Bulletin de la*

Banque Nationale de Belgique, L^{re} année, tome I, janvier 1976, LII^e année, tome I, n° 1, janvier, tome II, n° 6, décembre 1977, LIII^e année, tome II, n° 4, octobre 1978, tome II, n° 3, septembre 1979, tome II, n° 3, septembre 1980, LVI^e année, tome I, n° 5-6, mai-juin 1981, tomell, n° 1, juillet 1981. — *Statistiques financières de l'O.C.D.E.*

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹		
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Obligations ⁷	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Fonds des rentes	Autres inter-médiaires financiers ¹⁰			
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)							Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶				Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹
(1)	(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)				
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	0,0	10,1	44,3	- 45,1	
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4	
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9	
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9	
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3	
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3	
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5	
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6	
1981 Juin	873,6	713,9	254,6	83,0	1.925,1	- 108,0	850,7	142,0	973,7	980,7	59,1	122,1	11,5	120,2	- 246,2	
Septembre	799,5	718,6	259,2	97,0	1.874,3	- 175,3	836,6	133,0	990,1	997,6	55,4	132,9	8,3	142,6	- 249,3	
Décembre	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7	
1982 Mars	821,2	746,0	286,9	122,0	1.976,1	- 344,9	955,2	119,4	1.039,3	1.050,4	53,0	159,1	7,0	164,4	- 176,4	
Juin	880,6	751,7	295,8	125,8	2.053,9	- 340,8	995,7	136,3	1.049,0	1.050,3	50,9	174,3	5,6	170,2	- 187,3	
Septembre	851,8	783,2	310,2	126,2	2.071,4	- 354,4	1.031,5	142,4	1.025,7	1.031,9	50,5	164,5	7,7	188,5	- 185,0	
Décembre	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	174,9	- 192,7	
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	* 1.147,6	* 138,4	1.034,3	1.041,2	* 48,7	197,3	5,4	* 153,2	* - 201,0	
Juin	914,5	787,6	373,9	121,8	2.197,8	- 398,7	* 1.222,4	* 152,0	1.031,9	1.037,3	* 50,7	161,7	4,4	* 180,2	* - 206,8	
Septembre	894,6	823,9	383,4	124,9	2.226,8	- 455,6	* 1.279,6	* 136,8	1.039,3	1.053,0	* 49,3	196,1	8,1	* 190,7	* - 217,5	

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	15,2	15,0	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7
— Prêts	—	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	30,8	32,8	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4
— Autres	2,4	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	3,9	3,3	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4
3. Ecus	—	—	—	—	61,1	110,7	33,6	45,2	20,5	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2
4. Accords internationaux	0,0	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,3	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	11,9	13,7	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	27,6	36,1	21,0	31,6	31,7	25,5	20,6	29,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	107,2	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	72,9	72,3	100,7	49,4	65,4	67,2	45,6	47,5
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	256,1	235,2	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	255,1	239,4	275,2	262,9	307,6	332,9	313,4	321,3
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	0,0	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,3	5,0	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	3,0	3,2	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	7,9	7,9	8,0	8,0	9,5	9,7	9,7	9,7
— autres	38,3	38,1	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	5,4	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	8,6	14,2	4,4	10,5	7,6	4,1	2,0	7,3
b) effets commerciaux	10,3	26,2	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	30,3	45,9	16,3	42,3	39,8	19,0	7,5	46,2
c) avances	0,4	0,4	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,2	0,0	0,3	0,4	0,5	0,0	0,0	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,9	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	159,1	174,3	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4
b) autres	0,0	0,0	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	23,3	12,1	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	69,2	58,0	60,5	76,5	61,0	67,0	68,8	63,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	611,6	627,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,6	3,3	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	7,3	10,3	8,3	6,5	6,8	10,1	7,1	6,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,7	3,4	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	7,5	10,5	8,5	24,8	86,0	10,3	13,6	55,1
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	7,2	7,7	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	10,7	11,6	10,7	12,7	10,9	11,6	11,6	* 12,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	* 0,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	281,2	299,5	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	360,5	384,4	367,1	369,5	358,4	385,8	380,5	* 383,9
— monnaie scripturale ⁵	0,9	1,2	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	0,9	1,0	1,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics															
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus															
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)															
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	47,1	37,2	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	232,0	220,1	222,8	254,6	248,8	267,0	277,6	* 278,8
TOTAL DU PASSIF ...	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	611,6	627,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-83	28-2-83	31-3-83	30-4-83	31-5-83	30-6-83	31-7-83	31-8-83	30-9-83	31-10-83	30-11-83	31-12-83	31-1-84
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	31,7	31,7	31,0	29,0	28,9	29,7	29,7	29,7	29,7	29,7	29,8	19,4	19,1
— Autres	2,2	1,8	1,8	1,8	3,2	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
3. Ecus	89,6	96,6	103,7	117,2	117,4	134,0	141,9	141,5	141,2	140,1	139,7	139,2	132,4
4. Accords internationaux	1,0	1,2	1,2	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	33,2	30,9	31,7	34,1	30,7	25,5	22,1	18,7	20,6	26,2	27,9	29,6	37,9
9. Autres : a) en monnaies étrangères	53,9	45,4	65,4	65,1	65,4	67,2	68,0	61,6	45,6	49,2	48,3	47,5	50,3
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	284,4	280,4	307,6	321,1	319,5	332,9	338,2	328,0	313,4	321,6	322,2	321,3	325,3
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	1,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,4	4,6	4,5	4,2	4,6	4,8	4,8	4,6	4,9	4,8	5,0	4,6	4,5
c) sur les banques de dépôts	5,2	0,0	0,5	2,6	0,1	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	9,4	9,4	9,5	9,5	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	10,8
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,9	0,9	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	9,1	9,0	7,6	5,9	5,9	4,1	1,4	0,6	2,0	3,7	5,4	7,3	5,7
b) effets commerciaux	44,3	37,6	39,8	37,2	32,3	19,0	8,6	2,8	7,5	19,1	22,9	46,2	39,1
c) avances	0,0	0,1	0,5	0,5	0,4	0,0	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4	0,4	0,4
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	166,8	203,5	197,3	159,9	152,3	161,7	168,5	175,9	196,1	186,7	209,0	188,4	175,9
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3	5,6	7,5	5,3	13,6	5,6
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,1	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	61,8	64,8	61,0	64,5	67,6	67,0	68,1	69,1	68,8	68,7	67,2	63,0	66,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	662,6	686,5	705,2	683,5	669,0	675,8	676,0	672,0	684,5	698,9	723,7	731,1	710,2

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-83	28-2-83	31-3-83	30-4-83	31-5-83	30-6-83	31-7-83	31-8-83	30-9-83	31-10-83	30-11-83	31-12-83	31-01-84
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	36,0	46,4	79,0	32,9	4,2	0,0	0,0	0,0	6,3	22,6	48,2	48,2	50,5
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,9	6,9	6,8	6,0	7,2	10,1	7,3	7,8	7,1	6,9	9,3	6,6	6,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	42,1	53,5	86,0	39,1	11,6	10,3	7,5	8,0	13,6	29,7	57,7	55,1	57,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	11,6	11,5	10,9	11,1	12,5	11,6	11,1	10,8	11,6	12,8	11,3	* 12,0	* 12,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,3	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	358,0	360,9	358,4	368,3	377,9	385,8	381,0	374,7	380,5	378,9	373,7	*383,9	*369,7
— monnaie scripturale ⁵	0,7	0,4	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	249,5	259,3	248,8	263,9	265,9	267,0	275,0	277,6	277,6	276,5	280,0	*278,8	*270,5
TOTAL DU PASSIF ...	662,6	686,5	705,2	683,5	669,0	675,8	676,0	672,0	684,5	698,9	723,7	731,1	710,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	30-9-81	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,8	0,3	0,4	0,4	0,0	2,4	1,2	1,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,7	0,0	3,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2
Total des créances sur l'étranger	0,8	0,3	0,9	0,4	0,0	2,7	1,2	1,0	0,0	0,0	0,5	0,4	1,0	0,0	3,4
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,1	0,3	0,1	1,2	1,4	1,5	1,2	1,6	1,3	1,4	1,3	1,8	1,4	1,4	2,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,0	1,1	1,4	2,3	2,5	2,9	0,9	4,8	0,3	0,8	0,3	2,2	2,6	5,5	7,6
c) sur les banques de dépôts	0,0	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	4,2	1,8	6,1	2,1	2,8	4,1	5,1	3,8	4,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	70,1	77,5	80,3	84,0	81,1	86,0	84,1	89,0	92,8	96,2	97,5	86,8	91,7	92,1	*101,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	8,7	10,0	10,3	10,7	11,3	12,5	13,4	13,3	14,7	14,7	14,6	14,5	* 14,7	* 14,7	* 14,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	25,7	28,3	35,7	38,5	44,7	44,5	35,6	34,7	32,6	39,6	36,0	39,2	32,3	43,5	24,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	* 0,1	* 0,1	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	3,0	1,4	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,8	0,0	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	0,8
b) effets commerciaux	3,6	1,7	1,6	2,7	0,0	1,0	1,6	1,9	0,0	0,0	0,2	0,8	1,2	0,0	6,3
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	* 0,5	* 0,5	* 0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	0,0	1,6	0,3	0,1	1,8	1,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	18,1	23,1	12,2 ⁶	11,6	13,2	10,9	13,0	11,5	13,0	13,2	12,8	13,3	13,8	14,6	* 15,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	131,8	145,7	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	157,8	161,7	161,4	168,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. - Autres.

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extra-officiels du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	30-9-81	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,8	0,7	0,9	0,8	0,9	0,8	1,1	1,0	0,9
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,5	2,5	2,0	3,4	4,3	4,3	4,4	4,3	5,0	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9
b) envers les organismes publics	1,0	1,1	1,3	2,3	2,5	2,8	0,9	4,8	0,3	0,8	1,6	2,2	2,6	5,5	7,6
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,5	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	9,5	6,2	7,2	2,3	6,9	5,8	8,7	7,5	12,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	10,1	11,3	11,7	12,2	12,7	14,7	15,4	15,7	15,5	15,6	15,4	15,4	15,2	15,2	15,4
— monnaie scripturale	75,0	81,1	86,0	91,3	91,3	91,8	90,4	95,2	99,7	106,9	104,5	97,3	94,3	97,9	108,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	35,9	43,1	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	36,3	34,7	33,2	36,8	34,3	37,9	38,5	46,1	32,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	131,8	145,7	145,1⁵	152,7	161,6	164,2	157,8	161,7	161,4	168,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	30-9-81	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	39,6	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	67,2	69,8	90,1	82,5	86,0	75,0*	88,8*	94,3*	110,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	17,2	16,6	19,3	16,4	18,8	17,9	18,4	18,9	24,9	15,5	22,9	17,8	18,2	22,6	21,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	596,1	656,7	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.347,4	2.485,2	3.050,9	2.823,9	2.904,5	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3
b) en francs belges	49,8	65,0	82,6	77,4	83,1	100,2	115,1	116,1	129,4	140,8	150,9	140,0	159,9	160,8	172,9
Total des créances sur l'étranger	702,7	773,8	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.548,1	2.690,0	3.295,3	3.062,7	3.164,3	3.084,9	*3.205,6	*3.296,6	*3.455,9
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	7,1	7,6	7,9	10,0	11,4	10,4	9,1	10,5	9,4	10,1	9,4	10,8	9,5	10,2	9,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,1	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1
b) sur les organismes publics	6,5	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	9,5	6,2	7,2	2,3	6,9	5,8	8,7	7,4	12,9
c) sur les banques de dépôts	106,0	135,5	164,5	172,5	195,5	239,6	290,7	309,5	398,5	383,6	388,7	399,5	448,5	402,2*	424,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	10,0	28,7	11,6	23,7	62,3	135,9	228,6	239,3	296,8	319,5	346,0	337,4	415,0	445,5	468,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	226,3	247,0	282,6	317,5	341,2	355,4	347,3	335,6	374,3	383,7	377,0	392,5*	420,7*	456,4*	473,3
— autres	30,0	24,9	19,4	18,2	20,4	51,5	82,4	85,9	94,1	99,2	114,0	113,8	121,4	129,6	137,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	11,6	12,7	9,1	10,5	18,4	21,1	19,0	20,7	21,2	29,4	27,8	24,1	19,0	20,0	22,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	29,8	31,8	36,8	41,2	45,1	44,0	45,0	45,8	21,0	20,5	20,2	20,0*	18,9*	18,8*	18,9
— autres	9,1	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	32,2	36,2	43,9	46,0	57,5	62,4*	67,6*	69,2*	70,6
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	10,9	11,9	9,9	13,0	14,1	16,2	16,1	15,5	19,4	15,0	22,0	16,6	14,3	20,2	16,8
b) effets commerciaux	128,6	136,2	148,8	149,2	162,4	172,0	156,4	160,6	168,0	161,2	179,5	160,6	160,4	182,1	170,9
c) avances	309,5	371,7	452,1	517,3	642,5	718,1	757,9	790,0	812,8	812,7	802,8	821,1	810,1	806,5	834,9
d) autres créances à un an au plus	4,5	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	3,2	1,3	1,4	3,2	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,7	15,4	16,0	20,0	16,8	14,4	13,0	15,5	14,6	14,3	14,0	17,0*	16,6*	16,0*	15,2
— autres	23,0	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,2	38,4	36,2	32,7	31,6	31,7*	29,8*	32,1*	31,4
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	9,0	10,2	0,4	0,8	1,4	2,4	8,3	7,7	7,0	5,5	7,6	10,0	5,4	4,4	2,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	2,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	10,3	13,6	10,2	10,9	9,6	17,8	49,4	62,8	77,5	77,0	88,8	70,9	54,3	67,9	87,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	37,2	39,9	68,9	70,6	65,5	68,2	72,0	70,9	66,1	67,5	71,0	75,4*	72,2*	75,8*	70,3
— autres	10,5	12,3	15,1	14,5	18,7	20,0	33,4	37,5	37,5	36,9	38,8	40,9*	47,1*	48,4*	48,8
D. Autres	133,5	139,1	158,2	182,9	212,3	218,9	288,0	311,2	413,9	381,6	376,3	380,4*	374,0*	397,3*	406,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.047,9	5.291,5	6.216,1	5.964,7	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	30-9-81	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	633,9	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.664,4	2.847,4	3.539,2	3.294,3	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6
b) en francs belges ¹	162,5	179,9	207,2	218,9	297,9	353,8	334,7	348,7	348,6	337,7	368,7	360,5	371,3	371,9	394,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	796,4	860,5	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	2.999,1	3.196,1	3.887,8	3.632,0	3.785,8	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,0	0,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	0,1	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	4,2	1,8	6,1	2,1	1,5	4,1	5,1	3,8	4,6
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,1	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3
— autres	105,9	135,4	164,2	172,1	195,2	239,3	290,5	309,2	398,1	383,3	388,4	399,1	448,1	401,9	424,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	236,3	248,1	278,6	291,7	296,8	293,7	296,8	306,9	310,5	335,2	328,1	334,6	333,4	367,2	355,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,1	0,4	0,6	0,5	0,6	0,5	1,4	0,9	0,7	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	220,4	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	359,9	377,5	366,1	368,6	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2
— autres dépôts	182,3	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	358,7	347,8	379,9	383,1	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,5	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,2	23,0	23,9	24,4	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4
— bons de caisse et obligations	58,2	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	236,0	245,0	263,0	271,4	285,3	300,2	322,6	344,1	352,1
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	23,0	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	97,0	103,8	122,0	125,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	3,4	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,4	16,6	12,0	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6
D. Autres	175,1	191,1	221,6	244,7	274,1	286,7	368,1	364,5	440,5	420,0	411,9	408,2	401,0	418,8	430,4
TOTAL DU PASSIF ...	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.047,9	5.291,5	6.216,1	5.964,7	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	30-9-81	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	Colonne du tableau XIII-1 • Bilans intégrés des organismes principalement monétaires • dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,5	15,3	15,2	15,0	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	
— Prêts	—	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,3	30,6	30,8	32,8	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	
— Autres	2,4	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	5,1	4,5	3,9	3,3	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	
3. Ecus	—	—	—	—	61,1	110,7	47,0	33,6	45,2	20,5	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	
4. Accords internationaux	0,0	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,2	1,0	1,3	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	39,6	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	67,2	69,8	90,1	82,5	86,0	75,0	* 88,8	* 94,3	* 110,4	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	29,9	30,6	39,7	42,6	40,9	27,2	38,0	51,0	52,5	51,6	44,4	49,8	50,6	48,1	45,1	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	703,3	740,8	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.454,2	2.597,2	3.123,8	2.896,2	3.005,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	
b) en francs belges	49,8	65,0	83,1	77,4	83,1	100,5	115,1	116,1	129,4	140,8	150,9	140,0	160,2	160,8	173,1	
Total des créances sur l'étranger	959,6	1.009,3	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.831,8	2.977,3	3.550,4	3.302,1	3.440,0	3.348,2	* 3.514,2	* 3.629,5	3.772,7	
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :																(6)
1. Pièces et billets	7,6	8,3	8,4	11,6	13,2	12,5	11,1	12,8	11,6	12,4	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,7	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	4,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	
b) sur les organismes publics	7,5	9,8	10,2	9,2	13,5	15,9	10,4	15,4	11,8	8,1	12,2	12,4	15,8	17,7	25,4	
c) sur les banques de dépôts	106,0	137,0	165,1	174,6	202,4	240,6	294,9	311,8	404,6	391,2	391,5	403,6	454,1	406,0	* 429,4	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	84,3	126,8	128,9	144,7	180,4	258,9	349,7	365,3	426,6	452,7	480,5	461,2	543,7	574,6	* 607,3	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	238,0	260,2	296,7	332,4	357,4	373,4	367,0	355,2	396,9	406,3	399,6	415,0	* 444,9	* 480,8	* 497,3	
— autres	68,3	63,0	57,3	55,7	57,9	89,0	119,9	123,4	131,6	136,7	151,5	151,3	158,9	167,1	175,0	
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	37,3	41,0	44,8	49,0	63,1	65,6	54,6	55,4	53,8	69,0	63,8	63,3	51,3	63,5	46,9	
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	30,9	32,9	37,9	42,3	46,3	45,3	46,5	47,4	22,1	21,6	21,2	21,0	* 19,8	* 19,5	* 19,5	
— autres	9,1	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	32,2	36,2	43,9	46,0	57,5	62,4	* 67,6	* 69,2	* 70,6	
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	13,9	18,7	19,0	25,7	26,1	22,3	33,0	29,5	28,0	29,2	26,7	27,2	22,3	24,3	19,6	
b) effets commerciaux	142,5	164,1	182,5	193,1	208,8	207,4	199,0	203,7	198,3	207,1	196,0	203,7	201,4	201,1	184,7	
c) avances	309,9	372,1	452,5	517,4	642,8	718,6	758,1	790,1	813,0	812,7	803,1	821,5	810,6	806,5	834,9	
d) autres créances à un an au plus	4,5	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	3,2	1,3	1,4	3,2	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	15,6	16,3	16,7	21,0	17,8	15,4	14,0	16,4	15,4	15,1	14,7	17,7	* 17,3	* 16,7	* 15,9	
— autres	23,0	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,2	38,4	36,2	32,7	31,6	31,7	29,8	* 32,1	* 31,4	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,9	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	132,9	149,5	159,1	174,3	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	
b) autres	9,1	10,3	7,8	14,8	24,6	12,3	8,3	7,7	7,0	5,6	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	2,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— autres	10,4	13,6	10,4	11,6	9,6	17,9	50,4	63,3	77,5	77,6	90,4	71,3	54,4	69,7	88,9	
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	37,5	40,2	69,2	70,8	65,7	68,4	72,2	71,1	66,3	67,7	71,3	75,7	* 72,5	* 76,1	* 70,6	
— autres	10,6	12,4	15,1	14,5	18,7	20,0	33,4	37,5	37,5	36,9	38,8	40,9	* 47,1	* 48,4	* 48,8	
D. Autres	174,9	174,3	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	388,9	385,8	496,1	452,8	449,6	470,2	* 448,8	* 478,9	* 490,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.306,2	2.559,4	2.968,5 ⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	5.854,1	6.094,9	6.989,1	6.761,1	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	30-9-81	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	(6)
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	637,5	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.664,4	2.847,4	3.539,2	3.294,3	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	
b) en francs belges ¹	162,5	183,2	210,9	224,8	303,9	360,8	342,5	358,0	355,9	348,5	377,0	367,3	378,1	382,0	401,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	800,1	863,9	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.007,1	3.208,3	3.895,3	3.643,0	3.794,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	8,4	8,1	8,4	10,6	13,3	12,5	11,1	12,8	11,6	12,4	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,0	2,6	2,5	4,1	3,6	4,3	4,3	4,9	4,3	10,5	5,0	4,4	5,0	4,8	4,9	
b) envers les organismes publics	1,1	2,5	1,9	2,3	9,2	3,8	5,1	6,6	6,4	2,9	3,1	6,3	7,7	9,3	12,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,1	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	
— autres	113,1	142,3	171,1	177,4	203,1	248,4	300,1	315,8	405,3	385,7	395,7	405,3	456,8	409,4	437,3	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	291,3	310,8	339,1	361,9	371,7	378,9	374,7	385,8	376,0	400,0	382,5	384,9	373,6	401,0	395,9	(1)
— monnaie scripturale ³	312,2	330,4	365,1	383,8	388,8	385,9	387,8	403,0	411,1	443,1	434,0	432,3	428,0	465,5	464,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,0	43,2	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,9	36,1	34,1	37,5	35,3	39,6	40,4	47,9	34,6	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	220,4	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	359,9	377,5	366,1	368,6	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	(2)
— autres dépôts	182,3	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	358,7	347,8	379,9	383,1	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,5	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,2	23,0	23,9	24,4	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	(3)
— bons de caisse et obligations	58,2	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	236,0	245,0	263,0	271,4	285,3	300,2	322,6	344,1	352,1	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	23,0	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	97,0	103,8	122,0	125,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	3,4	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,4	16,9	12,0	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	(14)
D. Autres	222,2	228,3	264,9	309,3	446,1	539,9	638,3	610,5	672,5	640,1	634,7	662,8	649,8	685,8	708,0	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.306,2	2.559,4	2.968,5 ⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	5.854,1	6.094,9	6.989,1	6.761,1	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

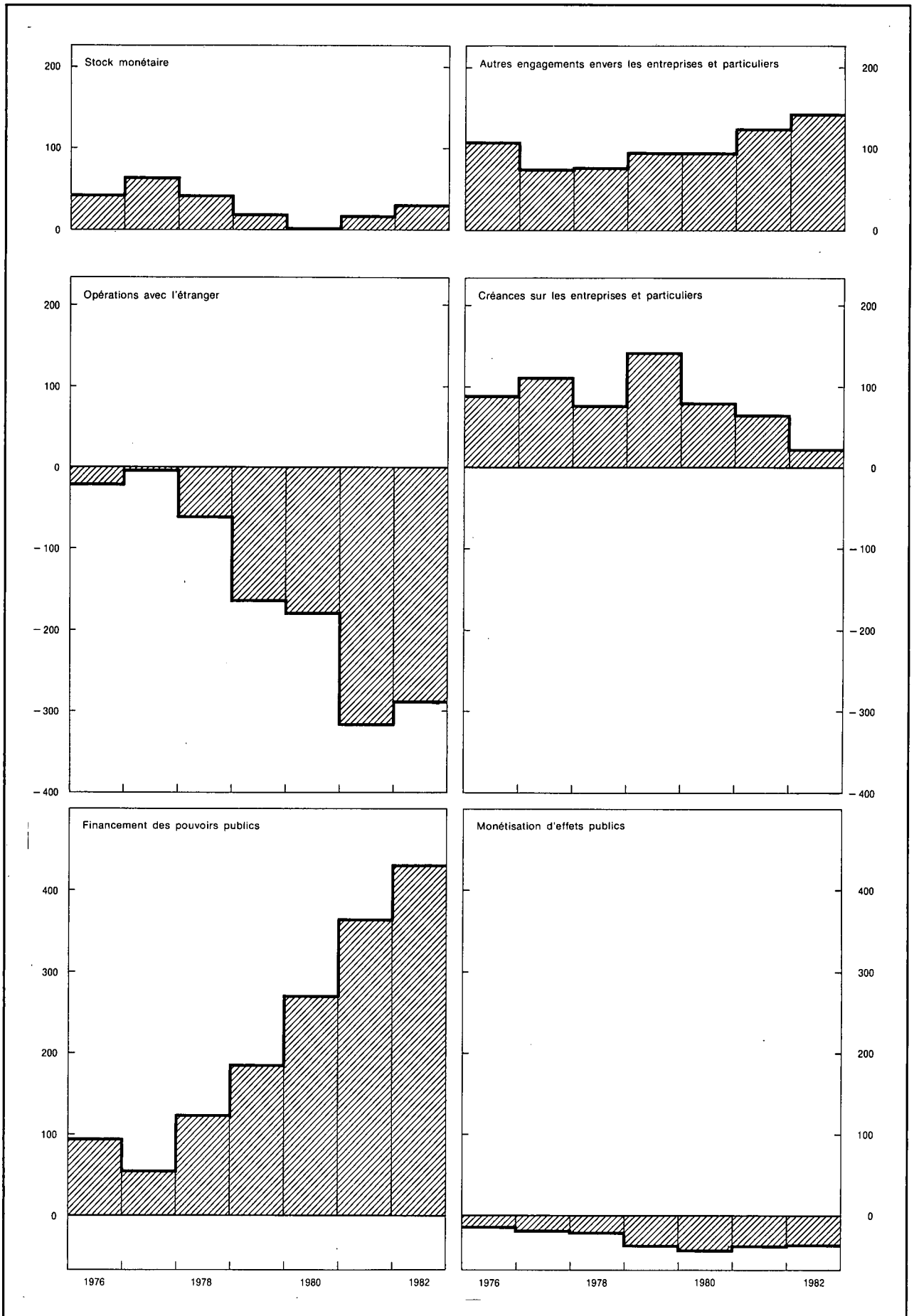
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷			Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)												(7)			(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1975	+ 87,4	+ 44,7	+ 17,7	+ 5,5	+ 155,3	+ 26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+ 43,0	+ 9,0	- 15,3	+ 1,6	+ 13,1	+ 2,5	
1976	+ 43,8	+ 87,1	+ 13,6	+ 8,4	+ 152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+ 10,2	- 15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6	
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6	
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²	
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4	
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6	
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6	
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 40,3	+ 3,0	
1981 3 ^e trimestre	- 74,1	+ 4,7	+ 4,5	+ 14,1	- 50,8	- 82,0	+ 16,8	- 3,0	- 2,6	- 0,4	+ 23,5	- 7,4	- 10,9	- 6,2	+ 22,8	- 1,4	
4 ^e trimestre	+ 25,4	+ 6,7	+ 8,9	+ 6,8	+ 47,8	- 87,7	+ 33,8	+ 1,0	+ 6,9	- 0,6	+ 63,4	+ 11,9	- 10,8	- 1,7	+ 16,2	+ 15,4	
1982 1 ^{er} trimestre	- 3,8	+ 20,7	+ 18,9	+ 18,2	+ 54,0	- 120,7	+ 19,0	- 2,2	- 0,1	- 3,0	+ 202,4	- 18,1	- 6,4	- 6,7	+ 6,1	- 16,3	
2 ^e trimestre	+ 59,4	+ 5,6	+ 8,9	+ 3,9	+ 77,8	- 81,9	- 0,1	- 1,8	- 1,8	+ 9,7	+ 125,3	+ 22,7	- 8,0	+ 4,0	+ 6,2	+ 3,5	
3 ^e trimestre	- 28,8	+ 31,6	+ 14,3	+ 0,4	+ 17,5	- 69,4	- 18,3	0,0	- 0,2	- 4,8	+ 81,2	+ 6,6	- 7,8	- 5,2	+ 41,3	- 5,9	
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+ 15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,7	+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 13,3	+ 21,7	
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	* - 126,2	- 14,3	* - 2,7	- 2,4	- 3,8	* + 159,5	* - 6,1	* - 4,2	- 1,8	* - 21,1	* + 27,1	
2 ^e trimestre	+ 72,5	+ 0,6	+ 23,3	+ 0,3	+ 96,7	* - 26,5	- 3,9	* + 2,6	+ 0,2	+ 1,6	* + 92,7	* + 13,4	* - 2,2	- 1,2	* + 27,6	* - 7,6	
3 ^e trimestre	- 19,8	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 29,0	* - 56,7	+ 15,7	* - 0,5	- 0,6	- 8,4	* + 101,6	* - 16,1	* - 9,9	+ 7,0	* + 14,4	* - 17,5	

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981 Septembre	15,4	369,6	374,7	0,6	90,4	296,8	387,8	762,5	37,0	799,5
Décembre	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Mars	15,5	371,2	376,0	0,9	99,7	310,5	411,1	787,1	34,1	821,2
Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	880,6
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Janvier	15,2	369,6	373,3	0,7	104,2	330,7	435,6	808,9	27,8	836,7
Février	15,2	372,4	376,0	0,4	98,7	323,0	422,1	798,1	29,5	827,6
Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Avril	15,1	379,4	383,4	0,5	106,6	334,2	441,3	824,7	35,6	860,3
Mai	15,2	390,4	393,1	0,5	97,2	353,8	451,5	844,6	37,2	881,8
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,9	367,3	465,6	866,6	47,9	914,5
Juillet	15,3	392,2	396,4	0,5	103,2	348,4	452,1	848,5	33,9	882,4
Août	15,4	385,4	390,0	0,2	95,7	346,4	442,3	832,3	37,0	869,3
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,5	355,1	464,1	860,0	34,6	894,6
Octobre	15,4	391,8	394,3	0,3	97,9	359,6	457,8	852,1	34,1	886,2
Novembre	15,4	385,0	389,0	0,3	89,4	367,0	456,7	845,7	38,4	884,1
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	* 93,2	* 388,0	* 481,4	* 880,2	* 45,1	* 925,3

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers	Total	
		Après des organismes principalement monétaires	Après des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981 Juin	382,5	436,2	81,8	518,0	900,5	38,3	10,2	48,5	949,0
Septembre	366,4	381,8	82,9	464,7	831,1	36,9	10,1	47,0	878,1
Décembre	374,4	397,5	85,6	483,1	857,5	36,1	7,2	43,3	900,8
1982 Mars	365,5	406,1	81,2	487,3	852,8	34,1	7,0	41,1	893,9
Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	964,7
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	93,2	518,4	892,6	39,6	8,8	48,4	941,0
1983 Mars	366,0	421,8	88,2	510,0	876,0	40,4	9,8	50,2	926,2
Juin	392,3	459,8	96,2	556,0	948,3	47,9	15,9	63,8	1.012,1
Septembre	388,0	458,8	99,1	557,9	945,9	34,6	15,3	49,9	995,8

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et

des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ³							Variations	
	B.N.B. ²	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁵	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁶ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁷ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁸	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁹	
				B.N.B. ⁴	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(10)	(11)			
1975	252,4	- 92,9	159,5	+ 18,5	+ 3,5	+ 22,0	- 3,6	- 0,7	+ 26,3	+ 2,3	+ 24,3	
1976	231,8	- 86,3	145,5	- 22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+ 13,5	- 4,5	
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4	
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0	
1981 3 ^e trimestre	274,7	- 450,0	- 175,3	- 40,6	- 28,4	- 69,0	+ 15,6	- 2,6	- 82,0	+ 22,0	- 47,0	
4 ^e trimestre	274,1	- 505,1	- 231,0	+ 0,5	- 47,0	- 46,5	+ 34,3	+ 6,9	- 87,7	+ 28,1	- 18,4	
1982 1 ^{er} trimestre	247,6	- 592,5	- 344,9	- 14,3	- 35,0	- 49,3	+ 71,5	- 0,1	- 120,7	+ 24,3	- 25,0	
2 ^e trimestre	228,9	- 569,7	- 340,8	- 12,0	+ 1,8	- 10,2	+ 73,5	- 1,8	- 81,9	- 7,9	- 18,1	
3 ^e trimestre	266,7	- 621,1	- 354,4	+ 45,2	- 50,7	- 5,5	+ 64,1	- 0,2	- 69,4	+ 35,9	+ 30,4	
4 ^e trimestre	238,1	- 592,3	- 354,2	- 56,0	+ 26,8	- 29,2	- 17,6	- 0,8	- 10,8	+ 39,9	+ 10,7	
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	- 644,3	- 422,7	- 41,4	- 62,6	- 104,0	+ 24,6	- 2,4	- 126,2	+ 55,3	- 48,7	
2 ^e trimestre	322,6	- 721,3	- 398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	* + 52,1	+ 0,2	* - 26,5	+ 0,8	+ 26,6	
3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	* + 7,2	- 0,6	* - 56,7	+ 29,7	- 20,4	

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

³ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁴ Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note ⁵, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁶ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁷ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁸ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois ; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁹ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période									Variations après ajustement statistique ⁵		
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶ (12) = (10) + (11)
	Encaisses en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) à (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	
1976	71,8	58,9	—	0,0	90,6	- 3,2	218,1	13,7	231,8	- 24,6	+ 1,9	- 22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	- 15,9	+ 5,7	- 10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	- 31,5	- 3,6	- 35,1
1980	58,2	48,0	110,7	0,0	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	+ 27,0	- 15,2	+ 11,8
1981	58,2	50,4	33,6	- 2,8	112,0	- 8,4	243,0	31,1	274,1	- 95,7	+ 24,2	- 71,5
1982	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 37,5	+ 0,4	- 37,1
1983	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 22,1	- 2,1	- 24,2
1981 4 ^e trimestre ...	58,2	50,4	33,6	- 2,8	112,0	- 8,4	243,0	31,1	274,1	- 12,3	+ 12,8	+ 0,5
1982 1 ^{er} trimestre ...	58,2	49,9	45,2	0,0	72,9	- 6,2	220,0	27,6	247,6	- 10,8	- 3,5	- 14,3
2 ^e trimestre ...	58,2	51,1	20,5	0,0	72,3	- 9,3	192,8	36,1	228,9	- 20,5	+ 8,5	- 12,0
3 ^e trimestre ...	58,2	50,3	43,8	0,0	100,7	- 7,3	245,7	21,0	266,7	+ 60,3	- 15,1	+ 45,2
4 ^e trimestre ...	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 66,5	+ 10,6	- 55,9
1983 1 ^{er} trimestre ...	58,2	47,4	103,7	- 79,0	65,4	- 5,8	189,9	31,7	221,6	- 41,4	0,0	- 41,4
2 ^e trimestre ...	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+ 99,3	- 6,1	+ 93,2
3 ^e trimestre ...	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 30,4	- 5,0	- 35,4
4 ^e trimestre ...	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 49,6	+ 9,0	- 40,6
1983 Janvier	58,2	48,5	89,6	- 36,0	53,9	- 5,1	209,1	33,2	242,3	- 20,8	+ 1,6	- 19,2
Février	58,2	48,1	96,6	- 46,4	45,4	- 5,9	196,0	30,9	226,9	- 11,6	- 2,3	- 13,9
Mars	58,2	47,4	103,7	- 79,0	65,4	- 5,8	189,9	31,7	221,6	- 9,0	+ 0,7	- 8,3
Avril	58,2	45,4	117,2	- 32,9	65,1	- 5,1	247,9	34,1	282,0	+ 44,0	+ 2,4	+ 46,4
Mai	58,2	46,7	117,4	- 4,2	65,4	- 6,3	277,2	30,7	307,9	+ 30,6	- 3,3	+ 27,3
Juin	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+ 24,7	- 5,2	+ 19,5
Juillet	58,2	46,8	141,9	0,0	68,0	- 6,3	308,6	22,1	330,7	+ 5,5	- 3,4	+ 2,1
Août	58,2	46,8	141,5	0,0	61,6	- 6,8	301,3	18,7	320,0	- 9,5	- 3,4	- 12,9
Septembre	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 26,4	+ 1,8	- 24,6
Octobre	58,2	46,7	140,1	- 22,6	49,2	- 5,9	265,7	26,2	291,9	- 14,9	+ 5,6	- 9,3
Novembre	58,2	46,8	139,7	- 48,2	48,3	- 8,2	236,6	27,9	264,5	- 31,8	+ 1,7	- 30,1
Décembre	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 2,9	+ 1,7	- 1,2
1984 Janvier	58,2	45,2	132,4	- 50,5	50,3	- 5,2	230,4	37,9	268,3	0,0	+ 8,4	+ 8,4

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1989 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de crédit supplémentaire », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportation) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1979, 1980 et 1981 c) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979 du Système Monétaire Européen ainsi que, ultérieurement, de certaines de ses modalités d'application. Compte tenu, de plus, depuis 1976, d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981 Juin	95,6	170,2	107,3	34,7	572,8	980,6	137,7	528,7	11,2	677,6	1.658,2
Septembre ..	98,5	169,8	103,5	41,4	584,2	997,4	140,8	560,2	10,4	711,4	1.708,8
Décembre ...	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982 Mars	104,9	172,1	102,2	34,8	636,2	1.050,2	148,8	735,0	15,1	898,9	1.949,1
Juin	106,9	171,1	103,4	33,9	635,0	1.050,3	152,4	704,4	13,7	870,5	1.920,8
Septembre ..	108,2	169,5	101,1	32,3	620,5	1.031,6	143,5	713,9	11,1	868,5	1.900,1
Décembre ...	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	156,1	712,2	14,0	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	.	725,8	.	892,5	1.929,8
Septembre *	117,2	169,4	101,4	25,8	639,2	1.053,0	.	754,2	.	919,2	1.972,2

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981												
Juin	34,6	202,9	743,1	980,6	17,2	40,6	57,8	17,4	162,3	743,1	922,8	0,1
Septembre	39,7	199,8	757,9	997,4	23,6	43,5	67,1	16,1	156,3	757,9	930,3	0,1
Décembre	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982												
Mars	34,7	202,7	812,8	1.050,2	15,4	34,7	50,1	19,3	168,0	812,8	1.000,1	0,0
Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	18,2	43,2	61,4	15,0	161,2	812,7	988,9	0,0
Septembre	32,3	196,5	802,8	1.031,6	10,3	17,3	27,6	22,0	179,2	802,8	1.004,0	0,2
Décembre	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983												
Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
B. Crédits à l'étranger												
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981												
Juin	39,0	118,6	520,0	677,6	20,4	44,7	65,1	18,6	73,9	520,0	612,5	10,0
Septembre	40,8	116,7	553,9	711,4	22,0	46,7	68,7	18,8	70,0	553,9	642,7	9,1
Décembre	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982												
Mars	40,5	124,1	734,3	898,9	15,2	55,0	70,2	25,3	69,1	734,3	828,7	10,3
Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	23,7	56,8	80,5	16,0	67,9	706,1	790,0	11,4
Septembre	31,8	120,0	716,7	868,5	8,4	57,9	66,3	23,4	62,1	716,7	802,2	12,5
Décembre	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983												
Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
C. Total												
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981												
Juin	73,6	321,5	1.263,1	1.658,2	37,6	85,3	122,9	36,0	236,2	1.263,1	1.535,3	10,1
Septembre	80,5	316,5	1.311,8	1.708,8	45,6	90,2	135,8	34,9	226,3	1.311,8	1.573,0	9,2
Décembre	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982												
Mars	75,2	326,8	1.547,1	1.949,1	30,6	89,7	120,3	44,6	237,1	1.547,1	1.828,8	10,3
Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	41,9	100,0	141,9	31,0	229,1	1.518,8	1.778,9	11,4
Septembre	64,1	316,5	1.519,5	1.900,1	18,7	75,2	93,9	45,4	241,3	1.519,5	1.806,2	12,7
Décembre	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983												
Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	0,0	8,7	8,7	0,0	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981 Juin	0,0	0,1	0,1	10,8	33,4	44,2	10,8	33,4	0,1	44,3	6,2
Septembre ..	0,0	0,2	0,2	14,1	35,9	50,0	14,1	35,9	0,2	50,2	7,1
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982 Mars	0,0	0,2	0,2	7,9	24,9	32,8	7,9	24,9	0,2	33,0	6,2
Juin	0,0	0,0	0,0	12,0	39,7	51,7	12,0	39,7	0,0	51,7	8,4
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	3,3	13,4	16,7	3,3	13,4	0,3	17,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
B. Crédits à l'étranger											
1974	0,0	0,0	0,0	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	0,0	12,0	0,0
1975	0,0	0,0	0,0	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	0,0	11,8	0,0
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981 Juin	0,0	0,0	0,0	16,6	1,3	17,9	16,6	1,3	0,0	17,9	0,7
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	16,0	1,9	17,9	16,0	1,9	0,0	17,9	0,5
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982 Mars	0,0	0,0	0,0	12,6	14,9	27,5	12,6	14,9	0,0	27,5	0,1
Juin	0,0	0,0	0,0	19,4	16,5	35,9	19,4	16,5	0,0	35,9	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	4,7	16,3	21,0	4,7	16,3	0,0	21,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
C. Total											
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981 Juin	0,0	0,1	0,1	27,4	34,7	62,1	27,4	34,7	0,1	62,2	6,9
Septembre ..	0,0	0,2	0,2	30,1	37,8	67,9	30,1	37,8	0,2	68,1	7,6
Décembre ...	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982 Mars	0,0	0,2	0,2	20,5	39,8	60,3	20,5	39,8	0,2	60,5	6,3
Juin	0,0	0,0	0,0	31,4	56,2	87,6	31,4	56,2	0,0	87,6	8,5
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	8,0	29,7	37,7	8,0	29,7	0,3	38,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981 Juin	34,6	202,9	743,2	980,7	6,3	7,0	13,3	28,3	195,9	743,2	967,4	6,3
Septembre ..	39,7	199,8	758,1	997,6	8,8	5,9	14,7	30,9	193,9	758,1	982,9	7,2
Décembre ...	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982 Mars	34,7	202,7	813,0	1.050,4	7,5	9,8	17,3	27,2	192,9	813,0	1.033,1	6,2
Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	6,2	3,5	9,7	27,0	200,9	812,7	1.040,6	8,4
Septembre ..	32,3	196,5	803,1	1.031,9	6,7	3,7	10,4	25,6	192,8	803,1	1.021,5	4,1
Décembre ...	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
B. Crédits à l'étranger												
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981 Juin	39,0	118,6	520,0	677,6	3,8	43,3	47,1	35,2	75,3	520,0	630,5	10,7
Septembre ..	40,8	116,7	553,9	711,4	5,5	44,1	49,6	35,3	72,6	553,9	661,8	9,6
Décembre ...	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982 Mars	40,5	124,1	734,3	898,9	2,6	40,1	42,7	37,9	84,0	734,3	856,2	10,4
Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	4,3	40,3	44,6	35,4	84,4	706,1	825,9	11,5
Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	3,6	41,2	44,8	28,2	78,8	716,7	823,7	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
C. Total												
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981 Juin	73,6	321,5	1.263,2	1.658,3	10,1	50,3	60,4	63,5	271,2	1.263,2	1.597,9	17,0
Septembre ..	80,5	316,5	1.312,0	1.709,0	14,3	50,0	64,3	66,2	266,5	1.312,0	1.644,7	16,8
Décembre ...	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982 Mars	75,2	326,8	1.547,3	1.949,3	10,1	49,9	60,0	65,1	276,9	1.547,3	1.889,3	16,6
Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	10,5	43,8	54,3	62,4	285,3	1.518,8	1.866,5	19,9
Septembre ..	64,1	316,5	1.519,8	1.900,4	10,3	44,9	55,2	53,8	271,6	1.519,8	1.845,2	16,6
Décembre ...	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.
Encaisse en or	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7
Prêts	0,0	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4
Ecus	—	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2
Monnaies étrangères	107,2	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7
Autres	—	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,0	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3
Avance au F.M.I.	2,4	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme ..	11,9	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	22,2	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	3,4	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—
Banques	0,0	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4
Effets publics :									
Effets publics belges	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ..	—	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	—	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,0	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6
Fonds publics	5,2	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7
Comptes transitoires	1,3	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3
Total de l'actif	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.
Billets en circulation	288,4	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—
Banques de Belgique	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,4	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—
Valeurs à payer	2,3	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4
Accords internationaux	3,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	—	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6
Autres accords	—	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	12,1	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7
Comptes transitoires	9,9	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,1	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7
Réserve extraordinaire	1,9	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6
Bénéfice net à répartir	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9
Total du passif	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1982 8 novembre	1983 7 novembre	1982 6 décembre	1983 5 décembre	1983 10 janvier	1984 9 janvier	1983 7 février	1984 6 février
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	14,6	23,7
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	32,8	29,8	32,8	29,9	31,9	19,4	31,6	18,9
Ecus	67,5	140,1	66,7	139,7	90,2	133,2	92,0	132,4
Monnaies étrangères	80,0	49,2	66,6	47,8	55,1	52,7	54,7	44,6
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	35,7	26,7	35,7	26,7	27,3	26,2	27,3	26,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,2	1,2	1,1	1,3	1,0	1,3	1,1	1,3
Avances au F.M.I.	2,4	2,4	2,3	2,4	2,3	2,4	2,0	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	56,0	50,2	77,1	61,0	84,5	89,2	90,3	79,2
Avances sur nantissement	0,0	6,5	0,8	5,1	0,6	12,8	0,6	2,8
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	167,9	195,1	158,5	208,8	166,1	166,0	176,8	193,9
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	1,1	1,1
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,7	4,7	4,8	5,0	4,6	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	10,1	11,6	10,1	11,6	10,1	11,6	11,6	12,7
Immeubles, matériel et mobilier	2,3	2,4	2,3	2,4	2,2	2,4	2,4	2,9
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	15,4	16,8	15,4	16,7	15,8	17,2	16,0	17,6
Divers	7,7	20,3	11,7	25,9	16,0	27,6	15,1	24,6
	631,9	705,3	634,1	732,6	655,9	723,9	674,3	721,4
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	14,5	16,7	29,1	27,0	27,4	25,3	26,3	24,4
PASSIF								
Billets en circulation	378,7	390,7	381,1	391,7	376,0	390,8	372,4	385,0
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	1,5	2,8	6,1	4,2	1,9	2,6	2,0	3,0
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	10,4	13,3	2,3	12,2	5,0	14,4	13,0	12,8
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,7	4,7	4,8	5,0	4,6	4,6	4,4	4,4
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	28,0	0,0	48,3	24,8	48,9	44,0	55,2
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	166,6	198,6	166,6	198,6	179,2	192,9	179,2	192,9
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	15,4	16,8	15,4	16,7	15,8	17,2	16,0	17,6
Divers	20,9	15,2	24,1	20,7	14,8	17,2	8,0	14,0
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	9,7	11,2	9,7	11,2	9,7	11,2	11,2	12,5
	631,9	705,3	634,1	732,6	655,9	723,9	674,3	721,4
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	14,5	16,7	29,1	27,0	27,4	25,3	26,3	24,4
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	190,0	210,0	190,0	210,0	190,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	83,7	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1981 4 ^e trimestre	1.190	213,4	81,5	399,4	741,6	386,2	741,6	2.268,8	96
1982 1 ^{er} trimestre	1.195	244,0	86,5	416,3	830,4	405,0	830,4	2.482,1	97
2 ^e trimestre	1.191	249,6	87,6	449,3	843,7	463,2	843,7	2.600,0	96
3 ^e trimestre	1.197	220,9	86,9	420,8	812,7	427,7	812,7	2.473,9	96
4 ^e trimestre	1.271	242,7	86,1	440,2	806,7	427,5	806,7	2.481,1	95
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1982 Décembre	1.271	279,2	86,9	489,2	924,8	522,9	924,8	2.861,7	96
1983 Janvier	1.270	246,1	81,9	418,9	789,2	401,2	789,2	2.398,5	97
Février	1.269	249,0	92,0	461,6	921,0	464,9	921,0	2.768,4	97
Mars	1.266	253,5	85,2	447,8	908,3	437,9	908,3	2.702,3	97
Avril	1.266	284,5	88,3	441,5	866,4	446,2	866,4	2.620,5	97
Mai	1.266	270,5	92,3	505,4	937,3	507,4	937,3	2.887,5	97
Juin	1.265	276,7	88,2	487,9	939,0	345,2	939,0	2.711,2	96
Juillet	1.265	314,4	85,5	454,7	928,5	608,4	928,5	2.920,2	97
Août	1.266	242,6	84,5	416,3	734,5	293,2	734,5	2.178,6	95
Septembre	1.266	253,6	96,2	361,9	689,1	430,5	689,1	2.170,6	91
Octobre	1.268	299,6	86,2	463,1	834,3	509,2	834,3	2.640,9	97
Novembre	1.268	263,6	84,1	427,3	853,9	854,5	853,9	2.989,6	96
Décembre	1.268	240,2	79,8	478,9	860,4	476,8	860,4	2.676,6	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptes de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1982 31 oct.	1983 31 oct.	1982 30 nov.	1983 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,1	13,6	14,0	14,2	11,3	13,6	13,4	12,2
Prêts au jour le jour	38,9	49,4	63,2	90,4	41,6	90,5	78,9	91,4
Banquiers	1.133,5	1.517,9	1.790,2	2.119,0	1.833,9	1.998,8	1.784,9	2.030,9
Maison-mère, succursales et filiales	460,1	703,9	795,6	949,9	783,4	858,6	775,8	829,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	39,9	45,0	41,9	49,4	49,5	45,7	46,8	50,8
Portefeuille-effets	428,8	535,3	663,6	823,5	668,9	822,9	661,7	837,6
a) Effets publics	161,0	281,1	408,4	562,9	395,3	554,4	409,6	570,4
b) Effets commerciaux ^a	267,8	254,2	255,2	260,6	273,6	268,5	252,1	267,2
Reports et avances sur titres	5,3	1,4	1,5	2,1	1,4	2,6	1,4	2,2
Débiteurs par acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	65,7	64,5	68,0	67,8
Débiteurs divers	1.141,9	1.478,9	1.678,6	1.844,4	1.700,2	1.804,0	1.698,6	1.818,1
Valeurs mobilières	626,5	657,4	713,2	914,7	707,5	875,7	717,0	909,6
a) Fonds publics belges	560,4	567,2	612,3	735,6	605,2	713,6	610,7	737,3
b) Autres titres d'emprunt	65,3	89,3	99,7	177,2	101,2	160,8	105,2	171,1
c) Actions et parts de sociétés	0,5	0,6	0,9	1,6	0,8	1,0	0,8	0,9
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Valeurs de la réserve légale	2,2	2,5	2,8	3,3	2,8	3,2	2,8	3,2
Participations	22,9	28,6	35,3	43,3	33,8	39,7	33,9	40,9
a) Filiales	11,9	16,0	21,5	28,8	20,0	26,4	20,2	27,2
b) Autres participations	11,0	12,6	13,8	14,5	13,8	13,3	13,7	13,7
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7
Immeubles	22,3	23,1	23,5	24,4	23,5	24,6	23,7	24,7
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,6	1,9	1,9	1,8	1,9	1,8	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Matériel et mobilier	3,7	4,1	5,4	6,9	5,4	7,0	5,5	7,3
Divers	103,2	150,3	177,3	193,2	184,0	184,6	188,6	192,9
Total de l'actif	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.116,4	6.839,5	6.104,5	6.922,7
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	101,3	114,4	122,3	123,9	102,9	105,3	114,3	107,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,8	1,5	0,1	0,1	1,8	0,2	1,6	0,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

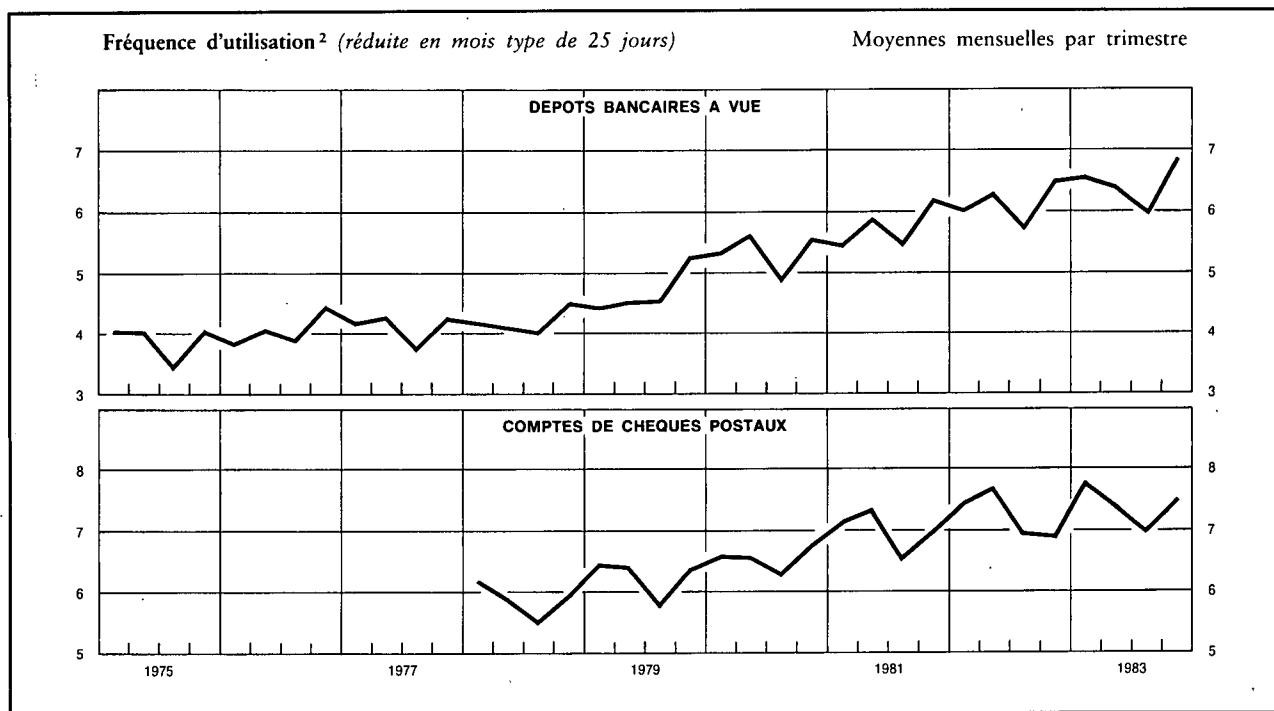
Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1982 31 oct.	1983 31 oct.	1982 30 nov.	1983 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	4,9	5,6	7,5	7,5	8,2	4,7	5,6	21,9
<i>a)</i> Créanciers garantis par des privilèges ...	4,3	5,1	5,8	7,3	4,7	4,5	3,9	4,3
<i>b)</i> Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,6	0,5	1,7	0,2	3,5	0,2	1,7	17,6
Emprunts au jour le jour	88,7	94,2	130,9	168,1	86,3	195,7	141,8	193,2
<i>a)</i> Couverts par des sûretés réelles	7,5	7,9	10,4	8,1	5,7	9,1	11,1	4,5
<i>b)</i> Non couverts par des sûretés réelles	81,2	86,3	120,5	160,0	80,6	186,6	130,7	188,7
Banquiers	1.903,5	2.656,9	3.062,7	3.595,4	3.119,7	3.388,8	3.052,6	3.398,2
Maison-mère, succursales et filiales	328,2	445,9	526,6	701,7	581,1	654,2	554,2	670,5
Acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	65,7	64,5	68,0	67,8
Autres valeurs à payer à court terme	27,5	28,2	34,7	39,3	36,8	41,5	32,2	45,3
Créditeurs pour effets à l'encaissement	3,7	4,6	4,8	6,2	4,9	5,4	4,7	6,0
Dépôts et comptes courants	1.281,4	1.452,1	1.620,8	1.845,5	1.579,8	1.762,0	1.603,1	1.792,4
<i>a)</i> A vue	356,1	388,2	422,7	489,6	404,0	464,9	419,0	476,1
<i>b)</i> A un mois au plus	198,2	272,7	347,9	403,1	336,9	378,7	352,4	396,5
<i>c)</i> A plus d'un mois	323,1	376,7	419,9	469,5	435,3	457,8	424,5	459,2
<i>d)</i> A plus d'un an	13,6	8,2	14,0	10,6	7,1	12,3	9,1	10,9
<i>e)</i> A plus de deux ans	23,3	25,0	27,9	44,4	26,2	40,2	27,6	41,6
<i>f)</i> Carnets de dépôts	365,6	380,0	387,1	426,8	369,0	406,6	369,2	406,6
<i>g)</i> Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,3	1,3	1,5	1,3	1,5	1,3	1,5
Obligations et bons de caisse	193,7	238,4	293,9	352,3	280,7	346,7	285,5	349,1
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6
Divers	114,6	170,9	195,4	201,1	220,9	217,4	224,7	218,4
<i>Total de l'exigible</i>	4.007,5	5.175,3	5.947,8	6.988,1	5.985,7	6.682,5	5.974,0	6.764,4
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	15,9	24,1	27,1	40,7	28,0	41,9	27,6	41,3
<i>Non exigible :</i>								
Capital	47,9	51,0	54,7	65,8	54,5	61,0	54,6	62,2
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	2,5	2,4	5,1	2,4	3,5	2,4	3,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,2	2,5	2,8	3,3	2,8	3,2	2,8	3,2
Réserve disponible	20,9	23,2	26,8	29,5	26,6	29,2	26,7	29,3
Autres réserves	6,5	6,8	9,5	11,3	9,4	10,4	9,4	10,7
Provisions	2,7	6,1	7,4	8,0	7,0	7,8	7,0	7,9
<i>Total du non exigible</i>	82,6	92,1	103,6	123,0	102,7	115,1	102,9	117,0
<i>Total du passif</i>	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.116,4	6.839,5	6.104,5	6.922,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	5,00
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1981 4 ^e trimestre	1.551,5	638,8	2.190,3	6,30	6,22	6,98
1982 1 ^{er} trimestre	1.513,8	720,1	2.233,9	6,14	6,05	7,44
2 ^e trimestre	1.685,0	762,3	2.447,3	6,21	6,29	7,69
3 ^e trimestre	1.540,7	675,6	2.216,3	5,92	5,76	6,97
4 ^e trimestre	1.763,7	669,4	2.433,1	6,59	6,49	6,91
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,79
2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,40
3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,02
4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1982 Décembre	1.982,4	761,0	2.743,4	7,39	7,11	7,65
1983 Janvier	1.725,9	656,0	2.381,9	6,34	6,34	7,13
Février	1.763,9	873,2	2.637,1	6,38	6,65	8,49
Mars	1.763,2	739,6	2.502,8	7,26	6,72	7,67
Avril	1.773,8	695,1	2.468,9	6,49	6,49	6,92
Mai	1.827,8	906,1	2.733,9	6,16	6,41	8,63
Juin	1.865,2	657,1	2.522,3	6,55	6,30	6,60
Juillet	1.724,7	908,3	2.633,0	5,75	5,75	9,40
Août	1.808,4	497,2	2.305,6	6,48	6,23	5,09
Septembre	1.719,1	723,8	2.442,9	6,27	6,03	6,64
Octobre	1.876,8	650,4	2.527,2	6,49	6,24	6,71
Novembre	1.860,5	755,4	2.615,9	6,17	6,43	7,98
Décembre	2.430,0	703,7	3.133,7	8,13	7,82	7,81

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* ; *Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XI^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

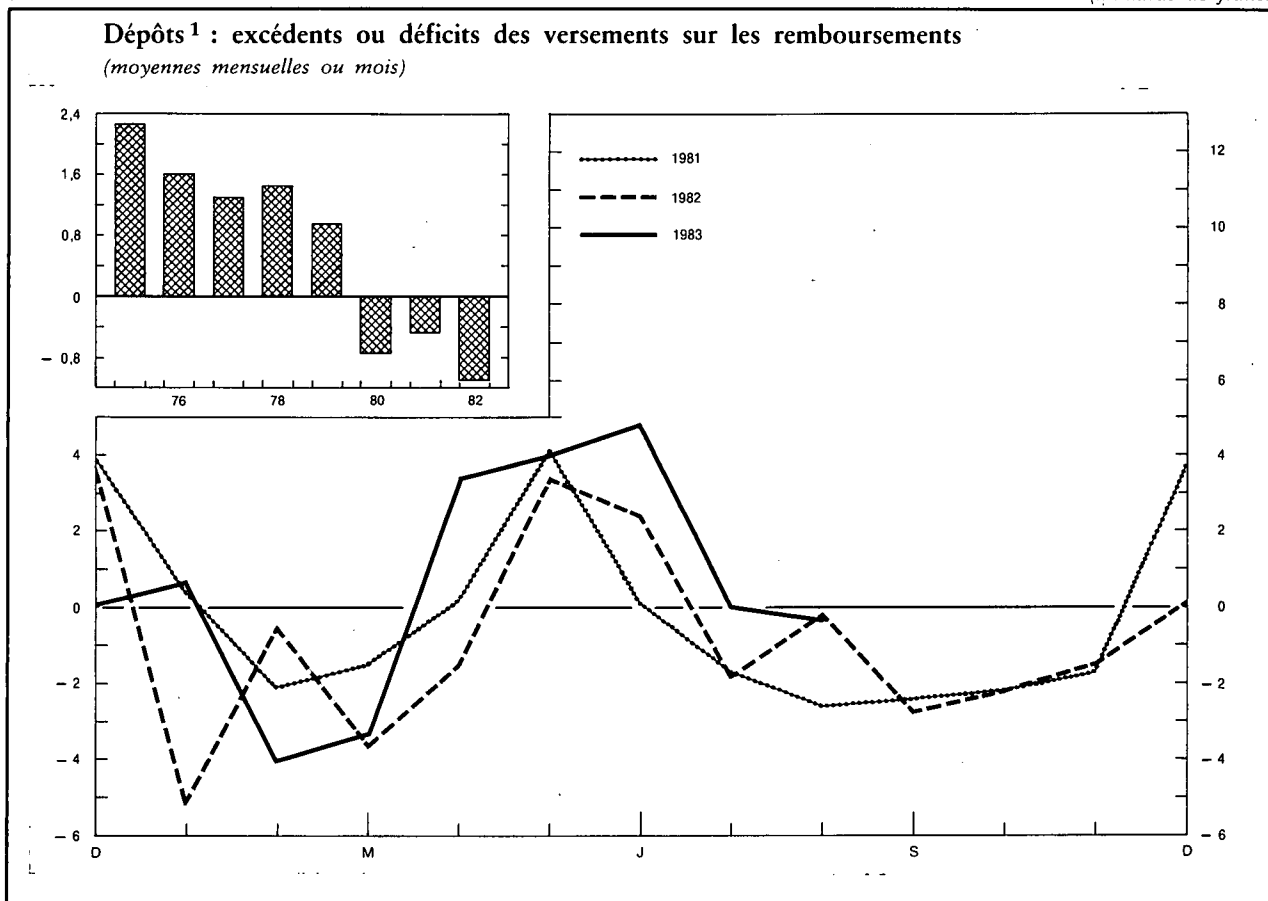
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créateur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1974	12,2	9,1	0,0	0,0	0,7	18,1	0,0	0,0	
1975	17,9	6,0	0,0	0,0	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980 Septembre	32,0	—	67,2	0,0	0,0	23,0	0,0	4,3	67,2
Décembre	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 Mars	31,8	—	108,6	0,0	0,0	28,3	0,0	0,0	107,1
Juin	31,7	—	122,1	0,0	0,0	28,7	0,0	0,1	122,1
Septembre	27,7	—	134,5	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0	132,9
Décembre	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Janvier	24,3	—	149,1	0,0	0,0	28,3	0,0	0,0	143,5
Février	24,7	—	172,5	0,0	0,0	28,4	0,0	0,0	165,4
Mars	23,8	—	167,1	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	159,1
Avril	21,7	—	176,1	0,0	0,0	22,8	0,0	0,0	168,3
Mai	21,7	—	199,5	0,0	0,0	24,4	0,0	0,0	188,3
Juin	22,7	—	175,0	0,0	0,0	24,7	0,0	0,0	174,3
Juillet	20,3	—	165,3	0,0	0,0	29,0	0,0	0,0	154,5
Août	19,0	—	178,5	0,0	0,0	29,4	0,0	0,0	164,7
Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Octobre	18,8	—	182,2	0,0	0,0	27,7	0,0	0,0	165,9
Novembre	17,2	—	174,7	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	156,1
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴	Bons d'épargne ² Montant en circulation	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits			
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1981 2 ^e trimestre	257,6	253,2	4,4	420,3	140,5	560,8
1981 3 ^e trimestre	224,1	230,8	- 6,7	413,6	144,2	557,8
1981 4 ^e trimestre	271,1	271,3	- 0,2	433,0	149,0	582,0
1982 1 ^{er} trimestre	265,8	275,0	- 9,2	423,8	158,8	582,6
1982 2 ^e trimestre	282,5	278,2	4,3	428,1	164,8	592,9
1982 3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
1982 4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre *	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
1983 2 ^e trimestre *	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
1982 Août	81,5	81,7	- 0,2	426,1	168,9	595,0
1982 Septembre	90,5	93,2	- 2,7	423,4	172,4	595,8
1982 Octobre	92,5	94,7	- 2,2	421,2	173,8	595,0
1982 Novembre	95,4	96,9	- 1,5	419,7	175,6	595,3
1982 Décembre	130,0	129,9	0,1	439,8	180,8	620,6
1983 Janvier *	102,4	101,7	0,7	440,5	185,3	625,8
1983 Février *	105,7	109,7	- 4,0	436,5	192,8	629,3
1983 Mars *	111,5	114,8	- 3,3	433,2	194,1	627,3
1983 Avril *	108,5	105,1	3,4	436,6	197,9	634,5
1983 Mai *	103,9	99,9	4,0	440,6	200,5	641,1
1983 Juin *	118,4	113,6	4,8	445,4	202,5	647,9
1983 Juillet *	97,2	97,2	0,0	445,4	205,0	650,4
1983 Août *	99,0	99,3	- 0,3	445,1	207,3	652,4

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1982, les intérêts capitalisés s'élevaient à 20,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6	5,2	6,1	6,9	7,4
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9	69,3	78,4	97,9	132,8
Avances à l'industrie	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7	—	—	—	—
Crédit agricole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit d'exportation	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9	7,0	9,5	12,2	11,2
Prêts sur nantissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts personnels	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4	6,8	8,8	9,3	7,8
Acceptations bancaires	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2	0,9	4,8	2,4	0,8
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8	21,3	15,8	30,4	67,3
Prêts au jour le jour	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6	2,5	0,4	0,4	0,7
Total ...	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5	107,8	117,7	152,6	220,6
Placements définitifs :									
Dettes directes de l'Etat	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7	80,9	87,2	87,8	86,6
Dettes indirectes de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6	110,7	116,1	107,0	98,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1	13,5	13,3	12,9	10,5
Obligations de sociétés belges et divers	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6	12,1	12,0	11,3	10,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3	2,3	1,4	1,5	1,4
Prêts hypothécaires	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8	81,2	96,8	107,2	112,8
Crédit agricole	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0	11,0	12,0	12,8	13,2
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6	59,3	64,4	68,4	69,5
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2	71,1	74,2	79,1	79,5
Total ...	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9	442,1	477,4	488,0	482,7
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7	15,1	16,5	18,4	20,8
Valeurs échues du portefeuille	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7	1,8	3,2	1,8	4,3
Réserve monétaire à la B.N.B.	5,1	2,2	—	—	—	—	—	—	—
Divers	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1	5,3	10,2	12,0	14,1
Total de l'actif ...	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1	679,7	749,9
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7	459,4	504,4	543,3	583,3
Etablissements publics et autres	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1	48,4	43,9	56,4	69,8
Total ...	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8	507,8	548,3	599,7	653,1
Dépôts en comptes courants ²	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7	30,5	39,7	35,0	52,6
Fonds de développement des universités libres	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7	17,6	21,1	21,1
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4	21,9	24,2	22,7	22,0
Divers	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7	2,4	1,3	1,2	1,1
Total du passif ...	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1	679,7	749,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2	9,4	7,9	7,8	5,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5	12,6	13,8	13,9	13,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations de sociétés belges et divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Total ...	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5	22,7	22,4	22,4	19,6
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹ et réserves mathématiques ²	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9	22,6	22,5	15,4
Fonds de réserve	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8
Total ...	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2	24,1	23,8	23,6	16,2

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7	2,9	2,6	2,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3	6,0	7,9	9,5	10,8
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations de sociétés belges	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,7	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1	11,5	14,2	16,1	17,8
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,8
Total ...	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4	24,7	27,7	30,8	33,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2	18,3	20,8	22,9	24,9
Fonds de réserve et de répartition	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8	7,2	7,7	8,6	9,6
Total ...	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0	25,5	28,5	31,5	34,5

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	18,0	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	36,9	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7
2. garantis par banques et organismes financiers ..	44,1	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2
3. dont le risque est à charge de l'Institution	60,2	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2
Crédits commerciaux	2,7	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	8,3	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2
Autres ¹	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6
2. autres ²	1,5	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
Débiteurs divers	2,2	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5
Fonds publics et participations	2,7	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4
Divers	1,5	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3
Total de l'actif ...	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7
EXIGIBLE :									
Obligations	115,1	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7
Bons de caisse	22,3	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4
Dépôts et emprunts divers	22,3	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7
Effets réescomptés	3,9	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1
Créditeurs divers			3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8
Provisions pour charge et risques divers	4,5	4,6	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6
2. Autres ³	1,3	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8
Divers	8,0	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3
Total du passif ...	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1982 31 oct.	1983 31 oct.	1982 30 nov.	1983 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,4	3,4	3,0	2,8	2,6	2,7	2,7	2,6
Prêts au jour le jour	1,2	2,0	1,8	0,8	1,5	2,0	1,0	1,1
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	12,7	13,4	23,3	31,9	27,6	26,3	27,1	28,2
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	2,9	3,9	3,8	5,6	4,0	4,1	4,2	3,4
Effets de commerce et factures	6,0	6,0	7,5	8,2	5,4	5,0	6,8	5,9
Débiteurs par acceptations	0,3	0,1	1,5	0,8	0,4	0,4	0,8	0,6
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	50,3	54,9	59,2	69,2	67,9	78,8	68,3	79,9
Portefeuille-titres et participations	204,5	226,8	274,3	340,7	324,3	418,7	330,4	419,1
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(2,4)	(6,7)	(29,2)	(33,8)	(29,3)	(47,2)	(28,5)	(46,9)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(88,4)	(99,2)	(113,8)	(132,0)	(133,1)	(173,3)	(132,1)	(171,8)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(89,4)	(96,0)	(102,1)	(140,9)	(129,9)	(152,7)	(137,6)	(152,2)
c) Obligations de sociétés belges	(16,9)	(17,5)	(19,6)	(20,5)	(19,9)	(23,3)	(20,1)	(23,4)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(4,8)	(4,8)	(5,3)	(5,9)	(5,6)	(7,7)	(5,6)	(8,8)
e) Autres valeurs	(2,6)	(2,6)	(4,3)	(7,6)	(6,5)	(14,5)	(6,5)	(16,0)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	242,4	255,6	255,7	254,0	254,4	249,8	253,9	249,9
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,4	3,4	3,3	3,4	3,2	3,4	3,2
Débiteurs divers	4,2	3,2	2,9	3,4	3,3	4,7	3,3	4,4
Divers	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	531,8	573,1	636,8	721,1	695,2	796,1	702,3	798,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Immeubles et terrains	5,4	6,1	6,8	7,5	7,2	7,9	7,5	7,9
Leasing immobilier	0,8	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Matériel et mobilier	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	0,9	1,1
Leasing mobilier	0,3	0,3	0,5	0,8	0,7	1,4	0,7	1,4
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	7,0	8,0	9,0	9,8	9,6	11,1	9,9	11,2
Comptes transitoires ¹	13,5	15,3	18,5	24,0	22,9	29,1	25,8	31,9
Total de l'actif	552,3	596,4	664,3	754,9	727,7	836,3	738,0	841,8
dont : affectés par privilège à la garantie du rembourse- ment des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	511,3	553,8	613,1	696,8	670,8	771,3	675,0	772,1
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	501,5	542,4	602,0	684,4	658,3	757,5	661,2	759,4

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1982 31 oct.	1983 31 oct.	1982 30 nov.	1983 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	349,1	348,6	380,3	416,7	391,3	442,8	392,8	444,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	32,3	44,2	61,3	85,5	81,9	100,8	83,5	101,5
c) de cinq ans ou plus	113,7	141,8	155,5	174,6	170,7	196,6	172,2	197,0
Réserves techniques	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,3	0,8	0,3
Fonds de reconstitution	4,2	4,8	5,2	6,1	6,0	6,5	6,1	6,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,9	1,1	1,2	1,4	0,6	0,6	0,5	0,6
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,1	0,1	0,2	0,0	0,5	0,5	0,1
b) auprès de la B.N.B.	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,7	0,1
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,5	2,8	1,0	1,2	1,2	3,1	1,5	1,8
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	2,7	2,2	5,0	4,8	1,6	0,8	2,9	1,9
Mobilisation d'actifs	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres engagements à un mois maximum	1,9	2,1	2,1	2,3	1,0	1,5	1,3	1,5
Créditeurs divers	1,5	1,8	1,7	1,8	1,8	2,0	2,0	2,0
Provisions pour charges	4,9	3,5	3,5	4,1	3,4	4,0	3,5	4,1
Divers	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Total de l'exigible	514,6	554,7	618,5	700,3	661,0	760,1	668,9	762,0
Fonds propres :								
a) capital	8,8	8,9	9,1	9,6	9,4	10,0	9,4	11,1
b) réserve légale	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,9
c) autres réserves	10,4	10,7	11,5	12,6	12,1	13,5	12,1	13,4
Comptes de redressements d'actifs	3,8	4,1	4,5	5,8	5,0	5,4	4,9	5,4
Comptes transitoires ¹	14,0	17,2	19,9	25,8	39,4	46,4	41,9	49,0
Total du passif	552,3	596,4	664,3	754,9	727,7	836,3	738,0	841,8

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts						Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1	
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6	
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3	
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2	
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3	
1979 3 ^e trimestre	26,4	11,0	2,5	3,2	16,7	1,0	14,7	15,7	27,4	357,1	33,6	11,0	42,6	81,6	
4 ^e trimestre	27,4	11,7	3,4	4,7	19,8	1,4	19,8	21,2	26,0	366,9	35,3	21,4	36,6	118,2	
1980 1 ^{er} trimestre	26,0	11,7	3,1	6,1	20,9	0,4	19,5	19,9	27,0	373,6	39,2	26,2	44,3	159,0	
2 ^e trimestre	27,0	11,0	2,8	7,5	21,3	0,3	19,8	20,1	28,2	383,7	38,8	26,0	48,2	150,0	
3 ^e trimestre	28,2	11,5	3,3	6,0	20,8	0,4	20,3	20,7	28,3	393,4	40,0	17,8	52,1	150,4	
4 ^e trimestre	28,3	12,7	3,6	6,5	22,8	0,7	24,5	25,2	25,9	403,4	37,3	17,8	51,6	130,9	
1981 1 ^{er} trimestre	25,9	11,7	3,4	6,0	21,1	0,3	20,0	20,3	26,7	411,6	35,0	19,1	61,6	166,4	
2 ^e trimestre	26,7	9,7	3,1	5,3	18,1	0,3	18,2	18,5	26,3	421,0	35,9	16,8	63,0	132,2	
3 ^e trimestre	26,3	12,2	2,7	5,5	20,4	0,4	20,4	20,8	25,9	431,9	35,4	15,8	63,9	155,3	
1980 Novembre ..	28,1	3,4	0,9	1,4	5,7	0,1	7,0	7,1	26,7	397,2	39,5	18,2	51,0	38,7	
Décembre ...	26,7	5,3	1,3	2,8	9,4	0,5	9,7	10,2	25,9	403,4	37,3	20,6	51,6	45,0	
1981 Janvier	25,9	4,6	0,6	2,1	7,3	0,1	6,8	6,9	26,3	401,4	35,0	19,8	59,9	67,3	
Février	26,3	3,2	1,0	1,8	6,0	0,1	6,4	6,5	25,8	406,1	33,5	20,7	60,8	45,2	
Mars	25,8	3,9	1,8	2,1	7,8	0,1	6,8	6,9	26,7	411,6	35,0	16,8	64,0	53,9	
Avril	26,7	3,1	1,1	2,0	6,2	0,1	4,9	5,0	27,9	411,4	37,2	18,2	62,4	50,6	
Mai	27,9	3,0	0,7	1,5	5,2	0,1	6,0	6,1	27,0	415,8	36,7	16,1	63,6	39,2	
Juin	27,0	3,6	1,3	1,8	6,7	0,1	7,3	7,4	26,3	421,0	35,9	16,1	63,1	42,4	
Juillet	26,3	3,6	1,0	1,8	6,4	0,1	6,8	6,9	25,8	419,8	39,2	20,9	63,2	74,9	
Août	25,8	4,2	0,8	1,3	6,3	0,2	6,2	6,4	25,7	426,5	36,9	13,6	64,7	38,9	
Septembre ..	25,7	4,4	0,9	2,4	7,7	0,1	7,4	7,5	25,9	431,9	35,4	12,8	63,8	41,5	
Octobre	25,9	3,8	1,2	1,6	6,6	0,2	7,1	7,3	25,2	443,8	33,5	15,5	60,8	56,8	
Novembre ..	25,2	3,7	0,9	2,9	7,5	0,1	8,4	8,5	24,2	457,9	34,0	14,9	59,2	56,2	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9
Prêts hypothécaires	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1
Prêts sur polices	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3
Valeurs étrangères	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7
Obligations de sociétés belges	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9
Actions de sociétés belges	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2
Total des valeurs mobilières ...	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4
Prêts hypothécaires	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5
Valeurs étrangères	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0
Obligations de sociétés belges	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1
Actions de sociétés belges	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)	(8)			
1975	+ 5,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,1	- 0,4	+ 6,1	+ 356,4	+ 362,5	
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 2,0	+ 8,1	+ 464,1	+ 472,2	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	*+ 451,9	*+ 455,2	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	*+ 456,7	*+ 468,3	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	*+ 487,6	*+ 502,8	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	*+ 499,3	*+ 490,9	
1981	- 5,2	- 1,6	+ 0,1	- 1,5	+ 1,0	- 5,7	*+ 605,9	*+ 600,2	
1982	+ 5,1	- 3,2	- 0,2	- 3,4	+ 3,9	+ 5,6	*+ 615,7	*+ 621,3	
1981 3 ^e trimestre ...	- 1,5	- 10,1	- 0,3	- 10,4	+ 0,4	- 11,5	*+ 116,6	*+ 105,1	
4 ^e trimestre ...	- 3,7	+ 3,2	0,0	+ 3,2	- 0,9	- 1,4	*+ 140,7	*+ 139,3	
1982 1 ^{er} trimestre ...	- 2,2	+ 19,0	+ 0,6	+ 19,6	+ 0,3	+ 17,7	*+ 124,7	*+ 142,4	
2 ^e trimestre ...	+ 10,6	- 5,7	- 0,2	- 5,9	+ 1,5	+ 6,2	*+ 191,1	*+ 197,3	
3 ^e trimestre ...	- 3,7	- 7,3	- 0,4	- 7,7	+ 0,3	- 11,1	*+ 158,5	*+ 147,4	
4 ^e trimestre ...	+ 0,4	- 9,2	- 0,2	- 9,4	+ 1,8	- 7,2	*+ 141,4	*+ 134,2	
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	+ 0,1	+ 19,2	*+ 162,4	*+ 181,6	
2 ^e trimestre ...	+ 13,6	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	+ 0,1	+ 11,0	*+ 261,2	*+ 272,2	
3 ^e trimestre ...	- 13,9	- 9,9	- 0,2	- 10,1	- 0,1	- 24,1	*+ 152,6	*+ 128,5	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1975	+ 91,9	+123,8	+112,3	+328,0	+ 7,2	+ 32,5	+ 39,7	- 11,3	+356,4
1976	+ 37,2	+192,7	+154,4	+384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+ 46,0	+464,1
1977	+ 72,8	+114,7	*+224,3	*+411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	*+ 5,1	*+451,9
1978	+ 48,3	+176,5	*+171,3	*+396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	*+ 40,4	*+456,7
1979	+ 25,8	+152,3	*+207,8	*+385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	*+ 73,9	*+487,6
1980	+ 4,2	+111,8	*+259,0	*+375,0	+ 46,4	+ 22,9	+ 69,3	*+ 55,0	*+499,3
1981	+ 37,3	+109,3	*+209,9	*+356,5	+115,3	+ 39,4	+154,7	*+ 94,7	*+605,9
1982	+ 35,1	+137,7	*+311,1	*+483,9	+ 27,4	+ 45,7	+ 73,1	*+ 58,7	*+615,7
1981 3 ^e trimestre	- 69,4	+ 17,4	*+ 92,8	*+ 40,8	+ 37,4	+ 6,7	+ 44,1	*+ 31,7	*+116,6
4 ^e trimestre	+ 26,4	+ 58,5	*+ 34,6	*+119,5	+ 15,8	+ 19,6	+ 35,4	*- 14,2	*+140,7
1982 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 15,2	*+ 78,8	*+ 89,3	+ 14,9	+ 12,9	+ 27,8	*+ 7,6	*+124,7
2 ^e trimestre	+ 60,2	+ 20,5	*+ 61,0	*+141,7	+ 5,5	+ 12,0	+ 17,5	*+ 31,9	*+191,1
3 ^e trimestre	- 17,7	+ 60,7	*+ 64,2	*+107,2	+ 3,5	+ 17,5	+ 21,0	*+ 30,3	*+158,5
4 ^e trimestre	- 2,7	+ 41,3	*+107,1	*+145,7	+ 3,5	+ 3,3	+ 6,8	*- 11,1	*+141,4
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,6	+ 5,9	*+134,5	*+123,8	- 4,7	+ 13,2	+ 8,5	*+ 30,1	*+162,4
2 ^e trimestre	+ 72,3	+ 6,2	*+118,3	*+196,8	- 10,0	+ 13,1	+ 3,1	*+ 61,3 ¹⁰	*+261,2
3 ^e trimestre	- 2,4	+ 41,3	*+ 46,7	*+ 85,6	- 7,3	+ 20,3	+ 13,0	*+ 54,0 ¹⁰	*+152,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³				Total général
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger	Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après de organismes principalement monétaires ⁷						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)		(12) = (8) + (11)
1975	+ 136,7	- 4,9	+ 10,4	+ 1,8	+ 144,0	+ 40,4	- 20,2	+ 123,8	+ 4,5	+ 2,7	+ 7,2	+ 131,0
1976	+ 106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+ 176,0	+ 88,7	+ 16,7	+ 192,7	+ 10,4	+ 9,2	+ 19,6	+ 212,3
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 13,0	- 4,8	+ 1,7	+ 55,8	+ 33,1	+ 53,5	+ 109,3	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 224,6
1982	+ 21,3	+ 71,2	- 3,7	+ 1,9	+ 90,7	+ 55,4	+ 47,0	+ 137,7	+ 6,1	+ 21,3	+ 27,4	+ 165,1
1981 3 ^e trimestre .	- 12,3	+ 12,7	+ 1,1	- 1,8	- 0,3	+ 5,6	+ 17,7	+ 17,4	+ 15,7	+ 21,7	+ 37,4	+ 54,8
4 ^e trimestre .	+ 62,0	- 14,8	+ 1,8	- 5,6	+ 43,4	+ 8,4	+ 15,1	+ 58,5	+ 3,9	+ 11,9	+ 15,8	+ 74,3
1982 1 ^{er} trimestre .	- 31,6	+ 40,7	- 1,3	+ 1,2	+ 9,0	+ 13,7	+ 6,2	+ 15,2	+ 4,7	+ 10,2	+ 14,9	+ 30,1
2 ^e trimestre .	+ 4,3	+ 3,2	- 4,6	+ 6,0	+ 8,9	+ 10,0	+ 11,6	+ 20,5	+ 3,8	+ 1,7	+ 5,5	+ 26,0
3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 42,3	+ 0,9	- 2,0	+ 33,7	+ 26,7	+ 27,0	+ 60,7	- 3,4	+ 6,9	+ 3,5	+ 64,2
4 ^e trimestre .	+ 56,1	- 15,0	+ 1,3	- 3,3	+ 39,1	+ 5,0	+ 2,2	+ 41,3	+ 1,0	+ 2,5	+ 3,5	+ 44,8
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 32,3	+ 2,1	- 0,3	+ 21,3	+ 9,3	- 15,4	+ 5,9	- 5,5	+ 0,8	- 4,7	+ 1,2
2 ^e trimestre .	+ 21,4	- 22,4	+ 2,2	+ 1,8	+ 3,0	- 4,0	+ 3,2	+ 6,2	- 4,2	- 5,8	- 10,0	- 3,8
3 ^e trimestre .	+ 19,3	+ 20,5	+ 2,9	+ 0,7	+ 43,4	+ 34,5	- 2,1	+ 41,3	- 0,8	- 6,5	- 7,3	+ 34,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1974	541,9	241,5	59,4	6,0	848,8	349,4	17,4	866,2
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981 Juin	1.064,1	444,3	71,5	15,0	1.594,9	693,3	83,0	1.677,9
Septembre	1.051,8	457,0	72,6	13,2	1.594,6	698,9	97,0	1.691,6
Décembre	1.113,8	442,2	74,4	7,6	1.638,0	707,3	103,8	1.741,8
1982 Mars	1.082,2	482,9	73,1	8,8	1.647,0	721,0	122,0	1.769,0
Juin	1.086,5	486,1	68,5	14,8	1.655,9	731,0	125,8	1.781,7
Septembre	1.079,0	528,4	69,4	12,8	1.689,6	757,7	126,2	1.815,8
Décembre	1.135,1	513,4	70,7	9,5	1.728,7	762,7	125,9	1.854,6
1983 Mars	1.122,3	545,7	72,8	9,2	1.750,0	772,0	121,7	1.871,7
Juin	1.143,7	523,3	75,0	11,0	1.753,0	768,0	121,9	1.874,9
Septembre	1.163,0	543,8	77,9	11,7	1.796,4	802,5	125,0	1.921,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations	Actions ⁵	Divers ⁶	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations	Actions ⁷	Total (7)=(5)+(6)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		
1975	+ 95,0	+ 4,5	+ 12,8	+ 112,3	+ 23,1	+ 9,4	+ 32,5	+ 144,8
1976	+ 149,2	+ 2,2	+ 3,0	+ 154,4	+ 13,5	+ 0,7	+ 14,2	+ 168,6
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 256,2	+ 1,8	+ 1,0	* + 259,0	+ 29,8	- 6,9	+ 22,9	* + 281,9
1981	* + 206,3	+ 1,2	+ 2,4	* + 209,9	+ 43,9	- 4,5	+ 39,4	* + 249,3
1982	* + 292,2	+ 20,1	- 1,2	* + 311,1	+ 54,3	- 8,6	+ 45,7	* + 356,8
1981 3 ^e trimestre ...	* + 91,9	+ 0,5	+ 0,4	* + 92,8	+ 8,2	- 1,5	+ 6,7	* + 99,5
4 ^e trimestre ...	* + 35,2	- 0,6	0,0	* + 34,6	+ 15,0	+ 4,6	+ 19,6	* + 54,2
1982 1 ^{er} trimestre ...	* + 77,7	- 0,8	+ 1,9	* + 78,8	+ 18,1	- 5,2	+ 12,9	* + 91,7
2 ^e trimestre ...	* + 49,9	+ 12,2	- 1,1	* + 61,0	+ 11,6	+ 0,4	+ 12,0	* + 73,0
3 ^e trimestre ...	* + 63,0	+ 1,0	+ 0,2	* + 64,2	+ 19,4	- 1,9	+ 17,5	* + 81,7
4 ^e trimestre ...	* + 101,6	+ 7,7	- 2,2	* + 107,1	+ 5,2	- 1,9	+ 3,3	* + 110,4
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 128,0	+ 2,4	+ 4,1	* + 134,5	+ 11,9	+ 1,3	+ 13,2	* + 147,7
2 ^e trimestre ...	* + 101,1	+ 11,5	+ 5,7	* + 118,3	+ 14,4	- 1,3	+ 13,1	* + 131,4
3 ^e trimestre ...	* + 40,5	+ 4,7	+ 1,5	* + 46,7	+ 20,3	0,0	+ 20,3	* + 67,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1975	+ 33,1	+ 8,4	+ 85,0	+ 16,8	+ 76,7	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+ 240,3	+ 65,9	+ 306,2
1976	+ 16,8	+ 7,2	+ 110,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+ 223,6	+ 78,5	+ 302,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,0	+ 5,0	+ 85,7	+ 42,0	+ 19,4	+ 89,6	+ 21,2	+ 31,2	+ 4,5	+ 134,3	+ 167,3	+ 301,6
1982	- 0,5	+ 1,0	+ 88,4	+ 56,9	+ 28,9	+ 147,7	+ 14,1	+ 44,5	* + 6,5	+ 131,9	* + 255,6	* + 387,5
1981 3 ^e trimestre	- 16,5	- 19,0	- 13,7	+ 4,4	- 2,4	+ 27,5	- 2,2	+ 5,5	+ 0,8	- 53,8	+ 38,2	- 15,6
4 ^e trimestre	+ 8,0	+ 6,9	+ 21,2	+ 8,5	+ 20,3	+ 19,3	+ 17,0	+ 6,4	+ 0,9	+ 73,4	+ 35,1	+ 108,5
1982 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 3,8	+ 22,8	+ 18,1	- 1,7	+ 28,9	- 7,2	+ 12,9	* + 2,5	+ 9,0	* + 62,4	* + 71,4
2 ^e trimestre	+ 20,4	+ 7,4	+ 38,0	+ 8,9	- 0,5	+ 27,6	+ 7,5	+ 7,8	* + 1,1	+ 72,8	* + 45,4	* + 118,2
3 ^e trimestre	- 10,9	- 3,2	+ 16,8	+ 14,3	+ 10,8	+ 57,3	- 0,9	+ 13,1	* + 1,4	+ 12,6	* + 86,1	* + 98,7
4 ^e trimestre	- 1,3	- 7,0	+ 10,8	+ 15,6	+ 20,3	+ 33,9	+ 14,7	+ 10,7	* + 1,5	+ 37,5	* + 61,7	* + 99,2
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,6	+ 24,8	+ 9,9	+ 37,6	- 2,9	+ 16,7	* + 2,0	- 0,9	* + 81,1	* + 80,2
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,2	+ 23,6	+ 2,9	+ 42,1	+ 11,9	+ 11,3	* + 1,1	+ 71,0	* + 78,1	* + 149,1
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 10,9	+ 21,9	+ 9,1	+ 9,8	+ 13,8	+ 2,0	+ 8,7	* + 1,6	+ 40,3	* + 33,2	* + 73,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1974	245,7	74,9	559,6	71,8	357,3	318,6	168,8	80,2	13,5	1.406,3	484,1	1.890,4
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981 Juin	368,1	120,6	1.106,3	253,1	650,3	736,6	333,3	215,2	36,2	2.578,6	1.241,1	3.819,7
Septembre	351,6	101,6	1.090,9	257,5	647,9	764,1	331,1	220,7	37,0	2.523,1	1.279,3	3.802,4
Décembre	359,6	108,5	1.115,0	266,0	668,2	783,4	348,1	227,1	37,9	2.599,4	1.314,4	3.913,8
1982 Mars	350,9	112,3	1.151,3	284,1	666,5	812,3	340,9	240,0	* 40,4	2.621,9	*1.376,8	*3.998,7
Juin	371,3	119,7	1.189,3	293,0	666,0	839,9	348,4	247,8	* 41,5	2.694,7	*1.422,2	*4.116,9
Septembre	360,4	116,5	1.209,9	307,3	676,8	897,2	347,5	260,9	* 42,9	2.711,1	*1.508,3	*4.219,4
Décembre	359,1	109,5	1.219,4	322,9	697,1	931,1	362,2	271,6	* 44,4	2.747,3	*1.570,0	*4.317,3
1983 Mars	351,1	107,0	1.223,3	347,7	707,0	968,7	359,3	288,3	* 46,4	2.747,7	*1.651,1	*4.398,8
Juin	377,4	110,7	1.253,9	371,3	709,9	1.010,8	371,2	299,6	* 47,5	2.823,1	*1.729,2	*4.552,3
Septembre	373,1	121,6	1.279,7	380,4	719,7	1.024,6	373,2	308,3	* 49,1	2.867,3	*1.762,4	*4.629,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurance de la responsabilité ci- vile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique- ment)	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	0,0	3,6	- 3,6	65,8	16,9
	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	0,0	5,4	- 5,4	66,3	53,0
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
* 1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7	
2. Fonds autonomes et orga- nismes de sécurité sociale	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,1	0,9	3,2	27,7	1,7
	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	11,4	1,7	9,7	20,5	- 1,7
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
* 1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,5	7,7	33,8	44,4	- 3,5	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1975	0,0	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6	7,0
	1976	0,0	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4	- 4,5
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,2	19,6	14,5	10,9	3,6	23,2	- 0,8
* 1982	35,0	3,8	31,2	42,1	73,3	36,4	16,8	19,6	92,9	- 0,9	
4. Pouvoirs subordonnés, In- tercommunales pour la construction des Autorou- tes et Crédit Communal de Belgique	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3	4,7
	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1	1,9
	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
* 1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,4	- 0,4	71,7	- 0,1	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	6,9	2,4	4,5	4,9	0,5
	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,1	3,8	2,3	18,2	- 0,5
	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
* 1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3	
	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5	
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	70,9	108,2	29,2	23,2	6,0	114,2	
* 1982	286,2	170,6	115,6	99,8	215,4	100,8	41,5	59,3	274,7		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1978	Janvier ..	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63,0	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33,0 ⁵	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63,0	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23,0	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59,0	—	8,93
	Octobre .	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5,0	—	8,98
	Octobre .	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4,0	—	8,98
	Novembre	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30,0	—	8,95
							280,0		
1979	Janvier ..	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65,5	—	9,14
	Février ..	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10,0	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40,6 ⁶	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61,0	—	9,18
	Septembre	3	Etat belge 1979-88	10,00	100,25	9 ans	69,5	—	9,96
	Octobre .	10	Ville d'Anvers 1979-87	10,00	99,00	8 ans	6,0	—	10,19
	Octobre .	10	Ville de Liège 1979-87	10,00	99,00	8 ans	5,0	—	10,19
	Novembre	29	Fonds des Routes 1979-88	10,50	97,75	8 ans 6 mois	20,1	—	10,93
							277,7		
1980	Janvier ..	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60,0	—	11,00
	Avril	11	Fonds des Routes 1980-83-88	13,00 — 11,50 ⁴	99,50	3 ou 8 ans	40,5 ⁷	13,21	12,33
	Mai	27	Etat belge 1980-88	12,75	100,00	8 ans	44,2	—	12,75
	Septembre	1	Ville d'Anvers 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	1	Ville de Liège 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	29	Etat belge 1980-84-89	12,50 — 13,00 ⁴	100,00	4 ou 9 ans	50,6	12,50	12,81
	Novembre	12	S.N.L. 1980-87	12,75	99,00	7 ans	15,0	—	12,98
							222,3		
1981	Janvier ..	15	Etat belge 1981-85-89	13,00 — 13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24
	Février ..	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁸	13,24	13,15
	Juin	11	Emprunt special 1981 ⁹ Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ¹⁰
			Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69
	Septembre	10	Crédit Communal de Belgique 1981-85-89	13,50	98,00	4 ou 8 ans	30,0	14,19	14,23
	Décembre	9	R.T.T. 1981-88	14,25	99,00	7 ans	21,5	—	14,49
							242,5		
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 25 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 11 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Dont 11 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁸ Dont 12 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁹ Vu les avantages fiscaux accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.

¹⁰ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 %.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dette directe									Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dette reprise de la République du Zaïre ²	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹	Total de la dette directe ¹				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)	(9) = (5)+(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)	
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	0,0	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8
1981 Septembre ..	1.147,5	5,7	607,8	82,8	1.843,8	168,3	157,4	325,7	2.169,5	227,8	2.397,3	—	2.397,3
Décembre ..	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	225,7	2.439,1	—	2.439,1
1982 Mars	1.142,2	5,7	680,2	91,8	1.919,9	211,0	271,8	482,8	2.402,7	355,1	2.757,8	—	2.757,8
Juin	1.158,8	5,7	743,5	95,9	2.003,9	239,5	325,0	564,5	2.568,4	349,0	2.917,4	—	2.917,4
Septembre ..	1.138,1	4,2	889,0	97,2	2.128,5	315,5	297,3	612,8	2.741,3	335,8	3.077,1	—	3.077,1
Décembre ..	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	330,1	3.085,0	—	3.085,0
1983 Janvier	1.177,3	3,5	829,9	103,4	2.114,1	332,0	315,4	647,4	2.761,5	381,1	3.142,6	—	3.142,6
Février	1.181,9	3,5	906,1	95,3	2.186,8	333,0	326,1	659,1	2.845,9	379,4	3.225,3	—	3.225,3
Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	356,0	3.330,0	—	3.330,0
Avril	1.254,7	3,5	905,7	101,9	2.265,8	358,2	392,7	750,9	3.016,7	354,7	3.371,4	—	3.371,4
Mai	1.260,7	40,5	949,1	91,5	2.341,8	367,9	389,4	757,3	3.099,1	367,8	3.466,9	—	3.466,9
Juin	1.368,0	40,5	939,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	351,2	3.550,4	—	3.550,4
Juillet	1.359,4	40,5	954,0	94,0	2.447,9	390,6	381,4	772,0	3.219,9	347,2	3.567,1	—	3.567,1
Août	1.353,1	45,5	981,7	86,9	2.467,2	402,7	379,0	781,7	3.248,9	345,6	3.594,5	—	3.594,5
Septembre ..	1.345,0	45,5	962,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	416,8	3.652,6	—	3.652,6
Octobre	1.338,9	45,5	971,3	89,8	2.445,5	411,8	371,2	783,0	3.228,5	415,8	3.644,3	—	3.644,3
Novembre ..	1.338,9	45,5	1.000,8	83,1	2.468,3	424,6	376,6	801,2	3.269,5	414,4	3.683,9	—	3.683,9
Décembre ..	1.402,7	45,5	952,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	412,5	3.716,0	—	3.716,0
1984 Janvier	1.395,1	45,5	997,4	97,7	2.535,7	479,1	365,6	844,7	3.380,4	390,3	3.770,7	—	3.770,7

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)
1976	+ 129,9	- 3,2	0,0	0,0	- 3,2	+ 133,1
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1983 1 ^{er} mois	+ 57,6	0,0	+ 4,7	0,0	+ 4,7	+ 52,9
1984 1 ^{er} mois	+ 54,7	0,0	+ 8,5	0,0	+ 8,5	+ 46,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B. ; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982 *	1.440,2	94,3	—	89,4	1.051,4	2.675,3
Titres non accessibles à tout placeur						
1975	77,8	34,9	4,1	30,1	74,7	221,6
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982 *	72,6	77,4	42,5	62,9	133,3	388,7
Total						
1975	783,1	107,0	4,1	157,0	474,9	1.526,1
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982 *	1.512,8	171,7	42,5	152,3	1.184,7	3.064,0

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982 *	1.459,7	14,1	10,4	21,3	537,5	16,6	338,4	187,6	89,7	2.675,3
Titres non accessibles à tout placeur										
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982 *	33,4	0,3	0,1	0,8	143,3	—	133,4	31,4	46,0	388,7
Total										
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982 *	1.493,1	14,4	10,5	22,1	680,8	16,6	471,8	219,0	135,7	3.064,0

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

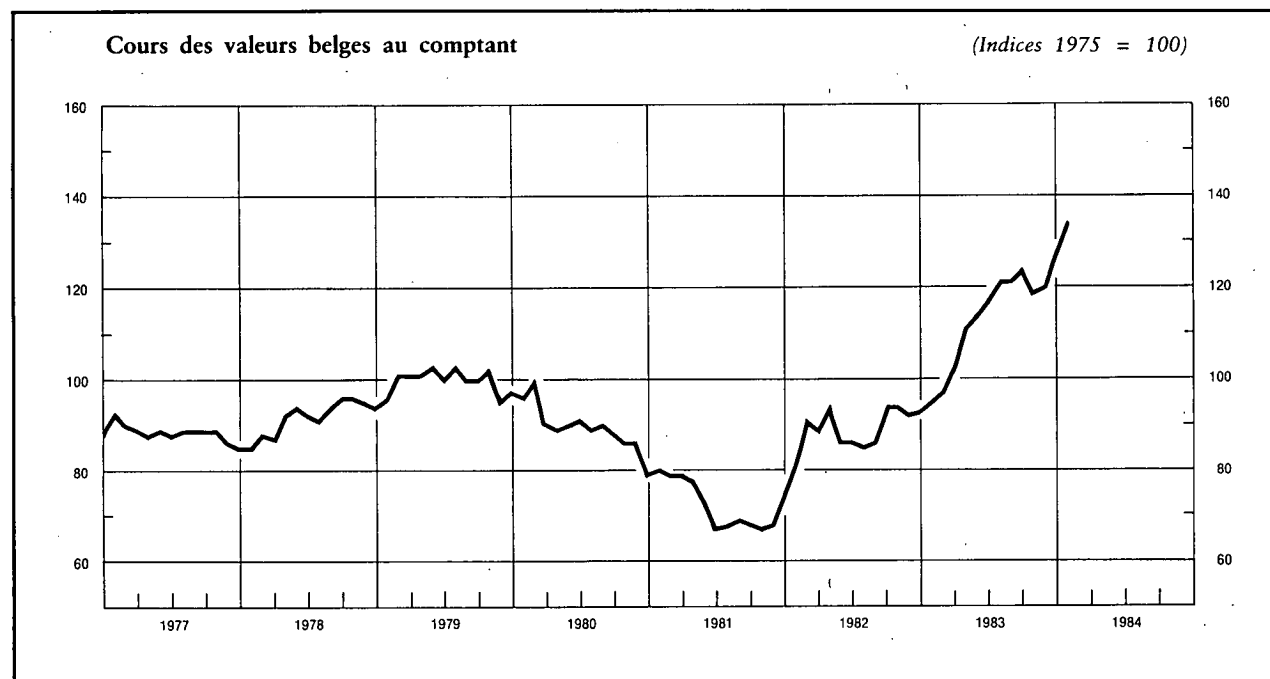
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., L'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères ⁵		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1976	102	96	92	5,5	4,9	128	102
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1981 4 ^e trimestre	133	70	71	8,5	7,3	100	195
1982 1 ^{er} trimestre	257	87	87	6,6	5,8	142	192
2 ^e trimestre	165	89	88	6,9	5,9	104	197
3 ^e trimestre	168	88	88	6,6	5,1	146	196
4 ^e trimestre	227	93	93	6,4	4,8	234	223
1983 1 ^{er} trimestre	229	98	97	5,9	4,5	278	250
2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
3 ^e trimestre	281	121	121	5,4	4,2	235	307
4 ^e trimestre	382	122	121	5,6	4,3	227	314
1983 Janvier	212	95	94	6,1	4,7	298	239
Février	207	95	94	6,0	4,6	274	252
Mars	267	103	101	5,5	4,3	262	261
Avril	349	111	110	5,2	4,1	273	267
Mai	346	114	114	5,7	4,4	289	279
Juin	322	117	115	5,6	4,4	261	291
Juillet	307	121	120	5,4	4,3	198	300
Août	274	121	120	5,4	4,2	241	303
Septembre	262	124	123	5,5	4,2	267	319
Octobre	273	119	118	5,9	4,5	245	311
Novembre	384	120	118	5,6	4,3	224	308
Décembre	488	127	126	5,3	4,0	212	323
1984 Janvier	493	134	134	4,9	3,6	312	347

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Perres		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9

Notes : voir page 137.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
<i>(milliards de francs)</i>							
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir page 137.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,3	* 52,8	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	54,5	13,2	4,7	8,5	14,5	23,0	77,5	73,5
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	1,7	0,0	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976	* 1,2	* 0,0	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	* 0,4	* 0,4
1977	* 0,1	0,0	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,1	* 54,6	* 59,9
1976	* 51,3	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 92,0	54,5	13,2	5,0	8,2	14,5	22,7	77,2	73,2

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,3	37,2	6,6	43,8
1979 ²	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ²	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1981 2 ^e trimestre ²	54,5	21,2	35,4	56,6
3 ^e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4 ^e trimestre	38,4	15,1	8,1	23,2
1982 1 ^{er} trimestre	20,2	13,2	0,0	13,2
2 ^e trimestre	41,3	24,2	2,1	26,3
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
1982 Août	4,6	1,4	0,7	2,1
Septembre	9,9	6,2	0,0	6,2
Octobre	12,0	9,6	1,0	10,6
Novembre	10,6	5,4	1,3	6,7
Décembre	46,0	37,4	0,0	37,4
1983 Janvier	5,2	3,2	4,7	7,9
Février	11,6	10,8	7,3	18,1
Mars	11,9	8,0	4,0	12,0
Avril	9,2	7,8	0,0	7,8
Mai	11,0	10,2	1,0	11,2
Juin	21,1	12,9	4,0	16,9
Juillet	15,3	7,7	1,0	8,7
Août	15,4	8,9	0,3	9,2

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Caisses d'épargne privées (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	178,6	156,8	1,6	683,5	1.136,0	58,6
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	199,4	182,5	1,8	772,0	1.298,9	72,6
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,0	1.107,2	466,2	300,5	351,7	345,3	1,6	1.465,3	2.572,5	110,2
1981 Juin	0,4	0,5	1.039,5	1.040,4	449,9	264,1	346,0	331,1	2,2	1.393,3	2.433,7	101,9
Septembre	0,6	0,5	1.052,0	1.053,1	454,0	272,9	346,0	332,1	1,8	1.406,8	2.459,9	100,4
Décembre	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982 Mars	0,5	0,5	1.101,7	1.102,7	460,5	286,1	351,0	334,8	1,8	1.434,2	2.536,9	103,1
Juin	0,3	0,5	1.099,6	1.100,4	464,6	295,5	352,0	339,1	1,7	1.452,9	2.553,3	100,3
Septembre	0,5	0,5	1.081,3	1.082,3	463,9	302,1	350,8	339,3	1,7	1.457,8	2.540,1	98,9
Décembre *	0,7	0,5	1.106,0	1.107,2	466,2	300,5	351,7	345,3	1,6	1.465,3	2.572,5	110,2
1983 Mars	0,7	0,5	1.088,7	1.089,9	464,3	308,3	355,2	344,8	1,6	1.474,2	2.564,1	106,5
Juin	0,2	0,5	1.087,6	1.088,3	471,7	315,2	353,0	347,1	1,5	1.488,5	2.576,8	107,4
Septembre *	0,2	0,5	1.101,6	1.102,3	466,0	320,2	355,6	346,1	1,6	1.489,5	2.591,8	106,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1981 4 ^e trimestre	13,8
1982 1 ^{er} trimestre	11,3
2 ^e trimestre	11,5
3 ^e trimestre	11,5
4 ^e trimestre	13,3
1983 1 ^{er} trimestre	10,7
2 ^e trimestre	11,8
3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique. 1^{re} année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — Indices et Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank. — Moniteur Belge : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.*

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	25,7	27,9	29,8	31,4	20,2	23,0	24,3	26,2
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	9,1	9,9	11,3	12,5	5,5	5,8	6,1	6,8
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	139,5	147,7	158,4	174,3	71,5	75,0	80,7	89,7
Textile, habillement et cuir	78,0	82,6	84,0	83,4	45,6	48,0	51,0	47,1
Industrie chimique ⁴	173,9	200,9	227,9	240,5	81,8	92,7	95,1	91,6
Métallurgie de base	176,8	203,3	182,1	186,9	128,2	140,1	129,5	123,3
Fabrications métalliques	312,1	325,3	352,7	349,5	162,6	161,3	191,7	174,5
Produits minéraux non métalliques et bois	91,5	95,2	95,9	96,6	59,6	57,7	56,6	56,1
Papier, carton et imprimerie	34,4	37,0	40,3	41,4	21,6	23,1	25,7	25,1
Pétrole	58,3	60,8	64,3	77,4	20,0	13,1	18,6	17,6
Diamant et orfèvrerie	44,9	53,7	60,2	65,0	32,4	35,9	42,7	45,3
Autres	1,7	1,8	2,0	1,9	1,2	1,2	1,3	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	117,6	117,6	113,6	109,5	74,9	78,0	76,3	70,2
Production et distribution d'énergie et d'eau	47,8	85,1	107,6	122,8	30,2	40,6	41,0	53,6
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	42,3	43,5	50,6	61,4	17,9	20,2	30,0	35,3
Commerce de détail	72,1	73,7	74,4	74,7	43,1	45,2	45,7	46,7
Transports, entrepôts et communications	91,1	104,9	133,4	150,5	57,3	68,5	88,1	106,1
Services financiers ⁵	114,3	123,5	136,1	128,4	51,0	50,7	53,7	44,8
Autres services aux entreprises ⁶	40,7	50,2	45,4	48,2	26,1	32,1	27,9	27,7
Autres services aux particuliers ⁷	129,5	140,6	145,3	153,4	105,2	118,5	124,6	129,8
Total	1.801,2	1.985,3	2.115,3	2.209,7	1.055,9	1.131,0	1.210,6	1.218,7

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981	1982
Communauté Economique Européenne ...	171,3	256,8	419,4	477,0	81,9	124,4	248,5	271,2
Royaume-Uni	43,4	53,1	75,1	97,7	21,7	23,6	27,8	36,5
République Fédérale d'Allemagne	39,1	101,8	201,0	181,3	19,9	46,8	132,6	105,1
France	31,6	40,3	47,0	73,0	12,8	20,6	24,4	42,1
Pays-Bas	23,6	21,3	33,1	42,6	8,1	8,0	13,4	18,4
Italie	13,5	18,2	30,5	43,1	9,7	13,5	25,1	35,8
Luxembourg	8,9	8,1	9,9	10,1	4,3	3,6	6,8	6,8
Danemark	8,4	11,8	14,9	17,5	5,0	6,5	11,2	15,5
Irlande	2,8	2,2	3,0	6,1	0,4	1,8	3,0	5,5
Grèce	—	—	4,9	5,6	—	—	4,2	5,5
Autre pays d'Europe²	76,7	95,2	134,9	155,4	53,0	70,1	95,0	118,3
dont : Espagne	26,2	36,6	52,3	58,7	22,5	32,6	49,9	55,9
Suisse	17,6	21,4	32,8	38,3	8,8	10,9	9,3	12,4
Norvège	6,8	7,0	7,1	6,2	5,4	5,3	5,5	4,9
Suède	9,5	11,1	14,9	18,2	6,5	7,9	10,5	13,8
Etats-Unis et Canada	39,7	60,6	84,9	97,7	13,4	21,6	28,3	31,9
Pays exportateurs de pétrole	63,6	78,8	83,9	92,8	35,7	51,7	61,8	71,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	86,4	137,7	191,4	244,5	68,9	114,6	149,0	191,0
dont : Brésil	37,2	41,0	53,1	55,0	34,4	38,0	48,2	51,0
Mexique	19,2	30,8	59,6	64,6	14,8	26,4	49,0	59,4
Autres pays d'Afrique	33,3	37,8	40,7	50,0	27,7	30,2	32,8	37,7
dont : Afrique du Sud	4,5	3,8	3,3	6,6	2,9	2,7	2,2	3,1
République du Zaïre	7,0	7,6	9,1	8,7	6,6	6,7	8,8	8,7
Australie et Nouvelle Zélande	8,0	15,9	27,3	38,6	3,9	5,4	12,5	23,5
Autres pays d'Asie	13,0	31,1	41,2	58,5	8,7	21,1	26,6	35,1
dont : Japon	5,7	10,9	8,1	9,2	4,9	10,3	7,3	8,3
Total	492,0	713,9	1.023,7	1.214,5	293,2	439,1	654,5	779,7

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

² 1979 et 1980 : y compris la Grèce.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total ⁽⁸⁾ = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1981 4 ^e trimestre	6,7	0,1	3,6	5,4	0,0	3,3	1,7	10,4
1982 1 ^{er} trimestre	8,3	0,0	4,1	5,8	0,0	5,0	1,6	12,4
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,6	6,1	0,0	3,2	1,7	11,0
3 ^e trimestre	7,0	0,0	4,2	5,8	0,0	3,6	1,8	11,2
4 ^e trimestre	6,9	0,0	4,0	5,8	0,0	3,5	1,6	10,9
1983 1 ^{er} trimestre	6,7	0,1	3,5	5,7	0,0	3,3	1,3	10,3
2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1983 Février	6,2	0,0	3,6	5,4	0,0	3,3	1,1	9,8
Mars	7,1	0,4	3,1	5,9	0,0	2,9	1,8	10,6
Avril	5,5	0,0	3,6	5,4	0,0	1,8	1,9	9,1
Mai	7,7	0,0	4,4	5,7	0,0	5,2	1,2	12,1
Juin	8,6	0,0	4,0	6,0	0,0	5,3	1,3	12,6
Juillet	7,2	0,0	3,7	5,9	0,0	3,8	1,2	10,9
Août	6,8	0,0	3,1	5,4	0,0	3,0	1,5	9,9
Septembre	10,2	0,0	4,7	5,7	0,4	7,3	1,5	14,9
Octobre	7,6	0,0	4,2	5,4	0,0	4,9	1,5	11,8
Novembre	6,8	0,0	3,2	6,1	0,2	1,9	1,8	10,0
Décembre	9,1	0,0	3,9	5,9	0,0	5,8	1,3	13,0
1984 Janvier	6,6	0,0	3,7	4,9	0,0	4,4	1,0	10,3
Février	9,3	0,0	4,1	4,6	1,0	6,1	1,7	13,4

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1981 4 ^e trimestre	243,3	7,5	49,8	70,0	370,6
1982 1 ^{er} trimestre	250,4	5,8	46,4	69,1	371,7
2 ^e trimestre	246,3	3,2	47,2	77,0	373,7
3 ^e trimestre	245,9	2,2	46,3	70,1	364,5
4 ^e trimestre	254,9	3,3	48,8	57,7	364,7
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) + (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Septembre ..	93,5	74,6	18,9	13,7	4,3	9,4	6,8	4,0	2,8	146,9	45,6	15,0
Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Mars	98,2	61,5	36,7	13,8	4,2	9,6	7,5	3,9	3,6	151,7	46,3	15,3
Juin	100,3	80,4	19,9	13,8	3,9	9,9	7,8	4,6	3,2	153,0	46,8	16,0
Septembre ..	101,9	32,5	69,4	13,9	2,7	11,2	7,9	2,4	5,5	157,6	47,6	16,2
Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Février	103,6	68,1	35,5	14,0	4,3	9,7	8,0	5,3	2,7	158,3	48,4	16,5
Mars	105,0	68,9	36,1	14,4	3,4	11,0	8,2	4,3	3,9	163,7	49,4	16,7
Avril	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Mai	105,0	58,8	46,2	14,4	3,1	11,3	8,2	3,3	4,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Juillet	105,9	25,1	80,8	14,8	2,4	12,4	8,2	1,1	7,1	167,6	49,9	16,8
Août	105,9	20,9	85,0	14,8	1,6	13,2	8,2	0,5	7,7	167,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Octobre	106,3	49,9	56,4	14,9	2,0	12,9	8,3	0,8	7,5	170,8	50,0	17,1
Novembre ..	106,3	53,8	52,5	14,9	2,2	12,7	8,3	1,9	6,4	170,8	50,0	17,1
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Janvier	107,5	75,0	32,5	15,2	4,5	10,7	8,4	5,6	2,8	173,0	50,5	17,3
Février	107,5	89,4	18,1	15,2	5,4	9,8	8,4	5,2	3,2	173,0	50,5	17,3

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires		Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an		Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme		à long terme	
	2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6		

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de documentation : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque*

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 6 janvier ..	8,00	8,00
17 février ...	7,00	7,00
5 mai	6,50	6,50
23 juin	6,00	6,00
2 décembre ..	7,00	7,00
14 décembre ..	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ...	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre ..	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre ..	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre ..	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre ..	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre ..	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1978		
	8,50	9,50
1979 18 janvier ..	8,00	8,50
1 ^{er} février ..	7,50	8,00
8 mars	7,00	7,00
3 mai	—	7,00
31 mai	—	8,00
14 juin	—	9,00
29 juin	11,00	12,00
28 septembre ..	11,00	13,00
4 octobre ..	12,00	13,00
13 décembre ..	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre ..	—	18,00
30 décembre ..	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre ..	—	14,00
9 septembre ..	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre ..	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre ..	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00

Fin de période	Taux
1975	5,73
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1981 3 ^e trimestre	13,00
4 ^e trimestre	13,91
1982 1 ^{er} trimestre	12,14
2 ^e trimestre	13,31
3 ^e trimestre	11,25
4 ^e trimestre	11,35
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1983 Février	11,03
Mars	11,16
Avril	10,36
Mai	9,46
Juin	8,99
Juillet	8,87
Août	8,85
Septembre ..	8,92
Octobre	8,96
Novembre ..	9,03
Décembre ...	9,49
1984 Janvier	9,70
Février	9,98

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1975	5,25	—	5,75	1975	—	5,70	5,80
1976 Février 13	5,90	8,10		1976 Février 12	—	8,10	8,10
Mars 5		6,75		Mars 4	7,00	7,00	7,00
Octobre 4	8,90	13,50	8,75	Octobre 15	15,55	—	15,00
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981 Décembre	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
1982 Mars	12,90	—	12,50	1981 Décembre	15,20	15,45	—
Juin	13,90	—	12,75	1982 Mars	12,75	13,45	13,60
Septembre	12,40 ⁴	—	12,00	Juin	14,50	14,70	14,90
				Septembre	11,80	12,10	12,10
				Décembre	11,65	11,75	11,85
				1983 Février	11,55	11,55	11,50
				Mars	11,35	11,80	11,75
				Avril	9,80	—	—
				Mai	9,30	9,65	9,65
				Juin	8,90	—	—
				Juillet	—	8,80	8,85
				Août	8,40	8,70	—
				Septembre	—	8,45	—
				Octobre	8,45	8,75	—
				Novembre	9,75	—	9,95
				Décembre	9,80	—	—
				1984 Janvier	9,75	10,15	10,30
				Février	11,60	—	—
1983 Février	10,15	11,40	11,00				
Mars	9,65	10,90	10,50				
Avril	8,65	9,90	9,75				
Mai	8,15	9,40	9,25				
Juin	7,65	8,90	8,75				
Juillet	7,65	8,90	8,75				
Août	7,65	8,90	8,75				
Septembre	7,65	8,90	8,75				
Octobre	7,65	8,90	8,75				
Novembre	8,65	9,90	9,75				
Décembre	8,65	9,90	9,75				
1984 Janvier	9,15	9,90	9,75				
Février	10,15	10,90	10,50				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période ; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1976	8,38	1981 4 ^e trimestre	12,03	1983 Février	9,88
1977	5,58	1982 1 ^{er} trimestre	11,44	Mars	11,28
1978	5,17	2 ^e trimestre	12,33	Avril	9,60
1979	7,96	3 ^e trimestre	11,68	Mai	7,21
1980	11,11	4 ^e trimestre	10,16	Juin	7,22
1981	11,41	1983 1 ^{er} trimestre	10,30	Juillet	7,46
1982	11,41	2 ^e trimestre	7,91	Août	7,57
1983	8,07	3 ^e trimestre	6,86	Septembre	5,85
		4 ^e trimestre	7,46	Octobre	6,73
				Novembre	8,32
				Décembre	7,39
				1984 Janvier	7,92
				Février	7,17

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 décembre ...	6,75	6	6
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 9 mars	13,75	13,75	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	8 juin	6	6	6
1981 3 ^e trimestre ...	15,25	15,50	15,75	16,00	16,14	14 septembre ..	13,50	6	6
4 ^e trimestre ...	16,25	16,00	16,00	16,00	15,76	14 décembre ...	12,35	12,35	6
1982 1 ^{er} trimestre ...	13,60	14,15	14,50	14,50	14,76	1983 8 février	12,35	6	6
2 ^e trimestre ...	15,50	15,50	15,75	15,75	15,23	8 mars	6	6	6
3 ^e trimestre ...	12,75	12,75	12,75	13,00	14,14	12 avril	11,35	11,35	11,35
4 ^e trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,72	10 mai	9,85	9,85	6
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58	14 juin	9,75	6	6
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	12 juillet	6	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	9 août	6	6	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02	13 septembre ..	9,50	6	6
1983 Février	12,25	12,25	12,25	12,25	12,25	11 octobre	9,75	6	6
Mars	12,00	12,00	12,00	12,25	12,87	8 novembre ...	9,85	6	6
Avril	10,45	10,45	10,45	10,45	11,53	13 décembre ...	11,00	6	6
Mai	10,00	10,00	10,00	10,00	10,06	1984 10 janvier	11,10	6	6
Juin	9,25	9,25	9,25	9,50	9,79	14 février	11,35	6	6
Juillet	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25				
Août	8,75	9,00	9,25	9,25	9,25				
Septembre	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25				
Octobre	9,00	9,25	9,50	9,50	9,50				
Novembre	10,30	10,50	10,50	10,75	9,81				
Décembre	10,50	10,75	10,85	11,00	11,00				
1984 Janvier	10,50	10,75	10,85	11,00	11,00				
Février	12,50	12,25	12,25	12,50	12,26				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1975	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1981 Octobre	13,47	13,54	13,97	13,65	—	13,64
1982 Janvier	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
Avril	13,54	13,30	13,93	13,19	—	13,53
Juillet	13,33	13,08	13,59	13,60	—	13,36
Octobre	12,77	12,57	13,20	13,23	—	12,86
1983 Janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
Février	11,59	11,47	12,48	12,12	—	11,76
Mars	11,99	11,81	12,60	12,21	—	12,02
Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Mai	10,92	11,17	11,59	11,35	—	11,13
Juin	11,03	11,29	11,63	11,36	—	11,19
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Août	10,59	10,79	11,42	11,20	—	10,82
Septembre	10,53	10,80	11,46	11,11	—	10,83
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
Novembre	10,52	10,75	11,32	11,04	—	10,78
Décembre	10,87	11,13	11,75	11,42	—	11,21
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Février	11,40	11,44	11,97	11,93	—	11,63

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1973	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41	9,25	99,00	9,36
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88	10,50	97,75	10,78
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1982 ...		5,00		8,50		9,50		21,00		5,00		10,05		4,50
1983 Janvier									14	4,50	6	9,74		
Janvier											20	9,81		
Janvier											27	9,83		
Février											3	9,91		
Février											10	9,76		
Février											17	9,43		
Février											24	9,48		
Mars									1	4,00	3	9,38		
Mars											10	9,53		
Mars	18	4,00							18	3,50	17	9,47	18	4,00
Mars											24	9,51		
Mars											30	9,42		
Avril							9	20,00			7	9,54		
Avril											14	9,49		
Avril											21	9,46		
Avril											28	9,37		
Mai										3	4,50	5	9,33	
Mai											12	9,27		
Mai											19	9,38		
Mai											26	9,50		
Juin											2	9,53		
Juin											9	9,54		
Juin											16	9,47		
Juin											23	9,48		
Juin											30	9,42		
Juillet											7	9,51		
Juillet											14	9,47		
Juillet											21	9,51		
Juillet											28	9,49		
Août											4	9,57		
Août											11	9,68		
Août											18	9,57		
Septembre ...											1	9,54		
Septembre ...										9	5,00 ⁶	8	9,52	
Septembre ...											15	9,50		
Septembre ...											22	9,52		
Septembre ...											29	9,49		
Octobre											6	9,45		
Octobre											13	9,48		
Octobre											20	9,45		
Octobre											27	9,49		
Novembre ...											3	9,48		
Novembre ...											10	9,53		
Novembre ...											17	9,60		
Novembre ...											24	9,63		
Décembre ...											1	9,73		
Décembre ...											8	9,92		
Décembre ...											15	10,06		
Décembre ...											22	10,04		
Décembre ...											29	9,96		
1984 Janvier											5	9,97		
Janvier											12	9,99		
Janvier											19	9,98		
Février							16	19,00			9	10,00		
Février											23	10,04		

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 5,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 6 janvier	1984 5 janvier	1983 10 février	1984 9 février
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	211,7	354,2	320,5	331,9	330,6	382,2	339,4	381,7
Or	138,3	226,9	194,6	247,0	247,0	259,0	247,0	259,0
Disponibilités à vue à l'étranger	29,9	42,8	36,2	13,6	13,0	28,0	10,9	30,7
Ecus	33,0	70,5	76,5	58,2	57,5	80,1	68,4	76,9
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	10,5	14,0	13,2	13,1	13,1	15,1	13,1	15,1
Créances sur le Trésor	16,7	18,9	4,9	5,8	5,8	12,1	5,8	14,6
Monnaies divisionnaires	0,1	0,2	0,5	0,6	0,9	1,0	0,9	1,0
Comptes courants postaux	0,5	0,3	0,7	0,8	0,2	0,1	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	13,8	15,5	0,0	0,0	0,0	5,8	0,0	8,3
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,3	2,9	3,7	4,4	4,7	5,2	4,7	5,1
Créances provenant d'opérations de refinancement	112,6	121,4	153,2	286,8	242,1	221,7	203,5	199,0
Effets escomptés ⁴	48,8	59,8	72,8	86,0	86,2	87,2	84,4	87,2
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	38,0	35,0	49,8	167,8	138,2	98,7	102,8	89,8
Avances sur titres	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4
Effets en cours de recouvrement	25,7	26,5	30,5	32,8	17,4	35,5	16,0	21,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	41,5	65,8	56,3	66,1	66,2	77,6	69,4	75,7
Divers	5,4	5,7	7,4	6,8	6,1	6,9	6,2	7,0
Total ..	387,9	566,0	542,3	697,4	650,8	700,5	624,3	678,0
PASSIF								
Billets en circulation	137,9	144,0	163,3	180,6	179,1	192,7	175,9	188,9
Comptes créditeurs extérieurs	5,8	8,2	9,0	10,3	11,1	12,4	9,7	12,9
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,2	3,1	1,8	2,3	3,1	2,9	1,7	3,4
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	3,6	5,1	7,2	8,0	8,0	9,5	8,0	9,5
Compte courant du Trésor public	20,4	33,3	31,7	81,6	48,2	24,4	14,7	7,1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	24,3	42,6	36,2	67,2	55,2	70,8	55,7	74,8
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21,4	38,8	23,2	32,2	21,0	15,3	16,3	18,2
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	—	0,0	4,7	18,4	18,5	28,3	19,4	29,0
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2,9	3,8	8,3	16,6	15,7	27,2	20,0	27,6
Ecus à livrer au FECOM	32,2	60,0	58,5	53,6	53,6	79,5	64,8	76,2
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	152,9	263,8	223,4	289,0	289,0	303,9	289,0	303,9
Capital et fonds de réserve	1,6	1,8	1,9	2,2	2,3	2,6	2,3	2,6
Divers	12,8	12,3	18,3	12,9	12,3	14,2	12,2	11,6
Total ..	387,9	566,0	542,3	697,4	650,8	700,5	624,3	678,0
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	2,6	4,9	6,0	6,5	6,5	11,4	6,5	11,4
Acquisition de droits de tirage spéciaux	3,4	4,3	7,2	6,6	6,6	3,7	6,6	3,7
Autres opérations	4,5	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	23,8	25,5	3,2	0,0	0,0	5,8	0,0	8,2
dont : non rémunérés	13,8	15,5	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	18,7	11,9	2,2	33,4	39,4	34,0	42,4	36,0
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	2,1	0,5	0,0	10,2	9,1	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	49,0	61,3	75,0	87,1	86,7	88,4	85,3	89,0
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	48,9	59,8	72,8	86,0	86,2	87,2	84,4	87,2
— Autres crédits	0,1	1,5	2,2	1,1	0,5	1,2	0,9	1,8
Crédits à court terme	17,0	21,1	45,4	123,1	89,2	63,5	59,5	52,0
— Crédits à l'exportation	5,1	7,0	13,9	21,5	20,1	15,6	17,4	14,2
— Autres crédits	11,9	14,1	31,5	101,6	69,1	47,9	42,1	37,8

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1980 February 29	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1983 January 5	1984 January 4	1983 February 9	1984 February 8
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	9.8	10.3	10.8	11.0	11.3	11.9	10.9	11.4
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	9.8	10.3	10.8	11.0	11.3	11.9	10.9	11.4
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	7.4	6.7	4.2	3.3	3.4	4.1	4.1	1.7
Other Securities	2.4	3.6	6.6	7.7	7.9	7.8	6.8	9.7
Total ...	9.8	10.3	10.8	11.0	11.3	11.9	10.9	11.4
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.1	0.2	0.2	0.6	0.0	0.1	2.0	0.5
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Bankers Deposits	0.5	0.5	0.6	0.7	0.6	0.7	0.7	0.8
Reserves and Other Accounts	0.7	1.5	1.9	2.2	2.1	1.4	2.1	1.3
Total ...	1.4	2.2	2.7	3.5	2.8	2.2	4.8	2.6
Government Securities	0.6	0.9	0.3	0.3	0.6	0.5	0.4	0.5
Advances and Other Accounts	0.5	1.0	1.2	1.4	1.3	0.5	1.6	0.6
Premises, Equipment and Other Securities ..	0.3	0.3	1.2	1.8	0.9	1.2	2.8	1.5
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	1.4	2.2	2.7	3.5	2.8	2.2	4.8	2.6

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1979 December 31	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1982 December 8	1983 December 7	1983 January 5	1984 January 4
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.2	11.2	11.2	11.2	11.1	11.2	11.1
Special Drawing Rights certificate account	1.8	2.5	3.3	4.6	4.4	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Loans and securities	128.3	133.2	142.1	151.0	144.1	158.7	147.0	168.2
<i>Loans</i>	1.4	1.8	1.6	0.7	1.4	0.5	0.4	1.2
<i>Acceptances</i>	0.7	0.8	0.2	1.5	0.0	0.0	0.0	0.5
<i>Federal agency obligations</i>	8.7	9.3	9.4	9.5	9.0	8.7	8.9	9.0
<i>U.S. Government securities</i>	117.5	121.3	130.9	139.3	133.7	149.5	137.7	157.5
Cash items in process of collection	15.7	15.5	10.6	13.0	9.9	10.2	11.6	12.9
Other assets	5.6	8.7	9.2	9.9	9.4	8.2	9.9	8.8
Total assets ...	162.9	171.5	176.8	190.1	179.4	193.2	184.7	206.0
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	113.3	124.2	131.9	142.0	140.8	154.3	142.1	157.3
Deposits	35.7	31.6	30.7	34.3	26.8	26.1	28.9	32.5
<i>Depository institutions</i>	29.8	27.5	25.2	26.5	22.1	21.1	25.0	28.8
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.1	3.1	4.3	5.0	3.8	4.2	3.0	3.1
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	1.4	0.6	0.7	2.5	0.7	0.5	0.7	0.4
Deferred availability cash items	8.9	11.0	8.9	8.8	6.6	7.3	8.9	10.6
Other liabilities	2.7	2.3	2.7	2.3	2.2	2.3	1.8	2.5
Capital accounts	2.3	2.4	2.6	2.7	3.0	3.2	3.0	3.1
Total liabilities and capital accounts.....	162.9	171.5	176.8	190.1	179.4	193.2	184.7	206.0

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1977 dicembre	1978 dicembre	1979 dicembre	1980 dicembre	1979 ottobre	1980 ottobre	1979 novembre	1980 novembre
ATTIVO								
Oro	7,7	9,3	15,7	33,3	15,7	33,0	15,7	32,9
Cassa ¹	0,3	0,9	1,4	1,4	0,3	0,4	0,2	0,8
Portafoglio	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ² ...	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5	1,4	1,5
Anticipazioni ³	1,0	0,3	3,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
Attività verso l'estero in valuta	0,0	0,0	7,9	12,4	7,8	11,5	8,1	11,5
Ufficio italiano dei cambi	13,2	17,3	16,7	17,2	16,7	15,6	16,3	16,5
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴	25,5	27,7	24,1	23,6	19,8	27,0	21,1	24,7
Certificati di credito del Tesoro	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵ ...	1,0	1,2	1,5	1,7	1,5	1,7	1,5	1,7
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C/c servizio tesoreria	4,8	6,7	10,2	19,1	11,8	15,1	12,9	17,6
Servizi diversi per conto dello Stato	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6
Immobili	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Partite varie	3,5	4,1	3,3	3,5	3,3	3,2	8,4	3,3
Spese	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	2,0	1,9	2,0
Totale attivo ...	58,8	69,2	85,9	114,4	81,0	111,8	88,3	115,2
PASSIVO								
Passività verso l'estero in valuta	—	—	5,9	9,9	5,9	9,9	5,0	9,9
Circolazione dei biglietti ⁶	16,5	19,5	22,6	26,3	19,2	22,5	19,6	23,4
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Conti correnti liberi ⁸	0,9	2,0	0,7	0,8	1,1	0,7	3,8	0,3
Conti correnti vincolati	20,4	25,5	31,0	34,7	29,9	34,0	30,3	34,7
Conti speciali	0,9	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	7,7	4,9	1,7	2,3	1,9	1,7	1,8	1,7
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Servizi diversi per conto dello Stato	0,6	1,3	1,5	0,7	0,2	0,3	0,4	2,5
Servizi di cassa per conto di enti vari	0,4	0,9	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondi accantonati	7,9	10,7	18,6	36,6	17,2	35,1	17,2	35,1
Partite varie	3,2	3,5	2,1	2,2	3,1	4,9	6,7	4,8
Capitale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fondo di riserva straordinario	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Rendite	0,0	0,0	0,1	0,0	1,9	2,1	1,9	2,1
Utile netto da ripartire	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Totale passivo e patrimonio ...	58,8	69,2	85,9	114,4	81,0	111,8	88,3	115,2
Depositanti di titoli e valori	31,4	43,4	66,6	125,7	55,8	114,2	54,0	119,2
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
² Di cui : aziende di credito	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
istituti speciali	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
³ Di cui : aziende di credito	0,7	0,3	0,9	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
istituti speciali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
altri	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
anticipazioni a scadenza fissa	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁴ Di cui : titoli di stato e oblig. p/c Tesoro :								
BOT e titoli a breve	8,1	4,4	3,7	2,6	4,2	9,4	3,5	6,1
altri	17,1	23,1	20,3	20,8	15,3	17,4	17,3	18,4
⁵ Di cui : titoli di stato e oblig. p/c Tesoro	0,7	0,9	1,1	1,4	1,1	1,4	1,1	1,4
⁶ Di cui : biglietti presso il Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁷ Di cui : vaglia cambiari	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
⁸ Di cui : aziende di credito	0,8	2,0	0,7	0,8	1,1	0,5	3,8	0,3
istituti speciali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁹ Di cui : depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di :								
aziende di credito	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
istituti speciali	3,3	2,5	0,6	0,5	0,7	0,6	0,6	0,5
altri enti non statali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1981 dicembre	1982 dicembre	1982 luglio	1983 luglio	1982 agosto	1983 agosto
ATTIVO						
Oro	25,2	23,5	20,8	29,3	20,8	29,3
Crediti in oro (FECOM)	8,7	8,1	7,2	10,4	7,2	10,4
Cassa	2,1	2,4	1,3	1,5	1,3	2,1
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4
ammassi	1,6	1,7	1,6	1,7	1,6	1,7
anticipazioni : in conto corrente	0,3	1,4	1,0	1,5	1,4	1,1
a scadenza fissa	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,5	0,5	0,5	3,9	0,5	2,5
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	10,7	8,2	9,0	12,7	9,0	12,7
altre attività	1,4	3,0	1,6	1,4	1,7	1,3
Crediti in dollari (FECOM)	1,9	1,4	1,8	2,2	1,8	2,2
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	14,9	10,8	12,4	19,0	14,3	18,9
conti speciali	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	—	—	—	8,0	—	8,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	25,3	31,9	29,1	26,2	29,7	23,2
Crediti diversi verso lo Stato	0,3	0,6	0,4	0,7	0,4	0,7
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	31,9	35,7	32,7	32,3	28,0	32,1
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Altri conti e partite varie	0,7	1,2	0,8	1,1	0,9	1,2
Ratei e risconti	1,4	1,4	0,4	0,4	0,3	0,4
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	3,0	3,4	3,2	3,4
Totale attivo	130,3	135,3	127,4	159,5	125,9	155,0
PASSIVO						
Circolazione	30,7	34,3	31,7	35,7	30,0	33,5
Vaglia cambiari	0,3	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	1,3	0,3	0,3	0,2	0,5	0,3
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	42,5	46,6	43,4	54,9	43,6	52,9
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,5	0,4	0,5	0,3	0,5	0,3
Conti dell'estero in lire per conto UIC	1,7	1,9	1,9	2,0	1,9	2,1
Passività verso l'estero	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	10,6	9,6	9,0	12,7	9,0	12,7
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,3	1,1	1,0	1,2	0,2	0,3
Accantonamenti diversi	39,1	38,6	32,7	45,9	32,7	45,9
Fondi ammortamento diversi	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Partite varie	0,4	0,4	2,8	1,9	3,2	2,4
Ratei e risconti	0,8	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Fondo di riserva straordinario	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Utile netto da ripartire	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	3,1	3,5	3,3	3,5
Totale passivo e patrimonio	130,3	135,3	127,4	159,5	125,9	155,0
Depositanti di titoli e altri valori	171,1	252,6	244,9	315,3	248,0	320,9

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1979 31. Dez.	1980 31. Dez.	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 7. Jan.	1984 7. Jan.	1983 7. Febr.	1984 7. Febr.
AKTIVA								
Währungsreserven	103,0	96,1	100,1	105,4	108,4	81,6	110,5	81,8
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,0	8,1	9,2	12,2	12,2	14,3	13,3	14,0
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	28,5	31,7	39,9	40,6	43,7	15,6	43,7	15,6
Devisen und Sorten	51,8	42,6	37,3	38,9	38,8	38,0	39,8	38,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4,0	4,0	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	36,3	57,6	68,1	74,8	65,3	81,3	62,1	79,7
Inlandswechsel	30,0	39,3	44,8	46,7	46,7	47,3	47,5	47,5
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	0,0	6,2	11,9	9,1	9,6	15,1	5,8	15,0
Auslandswechsel	3,1	4,4	5,4	7,0	7,0	9,4	7,4	9,9
Lombardforderungen	3,2	7,7	6,0	12,0	2,0	9,5	1,4	7,3
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9,0	11,1	13,4	10,1	12,3	10,9	13,9	12,1
Kassenkredite (Buchkredite)	0,3	2,4	4,7	1,4	3,6	2,2	5,2	3,4
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	2,1	3,9	3,7	5,4	5,4	7,9	5,8	7,8
Deutsche Scheidemünzen	0,7	0,7	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	1,1
Postscheckguthaben	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Sonstige Aktiva	12,3	12,0	6,2	7,8	6,0	7,1	5,9	8,0
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Wäh- rungsreserven und sonstigen Fremdwährungsposi- tionen	12,4	5,8	—	—	—	—	—	—
Ingesamt ...	180,2	191,5	196,3	207,3	201,2	192,5	202,0	193,1
PASSIVA								
Banknotenumlauf	79,4	83,7	83,8	88,6	89,2	96,2	87,5	93,6
Einlagen von Kreditinstituten	64,8	53,9	50,6	51,9	43,2	50,2	44,5	49,8
auf Girokonten	64,8	53,9	50,6	51,9	43,2	50,2	44,5	49,8
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,9	1,0	0,8	1,3	1,0	0,6	0,8	1,8
Bund	1,8	0,4	0,3	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
Länder	0,7	0,5	0,4	0,3	0,6	0,4	0,7	1,7
Andere öffentliche Einleger	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,2	1,7	2,1	3,5	1,5	2,8	2,3	3,2
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postpar- kassenämter)	0,6	1,1	1,5	2,9	1,0	2,2	1,7	2,7
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinst.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,7	4,2	4,9	4,6	6,1	6,2	6,1	6,8
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	3,3	7,7	8,9	12,0	12,0	9,6	12,0	9,8
Einlagen ausländischer Einleger	3,2	7,6	8,8	9,5	9,5	9,5	9,5	9,8
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit	—	—	—	—	—	—	—	—
Sonstige	0,1	0,1	0,1	2,5	2,5	0,1	2,5	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	9,1	22,5	23,4	21,0	23,7	—	23,7	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	1,8	2,5	3,2	3,2	3,2	3,5	3,2	3,5
Sonstige Passiva	11,0	14,3	18,6	21,2	21,3	23,4	21,9	24,6
Ingesamt ...	180,2	191,5	196,3	207,3	201,2	192,5	202,0	193,1

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1979 31 décembre	1980 31 décembre	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 10 janvier	1984 10 janvier	1983 10 février	1984 10 février
ACTIF								
Encaisse or	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	26,4	27,4	25,5	31,9	28,9	29,8	28,0	29,9
Droits de tirage spéciaux	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	1,6	2,3	2,8	2,1	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,0	0,2	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	0,9	0,9	2,5	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
autres	0,9	1,2	1,0	1,2	1,2	1,5	1,2	1,5
Correspondants en Suisse	0,3	0,3	0,4	0,3	0,0	0,1	0,1	0,1
Perte sur les réserves de devises au 31-12-1978, solde au 31-12-1979	1,1	—	—	—	—	—	—	—
Autres postes de l'actif	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Total	43,2	44,3	44,6	49,4	42,6	43,9	41,8	44,0
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,8	24,1	23,3	24,5	23,5	23,6	22,5	22,8
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	13,2	13,7	12,5	14,0	8,9	7,6	7,1	7,4
autres engagements à vue	4,5	2,7	2,5	1,7	1,0	0,7	2,8	1,6
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,6	0,0	0,0	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,0	0,2	0,5	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0
Autres postes du passif	1,0	3,5	5,7	8,9	8,9	11,9	9,1	12,1
Total	43,2	44,3	44,6	49,4	42,6	43,9	41,8	44,0

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1982 30 novembre	1983 30 novembre	1983 31 janvier	1984 31 janvier
ACTIF						
Or	5,2	5,1	5,6	5,1	5,2	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,2	0,7	0,2	0,6	0,2	0,5
Dépôts à terme et avances	13,1	14,7	11,0	14,3	11,9	13,6
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	10,5	12,4	8,0	11,5	9,4	11,3
à plus de 3 mois	2,6	2,3	3,0	2,8	2,5	2,3
Titres à terme	2,2	2,1	2,2	1,9	1,9	1,7
à 3 mois au maximum	1,2	1,3	1,0	1,0	1,1	0,9
à plus de 3 mois	1,0	0,8	1,2	0,9	0,8	0,8
Divers	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	20,8	22,6	19,0	21,9	19,2	20,9
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves						
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Fonds de réserve générale	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dépôts (or)						
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,2	4,8	4,2	4,4	4,2
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Dépôts (monnaies)						
Banques centrales :						
à vue	0,8	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6
à 3 mois au maximum	12,3	14,4	10,7	13,3	10,8	12,8
à plus de 3 mois	1,3	1,1	1,3	1,3	1,3	1,1
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,5	0,6	0,2	0,7	0,5	0,5
à plus de 3 mois	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
<i>Total du passif</i>	20,8	22,6	19,0	21,9	19,2	20,9
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Boards of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JANVIER 1984

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

REFORME DE L'ETAT.

Communauté française. Conseil supérieur.

Décret du 22 décembre 1983 relatif à la création du Conseil supérieur des formateurs de la Communauté française, *Moniteur* du 31 janvier 1984, p. 1385.

Communauté germanophone.

Loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, *Moniteur* du 18 janvier 1984, p. 611.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

EXPANSION ECONOMIQUE. Aide aux entreprises.

Arrêté royal du 5 décembre 1983 prorogeant l'aide régionale complémentaire, *Moniteur* du 4 janvier 1984, p. 32.

HOPITAUX ET ENTREPRISES DU SECTEUR MEDICAL.

Répartition des déficits.

Arrêté royal n° 243 du 31 décembre 1983 modifiant l'article 13, § 5, de la loi du 23 décembre 1983 sur les hôpitaux, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 836.

Régime relatif à la répartition des déficits.

INDUSTRIE SIDERURGIQUE.

Arrêté royal n° 245 du 31 décembre 1983 relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie sidérurgique, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 840.

INITIATIVE ECONOMIQUE PUBLIQUE.

Distrigaz. Modification des statuts.

Arrêté royal n° 251 du 31 décembre 1983 portant modification des statuts de la société anonyme « Distrigaz », *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 861.

MINISTERES DES COMMUNICATIONS.

Fusion de certains comités et commissions.

Arrêté royal n° 239 du 31 décembre 1983 relatif à certains comités et commissions du Ministère des Communications, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 362.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Communications.

Régie des télégraphes et des téléphones.

Arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des télégraphes et des téléphones, *Moniteur* du 18 janvier 1984, p. 629.

Régie des transports maritimes.

Arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'amélioration des résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 371.

Régie des voies aériennes.

Arrêté royal n° 240 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des voies aériennes, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 366.

Enseignement. Universités.

Arrêté royal n° 271 du 31 décembre 1983 réglant le financement des investissements universitaires pour le matériel scientifique lourd, immeuble par destination, pour 1980, 1981 et 1982, *Moniteur* du 18 janvier 1984, p. 656.

Arrêté royal n° 273 du 31 décembre 1983 modifiant les articles 30 et 31 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, *Moniteur* du 18 janvier 1984, p. 667.

Arrêté royal n° 274 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires, *Moniteur* du 18 janvier 1984, p. 671.

Office de promotion industrielle. Suppression.

Arrêté royal n° 250 du 31 décembre 1983 portant suppression de l'Office de promotion industrielle, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 857.

ORGANISMES FINANCIERS. Institut de réescompte et de garantie. Statuts.

Arrêté royal du 23 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1935 fixant les statuts de l'Institut de réescompte et de garantie, *Moniteur* du 26 janvier 1984, p. 1212.

PRIX ET REVENUS.

Charbon et acier.

Arrêté ministériel du 29 décembre 1983 modifiant l'arrêté ministériel du 2 avril 1982 dérogeant à l'arrêté ministériel du 22 février 1982 bloquant les prix, pour le charbon et l'acier, complété par l'arrêté ministériel du 27 octobre 1982, *Moniteur* du 6 janvier 1984, p. 106.

Cuivre.

Arrêté ministériel du 3 janvier 1984 abrogeant l'arrêté ministériel du 20 juillet 1966 assouplissant le blocage des prix et dérogeant à l'arrêté ministériel du 22 février 1982 bloquant les prix, pour le cuivre, *Moniteur* du 6 janvier 1984, p. 107.

Médicaments et spécialités pharmaceutiques.

Arrêté royal n° 248 du 31 décembre 1983 prorogeant partiellement la loi du 9 juillet 1975 abrogeant l'article 62 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, et instituant un régime des prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 850.

Application de la réglementation des prix pour une période de cinq ans, en ce qui concerne les spécialités remboursées dans le cadre de l'assurance-maladie obligatoire ou dont le remboursement sera demandé.

Prestations de santé.

Arrêté royal du 31 décembre 1983 fixant la base du calcul des interventions de l'assurance pour les prestations de santé des médecins, *Moniteur* du 5 janvier 1984, p. 62.

Télécommunication.

Arrêté ministériel du 30 décembre 1983 modifiant l'arrêté ministériel du 20 septembre 1978 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 377.

Transports en commun.

Arrêté royal du 31 décembre 1983 fixant la formule et les modalités pour l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun, *Moniteur* du 7 janvier 1984, p. 162.

Viandes porcines.

Arrêté ministériel du 25 janvier 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 31 janvier 1976 réglementant les prix des viandes porcines salées, séchées, cuites ou fumées, *Moniteur* du 27 janvier 1984, p. 1248.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES.

Arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges et l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 359.

L'objectif du présent projet d'arrêté est de libérer la Société de toute intervention du pouvoir de tutelle dans la fixation des tarifs de transports qui ne sont pas considérés comme des obligations de service public, c'est-à-dire les transports de marchandises d'une part et certains transports de voyageurs d'autre part.

TAUX D'INTERET. Dépôts d'épargne.

Avis de la Commission bancaire.

Taux de base du marché des dépôts d'épargne (article 3 bis, 4, litt. c, de l'arrêté royal du 4 mars 1935 d'exécution du Code des impôts sur les revenus), *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 410.

Le taux de base du marché des dépôts d'épargne, à savoir le taux de base le plus bas auquel ou en deçà duquel est rémunérée la moitié au moins des dépôts d'épargne gérés par l'ensemble des établissements recevant des dépôts d'épargne, s'élevait au 1^{er} janvier 1984 à 5,25 p.c.

La présente communication vaut jusqu'à nouvel avis.

Bruxelles, le 11 janvier 1984.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

PRELEVEMENTS CECA.

Décision n° 3565/83/CECA de la Commission, du 16 décembre 1983, modifiant la décision n° 2-52 fixant les conditions d'assiette et de perception des prélèvements visés aux articles 49 et 50 du Traité, *Journal officiel* n° L 355 du 17 décembre 1983, p. 19.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2 ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budgets des Ministères.

Loi du 17 novembre 1983 contenant le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, pour l'année budgétaire 1983, *Moniteur* du 26 janvier 1984, p. 1136.

Arrêté royal du 30 novembre 1983 d'exécution de la loi du 19 juillet contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1983, *Moniteur* du 31 janvier 1984, p. 1384.

Fonds des communes. Fonds des provinces.

Arrêté royal n° 263 du 31 décembre 1983 modifiant les règles de calcul des dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 910.

DETTES DE L'ETAT. Emprunts publics.

Arrêté royal du 20 janvier 1984 relatif à l'émission de l'emprunt 11,75 p.c. 1984-1992, *Moniteur* du 24 janvier 1984, p. 956.

Arrêté ministériel du 24 janvier 1984 relatif à l'émission de l'emprunt 11,75 p.c. 1984-1992, *Moniteur* du 26 janvier 1984, p. 1213.

4.3 COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE. Budget.

Décret du 1^{er} juin 1983 contenant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1983. Annexes *Moniteur* du 5 janvier 1984, p. 70.

REGION BRUXELLOISE. Fonds du Logement.

Arrêté royal du 13 décembre 1983 concernant l'utilisation, pour la Région bruxelloise, des capitaux provenant du Fonds B2, par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique, *Moniteur* du 7 janvier 1984, p. 164.

Arrêté ministériel du 13 décembre 1983 approuvant le règlement concernant l'utilisation des capitaux provenant du Fonds B2, par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique en Région bruxelloise, *Moniteur* du 7 janvier 1984, p. 169.

Arrêté ministériel du 13 décembre 1983 fixant le taux d'intérêt des prêts à accorder par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique au moyen de capitaux provenant du Fonds B2, en Région bruxelloise, *Moniteur* du 7 janvier 1984, p: 176.

4.4 POUVOIRS LOCAUX.

COMMUNES. Gestion des hôpitaux publics.

Voir aussi rubrique 2 : Hôpitaux et entreprises du secteur médical.

Arrêté royal du 22 décembre 1983 fixant le mode de désignation des communes qui doivent intervenir dans le déficit d'hôpitaux publics, *Moniteur* du 4 janvier 1984, p. 36.

Arrêté royal du 31 décembre 1983 fixant les règles selon lesquelles les communes qui interviennent dans le déficit d'hôpitaux publics, participent à la gestion de ces établissements, *Moniteur* du 10 janvier 1984, p. 208.

MESURES D'ASSAINISSEMENT.

Communes. Centres publics d'aide sociale. Agglomérations et fédérations de communes.

Arrêté royal n° 260 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures particulières qui peuvent être prises par les communes, les centres publics d'aide sociale, les agglomérations et fédérations de communes en vue du redressement et de l'assainissement des finances locales, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 895.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1 TRAVAIL.

MODERATION DES REVENUS. Usage.

Arrêté royal n° 236 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi, *Moniteur* du 17 janvier 1984, p. 523.

Arrêté royal n° 246 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 844.

Arrêté royal n° 247 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 92 du 9 septembre 1982 portant réglementation des modalités de communication du rapport visé à l'article 3 de l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 847.

POLITIQUE DE L'EMPLOI.

Aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible.

Arrêté royal n° 253 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 865.

Emploi dans le secteur non-marchand.

Arrêté royal n° 255 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 875.

Engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises.

Arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 886.

Les organismes, ayant pour mission d'assister ou de conseiller les petites et moyennes entreprises, qui recruteront des chômeurs indemnisés pour les affecter à un programme d'assistance, pourront, moyennant certaines conditions, bénéficier d'une intervention financière de l'Etat.

Engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises

Arrêté royal n° 257 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 883.

Extension de la possibilité pour les petites et moyennes entreprises d'obtenir l'intervention de l'Etat en vue du développement d'un maximum de deux projets de nature différente, à savoir :

- soit l'étude ou la recherche en vue de la mise au point de produits ou de procédés nouveaux;
- soit la promotion des exportations;
- soit l'économie d'énergie ou de matières premières.

Temps de travail. Services publics.

Arrêté royal n° 259 du 31 décembre 1983 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service, *Moniteur* du 17 janvier 1984, p. 516.

L'arrêté prévoit, pour les agents accomplissant leur première année de service, des prestations limitées à 4/5 temps avec traitement proportionnel à la durée de celles-ci.

5.2 SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1 GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation sociale de solidarité à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation.

Arrêté royal du 2 janvier 1984 pris en exécution de l'arrêté royal n° 186 du 30 décembre 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité due pour l'année 1983 par les bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation, *Moniteur* du 12 janvier 1984, p. 268.

Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants.

Appointés et salariés du secteur public et privé.

Arrêté royal du 10 janvier 1984 relatif à l'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 129 du 30 décembre 1982 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants, *Moniteur* du 27 janvier 1984, p. 1242.

MINIMUM DE MOYENS D'EXISTENCE.

Arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, et modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique, *Moniteur* du 24 janvier 1984, p. 1026.

ORGANISMES SPECIALISES. Organismes assureurs et mutualités.

Arrêté royal du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, *Moniteur* du 7 janvier 1984, p. 134.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

Arrêté royal n° 235 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 17 janvier 1984, p. 521.

La cotisation de statut social pour les secteurs autres que l'A.M.I., secteur des soins de santé, passe de 11,80 à 12 p.c.

5.2.2 REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

CHOMAGE.

Contrôle.

Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983 modifiant les articles 49 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, *Moniteur* du 21 janvier 1984, p. 870.

Amélioration du contrôle du chômage partiel résultant de causes économiques ou d'accidents techniques survenant dans l'entreprise.

Droit aux allocations.

Jeunes travailleurs, non-chefs de ménage, qui ont terminé leurs études.

Arrêté royal du 27 décembre 1983 prolongeant la durée de validité de l'article 2, 1^o, c, alinéas 2, 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 modifiant les articles 124 et 160, § 3, 4 et 6 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et de l'article 4, alinéas 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif à l'octroi d'allocations d'attente aux jeunes travailleurs, non-chefs de ménage, qui ont terminé leurs études, *Moniteur* du 11 janvier 1984, p. 250.

Arrêté royal du 27 décembre 1983 modifiant l'article 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif à l'octroi d'allocations d'attente aux jeunes travailleurs, non-chefs de ménage, qui ont terminé leurs études, *Moniteur* du 11 janvier 1984, p. 251.

Travailleurs frontaliers.

Arrêté royal du 12 janvier 1984 prorogeant la durée de la validité du droit aux allocations de chômage et aux indemnités complémentaires des travailleurs frontaliers âgés licenciés ou mis en chômage complet, *Moniteur* du 27 janvier 1984, p. 1238.

Travailleurs licenciés de 55 ans et plus.

Arrêté royal du 29 décembre 1983 modifiant l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 1983 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs licenciés de 55 ans et plus, *Moniteur* du 17 janvier 1984, p. 529.

PRESTATIONS FAMILIALES.

Arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 378.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES.

BREVETS.

Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, et Règlement d'exécution, faits à Budapest le 28 avril 1977, *Moniteur* du 14 janvier 1984, p. 421.

ENTRAIDE JURIDIQUE. Belgique - Maroc.

Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc relative à l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative et dans le domaine de l'information juridique, signée à Rabat le 10 avril 1981, *Moniteur* du 10 janvier 1984, p. 210.

IMPORTATIONS. EXPORTATIONS. TRANSIT.

Franchise des droits à l'importation.

Arrêté royal du 31 décembre 1983 modifiant et complétant l'arrêté royal du 18 juin 1976 réglant, en matière de perfectionnement passif, la franchise partielle ou totale des droits à l'importation, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 331.

Arrêté royal du 3 janvier 1984 modifiant et complétant l'arrêté royal du 29 décembre 1975 réglant, en matière de perfectionnement actif, la franchise des droits à l'importation, *Moniteur* du 13 janvier 1984, p. 333.

Mise en libre pratique des marchandises.

Arrêté ministériel du 29 décembre 1983 modifiant l'arrêté ministériel du 24 août 1982 relatif à la mise en libre pratique des marchandises, *Moniteur* du 3 janvier 1984, p. 4.

Régime de licence.

Arrêté ministériel du 13 janvier 1984 remplaçant la liste III annexée à l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur* du 24 janvier 1984, p. 977.

Arrêté ministériel du 18 janvier 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur* du 28 janvier 1984, p. 1301.

Arrêté ministériel du 18 janvier 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, *Moniteur* du 28 janvier 1984, p. 1323.

7. — DIVERS

CODE DE COMMERCE.

Etablissement du texte néerlandais et adaptation du texte français.

Loi du 26 mai 1983 établissant le texte néerlandais et adaptant le texte français du Titre IX du Livre I^{er} du Code de Commerce, *Moniteur* du 19 janvier 1984, p. 700.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

BORSU-BILANDE, A.

Application des méthodes de Box et Jenkins à la construction d'un indice de conjoncture.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 100, 10/12 1983, p. 594-620.*)

BE 44E

HULSMAN, W. et al.

Recent economic performances and policies of smaller European countries. An assessment for Austria, Belgium, Denmark and Switzerland.

(In : *DE ECONOMIST, Amsterdam, 4, 10/12 1983, p. 609-633.*)

NL 12

306.114. - 333.451.1

331.062.

SPENCER, G.H.

Real exchange rate adjustment to exogenous terms of trade shocks.

(In : *STAFF PAPERS, Washington, 3, 09 1983, p. 570-600.*)

IMF 4

BAECK, L.

Hoe de crisis ombuigen.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 27, 11 1983, p. 1-28.*)

BE 92

306.171. - 333.451.6

331.100. - 338.8 - 331.157.
382.11 - 331.01 - 330.580.

MACIEJEWSKI, E.B.

« Real » effective exchange rate indices. A re-examination of the major conceptual and methodological issues.

(In : *STAFF PAPERS, Washington, 3, 09 1983, p. 491-541.*)

IMF 4

van der WEE, Herman.

De gebroken welvaartscirkel. De wereldeconomie, 1945-1980.

Leiden, Martinus Nijhoff, 1983, XI + 506 p.

330.580. - 331.01

331.30 - 331.061. - 331.30
331.061.

VAN ROMPUY, P.

Maatschappelijke keuze en economische crisis.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 28, 11 1983, p. 1-19.*)

BE 92

DEFEYT, P. et al.

Conjoncture internationale et belge : le creux de la vague dépassé.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-Neuve, 12 1983, p. 1-40.*)

BE 87

KESTENS, P.

La situation économique en Belgique.

(In : *SWISS NEWS - CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE POUR LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG*, Bruxelles, 11-12, 11/12 1983, p. 5-9.)

BE 31

CLAEYS, J. et al.

Komitee V.G.V. en ondernemingsraad : oprichting, opdracht en bevoegdheid, werking, bescherming.

(Informatie Verwerkende Diensten, 5.)

Antwerpen, I.V.D., 1983, IX + 274 p.

331.30 - 331.061.

PERSPECTIVES...

Perspectives économiques de l'OCDE.

(In : *PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'O.C.D.E.*, Paris, 34, 12 1983, p. 7-181.)

OCDE 13F

333.100. - 333.101. - 333.130.0
333.131.0 - 333.154. - 333.70

FRAZER, P. & VITTAS, D.

The retail banking revolution; an international perspective.

London, Michael Lafferty Publications Ltd., 1982, XXV + 300 p.

331.31

MANGE, E.

Is het SP-Alternatief keynesiaans?

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN*, Brussel, 6, 1983, p. 4-30.)

BE 155D

333.110. - 333.403. - 333.846.0
333.846.3 - 333.80 - 333.820.
333.825. - 333.44

GELDORDNUNG...

Geldordnung und Geldpolitik in einer freiheitlichen Gesellschaft. (Symposion vom 23. bis 26. Juli 1981 in Herrsching am Ammersee.)

(Wirtschaftswissenschaftliche und wirtschaftsrechtliche Untersuchungen, 18.)

Tuebingen, J.C.B. Mohr, 1982, 143 p.

332.621.3

DE BROECK, G.

Dispositif national belge de protection des travailleurs en cas de rationalisation et nouvelles technologies.

(In : *REVUE DU TRAVAIL*, Bruxelles, 2-3, 02/03 1983, p. 77-106.)

BE 153

333.111.30 - 336.452.

BOLLETTINO...

I finanziamenti al Tesoro da parte della banca centrale in Italia e in altri paesi industriali.

(In : *BOLLETTINO ECONOMICO - BANCA D'ITALIA*, Rome, 1, 10 1983, p. 56-60.)

IT 25

333.113.

NEUMAN, H.

Support du groupe de la S.N.I. et de la S.B.I. aux entreprises à vocation exportatrice ou internationale.

(In : EUREPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE, Luxembourg, 12, 12 1983, p. 16-20.)

LU 4

333.154. - 333.731. - 333.103.
333.106.

REVELL, J.R.S.

Les banques et les transferts électroniques de fonds.

Paris, Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 1983, 246 p.

333.131.36 - 333.736. - 382.0
347.734.

CAKIROGLU, I.S.

Les opérations bancaires du commerce international : crédit documentaire.

Paris, Delmas, 1983, div. p.

333.400. - 333.401. - 333.402.
333.403. - 333.110. - 333.80
333.820.

DAVID, Jacques-Henri.

La monnaie et la politique monétaire.

Paris, Economica, 1983, VI + 348 p.

333.137. - 333.101. - 333.102.
333.130.0 - 333.139.0 - 333.139.1
333.139.2 - 382.254. - 333.110.

PECCHIOLI, R.M.

Les pouvoirs publics face à l'internationalisation des activités bancaires.

Paris, Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 1983, 233 p.

333.403.

FRIEDMAN, M.

Monetarism in rhetoric and in practice.

(In : MONETARY AND ECONOMIC STUDIES, Tokyo, 2, 10 1983, p. 1-14.)

JP 18

333.139.1 - 333.139.2 - 333.131.32

PILLE, G.

Het overheidstoezicht op de internationale kredietverlening der Belgische banken.

(In : CAHIER-REVUE DE LA BANQUE / CAHIER-BANK- EN FINANCIWEZEN, Bruxelles/Brussel, 25, 12 1983, p. 31-41.)

BE 133

333.405.

McCALLUM, B.T.

The role of overlapping-generations models in monetary economics.

(In : THE CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCES ON PUBLIC POLICY SUPPLEMENT TO JOURNAL OF MONETARY ECONOMICS, Amsterdam, Spec., 1983, p. 129-164.)

NL 15ES

OKUBO, T.

Money, interest, income, and prices.

(In : *MONETARY AND ECONOMIC STUDIES*, Tokyo, 2, 10 1983, p. 111-146.)

JP 18

COATS, W.L.

The SDR as a means of payment. Comments.

(In : *STAFF PAPERS*, Washington, 3, 09 1983, p. 650-669.)

IMF 4

333.428. - 382.242.4

SCHNITZEL, P.

Testing for the direction of causation between the domestic monetary base and the Eurodollar system.

(In : *WELTWIRTSCHAFTLICHES ARCHIV*, Kiel, 4, 10/12 1983, p. 616-628.)

DE 29

333.432.8 - 339.115. - 336.311.2

HAMBERSIN, M. & DU PARC, P.

Les banques et le FMI vers un nouveau dialogue ?

(In : *CAHIER-REVUE DE LA BANQUE / CAHIER-BANK- EN FINANCIWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 25, 12 1983, p. 57-60.)

BE 133

333.432.8

BIRD, G.

Reforming the Fund : the future role of the International Monetary Fund in the international financial system.

(In : *THE THREE BANKS REVIEW*, Edinburgh, 140, 12 1983, p. 3-21.)

GB 58A

333.432.8

INTERNATIONAL...

IMF conditionality.

Cambridge, MA., MIT Press, 1983, XVI + 679 p.

333.432.8

BLANC, J.

Les relations monétaires internationales : de faux débats théoriques au service de l'économie dominante.

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE*, Luxembourg, 1, 01 1984, p. 19-21.)

LU 4

333.432.8 - 339.115. - 336.311.2

NOPPEN, G.

Het Internationaal Muntfonds en de problemen der ontwikkelingslanden inzake buitenlandse schuld.

(In : *CAHIER-REVUE DE LA BANQUE / CAHIER-BANK- EN FINANCIWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 25, 12 1983, p. 43-56.)

BE 133

333.432.8 - 382.20 - 333.450.
333.451.0 - 333.451.1 - 333.825.
333.420.0 - 382.257.

333.451.1

SANDRETTO, René.

Le pouvoir et la monnaie ; réflexions sur la crise monétaire internationale contemporaine.

Paris, *Economica*, 1983, 207 p.

FUKAO, M.

The theory of exchange rate determination in a multi-currency world.

(In : *MONETARY AND ECONOMIC STUDIES*, Tokyo, 2, 10 1983, p. 55-110.)

JP 18

333.432.8

333.451.4

WILLIAMSON, John.

The lending policies of the International Monetary Fund.

(Policy Analyses in International Economics, 1.)

Washington, *Institute for International Economics*, 1982, 72 p.

BROWNE, F.X.

Departures from interest rate parity : Future evidence.

(In : *JOURNAL OF BANKING AND FINANCE*, Amsterdam, 2, 06 1983, p. 253-272.)

NL 15A

333.450. - 333.451.1 - 333.451.6

333.451.6

MUSSA, M.

Empirical regularities in the behavior of exchange rates and theories of the foreign exchange market.

(In : *THE CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCES ON PUBLIC POLICY SUPPLEMENT TO JOURNAL OF MONETARY ECONOMICS*, Amsterdam, *Spec.*, 1983, p. 165-213.)

NL 15ES

BERGSTRAND, J.H.

Is exchange rate volatility « excessive » ?

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF BOSTON-NEW ENGLAND ECONOMIC REVIEW*, Boston, 09/10 1983, p. 5-14.)

US 34A

333.450. - 333.405. - 330.3
382.242.0

333.451.6 - 331.062.

ZEITSCHRIFT...

Capital flows and exchange rate determination. Link Meeting, Deutsche Bundesbank Session, Frankfurt, September 1982.

(In : *ZEITSCHRIFT FUER NATIONALOEKONOMIE - JOURNAL OF ECONOMICS*, Wien, S 3, 1983, p. 3-220.)

AT 4

LEVIN, J.H.

The J-curve, rational expectations, and the stability of the flexible exchange rate system.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL ECONOMICS*, Amsterdam, 3-4, 11 1983, p. 239-251.)

NL 15C

SPAVENTA, L.

De l'interaction des mouvements du taux de change et de l'inflation intérieure : cycles vicieux et cycles pas très vertueux, anciens et nouveaux.

(In : *REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES*, Paris, 97, 07/09 1983, p. 567-587.)

UN 6

DUFLOUX, C.

Un antidote aux risques de crise sur le marché euro-obligataire : l'innovation au service des emprunteurs.

(In : *BANQUE*, Paris, 425, 02 1983, p. 169-173.)

FR 6

333.451.7 - 333.451.6 - 339.113.

333.712.3

DURAND, H.G. & MOREAU, P.Y.

La prise en compte du risque de change dans une stratégie internationale d'investissement.

(In : *ANALYSE FINANCIÈRE*, Paris, 55, 09/12 1983, p. 13-25.)

FR 1

BANQUE BRUXELLES LAMBERT.

Financement à court terme du commerce extérieur.

Bruxelles, *BBL*, 1982, 27 p.

333.453. - 334.151.25 - 333.44

333.741. - 333.831.1

UNITES...

Unités et monnaies de compte. (Colloque international tenu à Paris, 24-25 octobre 1977.)

Paris, *Economica*, 1978, XIII + 139 p.

MERCIER, P.

Le marché du call money garanti.

(In : *CAHIER-REVUE DE LA BANQUE / CAHIER-BANK- EN FINANCIWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 24, 11/12 1983, p. 1-64.)

BE 133

333.454.1

333.820. - 333.846.0 - 333.111.0

BANQUE BRUXELLES LAMBERT.

Réglementation de l'I.B.L.C. ; conseils pratiques aux exportateurs, importateurs et transitaires.

Bruxelles, *BBL*, 1983, 12 p.

CIAMPI, C.A. et al.

Canons and practice in central banking.

(In : *ISVEIMER BULLETIN*, Naples, 45, 01/03 1983, p. 1-45.)

IT 7

333.820.

333.840.

TOBIN, J.

Monetary policy in an uncertain world.

(In : *MONETARY AND ECONOMIC STUDIES*, Tokyo, 2, 10 1983, p. 15-27.)

JP 18

McKINNON, R.I.

Dollar overvaluation against the yen and mark in 1983 : how to coordinate central bank policies.

(In : *AUSSENWIRTSCHAFT*, St. Gallen, 4, 12 1983, p. 357-372.)

CH 1

333.825.

333.841.

BOLLETTINO...

Rapporto sugli interventi nel mercato dei cambi.

(In : *BOLLETTINO ECONOMICO - BANCA D'ITALIA*, Rome, 1, 10 1983, p. 89-108.)

IT 25

POHL, R.

Nicht-neutrale Inflation.

(In : *KREDIT UND KAPITAL*, Berlin, 4, 10/12 1983, p. 458-476.)

DE 16F

333.825. - 333.823. - 333.428.

333.841. - 333.846.0

BOUGHTON, J.M.

Conditions for an active exchange rate policy with a predetermined monetary target.

(In : *STAFF PAPERS*, Washington, 3, 09 1983, p. 461-490.)

IMF 4

ZOETEWIJ, B.

Les politiques anti-inflationnistes des pays industriels à économie de marché (partie II).

(In : *REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL*, Genève, 6, 11/12 1983, p. 741-759.)

BIT 10

333.831.0 - 333.451.1 - 333.110.
333.825.

333.846.0 - 336.401. - 339.21
333.820.

GENBERG, Hans et al.

American and European interest rates and exchange rates : U.S. hegemony or interdependence? (Conference on Monetary Policy, Financial Markets, and the Real Economy, Geneva, June 14-16, 1982.)

Geneva, International Center for Monetary and Banking Studies, 1982, div. p.

McCLAM, W.D. & ANDERSEN, P.S.

Adjustment performance of open economies : some international comparisons.

(In : *BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS ECONOMIC PAPERS*, Basle, 10, 12 1983, p. 1-100.)

BIS 1

LARSEN, F. et al.

Liaisons économiques internationales.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 1, 07/09 1983, p. 47-101.*)

OCDE 13A

GUIMBRETIERE, P.

L'estimation du marché de l'Ecu.

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE, Luxembourg, 1, 01 1984, p. 1-8.*)

LU 4

334.150.5 - 334.151.1 - 334.151.4
334.151.54 - 334.151.7 - 338.43
339.312.0 - 339.312.6

334.151.27

INVESTING...

Investing in Europe's future.

Oxford, Basil Blackwell, 1983, X + 218 p.

DE GRAUWE, P.

Het EMS en de wisselkoersstabiliteit.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3438, 11 01 1984, p. 27.*)

NL 10

334.150.6

334.151.27 - 334.151.25 - 333.453.

DANKERT, P.

The joint declaration by the Community institutions of 30 June 1982 on the Community budgetary procedure.

(In : *COMMON MARKET LAW REVIEW, The Hague, 4, 12 1983, p. 701-712.*)

NL 699

TRIFFIN, R.

The future of the European monetary system and of the ECU?

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 84, 1983, p. 1-31.*)

BE 33Z

334.151.0 - 334.151.1 - 334.151.6 - 334.151.7
334.154.33 - 334.151.3 - 334.151.4 - 334.153.0
334.153.1 - 334.151.20 - 334.151.27
334.151.21

334.151.6

MAIN...

Main economic policy areas of the EEC.

The Hague, Martinus Nijhoff Publishers, 1983, 168 p.

BURKHARDT-REICH, B. & SCHUMANN, W.

Agrarverbände in der EG ; das agrarpolitische Entscheidungsgefüge in Brüssel und in den EG-Mitgliedstaaten unter besonderer Berücksichtigung des Euro-Verbandes COPA und seiner nationalen Mitgliedsverbände.

(Schriftenreihe Europa-Forschung, 5.)

Kehl am Rhein, Engel Verlag, 1983, XX + 410 p.

DOSSIER...

Le commerce extérieur de la Communauté européenne.

(In : *LE DOSSIER DE L'EUROPE*, Bruxelles, 19, 12 1983, p. 1-12.)

EEC 20F

VAN HULLE, K.

Overzicht van de belangrijkste wijzigingen in het Koninklijk Besluit van 8 oktober 1976 op de jaarrekening van de ondernemingen bij de aanpassing daarvan aan de vierde EEG-richtlijn.

(In : *FISKOFOON*, Antwerpen, 42, 11/12 1983, p. 237-244.)

BE 570

334.153.2

336.01 - 321.2

BULLETIN...

Vers une nouvelle convention de Lomé.

(In : *BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE*, Bruxelles, 238, 12 1983, p. 15-18.)

BE 27CF

BULLETIN...

L'économie des bonnes intentions.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*, Bruxelles, 46, 23 12 1983, p. 1-5.)

BE 33

334.154.1

336.201. - 336.212.10 - 336.211.

336.214. - 336.225. - 336.206.

341.247.

WATSON, P.

Freedom of establishment and freedom to provide services : some recent developments.

(In : *COMMON MARKET LAW REVIEW*, The Hague, 4, 12 1983, p. 767-824.)

NL 699

DOSSIERS...

Dossiers internationaux Francis Lefebvre : Luxembourg. Le système fiscal luxembourgeois. La convention fiscale franco-luxembourgeoise et son application en France et au Luxembourg.

Paris, Edit. Francis Lefebvre, 1983, 162 p.

334.154.32 - 347.725.

336.201. - 336.210. - 336.212.10

336.225. - 336.206. - 341.247.

BULLETIN...

La structure des sociétés anonymes. Proposition modifiée de cinquième directive.

(In : *BULLETIN DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES - SUPPLÉMENT*, Luxembourg, 6, 1983, p. 5-69.)

EEC 1SF

DOSSIERS...

Dossiers internationaux Francis Lefebvre : Belgique. Le système fiscal belge. La convention fiscale franco-belge et son application en France et en Belgique.

Paris, Edit. Francis Lefebvre, 1983, 192 p.

FRANK, M.

Towards the adoption of a progressive personal expenditure tax? A general outlook.

(In : *PUBLIC FINANCE - FINANCES PUBLIQUES, The Hague, 2, 05/08 1983, p. 185-201.*)

NL 32

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La situation d'un ouvrier moyen en 1982 au regard de l'impôt et des transferts sociaux dans les pays membres de l'OCDE.

Paris, O.C.D.E., 1983, 121 p.

336.204. - 368.40 - 336.205.
332.3 - 368.45

336.212.3

NEWMAN, J.K.

International comparisons of taxes and social security contributions in 20 OECD countries, 1971-1981.

(In : *ECONOMIC TRENDS, London, 362, 12 1983, p. 107-118.*)

GB 19A

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Impôts sur la propriété immobilière.

Paris, O.C.D.E., 1983, 235 p.

336.207. - 338.43

336.225.

EMBRECHTS, R.

De economische theorie van de vrije economische zones en de T-zones in België.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 6, 12 1983, p. 679-697.*)

BE 64B

PROBLEMES...

Problèmes internationaux du domaine des taxes sur le chiffre d'affaires. (XXXVIIe Congrès International de Droit Financier et Fiscal, Venise, 1983.)

(Cahiers de droit fiscal international, 68b.)

Deventer, Kluwer, 1983, 624 p.

336.211.

336.311.2 - 333.432.8

MEUWISSEN, R.

Vermogensbelasting in België?

(In : *SAMSOMS FISCALE MONOGRAFIEËN, Brussel, 3, 06 19 83, p. 1-68.*)

BE 687

DINI, L.

Indebitamento estero, ripresa economica e Sistema monetario internazionale.

(In : *BOLLETTINO ECONOMICO - BANCA D'ITALIA, Rome, 1, 10 1983, p. 61-69.*)

IT 25

PENATI, A.

Expansionary fiscal policy and the exchange rate.
(In : *STAFF PAPERS*, Washington, 3, 09 1983,
p. 542-569.)

IMF 4

BERLAGE, L.

Een overzicht van de problematiek van de grond-
stoffenmarkten.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel,
12, 12 1983, p. 917-939.)

BE 71

336.450. - 657.46

338.013. - 338.731.

INSTITUT...

La réforme de la comptabilité de l'Etat ; actes du
colloque organisé par l'Institut bege de finances
publiques à Bruxelles le 27 mai 1983.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE
DES FINANCES*, Bruxelles, 10, 10 1983, p. 5-78.)

BE 99

LLEWELLYN, J.

Prix des ressources naturelles et politique macro-
économique : les enseignements de deux chocs pé-
troliers.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 1,
07/09 1983, p. 217-234.)

OCDE 13A

336.451. - 336.301. - 333.832.6

338.041. - 321.92

VAN ROMPUY, V. & SCHOKKAERT, E.

Begrotingstekorten, rentelasten en openbare schul-
den in België. Een kijk op halflange termijn.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN*, Leu-
ven, 29, 11 1983, p. 1-22.)

BE 92

BANQUE BRUXELLES LAMBERT.

S'installer à son compte ; guide pratique.

Bruxelles, *BBL*, 1983, 60 p.

336.52

338.043. - 654. - 338.750.

VAN HECKE, E.

Finances et fiscalité communales, analyse cartogra-
phique.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE DU C.R.I.S.P.*,
Bruxelles, 1017-18, 25 11 1983, p. 1-47.)

BE 28E

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Robots industriels ; leur rôle dans l'industrie ma-
nufacturière.

Paris, *O.C.D.E.*, 1983, 100 p.

338.046.1 - 333.102.

BELGIUM'S...

Les deux mille plus importantes sociétés belges et luxembourgeoises et leurs données financières - 1984 résultats 1982 - Belgium's and Luxemburg's 2000 largest companies and their financial figures. Brussels, Dun & Bradstreet-Eurinform, 1984, 282 p.

338.723.4 - 338.722.6 - 339.231.
336.833.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Les implications des différentes méthodes de soutien des revenus agricoles.

Paris, O.C.D.E., 1983, 95 p.

338.046.3

FABRIMETAL...

Sous-traitance nouveau style.

(In : FABRIMÉTAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 9, 11 1983, p. 19-36.)

BE 69

338.733.

INTERNATIONAL ENERGY AGENCY.

Coal information report.

Paris, I.E.A., 1983, 375 p.

338.341.0 - 382.256.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Coopération pour le développement - 1983.

Paris, O.C.D.E., 1983, 273 p.

338.733. - 351.2

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Le charbon; problèmes d'environnement et solutions.

Paris, O.C.D.E., 1983, 109 p.

338.723.0 - 338.721.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Examen des politiques agricoles dans les pays membres de l'OCDE - 1980-1982.

Paris, O.C.D.E., 1983, 245 p.

338.750.

PARIBAS...

Portraits financiers et économiques de l'industrie manufacturière.

(In : PARIBAS - NOTES ÉCONOMIQUES - NUMÉRO SPÉCIAL, Bruxelles, 24, 12 1983, p. 1-26.)

BE 64EF

BULLETIN...

L'automobile des années 80 : quelques réflexions.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT*, Bruxelles, 1, 09 01 1984, p. 1-5.)

BE 34A

FEYAERTS, M.

De schuldfinanciering van de ontwikkelingslanden.

(In : *CAHIER-REVUE DE LA BANQUE / CAHIER-BANK- EN FINANCIWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 25, 12 1983, p. 5-29.)

BE 133

338.8 - 333.841.

COE, D.T. & HOLTHAM, G.

Souplesse de la production et inflation : étude globale.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 1, 07/09 1983, p. 103-159.)

OCDE 13A

339.115. - 336.311.2 - 333.17

LAULAN, Y.

L'impact des rééchelonnements sur le bilan des banques.

(In : *ANALYSE FINANCIERE*, Paris, 55, 09/12 1983, p. 62-71.)

FR 1

338.8 - 338.013. - 332.691.
338.70

LONG, N.V.

On the short-run and long-run effects of a resource boom.

(In : *CORE DISCUSSION PAPER*, Louvain-la-Neuve, 8317, 03 1983, p. 1-18 + F1-F4.)

BE 57

339.115. - 336.311.2 - 333.109.
333.17

MARTIN, G. & DOUMONT, M.

Les banques face à l'endettement international.

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EURO-PÉENNE*, Luxembourg, 12, 12 1983, p. 3-6.)

LU 4

339.112.10 - 307.116.

VANHOECKE, R.

Aperçu des modifications apportées au patrimoine des logements : 1977-1978-1979-1980-1981.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES*, Bruxelles, 10, 10 1983, p. 129-162.)

BE 99

339.311.0 - 333.44

DETERMINANTS...

The determinants of national saving and wealth. (Proceedings of a Conference held by the International Economic Association at Bergamo, Italy.)

London, Macmillan, 1983, XV + 424 p.

339.311.1 - 339.311.3

347.728.1 - 657.2 - 333.18
657.33 - 334.154.32 - 658.42

STURM, P.H.

Les déterminants de l'épargne : théorie et études empiriques.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 1, 07/09 1983, p. 161-215.*)

OCDE 13A

REVUE...

Modifications apportées au Plan comptable minimum normalisé par l'Arrêté Royal du 12 septembre 1983.

(In : *REVUE BELGE DES SCIENCES COMMERCIALES, Bruxelles, 12, 12 1983, p. 1-66.*)

BE 140

340.0

347.728.6

MERTENS de WILMARS, Josse.

Recht voor morgen.

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1983, VI + 90 p.

WUILLAUME, Marcel.

Vade mecum du liquidateur de sociétés et d'associations.

Bruxelles, Creadif, 1983, 393 p.

347.718.

351.721. - 336.023.

ACCOUNTANCY...

De nieuwe Wet op de Boekhouding toegepast.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S, Brussel, 5, 12 1983, p. 9-55.*)

BE 503

VAN DER STICHELE, M.

Commandes publiques et clauses économiques. Les marchés de la Défense nationale.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES, Bruxelles, 10, 10 1983, p. 79-128.*)

BE 99

347.720.3

368.40

STENGERS, Marie-Laure.

La responsabilité civile des administrateurs et des gérants en Belgique depuis 1978 : bilan et perspectives.

Bruxelles, Centre Paul Hymans, 1983, 117 p.

DEHAENE, L.

Propositions du Ministre Dehaene : pourquoi et comment réformer la Sécurité Sociale ?

(In : *ORIENTATIONS - SAMSOM ACTUALITÉS SOCIALES, Bruxelles, 8Bis, 21 12 1983, p. 1-8.*)

BE 120A

368.40

DELEECK, H.

Voorstellen voor de toekomstige structuur van de sociale zekerheid.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 6, 12 1983, p. 661-675.)

BE 64B

382.10 - 382.50 - 382.30
337.0

BHAGWATI, J.N. & SRINIVASAN, T.N.

Lectures on international trade.

Cambridge, Ma., M.I.T. Press, 1983, XI + 414 p.

380.23

BULLETIN...

La compétitivité de la Belgique n'est pas encore rétablie!

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*, Bruxelles, 47, 30 12 1983, p. 1-7.)

BE 33

382.10

ROSSINI, G.

Il commercio intraindustriale : considerazioni sulla specializzazione internazionale dei paesi industrializzati.

(In : *MONETA E CREDITO*, Roma, 143, 09 1983, p. 291-309.)

IT 15

380.59

BULLETIN...

La franchise. Une aide en temps de crise.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*, Bruxelles, 1, 06 01 1984, p. 1-4.)

BE 33

382.242.4

BRYANT, R.C.

Les opérations bancaires sur euro-devises : alarmisme et problèmes réels.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 1, 07/09 1983, p. 7-45.)

OCDE 13A

381.0 - 382.0

ADRIAENSSENS, E. & SERRURE, D.

Actuele technieken in binnen- en buitenlandse handel.

Leuven, Acco, 1983, 308 p.

382.242.4 - 333.830.

GRANZIOL, M. & SCHELBERT, H.

Ex ante Real-Zinssätze am Euromarkt.

(In : *ZEITSCHRIFT FUER WIRTSCHAFTS- UND SOZIALWISSENSCHAFTEN*, Berlin, 5, 09/10 1983, p. 437-459.)

DE 23

KAEN, F.R. et al.

The integration of Eurodollar and US money market interest rates in the futures market.

(In : *WELTWIRTSCHAFTLICHES ARCHIV*, Kiel, 4, 10/12 1983, p. 601-614.)

DE 29

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE.

Le commerce international en 1982-83.

Genève, G.A.T.T., 1983, 227 p.

382.257.

382.54

DROUIN, M.

Crise financière et régulation des liquidités internationales. (I)

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE*, Luxembourg, 12, 12 1983, p. 13-15.)

LU 4

BULLETIN...

Retour au commerce de troc?

(In : *BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE*, Bruxelles, 238, 12 1983, p. 21-23.)

BE 27CF

382.257.

658.334.

DROUIN, M.

Crise financière et régulation des liquidités internationales. (II)

(In : *EURÉPARGNE - REVUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE*, Luxembourg, 1, 01 1984, p. 15-18.)

LU 4

KIRSCHEN, E.S.

Les prix des vies humaines.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 100, 10/12 1983, p. 486-533.)

BE 44E

382.30 - 382.32 - 334.152.1

7

NUNNENKAMP, P.

Technische Handelshemmnisse - Formen, Effekte und Harmonisierungsbestrebungen.

(In : *AUSSENWIRTSCHAFT*, St. Gallen, 4, 12 1983, p. 373-397.)

CH 1

VEKEMAN, R.

Ruimtelijke ordening en stedenbouw.

(Recht en Praktijk, 5.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1983, XXI + 360 p.

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 56 - 1000 BRUXELLES
LE CHEF DU DÉPARTEMENT
J. VAN DROOGENBROECK